

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ASSURANCES AGRICOLES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 18 avril 1899, à 10 heures

PAR

MAURICE TAILLIANDIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ASSURANCES AGRICOLES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 18 avril 1899, à 10 heures.

PAR

MAURICE TAILLIANDIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. JAY.

Suffragants : { MM. CAUWÈS, } professeurs.
DESCHAMPS, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

LES ASSURANCES AGRICOLES

EN FRANCE

INTRODUCTION

L'Agriculture est la plus ancienne, la plus importante comme la plus nécessaire de toutes les branches de l'activité humaine. Source première de richesse et de puissance des peuples, elle a, de tout temps, été en honneur.

Dans les sociétés antiques, où le travail était considéré, par les philosophes eux-mêmes, comme œuvre servile, la culture de la terre était la plus noble des professions. La Grèce lui dut sa prospérité et elle contribua à la grandeur de Rome :

*Sic fortis Etruria crevit
Scilicet, et rerum facta est pulcherrima Roma* (1).

C'est à l'agriculture que la France, si admirablement dotée par la nature, doit d'avoir traversé, avec moins de misères, peut-être, que les autres contrées de l'Europe,

(1) Virgile, *Géorg.*, L. 2, v. 532.

la période du Moyen-Age. Lorsque la Royauté Capétienne commença à travailler à l'unité nationale en favorisant l'affranchissement des communes, elle se préoccupa de l'amélioration progressive du sort des travailleurs de la terre et Suger, qui mérita le titre de « Père de la patrie », éleva la condition des paysans et protégea l'agriculture. La prospérité de la France grandit pacifiquement à mesure que se développe cette cause féconde de travail et de richesse publique. Saint Louis ouvrit la série des lois successivement faites pour régler l'industrie agricole ; mais il faut aller jusqu'à Henri IV pour trouver une tentative sérieuse et durable d'organisation de l'Economie rurale moderne. Instruit par les travaux de quelques hommes d'élite, dont l'attention s'était portée sur l'étude des questions agricoles et dont le plus illustre est Olivier de Serres, le grand Sully s'inspira de leur doctrine : on en retrouve la trace dans le préambule de l'Edit de 1599 : « La force et richesse des roys et princes
« souverains consiste en l'opulence et nombre de leurs
« subjects ; et le plus grand et légitime gaing et revenu
« des peuples, mesmes des nostres, procède principale-
« ment du labour et culture de la terre (1). »

Ainsi s'accomplissait une des plus grandes révolutions des temps modernes : la guerre n'était plus regardée comme le moyen le plus noble de s'enrichir.

Le plus illustre des ministres de Louis XIV, Colbert,

(1) *Manuel de droit rural et d'économie agricole*, Jacques de Valserres, Paris, 1846.

plus financier qu'agronome, mais qui recherchait le développement harmonique de toutes les industries nationales, dota l'agriculture de quelques institutions utiles (1). Le Colbertisme dura jusqu'à la chute retentissante de Law et du *Système*. Les désastres qui en furent la suite ramenèrent les esprits, avec les Physiocrates, vers l'agriculture. Quesnay, Turgot et leurs disciples allèrent jusqu'à proclamer que la terre est la seule source de richesse. Aussi, devenu ministre de Louis XVI, Turgot fit-il beaucoup pour les cultivateurs.

Malgré ces sages institutions, l'agriculture, au moment où éclata la Révolution, était loin de jouir de toute sa liberté d'action. La Constituante l'affranchit et, après elle, la Convention, le Directoire, le Consulat et l'Empire édictèrent quelques mesures d'un haut intérêt agricole. La Restauration continua l'œuvre des précédents gouvernements. Mais ce n'est que sous la Monarchie de Juillet et sous le second Empire que l'industrie agricole, développée par de nombreuses et sages mesures législatives et administratives, entra véritablement dans une ère de prospérité qui, malheureusement, ne devait être que passagère.

Car, aujourd'hui, par suite des modifications survenues dans notre état économique, l'agriculture est loin d'occuper la place prépondérante qu'elle avait il y a à peine un quart de siècle. Le développement considéra-

(1) M. Cauwès, à son cours (Economie politique), Faculté de Droit, 1896, 1897.

ble de l'Industrie et les faveurs dont elle a été l'objet ; la multiplication des moyens de transport qui facilitent la concurrence étrangère si désastreuse pour le cultivateur, en ne lui permettant plus de vendre ses produits à un taux rémunérateur ; la lourdeur toujours croissante des impôts qui pèsent sur la terre et qui a contribué à la diminution de valeur de la propriété foncière : telles sont les causes principales qui ont amené une véritable crise agricole. Les conséquences de cette crise sont graves et menaçantes : la dépopulation progressive des campagnes, le découragement des agriculteurs, l'amoindrissement de cette force productrice dont l'industrie qui transforme et le commerce qui colporte ressentiront bientôt la fatale répercussion, enfin le danger pour la France de se trouver, à un moment critique, à la discrétion de l'étranger.

Il serait absolument injuste de prétendre que l'agriculture, ou s'est abandonnée elle-même ou a été constamment négligée par les pouvoirs publics.

Comme toutes les autres manifestations de l'activité humaine, l'agriculture a bénéficié des progrès de la science et a su les appliquer. La chimie agricole a été fondée ; l'outillage a été perfectionné ; on en a fini, presque partout, avec la vieille routine où l'on reprochait au cultivateur de s'attarder. Le système des assolements, la culture intensive, l'étude rationnelle des engrais ont permis de réaliser d'incontestables progrès. L'initiative privée s'est de plus en plus, et non sans

succès, appliquée à développer cette importante industrie : des hommes intelligents et instruits y consacrent leur activité et leur savoir ; les faire-valoir qu'ils dirigent avec tant de compétence sont de véritables modèles et exercent la plus heureuse influence. Grâce à leur propagande incessante tous ceux qui vivent de la terre se sont sentis solidaires et se sont trouvés unis et aidés pour formuler publiquement leurs légitimes revendications.

Les pouvoirs publics, de leur côté, ne sont pas restés inactifs. Le gouvernement de la République, loin de paralyser la tendance des cultivateurs à se grouper, l'a favorisée par la Loi des Syndicats et, depuis 1884, les associations agricoles se sont utilement multipliées. L'assistance a été organisée récemment dans les campagnes et déjà on commence à en ressentir les salutaires effets. L'instruction spéciale a été répandue dans une large mesure (1). Enfin le Parlement a voté, avec raison, des droits protecteurs qui tendent à défendre, dans une certaine mesure, la culture nationale contre l'envahissement des produits étrangers.

Ce sont là d'heureux résultats, sans doute, mais ils sont insuffisants.

En France, l'agriculture occupe encore actuellement plus de la moitié de la population (2) ; « elle met en

(1) Tisserand, Directeur de l'agriculture. *Rapport sur l'enseignement agricole*, 1^{er} janvier 1894, *Bulletin Min. Agric.*, juin 1894.

(2) 18 millions travaillent pour eux-mêmes ou pour autrui le sol national

« œuvre un capital de près de 100 milliards. A elle seule,
 « elle donne un produit brut annuel supérieur à celui
 « de toutes les industries manufacturières réunies (1).
 « Elle distribue annuellement plus de 4 milliards de
 « francs en salaires et possède un capital d'exploitation
 « en bétail, semences, engrais, machines, etc., qui
 « dépasse cette somme et qui est l'objet d'incessantes
 « transformations » (2).

Cependant, et malgré les progrès accomplis, l'agriculture est bien loin d'avoir réalisé toutes les améliorations auxquelles elle a droit. Elle fait « plus de besogne que de bruit » (3). Etrangère aux agitations qui passionnent parfois les centres peuplés et industriels, elle est souvent, elle aussi, *la grande muette*; sa voix n'a jamais les éclats bruyants qui émeuvent l'opinion publique : elle est trop rarement écoutée.

De toutes les industries, l'agriculture est celle qui a le plus à se défendre contre les forces aveugles de la nature. Indépendamment de l'incendie et des accidents personnels auxquels l'homme se trouve exposé, là comme partout ailleurs, elle a à redouter une foule de périls que

et il convient d'y ajouter 6.200.000 ouvriers dont la profession se rattache à l'agriculture. Discours Tailliandier (*Chambre des députés*, séance du 3 déc. 1895, *Débats parlementaires*).

(1) Ce produit est de 15 milliards environ. *Propositions* Rey et Lachièze, ayant pour objet la création d'une *Caisse nationale d'assurances mutuelles agricoles* entre les communes, gérée et administrée par l'Etat. (6 mai 1893 et 5 déc. 1893.)

(2) *Projet de loi* Develle, Min. de l'Agric., *sur la création d'une société de crédit agricole et populaire*, 1892.

(3) Kergall, *Du rôle social des syndicats agricoles*, Rapport présenté au 3^e Congrès national des syndicats agricoles, p. 9.

nulle prudence humaine ne saurait conjurer. Les brusques variations de la température, les perturbations atmosphériques qui amènent, tantôt la gelée, la grêle ou les orages dévastateurs, tantôt la sécheresse prolongée, l'humidité excessive ou l'inondation, sont pour elle autant de dangers qui rendent si souvent inutile le travail de toute une année : *labor irritus anni*. Si l'on ajoute à cela le cortège effrayant des maladies cryptogamiques, le nématode des betteraves, l'oïdium, le mildew, le phylloxéra, le black-rot qui dévastent nos vignobles et tant d'autres fléaux qui atteignent les céréales (la rouille, le charbon, la coulure, etc.), les tabacs (la nielle ou rouille), les pommes de terre, on comprendra les soucis du cultivateur dont le lendemain n'est jamais assuré. Les campagnols, dont les habitants de l'arrondissement d'Arras et du Cambrésis n'ont pas oublié les récents méfaits, — les épizooties qui déciment les bestiaux, capital essentiel et indispensable de la ferme, viennent compléter cette sombre nomenclature qui est loin d'être limitative.

Il est donc de la plus haute importance de mettre les agriculteurs à l'abri des tristes conséquences des fléaux qui les ruinent, et paralysent l'esprit d'entreprise : il s'agit de l'organisation de l'ASSURANCE AGRICOLE.

L'étude des tentatives faites dans ce sens en France nous a paru du plus haut intérêt ; c'est elle que nous nous proposons d'aborder.

Certes, nous ne saurions avoir la prétention d'exami-

ner ici tous les risques dont nous venons de donner une liste incomplète. Ce serait sortir du cadre dans lequel nous avons dû nous renfermer que de parler de l'assurance contre l'*incendie* : outre que ce risque n'est pas essentiellement agricole, il fait déjà l'objet d'une législation dont l'étude nécessiterait un travail particulier. — Il en est de même des *accidents*. L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 s'applique à une classe particulière d'individus, et les agriculteurs n'y sont pas compris ; ce n'est qu'exceptionnellement et lorsque, dans une exploitation agricole, on emploiera « une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux », que les ouvriers, victimes dans leur travail, pourraient en invoquer le bénéfice.

Parmi les risques spécialement agricoles, nous sommes obligé de faire un choix. Aussi nous bornerons-nous à l'étude des *Assurances agricoles sur les bestiaux, la grêle, la gelée et les inondations*.

Notre travail nous paraît comporter trois parties bien distinctes.

Dans la *Première partie*, nous nous proposons de donner une THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ASSURANCE AGRICOLE. Ayant *défini* ce contrat et déterminé sa nature, nous aurons à dire quelques mots de la *Statistique* dont nous ne saurions négliger les données quelque imparfaites qu'elles soient. Après avoir discuté l'*Assurabilité des risques* à l'examen desquels nous entendons nous borner, il sera nécessaire, pour compléter cette étude préa-

lable, de donner une idée des *primes* ou *cotisations*, un aperçu général des *tarifs* et des notions sommaires sur le caractère et l'étendue de l'*indemnité*.

Dans la *Seconde partie*, nous expliquerons le MÉCANISME DE L'ASSURANCE AGRICOLE tel qu'il est actuellement pratiqué. Ici, nous abordons le terrain juridique et, comme notre travail est plutôt d'ordre économique, on comprendra que nous ayons dû passer plus rapidement sur ce côté de la question et n'en retenir que les notions indispensables à la clarté de notre exposé.

Après un rapide *aperçu général historique*, nous étudierons le *Fonctionnement actuel de l'assurance agricole en France*. Nous distinguerons dans les sources du droit : 1^o la *Loi* qui a organisé les *Sociétés par actions à primes fixes* et les *Sociétés mutuelles* ; 2^o le *Contrat* qui a donné naissance aux différentes *polices d'assurances* (1).

Dans la *Troisième partie*, la plus importante au point de vue économique que nous avons adopté, nous examinerons, en les discutant, les principaux PROJETS ET PROPOSITIONS imaginés en France pour perfectionner et compléter l'assurance agricole.

Nous présenterons, tout d'abord, ces divers projets et propositions dans l'ordre chronologique et en faisant ressortir leurs caractères essentiels. Nous les étudierons ensuite, à la lumière des *théories* et des *doctrines*, c'est-à-

(1) Cette division (la loi, le contrat), se trouve dans Chauffon, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. II, Paris, 1886.

dire en les groupant selon les principes auxquels ils se rattachent : l'autorité ou la liberté. La première conception s'objective dans la *théorie de l'École étatiste* ; la seconde dans celle de l'*École individualiste*.

Distinguant alors l'assurance préventive de l'assurance réparatrice ; nous verrons comment a été compris le *rôle de l'État* assureur ou contrôleur, et nous dirons quelle part, à notre sens, doit lui être attribuée dans l'assurance agricole. Passant ensuite aux *applications individualistes*, nous montrerons le développement successif des *mutualités* et nous indiquerons les heureux résultats de l'*intervention des syndicats* entre assureurs et assurés.

Pour terminer, nous essayerons de préciser les *conclusions pratiques* qui se dégagent de cette étude, d'autant plus complexe et ardue qu'il n'existe, en cette matière, aucune codification complète, qu'elle est d'un intérêt actuel et que les solutions entrevues par les esprits les plus éminents attendent encore leur formule scientifique et définitive.

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ASSURANCE
AGRICOLE.

CHAPITRE PREMIER

IDÉE DE L'ASSURANCE AGRICOLE. — PARENTHÈSE SUR
LA STATISTIQUE.

L'idée de diminuer la perte que subit, dans sa personne ou dans ses biens, un membre du corps social, par suite de quelque événement de force majeure et imprévue, en la répartissant sur un plus ou moins grand nombre de personnes, est une des formes les plus intéressantes de la solidarité humaine. C'est cette idée qui a donné naissance au contrat d'assurance.

« On entend par *contrat d'assurance* une convention
« synallagmatique par laquelle une personne, qu'on
« appelle *assureur*, s'engage, moyennant un prix déterminé, appelé *prime d'assurance*, à indemniser une
« autre personne, dite *assuré*, du dommage qu'elle peut

« éprouver dans sa personne ou dans ses biens, par suite d'un événement fortuit ou de force majeure (1). »

L'assurance est, de sa nature, un contrat aléatoire en ce sens que les événements sur lesquels il repose sont fortuits et indépendants de la volonté ou du fait du contractant. Il a pour objet *non la réalisation d'un gain en faveur de l'assuré, mais l'indemnité d'une perte subie*. L'assurance est donc la garantie d'un risque, de la chance d'une perte accidentelle (2).

On a répété souvent, mais à tort, que l'assurance éliminait le hasard ; elle se borne à lui assigner sa part. La perte ne disparaît pas, mais elle est partagée entre plusieurs et, dans une certaine mesure, n'est plus ressentie par celui que l'accident a frappé. L'assurance est, à proprement parler, le mécanisme à l'aide duquel s'opère ce partage : « *The machinery for its distribution* » (3). Grâce à elle, la communauté prend à sa charge l'incidence de la perte dont l'intensité diminue ainsi en raison inverse de son étendue.

Bien que les accidents qui menacent le patrimoine de l'homme aient un caractère essentiellement fortuit, ils se produisent cependant avec une indéniable régularité : ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, quelque capricieuse

(1) Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration française*, 2^e édition, Paris, 1881. — Cf. de Valserres, *op. cit.* ; Ch. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 3^e édition. Paris, 1894.

(2) Alfred de Courcy, *Mémoire au Conseil d'Etat*, 1857.

(3) Mac. Candlish, Directeur de la « *Scottish National* ». *Communication à l'Institut des actuaires écossais*, 1872.

que semble la chute des pluies, les observatoires météorologiques constatent, au pluviomètre, qu'il tombe chaque année une quantité d'eau à peu près égale. Quelque difficile qu'il soit de trouver l'expression exacte des lois auxquelles obéissent ces phénomènes, on s'est efforcé de les dégager et, depuis Pascal, la théorie des chances et des probabilités a été l'objet d'une étude approfondie (1).

Sans entrer dans l'exposé détaillé des méthodes de calculs compliqués employées dans cette étude, nous pouvons dire que la probabilité est le rapport du nombre des chances qu'un événement a de se produire au nombre total des chances possibles. Elle peut se représenter par une fraction ayant pour numérateur le nombre des chances favorables et pour dénominateur le nombre total des chances possibles. Ainsi la probabilité, essentiellement variable, croîtra ou décroîtra suivant que la fraction, qui en est l'expression, se rapprochera ou s'éloignera de l'unité. L'unité, c'est la certitude.

Pour déterminer mathématiquement la probabilité d'un fait, il faudrait pouvoir connaître exactement le nombre total des chances possibles. Or, on ne saurait le plus souvent parvenir à ce résultat, et en particulier dans les phénomènes naturels. Quelques nombreuses que puissent être les observations, elles ne sauraient

(1) Cournot, *Exposition de la théorie des chances et des probabilités*.

jamais arriver à embrasser la totalité des possibles. Les calculs les plus sérieux ne peuvent donc fournir que des résultats approximatifs. La *Statistique* est la science de ces calculs qui ont pour objet de dégager « les lois numériques qui régissent le cours des choses » (1).

Ces lois, bien entendu, n'ont pas le caractère catégorique et impératif des lois mathématiques, physiques ou morales. Comme elles se bornent à *constater*, elles sont, en réalité, des *faits* plutôt que des *lois* et conservent un caractère relatif (2).

Toutes ces notions techniques et générales s'appliquent aux *Assurances agricoles* comme à toutes les autres. Mais ici, peut-être, plus que partout ailleurs, et à cause du caractère même des sinistres qui menacent le patrimoine de l'agriculteur, la statistique joue un rôle important. Elle seule permet d'évaluer les *risques agricoles*, qu'ils soient *topographiques* (risques de *situation*), ou qu'ils soient *spécifiques* (dépendant de la *nature* des valeurs menacées). Elle est indispensable aussi pour déterminer les tarifs. C'est elle, en effet, qui permet l'établissement des tarifs méthodiquement proportionnels où il est tenu compte à la fois des risques spécifiques et des risques topographiques. Nous reviendrons plus loin sur l'examen des tarifs.

Pour réaliser tout ce que l'agriculture serait en droit

(1) Albert Chaufton, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. I, Paris, 1884.

(2) Maurice Block, *Traité théorique et pratique de statistique*, Paris, 1878.

d'attendre d'elle, la statistique devrait reposer sur des observations assez nombreuses et assez scientifiques pour que l'on pût y avoir confiance. Malheureusement, que les renseignements fournis soient puisés à une source officielle ou privée, ils sont loin de mériter une créance absolue.

Ainsi, lorsque M. Viger, Ministre de l'Agriculture, a déposé sur le Bureau de la Chambre, le 24 avril 1894, un projet de loi ayant pour but d'instituer, avec le concours de l'État, des Caisses d'assurances mutuelles agricoles, il avait ordonné préalablement une enquête sur l'existence et le fonctionnement de ces sortes d'assurances en France et à l'étranger.

Il semblait que rien ne fût plus facile que de constater combien il existait de sociétés d'assurances dans chaque département. Eh bien ! les résultats de cette recherche, quelque utiles et quelque précieux qu'ils soient, n'ont pas paru, par suite des redites et des lacunes (1), assez nets et assez précis pour qu'on pût en faire un résumé général.

De même, le Ministre disait dans son exposé des motifs : « Les grandes sociétés à primes fixes et mutuelles

(1) Ces lacunes sont nombreuses : C'est ainsi que, pour le département des Landes, le tableau porte l'indication suivante : « Il n'existe pas de compagnies d'assurances agricoles dans le département ». — Or, « il y a dans les Landes, 712 assurances ! — C'est un des départements où il y en a le plus, représentant 33.000 assurés ». — *Discours Méline*, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture. *Ch. des députés*, 25 février 1898. — *Débats parlementaires*. — Cf. *Rapport sur le budget général de l'exercice 1899* (Min. de l'Agriculture), par H. Ricard, député de la Côte-d'Or.

« contre la grêle, avaient, en 1892, *d'après les renseignements recueillis par l'administration*, 134.816 assurés pour une valeur de 567.428.604 francs. Les recettes de ces sociétés ont été de 7.726.258 francs, au moyen desquels 5.028.168 francs de sinistres ont été réglés. Les bénéfices réalisés par ces sociétés ont été, déduction faite des frais généraux, de 1.536.154 francs. A la fin de 1892, leurs fonds de réserve s'élevaient à 4.757.842 francs. *Cette situation est donc très prospère.* »

Ainsi présentés, ces chiffres étaient trompeurs :

La *Compagnie générale d'assurances*, après 18 ans d'existence, a liquidé sans avoir jamais donné de dividendes à ses actionnaires.

L'*Abeille*, fondée en 1856, est restée pendant 21 ans sans réaliser de bénéfices et, après une durée de 36 ans, elle n'avait payé à ses actionnaires, en onze annuités, que 121 francs par titre, soit un intérêt de 3 fr. 30 par an (1).

Le *Soleil* et l'*Eternelle* n'ont jamais donné aucun bénéfice. La *Confiance* n'a pu éteindre son passif qu'en réduisant son capital (2).

Comment des enquêtes de cette nature, basées sur un

(1) Depuis, cette compagnie, qui est une des plus répandues, est en voie de progrès. Le mécanisme et la situation de cette importante société sont l'objet d'une étude dans la 2^e partie de ce travail.

(2) A. Thomereau, *La question des assurances agricoles au point de vue de la statistique*, Paris, 1894 ; cf. Syndicat des assureurs agricoles, *Exposé critique*, Paris 1895.

questionnaire dressé par l'administration, et que chacun comprend à sa façon, pourraient-elles fournir des résultats certains? Et, lorsqu'on les étend à l'étranger, où les moyens d'action et de contrôle sont plus difficiles à appliquer, les résultats obtenus sont encore plus insuffisants. Comme pouvant encore fournir des renseignements en dehors des enquêtes, citons : l'*Annuaire statistique de la France*, la *Statistique agricole décennale*, la *Statistique agricole annuelle* (1).

Quant aux sources d'informations statistiques qui viennent de l'initiative privée, elles laissent, aussi, beaucoup à désirer. Ces sources sont pourtant nombreuses : les journaux spéciaux d'assurances (*Argus* ; *Moniteur des Assurances* ; *Economiste rural*, etc., etc.), les rapports des Sociétés d'agriculture, les comptes rendus des sociétés, etc.

Ici se place une observation. Les sociétés d'assurances mutuelles sont tenues, aux termes de l'article 23 du décret du 22 janvier 1868, d'adresser au Ministre leur *inventaire annuel* ainsi qu'un *compte détaillé* des recettes et dépenses de l'année précédente et du mouvement des sinistres. Malheureusement, cette prescription, qui n'est pas munie d'une sanction légale, n'est pas exécutée. — La loi du 24 juillet 1867 (art. 66) ayant

(1) Edmond Fléchet, Membre du Conseil supérieur de statistique, *La statistique agricole décennale de 1892*. (Communication faite à la Société de statistique de Paris, séances des 16 mars et 20 avril 1898.) — Voir décret du 1^{er} avril 1852 sur les commissions cantonales de statistique (Statistique décennale).

supprimé pour les compagnies par actions l'autorisation préalable (exception faite pour les assurances-vie), ces sociétés ne sont plus tenues de remettre, chaque semestre, au ministre compétent, un état de leur situation ; mais toutes publient des comptes rendus annuels dans lesquels on peut trouver d'utiles renseignements.

Les éléments recueillis par la statistique sont, sans doute, précieux et il y a intérêt à les consulter. Mais, dans l'état actuel des choses, ils sont dispersés, incohérents et difficiles à rassembler. Il serait à souhaiter que les recherches fussent pratiquées d'une façon méthodique et permanente et que les résultats, dûment vérifiés, en fussent centralisés de façon à pouvoir être toujours facilement consultés dans leur ensemble. Alors seulement, la statistique pourrait fournir une base solide pour l'établissement des Assurances agricoles en présentant un tableau exact des risques encourus et de la situation respective des compagnies. Mais il reste bien entendu que la statistique, même en disposant des procédés les plus perfectionnés, ne peut jamais fournir que des indications, non des lois positives ; elle ne comprend, dans ses formules, que les faits passés, et il est impossible d'en induire sûrement l'avenir.

CHAPITRE II

ASSURABILITÉ DES RISQUES AGRICOLES. — DISTINCTION DU RISQUE SUBJECTIF ET DU RISQUE OBJECTIF.

Le *risque*, dans son acception la plus générale, peut être défini : *la possibilité d'un préjudice déterminé*. Les divers accidents qui peuvent menacer le patrimoine de l'agriculteur : perturbations atmosphériques, épizooties, etc., sont soumis à des lois de périodicité à peu près constantes, *Mundum regunt numeri*. C'est en s'appuyant sur les données fournies par le statisticien que l'assureur applique à chaque cas particulier ces lois générales du hasard. Et le risque, ainsi entendu, n'est autre chose que « la valeur actuelle du dommage possible dans une unité de temps déterminée » ou, en d'autres termes, « l'obligation de l'assureur ramenée à sa valeur au jour de la conclusion de l'assurance (1) ».

Avant d'aller plus loin, il est à propos de distinguer le risque *subjectif* du risque *objectif*.

On entend par *risque subjectif* celui qui résulte du fait même de l'homme, qu'il provienne de son ignorance, de sa négligence ou de sa mauvaise foi. — Le

(1) Albert Chaufon, *Les assurances, leur passé, leur présent et leur avenir*.

risque objectif est celui qui est inhérent à la nature même des choses.

L'importance de cette distinction, au point de vue de l'assurance, ne saurait échapper.

S'il est déjà difficile, en effet, de prévoir le risque objectif soumis à des lois à peu près régulières, le risque subjectif échappe, dans une large mesure, à tout calcul et à toute prévision. Comment savoir, à l'avance, ce que pourront causer de préjudice, l'ignorance, l'esprit de routine, l'incurie, la paresse ou la fraude ? Les progrès de la science tendent, il est vrai, chaque jour, à dissiper l'ignorance, à substituer à l'esprit de routine l'idée du progrès ; mais comment garantir l'assureur contre la négligence de l'assuré ou ses calculs criminels ? On sait, par exemple, aujourd'hui, que l'oïdium peut être combattu par le soufrage (1) ; qu'on évite, au moyen de préparations chimiques, certaines maladies qui menacent les céréales ; que, par de nombreuses dispositions législatives ou administratives, les pouvoirs publics ont multiplié les mesures prophylactiques destinées à prévenir ou arrêter, dans leur diffusion, les maladies contagieuses qui déciment le bétail. Encore faut-il que les intéressés consentent à souffrir leurs vignes, à préparer leurs semences, à se conformer aux règlements de police sanitaire ; et l'expérience démontre que, sur ce dernier point, les sanctions pénales n'y suffisent pas toujours. Quant

(1) Alfred de Courcy, *De l'assurance par l'Etat*, Paris, 1894.

aux spéculations criminelles auxquelles se livrerait, par exemple, un cultivateur qui chercherait à réaliser immédiatement en argent la valeur représentée par son bétail assuré, comment en trouver la loi statistique ? C'est là, sans conteste, le plus grave péril que puisse courir l'assureur. Il devra, s'il est prudent, tenir compte, avant de conclure une assurance, du caractère, des antécédents et des habitudes de l'assuré, connaître son genre de vie et sa solvabilité. Le risque de la grêle est, peut-être, le seul qui échappe à la fraude (1).

Pour qu'un risque puisse donner lieu à assurance, il faut donc que le préjudice causé par le sinistre, — c'est-à-dire le risque réalisé, — n'ait été suscité par aucune intervention du sinistré. La sécurité qui résulte de l'assurance ne saurait devenir une prime à l'insouciance, à la paresse ou à la mauvaise foi.

En dehors de cette *condition d'assurabilité*, qui vise le risque subjectif, il en est d'autres qui dérivent du risque objectif, inhérent à la nature des choses assurées.

Il faut, avant tout, qu'il y ait un *danger actuel*, une crainte permanente, de nature à inquiéter sérieusement un homme sage et prévoyant ; là où le sentiment d'un danger n'existe pas, on ne saurait songer à se prémunir contre lui. Toutefois, l'événement redouté doit être incertain, même *improbable*, fortuit et accidentel. L'assurance ne garantit que contre un risque et non contre

(1) Albert Chaufon, *op. cit.*

un péril imminent, inévitable. Ce serait, en effet, de la part de l'assureur, une dangereuse imprudence que de prendre à sa charge un risque probable, c'est-à-dire dont la chance de réalisation, dont la probabilité dépasserait 50 pour 100. Le fléau, en vue duquel on conclut le contrat, doit être *partiel*, exerçant inégalement ses ravages, épargnant la grande majorité des valeurs assurées. A cette condition seulement, les primes ou cotisations pourront réparer les pertes subies par quelques individus. Si le fléau était général et atteignait, à la fois, tous ou presque tous les assurés, il serait irréparable et l'assurance resterait vaine. Il faut enfin que le préjudice prévu puisse être *évalué* avec une suffisante précision. L'assureur, en effet, ne peut être tenu *in infinitum*. En outre, lorsque l'assureur est obligé de prendre à sa charge des risques qui dépassent son maximum, il peut, à son tour, contracter une *réassurance* et se décharger ainsi de ses excédents de risques. De semblables opérations, sur lesquelles nous aurons plus tard l'occasion de revenir, ne sont possibles que si les valeurs primitivement assurées sont susceptibles d'une évaluation suffisamment précise (1).

Ces principes fondamentaux de l'assurabilité établis,

(1) *Proposition de loi* Rey, Lachière, Darlan, etc., 3 décembre 1893 (Caisse nationale d'assurances mutuelles agricoles). — Alfred de Courcy, *De l'assurance par l'Etat*, Paris, 1894. — Alfred Thomereau, *Les assurances agricoles, Etat actuel de la question* (mars 1894). — Camille Sabatier, secrétaire général de la ligue de la petite propriété, *Proposition sur les assurances agricoles* (novembre-mars 1897). — Albert Chaufon, *op. cit.*

nous pouvons aborder l'étude des risques qui nous intéressent. Nous examinerons successivement :

- 1° La mortalité du bétail ;
- 2° La grêle ;
- 3° La gelée ;
- 4° L'inondation.

SECTION I. — La mortalité du bétail.

Les animaux de ferme constituent pour l'agriculteur la partie la plus importante de son capital d'exploitation, et leur valeur tient une large place dans le calcul de la fortune publique. L'enquête agricole, faite en France, en 1892, accusait, à la date du 30 novembre de cette année, un nombre de 47 millions $1/2$ de têtes d'animaux de ferme, représentant une valeur de 5.202.656.000 francs (espèces chevaline, mulassière, asine, bovine, ovine, porcine et caprine) (1). Dans les terres soumises à la culture intensive, on compte environ une bête de 500 kilos par hectare (2). Le rapport numérique est environ de 12 têtes de bétail par 10 habitants en France. Aux États-Unis, ce rapport est même de 25 pour 10 habi-

(1) Le Comte de Rocquigny, *1° Intervention des syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail*, rapport à la Société des agriculteurs de France (1894) ; — *2° Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme*, Musée Social, circulaire n° 19 (25 juin 1898).

(2) C'est ce que, en moyenne, nous comptons dans nos fermes du Pas-de-Calais, où la culture est très intensive.

tants. L'importance de ce capital d'exploitation tend à s'accroître de plus en plus en France (1) : — d'une part, l'avitilissement du prix des céréales oblige de plus en plus l'agriculteur, en quête de nouveaux produits, à se tourner vers l'élevage ; — d'autre part, le développement continu de la culture intensive rend de plus en plus nécessaire la multiplication du bétail qui fournit de précieux engrais, capital roulant dont la transformation en produits et le mouvement perpétuel augmentent à la fois la fortune privée et la fortune publique.

Le cheptel subit annuellement des pertes considérables dont la moyenne peut être évaluée, en France, sans exagération, à environ 32 millions 1/2 par an. L'année 1888, qui a été parmi les plus calamiteuses, a vu le total de ces pertes monter à une valeur de 38.721.588 fr., somme ainsi répartie :

7.603.378 par épizooties,
22.602.129 par maladies non contagieuses,
8.516.081 par accidents.

Le nombre des bestiaux ainsi atteints comprenait :

41.799 chevaux,
99.427 bœufs,
365.272 moutons,
157.374 autres animaux (2).

C'est surtout par le petit cultivateur que ces pertes sont cruellement ressenties. Dans les grandes exploita-

(1) Raymond Duguay, *La question des assurances agricoles*, Paris, 1895.

(2) Raymond Duguay, *loc. cit.*

tions agricoles qui comportent un cheptel considérable, les soins hygiéniques plus intelligemment donnés, les règlements de police sanitaire plus scrupuleusement observés, les mesures prophylactiques plus sérieusement appliquées, tendent à diminuer proportionnellement, quant au nombre et quant à la valeur, l'importance des pertes. Le petit cultivateur qui n'a pas, pour protéger son bétail, les ressources de la fortune et de la science, est plus souvent frappé, et les pertes qu'il subit lui sont d'autant plus sensibles que ce bétail représente souvent presque tout son avoir et que rien ne lui permet de compenser le désastre éprouvé.

On objectera peut-être que le fléau des épizooties qui, lorsqu'il frappe, dévaste ordinairement toute une étable, décime aussi bien l'étable du riche que celle du pauvre et que, dans ce cas, les exploitations agricoles, grandes et petites, sont, toutes proportions gardées, également atteintes. Mais il est à remarquer que les préjudices résultant des épizooties figurent, dans le tableau présenté ci-dessus, pour moins d'un quart dans le calcul des pertes que subit annuellement le cheptel. Pour les raisons que nous avons indiquées, les deux autres causes de pertes : maladies non contagieuses et accidents, atteignent plus gravement la petite culture. Il est donc vrai de dire que, en règle générale, celle-ci est plus menacée et a plus besoin de se protéger.

Sans doute, les pouvoirs publics se sont préoccupés d'apporter quelques soulagements à de telles misères et

des crédits, variables chaque année, sont ouverts par la loi de finances et par des lois particulières pour secourir les sinistrés de l'agriculture. Mais ce n'est là qu'une faible aumône, palliatif bien insuffisant en présence des désastres qui atteignent fréquemment les laborieuses populations agricoles.

La nécessité de l'assurance contre la mortalité des bestiaux s'impose donc à l'initiative privée et à la sollicitude du législateur.

Ici se pose la question : *La mortalité du bétail est-elle assurable ?*

Certains esprits, non des moins autorisés, parmi lesquels M. Magne, ancien directeur de l'Ecole d'Alfort, ont été jusqu'à nier catégoriquement la possibilité d'assurer ce risque (1). Ils apportent à l'appui de leur thèse des arguments nombreux mais, à notre avis, plus apparents que réels.

Ces auteurs s'arrêtent devant la difficulté de fixer la valeur du risque, pour dresser ce que l'on pourrait appeler « la table de mortalité du bétail » ; — devant les contestations qui peuvent s'élever, entre assureur et assuré, sur la fixation des valeurs en cas de sinistres. Comment, disent-ils, les experts pourront-ils établir la valeur réelle d'une bête morte faisant partie d'une étable assurée en bloc, dont la valeur totale varie incessamment par suite des ventes et achats successifs ? Ajoutez à cela

(1) Magne, *Mémoire présenté à la Société nationale d'agriculture de France* en 1873. Voir *Moniteur des assurances*, 1877.

que les sinistres ne dépendent pas ici exclusivement des conditions météorologiques, mais aussi d'un élément insaisissable, le fait de l'homme, qu'il soit volontaire ou involontaire. Comment trouver la loi statistique des fraudes ?

Ce sont là, assurément, des difficultés, mais non des obstacles à l'assurabilité et, la preuve, c'est qu'il existe en fait de nombreuses compagnies mutuelles assurant la mortalité du bétail.

Préoccupées de restreindre, dans les limites du possible, le risque subjectif, elles stipulent d'ordinaire qu'elles ne garantissent pas contre les maladies ou accidents « provenant du manque de soins ou de nourriture, « ou de mauvais traitements ou d'excès de travail », etc. D'une manière générale, « elles ne garantissent pas « contre les sinistres provenant de la volonté ou du fait « du sociétaire ou des personnes dont il est civilement « responsable, ni contre les dommages résultant de « mesures ordonnées par l'autorité (1) ». Pour se protéger contre la fraude qui consisterait à faire périr volontairement le bétail pour en réaliser immédiatement une valeur supérieure en argent, les compagnies prennent encore d'autres garanties : « L'assurance ne peut jamais « être une cause de bénéfice pour l'assuré qui ne peut « être indemnisé que d'après la perte réelle qu'il a éprouvée. Si la valeur inscrite dans la police est supérieure

(1) Voir *Statuts-police* d'assurance mutuelle de l'*Avenir*, art. 9, § 5 ; art. 12, ANNEXE n° I.

« à la valeur réelle de l'objet sinistré, l'indemnité n'est « réglée que sur cette valeur réelle (1). » Bien plus, les compagnies d'assurances, en cas de sinistre, ne remboursent pas la totalité de la valeur des animaux assurés, et celles même qui font à leur clientèle les conditions les plus favorables se réservent une retenue (2).

Les compagnies prennent en outre toutes les précautions nécessaires pour déterminer, d'une manière aussi exacte que possible, en totalité, ou partiellement, les valeurs assurées. L'établissement du contrat-police, la justification, le règlement des sinistres sont l'objet des plus minutieuses stipulations (3).

Ainsi se trouvent atténuées les difficultés inhérentes à ce genre d'assurances.

Le risque résultant de la mortalité du bétail réunit toutes les conditions essentielles d'assurabilité : le danger est *permanent, toujours actuel, incertain et fortuit* ; le préjudice peut être *évalué* avec une suffisante précision et les sinistres se particularisent d'ordinaire dans des cas isolés ; en d'autres termes le fléau est *partiel*.

Cette dernière condition nous conduit à examiner une

(1) *Id.*, art. 42.

(2) Société « l'Avenir » : *Extrait du compte rendu de l'exercice 1897* approuvé par l'assemblée générale du 1^{er} avril 1898 : « La société l'Avenir est la seule des sociétés similaires qui assure la totalité de la valeur des animaux, sous une simple retenue de 5 0/0 en cas de sinistre, c'est-à-dire que chaque sinistre a toujours été remboursé à 95 0/0. »

(3) Voir, à titre d'exemple, les *Statuts-police* de l'Avenir, ANNEXE n° I.

question qui a été controversée : les épizooties sont-elles assurables ?

Bon nombre de ceux qui estiment que la mortalité du bétail peut être assurée font une exception pour les *épizooties*. Distinguant les risques de la mortalité ordinaire, qu'il dit assurable, et ceux des épizooties, M. de Courcy s'exprime ainsi : « Ce dernier fléau a le caractère
« de laisser le cultivateur dans une parfaite sécurité
« jusqu'au moment où le danger apparaissant n'est plus
« un *risque* mais l'imminence d'un désastre. Tant que le
« bétail sera sain dans la région, le cultivateur s'abstien-
« dra et l'on n'obtiendra certainement pas du paysan
« breton qu'il se cotise au profit des bergeries du Berry.
« Mais, si la maladie envahit les cantons voisins et
« gagne de proche en proche, aussitôt la panique s'em-
« parera des campagnes, les demandes d'assurances
« afflueront (1). » Le rapporteur de la Commission de 1857, du Conseil d'État, parlant des raisons qui expliquaient, d'après lui, l'éloignement des capitaux de ce genre d'assurances, signalait « le retour périodi-
« que des épizooties dans certaines localités » (2). M. de Courcy, ainsi que le rapporteur, inclinent, pour ces raisons, à croire que les risques résultant des épizooties ne sont pas assurables.

Écartant, pour le moment, toute discussion individualiste ou étatiste, nous ne saurions nous ranger à

(1) A. de Courcy, *De l'assurance par l'État*, Paris, 1894.

(2) Rapport au Conseil d'État, 1857.

cette opinion. Nous pensons que les conditions qui rendent un risque assurable se rencontrent suffisamment dans les épizooties. Là aussi, le danger, pour l'assuré, est *actuel, permanent, inquiétant*, le fléau est *incertain, fortuit*. Mais l'assureur doit prendre des précautions spéciales : bien entendu il ne consentira pas d'assurances lorsque l'épizootie aura déjà commencé ses ravages dans les régions voisines, ce qui rendrait alors le sinistre *plus que probable* et même imminent : il ouvrira le cercle de ses opérations dans un rayon raisonnablement étendu pour disséminer les risques probables afin que le fléau, s'il vient à se produire, soit autant que possible *partiel*. Si la circonscription ne peut pas être très étendue (1), n'aura-t-il pas la réassurance ? Quant à l'*évaluation* du préjudice, il ne nous apparaît pas qu'elle soit plus difficile ici que dans la mortalité ordinaire.

En fait, les compagnies, en règle générale, en assurant contre la mortalité du bétail, n'excluent pas les épizooties. Nous en connaissons même qui se sont fondées à la suite de ravages causés par l'épizootie : c'est ainsi que, en 1879, M. Armand Lansier, juge de paix du canton de la Mothe-Achard (Vendée), ce dernier venant d'être dévasté par la pleuro-pneumonie, a institué la société dite *la Fraternelle*.

En résumé, *le risque de la mortalité des bestiaux est assurable*. Il existe, en effet, de nombreuses Sociétés

(1) Nous discuterons, plus loin, l'étendue de cette circonscription.

qui garantissent ce risque ; la plupart même ont été fondées dans ce seul but. Si, pour ce genre d'assurance, la forme des Sociétés à primes fixes semble peu convenir, celle des Sociétés mutuelles s'y adapte parfaitement : nous en trouvons de nombreux exemples en France et dans les pays étrangers : Belgique, Suisse, Suède, Danemarck, Pays-Bas, Angleterre (1). Nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur ce point en expliquant le mécanisme et le développement des assurances agricoles en France.

SECTION II. — La grêle.

La Grêle, dont les physiciens n'ont pu, jusqu'à ce jour, dire exactement la cause (2), est, peut-être, de tous les fléaux qui menacent l'agriculture, le plus redoutable, le plus effrayant par sa soudaineté. Au moment même où le cultivateur escompte déjà le produit de son travail, un nuage passe et tout est détruit. Le désastre ne s'attaque pas comme la gelée aux récoltes en herbe, mais il ravage le plus souvent les moissons et les fruits en pleine maturité. Contre les autres fléaux, l'homme peut, dans une certaine mesure, se défendre : ainsi il diminuera les chances de mortalité qui menacent ses bestiaux par des soins intelligents et l'application scru-

(1) *Annexes du projet de loi Viger*, 24 avril 1894 (Chambre des Députés).

(2) *L'Avenir économique et financier* (E. Lechartier, rédacteur en chef), *Répertoire hebdomadaire des assurances*, 12 mars 1892.

puleuse des mesures prophylactiques : il pourra, à la rigueur, éviter parfois l'inondation, en construisant des digues, en ouvrant des vannes. Mais ici, l'intelligence, le raisonnement, l'expérience ne sauraient ni prévenir, ni lutter. Ici, pas de risque *subjectif* ; rien ne dépend de la volonté ou de l'action de l'homme : le risque grêle est essentiellement *objectif*.

Les dommages imputables à la grêle sont considérables. En France, pendant une période de 20 années, on peut évaluer à une moyenne de 12,000 par an, les cas d'orage portant préjudice aux récoltes. Ces cas se répartissent ainsi :

Janvier	405 cas	Juillet	3.730 cas
Février	63 »	Août.	2.250 »
Mars	220 »	Septembre	620 »
Avril	325 »	Octobre	150 »
Mai.	1.380 »	Novembre	67 »
Juin.	3.040 »	Décembre (1).	60 »

« En moyenne, le nombre annuel des sinistres atteint le chiffre de 500.000. Dans les années ordinaires, la perte s'élève à une moyenne de 90.000.000 de francs (2). perte qui, en 1873, atteint 313 millions ; en 1874, 363 millions, et en 1891, année néfaste entre toutes, plus de 400 millions (3). » Certains de nos départements

(1) Jean Perriaud, *Aux agriculteurs à propos de l'assurance agricole 1898-1899*, Statistique du Ministre du commerce.

(2) D'après les déclarations parvenues au Ministère, la moyenne des pertes annuelles est de 83 millions ; mais, si l'on tient compte des pertes non déclarées, le chiffre en atteint au moins 90 millions par an.

(3) a) Emile Salle, *Rapport sur l'Assurance-Grêle*, Société des agriculteurs de France, Paris, 1894.

b) Perriaud, *Le crédit et les assurances agricoles*, Paris, 1893.

c) *L'avenir économique et financier*.

sont particulièrement éprouvés. « Pour le département du Rhône, le dommage s'élève annuellement à 6 millions de francs ; dans le département du Gers, il atteint 8 millions par année (1). » « Il y a tel vignoble où la grêle détruit, en moyenne, une récolte sur trois (2) ! »

Contre de tels désastres, l'assurance s'impose.

Or, *ce risque est « essentiellement du domaine de l'assurance »*. Rien de plus *actuel*, rien aussi de plus *accidentel*, de plus *fortuit* et de plus *improbable* que le désastre de grêle qui exerce inégalement ses ravages. Selon les pays, les saisons influent d'une manière différente sur le phénomène. Chaque année, dans les principales contrées de l'Europe, il se répartit inégalement ; c'est ainsi qu'en Angleterre, la grêle tombe davantage en hiver, tandis qu'en Russie, c'est en été (3).

Dans les départements de notre pays que visite le plus fréquemment le fléau, des cantons entiers jouissent d'une sécurité presque complète ; la configuration du sol les met en dehors de la route que suivent d'ordinaire les orages. Parfois même, un champ est dévasté, tandis que le champ voisin reste indemne : le fléau est absolument *partiel*. Le risque grêle peut être *évalué* avec une suffisante précision ; dans le cours de ce travail, nous aurons, du reste, à revenir sur ce dernier

(1) Raymond Duguay, *op. cit.*

(2) A. de Courcy, *De l'assurance par l'Etat.*

(3) Cf. *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger* par Georges Hamon. Les chiffres qui y sont donnés ne sont que très approximatifs ; ils n'en sont pas moins intéressants.

point. Les compagnies d'assurances agricoles se sont efforcées de restreindre autant que possible l'aléa et de maintenir au risque grêle les caractères d'assurabilité (1).

SECTION III. — La gelée.

Par suite de l'extrême variabilité de ce fléau, les dégâts qu'il cause ont, jusqu'à présent, échappé à toute évaluation statistique sérieuse. Quelques chiffres, très approximatifs, ont été cependant fournis : nous pensons pouvoir évaluer à environ 70 millions, en moyenne, le montant des pertes annuelles de ce chef. Dans le terrible hiver de 1879-1880, le chiffre total s'élève à la somme de 138.213.680 francs ; il avait atteint, en 1873, celle de 247 millions ; en 1874, celle de 205 millions 1/2 (2). Ce ne sont là du reste, nous insistons sur ce point, que des renseignements incomplets plutôt que des indications sûres, les statistiques manquant, là encore plus que partout ailleurs, de précision et de garantie. Ces chiffres restent très probablement fort au-dessous de la vérité.

Sans doute ce risque n'est pas à redouter pendant

(1) V. notamment les *Statuts-police* de l'*Avenir*, articles 1, 8, 11, 15, 18, 37, 41 et suiv. et la *police* de l'*Abeille* que nous publions en ANNEXES.

(2) a) Duguay, *op. cit.* ; b) A. Thomereau, *Les Assurances agricoles* ; c) Sabatier, *Proposition* déjà citée ; d) J. Perriaud, *Le Crédit et les Assurances agricoles*, Paris, 1893 ; e) *Annuaire statistique de France*, 1890, p. 528.

l'année entière ; mais, lorsqu'il sévit, il n'en cause pas moins à l'agriculteur un grave préjudice : le vigneron du Midi verra, en une seule nuit, ses vignes gelées, tout le travail des précédentes années perdu, l'espoir d'une récolte anéanti ; l'agriculteur du Nord, lui aussi, éprouvera un sérieux dommage : la terre aura été préparée, les céréales, blés, seigles, etc. auront été semées ; la gelée détruisant les récoltes déjà levées amènera une perte de capital, un retard considérable et nécessitera un travail nouveau.

Comment prévenir un pareil fléau ? On a bien préconisé pour la vigne certains moyens préventifs : on a imaginé des nuages artificiels de fumée, d'huile lourde seule ou mélangée au goudron de gaz, destinés à s'étendre « comme un écran » sur un territoire entier et à protéger les bourgeons contre le froid de la nuit et les rayons du soleil levant. On cite l'exemple des vignerons de Bouzy (Marne) qui se sont syndiqués à cet effet : le territoire de la commune était divisé en 35 sections, chacune d'elles surveillée par un propriétaire vigneron chargé de faire préparer les foyers. Dès que le thermomètre marquait $+2^{\circ}$, trois membres du syndicat en étaient prévenus par des sonneries de thermomètres électriques avertisseurs. L'alarme donnée, 1200 foyers s'allumaient, une fumée épaisse s'étendait sur toute la région et le désastre était prévenu (1). Qui ne voit que de pareils pro-

(1) Voir Raymond Duguay, *op. cit.*

cédés, quelque efficaces qu'ils puissent être, ne sont applicables que sur une petite échelle et qu'il serait impossible d'en user pour protéger les céréales dans de vastes et riches plaines comme celles du Nord ou du Pas-de-Calais ? Il faut, en outre, que, pour permettre une semblable surveillance, la menace du fléau ne soit que temporaire : ce caractère existe spécialement pour les vignes, mais non pour d'autres récoltes.

Le risque de la gelée, comme celui de la grêle, est purement *objectif* et, à vrai dire, *nullement subjectif*. On ne peut sérieusement taxer de négligence un agriculteur qui a parfois plusieurs centaines d'hectares ensemencés pour n'avoir pas protégé par des nuages artificiels ses récoltes en herbe !

Le risque est *spécifique* : il est, en outre, *topographique*, le fléau n'exerçant pas également ses ravages sur tous les points du territoire.

Ce sont là certainement autant de caractères ; mais ils ne suffisent pas pour résoudre la question si complexe : *Le risque de la gelée est-il assurable ?*

« L'assurance contre la gelée compte maintenant des partisans moins ardents et moins nombreux que par le passé » (1). On a prétendu que le danger n'étant pas actuel et permanent le risque était inassurable. Sans doute le danger n'est redoutable que pendant les 3/4 de l'année, et nous pensons que le danger, pendant ce

(1) Cuchoval-Clarigny, membre de l'Institut, *Rapport à la Société des agriculteurs de France*, Paris, 1894.

laps de temps, est suffisamment *actuel* et *permanent* pour que le risque soit assurable. Le risque de la grêle serait-il inassurable parce qu'il est certains mois de l'année, décembre, janvier, février, où il ne peut exercer de ravages? En tous temps, le désastre causé par la gelée est *improbable*, *fortuit* et *accidentel*; on a vu des années entières sans qu'il se soit sérieusement manifesté et, par contre, on a vu des gelées terribles se produire au moment où on les attendait le moins, dans la seconde quinzaine de mai par exemple. Le fléau est-il *partiel*? Certainement on a vu des cas où il exerce inégalement ses ravages par suite de circonstances topographiques. Lorsqu'il frappe des zones entières, l'assureur pourra garantir les pertes subies en étendant, pour éviter « la concentration des mauvais risques », sa sphère d'opérations dans le plus grand rayon possible; dans l'établissement des tarifs, il tiendra compte du risque topographique, de la fréquence habituelle du fléau et du risque spécifique, de la catégorie des cultures assurées; il pourra recourir à la réassurance; assurer le risque gelée parallèlement à d'autres; restreindre, dans le contrat, l'indemnité promise au cas de sinistre et ne pas la stipuler intégrale à la valeur réelle (1); et, par toutes ces précautions auxquelles on peut en ajouter d'autres, rendre, autant qu'il est possible, le risque *improbable* et *partiel*. En outre, les années favorables

(1) Voir : a) de Courcy; b) Duguay, *Ouvrages déjà cités*; c) *Statuts-police* de « l'Avenir »; d) *Rapport Quintão* (12 juillet 1893), etc.

pourront compenser les mauvaises. Lors de la confection du contrat, le risque pourra être *évalué* ; la police indiquera, par exemple, la contenance, la situation des pièces de terre, l'espèce de récolte, la valeur déclarée pour le risque ; l'assureur exigera de l'assuré déclaration immédiate de tout changement qui pourrait survenir (1).

On a contesté cette dernière condition d'assurabilité en disant que l'estimation du désastre était presque impossible, les cultures ravagées ne présentant qu'une récolte en espérance, n'ayant pas encore d'existence réelle et n'ayant que la valeur d'une promesse. — Il y a là, peut-être, une confusion : on se place à peu près exclusivement au moment du *sinistre*, c'est-à-dire du *risque réalisé*, et l'on affirme que l'évaluation en sera à peu près impossible. Or, c'est au moment de la confection du contrat que se pose la question d'assurabilité. L'évaluation, si elle ne peut être pour le risque gelée que très approximative, ne nous semble cependant pas impossible ; ainsi, on tiendra compte du travail et du capital dépensés pour l'ensemencement et qu'il faut renouveler. Nous plaçant même au moment du règlement du sinistre, l'évaluation du préjudice causé, bien que très difficile, ne nous paraît pas complètement impossible ; mais l'assureur, dans ce cas, devra redoubler de vigilance. Le dommage devra être apparent, irréparable, appréciable, par exemple, à plus d'un cinquième,

(1) Voir ANNEXE n° I. *Statuts-Police de l'Avenir*, art. 18, 19, 20.

déclaré dans un délai très court. Si l'assureur et l'assuré ne s'entendent pas de gré à gré, on recourra à des experts ou à des arbitres qui, pour évaluer la perte subie, s'entoureront de tous les éléments d'appréciation possibles : c'est ainsi qu'ils tiendront compte de l'époque où le désastre s'est produit, les gelées de printemps étant plus funestes que les gelées d'hiver ; ils apprécieront le mode habituel de cultiver de l'assuré ; dans certains cas, l'expertise sera retardée à un moment où les dommages pourront être appréciés avec plus de certitude (1).

Contre l'assurabilité du risque-gelée on a prétendu encore que le fléau ne frappait que le consommateur, la rareté du produit et la hausse qui en est la conséquence profitant au producteur (2). Nous ne saurions nous arrêter à ce raisonnement qui, s'il était généralisé, ne tendrait à rien moins qu'à détruire le principe même du contrat d'assurance.

En somme, *malgré de très graves difficultés*, nous tenons le risque de la gelée, théoriquement du moins, *comme pouvant être rendu assurable*, parallèlement à d'autres risques. Il est mentionné dans de nombreux projets ou propositions de loi qui se sont succédé sur les assurances agricoles et que nous étudierons dans la troisième partie de notre travail. Pourtant, pratiquement, bien que figurant dans quelques statuts-police (3), l'as-

(1) Voir ANNEXE n° I, *Statuts-police de l'Avenir*, art. 41, 42, 43 et s.

(2) De Courcy, *De l'assurance par l'Etat*.

(3) Nous pouvons citer : l'*Avenir*, l'*Association fraternelle*, la *Mutualité générale* (Annexe du projet Viger).

surance du risque-gelée ne semble pas réussir, la société *l'Avenir*, après dix années d'expérience, a dû y renoncer (1).

Toutes les récoltes sont-elles assurables ?

Sur ce point encore, on a longtemps discuté : sans entrer dans les distinctions où se sont complu les auteurs, nous nous bornerons à dire que l'assurance du risque gelée, nous paraît surtout nécessaire pour les produits de première nécessité, qui, cultivés habituellement sur de vastes espaces, sont surtout exposés au fléau et ne sauraient être protégés par les soins de l'homme. Quant à la culture maraîchère, les primeurs, les cultures exceptionnelles de plantes exotiques, qui réclament des soins incessants et minutieux, elles sont surtout exposées à un risque subjectif qui les rend moins assurables

SECTION IV. — L'inondation.

L'inondation peut provenir de deux causes :

- 1° Le débordement des fleuves et autres cours d'eau ;
- 2° Les pluies torrentielles ou prolongées.

Du chef de la première de ces causes d'inondation, la seule sur laquelle la statistique ait recueilli quelques renseignements, les désastres atteignent une moyenne annuelle de 23 millions 1/2 de francs. Ces pertes sont très

(1) Lettre de M. Ad. Stalberger, qui a bien voulu nous donner des renseignements intéressants sur l'importante société *l'Avenir* dont il est le Directeur général.

inégalement réparties : en 1884, elles ont été de 4 millions, tandis qu'en 1875, elles avaient atteint près de 150 millions (1).

Les pouvoirs publics et l'initiative privée ont fait de louables efforts pour prévenir les inondations, protéger les régions les plus directement menacées et réparer les préjudices quand le sinistre s'est produit.

Déjà, la loi du 16 septembre 1807, dans son article 33, décidait que « lorsqu'il s'agit de construire des digues à « la mer ou contre les fleuves, rivières et torrents naviga- « bles ou non navigables, la nécessité en sera consta- « tée par le Gouvernement, et la dépense supportée par « les propriétaires protégés, dans la proportion de leur « intérêt aux travaux (2) ». — La loi du 28 mai 1858 disait qu'il serait procédé par l'Etat, avec le concours des départements, des communes et des propriétaires intéressés, à l'exécution de travaux destinés à mettre à l'abri des inondations les localités les plus exposées. 65 millions furent dépensés ainsi au plus grand profit des riverains dans les vallées du Rhône, de la Loire, de la Garonne et de la Seine (3). — La loi du 21 juin 1865, complétée et confirmée par la loi du 22 décembre 1888, range les travaux de défense contre les cours d'eau parmi ceux qui peuvent faire l'objet d'associations syndi-

(1) a) A. Thomereau, b) R. Duguay, c) Sabatier, *op. cit.*, d) *Annuaire statistique de la France* ; cf. *l'Économiste rural (Journal des assurances agricoles)*, 1^{er}-15 juin 1897.

(2) Bathie, *Précis du cours de droit public et administratif*, Paris, 1864.

(3) A. Thomereau, *Les Assurances agricoles*.

cales (art. 1) (1). — Enfin la loi du 22 mars 1890 autorise les communes à se syndiquer en vue de l'exécution d'œuvres d'un intérêt intercommunal : les travaux d'endiguement peuvent évidemment faire l'objet de pareilles associations.

L'un des moyens les plus efficaces de prévenir les inondations est à coup sûr le reboisement des montagnes (2). La loi des 28 juillet-7 août 1860 décidait (art. 1) : « Des subventions peuvent être accordées aux communes, aux établissements publics et aux particuliers « pour le reboisement des terrains situés sur le sommet « ou sur la pente des montagnes. » La loi du 4 avril 1882, qui abroge la précédente loi, et le décret, portant règlement d'administration publique du 11 juillet 1882, renferment de nombreuses et très complètes dispositions relatives à la restauration, à la conservation des terrains de montagne et aux subventions qui peuvent, dans ce but, être allouées par le Ministre de l'agriculture aux communes, aux établissements publics ou aux particuliers intéressés.

Ces dispositions ont été prises par le législateur de 1882 en vue de prévenir les dévastations causées par les torrents et qui sont bien plus complètes et plus irrémé-

(1) Maurice Hauriou, *Précis de droit administratif*, Paris, 1887.

(2) On peut consulter utilement sur ce point le travail récent de M. Guénot, Secrétaire général de la Société de géographie de Toulouse : *Des funestes effets du déboisement dans les Pyrénées*. (Congrès national des sociétés françaises de géographie, XVIII^e section.) St-Nazaire, 1898. L'auteur y insiste sur la résistance des populations pastorales au reboisement des montagnes.

diabliques que celles de l'inondation proprement dite. « Le
« fleuve se retire et rentre dans son lit, rendant ses rives
« à la culture. Le torrent n'a fait que passer un moment,
« mais il a tout emporté, les forêts, les pâturages, la
« couche entière de terre végétale accumulée par les siècles ;
« il ne laisse après lui que le roc dénudé de la montagne ou un chaos de pierres entassées ; ce n'est pas
« seulement le ravage, c'est la destruction de la propriété (1). » Tous ceux qui se sont préoccupés de cette importante question ont reconnu la nécessité de la fixation des torrents et du boisement des montagnes. L'œuvre totale à réaliser pour empêcher la destruction d'une partie du territoire, disait M. de Chambreland (2), ne réclamerait pas une somme supérieure à 200 millions. Or, dans les 40 dernières années, les ravages causés par l'inondation se sont élevés à 700 millions de francs. La nécessité de cette dépense deviendra encore plus évidente si l'on songe qu'il faut attribuer au déboisement des montagnes la progression constante des ravages de la grêle.

A noter que, depuis 1869, figure chaque année au budget un chapitre intitulé : *Travaux de défense contre les inondations*. Et, en dehors de cette disposition de la loi de finances, des actes législatifs particuliers ont, à maintes reprises, alloué aux victimes des inondations des secours variables, mais toujours insuffisants.

(1) Alfred de Courcy, *op. cit.*

(2) De Chambreland, *Mémoire à l'Académie des Sciences* (6 mars 1898).

Quelque louables que soient tous ces efforts de l'initiative privée pour conjurer le fléau des inondations, ils sont bien loin d'être suffisants pour réparer le préjudice infligé chaque année à l'agriculture. Est-il possible, pour arriver à un résultat satisfaisant, de recourir à l'assurance ? C'est ainsi que se pose la question de l'*assurabilité* contre l'inondation.

La plupart des auteurs se prononcent catégoriquement pour la négative (1), et ne trouvent à ce fléau aucun des caractères qui rend un risque assurable.

Toutefois, plusieurs législateurs ne partagent pas cette manière de voir, et les propositions sont nombreuses où l'inondation figure parmi les risques assurables (2). D'autres semblent s'attacher moins à l'idée générale « d'inondation », qu'à celle plus particulière « d'orages » (3).

En présence de telles divergences d'opinion, il nous semble que la distinction que nous avons établie au début de cette section pourrait fournir les éléments d'une solution.

Si les inondations proprement dites, c'est-à-dire celles qui résultent des débordements des cours d'eau, ne présentent peut-être pas tous les caractères de l'assurabilité, en est-il de même des inondations qui proviennent des pluies soudaines, diluviennes et prolongées dont les

(1) Thomereau, de Courcy, le comte de Rocquigny, etc.

(2) Citons entre autres les propositions : Vacher (1879) ; Langlois (1882) ; Jounart (1893) ; E. Rey (1893) ; Chollet, Calvet (1895), etc.

(3) Projet de loi Viger, 1894.

ravages sont si préjudiciables à l'agriculteur ? Ne nous trouvons-nous pas ici, comme au cas du risque-grêle, en présence d'un danger *actuel, accidentel, fortuit, improbable* dont le risque peut être *évalué* ?

Tout cela semble bien fondé en théorie ; mais il faut croire qu'on se heurte, dans la pratique, à d'insurmontables difficultés, car il ne se rencontre, que nous sachions, aucune compagnie importante et viable assurant les récoltes contre l'inondation. Bien plus, celles qui garantissent le risque-grêle ont grand soin d'exclure « les inondations, trombes, coups de vent et autres causes de perte qui peuvent précéder, accompagner ou suivre la grêle. Elles ne garantissent que les dommages causés aux récoltes *par l'effet du choc des grêlons* » (1).

(1) a) Albert Chaufton, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, tome II. Paris, 1886.

b) Jean Perriand, *Assurance contre la grêle*, Paris, 1888.

c) *Police de l'« Abeille »*, Compagnie anonyme à primes fixes contre la grêle (art. 1^{er}), ANNEXE n° II.

d) *Statist. Police de l'« Avenir »*, Société d'assurances mutuelles, (art. 11), Voir ANNEXE n° I.

CHAPITRE III

ÉQUIVALENCE DES PRIMES ET DES COTISATIONS.

Le sens de l'expression *Prime d'assurance* est un de ceux sur lesquels on se trompe le plus généralement, et des académiciens eux-mêmes ne sont pas à l'abri de cette erreur ! On prend généralement la prime d'assurance pour la somme que l'assureur doit, en cas de sinistre, payer à l'assuré : c'est confondre la *prime* avec l'*indemnité*.

Le contrat d'assurance, en même temps qu'il est synallagmatique et aléatoire, est à titre onéreux. A l'obligation que contracte l'assureur d'indemniser l'assuré en cas de sinistre correspond l'obligation de l'assuré de payer à l'assureur une redevance. Cette contribution consentie par chaque assuré, s'appelle *prime* ou *cotisation*, suivant qu'il s'agit d'une assurance à *primes fixes* ou d'une assurance *mutuelle*.

§ 1. — De la prime.

Pour M. de Courcy, qui définit l'Assurance « la garantie d'un risque fortuit, de la chance d'une perte accidentelle », la *prime* est « l'expression de la probabilité de l'accident redouté ». M. Chaufton, qui voit dans l'Assurance « la compensation pécuniaire de cer-

« tains effets du hasard qui détruisent ou diminuent le
« patrimoine de l'homme », considère la *prime* comme
une *contribution* frappée sur chaque patrimoine assuré :
« elle représente, pour lui, la part assignée dans l'en-
« semble des risques à chaque patrimoine considéré
« comme élément de contribution (1) » Ces deux défini-
tions expriment, sous deux formes différentes, la
même idée : la *prime* est, en réalité, l'expression ou l'é-
valuation d'un risque en vue de l'assurance.

Ainsi comprise, la prime fait bien l'affaire de l'assuré :
elle lui garantit, en effet, en cas de sinistre, la réparation
du préjudice éprouvé ; mais elle ne fait pas complète-
ment l'affaire de l'assureur. Une compagnie, en effet, a
des frais généraux qui ne peuvent rester à sa charge.
Elle engage dans son entreprise des capitaux qui doi-
vent être productifs d'intérêts ; enfin, elle doit envisager
l'espérance d'un bénéfice légitime. La prime doit répon-
dre à toutes ces exigences. Aussi distingue-t-on la *prime*
nette ou *prime pure* ou valeur du risque, de la *prime*
brute ou *chargée*, dite encore *prime des tarifs*, qui
comprend, outre le prix de revient de l'assurance, ce
qu'en langage d'assurance on appelle le *chargement*,
c'est-à-dire tous les éléments qui constituent l'intérêt de
l'assureur.

La prime est annuelle comme le risque et pour les
mêmes raisons. Généralement, pour les assurances qui

(1) a) A. de Courcy, *De l'assurance par l'Etat*, 1894 ; b) Albert Chauton,
op. cit., tome I, 1884.

durent plusieurs années, la prime se paye annuellement avant ou après l'ouverture de chaque exercice. Ainsi, en matières d'assurance-grêle, « la prime de la première
« année est payée, au choix de l'assuré, soit comp-
« tant, soit à l'époque qui sera convenue. Les primes
« de chacune des années suivantes se payent au fur et
« à mesure des déclarations d'assolement » (1).

L'assurance étant un contrat aléatoire de sa nature, c'est-à-dire comportant pour chacune des parties « des
« chances de gain ou de perte d'après un événement in-
« certain (2) », il importe que l'assuré commence à cou-
rir le risque de perdre sa prime au moment même où l'assureur est exposé à payer une indemnité. Aussi, les polices d'assurances stipulent-elles que : « à défaut de
« paiement de l'une des primes dans le délai convenu,
« sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou mise en
« demeure (3), l'effet de l'assurance est suspendu et l'as-
« suré, en cas de sinistre, n'a droit à aucune indem-
« nité (4) », et cette suspension de l'effet de l'assurance se prolonge pendant les poursuites exercées pour le recouvrement de la prime et jusqu'au payement effectué.

(1) Conditions générales imprimées des polices d'assurances agricoles (assurance contre la grêle) ; Albert Chaufton, *op. cit.*, t. II, chap. V. — Cf. *Police d'assurances* de la Compagnie anonyme à primes fixes l'*Abeille*, ANNEXE n° II.

(2) C. art. 1104, al. 2.

(3) C. art. 1139.

(4) a) Chaufton, *op. cit.* (t. II) ; b) *Police de l'Abeille*, ANNEXE n° II.

§ 2. — De la cotisation.

La *cotisation*, étant, pour les sociétés d'assurances mutuelles, ce que la prime est pour les compagnies par actions, se trouve soumise aux mêmes règles. Ici, comme précédemment, pour la prime, il faut distinguer la cotisation *pure* ou *nette*, qui est l'expression mathématique du risque, et la cotisation *chargée* ou *brute*, qui est cette même cotisation augmentée de la somme nécessaire pour couvrir les frais d'administration. Observons ici que, dans le calcul du *chargement*, ne figure pas l'idée d'un bénéfice éventuel pour l'assureur, puisque tous les associés sont également assureurs et assurés et combattent *de damno vitando* et non *de lucro faciundo*.

L'idée de gain étant écartée, il pourra arriver que le compte annuel se solde par un excédent de recettes, auquel cas il y aura lieu à la répartition proportionnelle de cet excédent entre les associés. Ainsi, à la différence de la prime qui est toujours un versement *définitif*, la cotisation peut n'être considérée que comme un versement *provisoire*. Par contre, si, par suite de la fréquence des sinistres, le solde annuel fournit un excédent de dépenses, il devra être fait un appel de fonds aux associés pour combler le déficit. D'où il suit que, tandis que la prime est *fixe*, la cotisation peut être *variable*. Enfin, et toujours par suite de la même idée, il

ne sera pas indispensable que la cotisation soit, comme la prime, toujours payée avant l'exercice annuel ; elle pourra être versée à *l'expiration de cet exercice* (1).

C'est ainsi, comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin, avec plus de détails, que, pour la mortalité des bestiaux, par exemple, les Sociétés mutuelles ont des bases très différentes selon les localités. « Tantôt la cotisation est fixée invariablement par les statuts en proportion de la seule valeur des animaux assurés ; tantôt elle s'élève ou s'abaisse d'après le chiffre des pertes, mais avec limitation d'un maximum qu'elle ne peut en aucun cas dépasser ; tantôt enfin, elle n'admet d'autre limite que celle des pertes à réparer (2). » Les cotisations varieront suivant les sociétés, quant aux taux et quant à l'époque du versement.

(1) Il en est ainsi dans beaucoup d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle, contre la mortalité du bétail.

(2) Comte de Rocquigny, *L'assurance mutuelle du bétail*, Paris, 1898 (Musée social, *Circulaire* n° 19, série B, 25 juin 1898. *Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme*).

CHAPITRE IV

APERÇU GÉNÉRAL SUR LES TARIFS AGRICOLES.

L'établissement des *tarifs*, c'est-à-dire de l'échelle des primes ou des cotisations, est l'élément le plus important du contrat d'assurance. C'est lui qui détermine les obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré.

En matière d'assurance agricole, cette détermination est particulièrement délicate. La statistique, qui permet de dresser des tables de mortalité à peu près rigoureuses, fournit aux compagnies d'assurances sur la vie, pour l'établissement de leurs tarifs, une base à peu près scientifique ; on peut, là, procéder par voie de déduction. Rien de semblable lorsqu'il s'agit d'assurer des cultures ou des bestiaux. Ici, il s'agit de tenir compte du risque spécifique et du risque topographique, du risque objectif et du risque subjectif ; de là, des variations infinies, des tâtonnements qui n'ont rien de scientifique et relèvent de la seule expérience. On ne peut, dans cet ordre d'idées, procéder que par induction.

Pour dégager des lois générales pouvant servir de base à l'établissement des tarifs agricoles, il faudrait dépouiller l'immense quantité des polices d'assurance en vigueur : ce serait un travail fastidieux et dont les

résultats n'offriraient même aucun caractère de certitude. Nous nous bornerons donc, en donnant quelques exemples, à indiquer, d'une manière aussi approximative que possible, le mode d'établissement de ces tarifs.

Remarquons tout d'abord que, pour tenir compte, dans la plus large mesure, des risques divers qu'il s'agit de garantir, on a dû diviser les cultures et les espèces de bestiaux en un certain nombre de classes ou catégories, sans négliger même, en certains cas, la situation ou la destination des valeurs assurées.

Pour l'*assurance-grêle*, M. du Boucheron, après une étude approfondie des documents recueillis au Ministère de l'agriculture et du commerce, est arrivé à établir une base de classification rationnelle. Il divise le risque *spécifique* en 5 classes :

« La 1^{re} classe, la moins taxée, comprend les prairies en général, les tuberculeux, les bois taillis au-dessus de cinq ans et les toitures en tuiles. »

« La 2^e comprend toutes les céréales, sauf celles comprises dans la 3^e classe, les pépinières, les bois taillis au-dessous de cinq ans, les toitures en ardoises. »

« La 3^e les sarrasins et les maïs, tous les légumineux, les semis d'arbres et d'arbustes, les vitrages des habitations et autres, à position verticale, non exposés au Sud ni au Sud-Ouest, et les plantes oléagineuses. »

« La 4^e, tous les fruits, les cloches de verre et les autres vitraux non compris dans la 3^e classe pour toitures et autres. »

« La 5^e classe comprend enfin les vignes, les olives, les houblons, les oseraies et les tabacs. »

Pour le risque *topographique*, la commune est prise pour base définitive de la classification. Chaque degré du risque est établi d'après le nombre des sinistres survenus dans chaque commune pendant une période de 20 années consécutives. Les *degrés* sont au nombre de 16 :

Le 1^{er} degré comprend toutes les communes qui, pendant 20 années consécutives, n'ont éprouvé aucun sinistre de grêle.

Le 2^e degré comprend toutes les communes grêlées une fois pendant ces 20 ans.

Le 3^e, celles frappées 2 fois et ainsi de suite jusqu'au 16, où sont rangées les communes frappées 15 fois et plus.

M. du Boucheron a dressé ainsi le tableau suivant des risques de grêle avec les primes correspondantes (1).

On peut rapprocher de cette classification celle qu'a adoptée M. Lehir (2). Il partage, lui aussi, les cultures en cinq classes, où les diverses espèces sont distribuées d'une manière un peu différente de celle de M. du Boucheron. M. Lehir tient également compte du risque topographique ; sa division comprend 20 degrés

(1) Du Boucheron, *Statistique comparée au point de vue des assurances par l'Etat*, 1857. — V. le tableau, page 54.

(2) Lehir, *De l'assurance par l'Etat, fondation de caisses d'assurances mutuelles contre la grêle*, etc., Paris, 1857.

CLASSES DES RÉCOLTES ou OBJETS A ASSURER	CATÉGORIES DES RISQUES															
	1 ^{er} degré.	2 ^e degré.	3 ^e degré.	4 ^e degré.	5 ^e degré.	6 ^e degré.	7 ^e degré.	8 ^e degré.	9 ^e degré.	10 ^e degré.	11 ^e degré.	12 ^e degré.	13 ^e degré.	14 ^e degré.	15 ^e degré.	16 ^e degré.
1 ^{re} classe....	» 25	» 40	» 55	» 70	» 85	1	1.15	1.30	1.45	1.60	1.75	1.90	2.05	2.20	2.35	2.50
2 ^e —	» 50	» 75	1	1.25	1.50	1.75	2	2.25	2.50	2.75	3	3.25	3.50	3.75	4	4.25
3 ^e —	» 80	1	1.30	1.60	1.90	2.20	2.50	2.80	3.12	3.40	3.70	4	4.30	4.60	4.90	5.20
4 ^e —	1.30	1.80	2.30	2.80	3.30	3.80	4.30	4.80	5.30	5.80	6.30	6.80	7.30	7.80	8.30	8.80
5 ^e —	2	2.75	3.50	4.25	5	5.75	6.50	7.25	8	8.75	9.50	10.25	11	11.75	12.50	13.25

où les contributions suivent une échelle graduée proportionnelle à la fréquence du fléau.

Dans la pratique, les compagnies ont été amenées, par la force des choses, à adopter un système analogue de tarification.

Si nous nous reportons, par exemple, au tarif de 1899, de la Compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre la grêle « *l'Abeille* » (1), nous y retrouvons une division en cinq classes des matières assurables (2). Les tarifs sont révisés soigneusement chaque année et l'énumération des produits assurables que renferme chaque classe est limitative : aucun des risques dont la prime n'est pas indiquée au tarif ne peut être assuré que sur une autorisation spéciale. Les tarifs varient selon les localités et ils indiquent, suivant cette distinction, des primes différentes. Afin d'éviter la confusion qui pourrait résulter d'indications trop multiples et de détails trop nombreux, les primes sont fixées par circonscriptions cantonales et on établit, dans chaque canton, des primes exceptionnelles pour certaines communes : la prime cantonale est la règle, la prime communale est l'exception (3).

Pour arriver à déterminer ces tarifs de la façon la plus

(1) Voir ANNEXE n° III, *Tarifs de 1899 de la compagnie d'assurances à primes fixes « l'Abeille »*.

(2) *L'Abeille*, en dehors des récoltes, assure aussi contre la grêle, avec une police spéciale (verte) les vitres, les cloches de jardin, les ardoises, tuiles et autres couvertures de bâtiments.

(3) *Instruction à MM. les agents de la Compagnie « l'Abeille »*.

précise et la plus équitable, la compagnie l'*Abeille* a imaginé un système des plus ingénieux. Elle ouvre à chaque commune un compte particulier dont les agents sont chargés de recueillir, chaque année, les éléments et de les transmettre à l'administration centrale. Dans ce compte figure, pour chaque classe et chaque espèce de récoltes, le montant :

- 1° Des valeurs assurées ;
- 2° Des primes perçues ;
- 3° Des indemnités payées.

A cet effet, des tableaux imprimés, disposés conformément au modèle suivant, sont remis aux agents qui n'ont plus qu'à en remplir les colonnes et à faire ressortir les totaux.

Les comptes ainsi établis sont compulsés, chaque année, par l'administration centrale. S'il résulte de leur examen que, dans une commune ou dans un groupe de communes, le montant des indemnités payées a été, pendant un certain nombre d'années, d'une façon à peu près constante, supérieur à celui des primes perçues, il y a là pour la Compagnie, l'indication manifeste que, par suite de la fréquence du fléau, le tarif des primes est insuffisant et qu'il convient de le relever. — Si, au contraire, le chiffre des primes perçues dépasse, dans une trop forte proportion, celui des indemnités payées, l'opération inverse s'impose et le taux des primes sera abaissé. La compagnie comprend, en effet, que le bénéfice résultant pour elle de tarifs exagérés ne serait que

passager et aboutirait, au bout de quelque temps, à une perte réelle : les agriculteurs ne tarderaient pas à s'apercevoir que les tarifs sont hors de proportion avec la répétition des sinistres et qu'ils n'ont aucun intérêt à payer très cher une garantie dont ils ne tirent aucun avantage ; ils iraient porter ailleurs leur clientèle. Faut-il s'étonner si une pareille façon de procéder, suivie pendant de longues années, a permis à la Compagnie l'*Abeille* d'établir, avec une rigueur mathématique, l'échelle des primes, sauvegardant à la fois ses propres intérêts et ceux des assurés ? Aussi garde-t-elle avec un soin jaloux ses tarifs, fruits d'une longue et laborieuse expérience et qui constituent sa principale force.

La division en classes des récoltes assurables dans le risque grêle se retrouve aussi dans les *Sociétés mutuelles*.

La *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme*, société d'assurances mutuelles des récoltes contre la grêle, dont le siège social est à Arras, distingue 4 classes de récoltes, pour chacune desquelles elle fixe une cotisation différente.

Conformément aux dispositions du décret des 22 janvier-18 février 1868, article 29, cette cotisation est divisée en deux parties : l'une formant la *cotisation ordinaire* ou *fonds de prévoyance* et qui est de :

0.40 0/0 pour les céréales ou récoltes de la première classe ;

1 fr. 0/0 pour les récoltes de la 2^e classe ;

2 fr. 0/0 pour les oléagineux et les récoltes de 3^e classe ;
4 fr. 0/0 pour les tabacs.

Cette quotité est payable chaque année.

L'autre partie, formant le *complément* et le *fonds de garantie*, n'est appelée que lorsque le Conseil d'administration en reconnaît la nécessité pour le paiement des sinistres, dans les années particulièrement désastreuses. Elle ne peut être supérieure à :

0,20 p. 0/0 pour les récoltes de première classe ;
0,50 p. 0/0 pour celles de 2^e classe ;
1 fr. p. 0/0 pour celles de 3^e classe ;
1 fr. p. 0/0 pour les tabacs.

Ainsi, la portion de la cotisation affectée au fonds de prévoyance est la règle ; celle qui doit fournir le fonds de garantie est l'exception. Ces deux portions réunies forment un *maximum*, qui est de 0,60 pour la première classe, 1 fr. 50 pour la seconde, 3 francs pour la troisième et 5 francs pour les tabacs, et qui ne peut être dépassé.

Les cotisations perçues annuellement sont destinées à faire face aux *frais de gestion*, de direction et d'administration et à servir de garantie aux pertes et dégâts. Les frais de gestion, qui ne peuvent excéder 30 centimes pour 100 francs de valeurs assurées, ne peuvent faire dépasser le maximum.

Toutefois, les statuts autorisent le Conseil d'administration à modifier, selon les données de l'expérience, la classification adoptée et à élever les tarifs dans les

communes plus particulièrement exposées à la grêle. Mais ces augmentations ne pourront dépasser, pour chaque classe, le double du maximum que nous venons d'indiquer. En outre, ces modifications n'auront pas d'effet rétroactif ; les droits acquis seront respectés pendant tout le temps qui restera à courir pour l'achèvement de la période quinquennale (1).

La société d'assurances mutuelles « *l'Avenir* » adopte aussi, pour ses assurances contre les risques *grêle* et *gelée*, la division des cultures en classes et elle en admet cinq. La contribution sociale, pour chaque cent francs de valeurs assurées, varie suivant *la nature* des récoltes et aussi suivant leur *situation* topographique.

Trois sections sont établies :

1^o celle où le sol n'a été ni grêlé, ni gelé depuis 10 ans ;

2^o celle où le sol a été frappé par la grêle ou par la gelée une fois depuis dix ans, avec plus de 20 pour 100 de perte ;

3^o celle où le sol a été grêlé ou gelé 2 fois depuis dix ans, avec plus de 20 pour 100 de perte (2).

(1) La *Ruche* contracte des assurances pour la durée de la société ; mais la société ou les sociétaires ont respectivement le droit de rompre l'assurance après *chaque période de cinq années* d'engagement, en se prévenant par lettre recommandée avant le 1^{er} octobre de la cinquième année.

Les indications ci-dessus résultent de l'examen du *prospectus* et des *statuts* de la *Ruche*. Nous aurons, lors de l'étude des grandes sociétés mutuelles, l'occasion de revenir sur cette importante et intéressante société.

(2) Voir ANNEXE n^o I, *Statuts-police de la Société d'assurances mutuelles « l'Avenir »*.

Pour l'assurance contre la *mortalité du bétail*, les compagnies à primes fixes n'ayant pas, comme nous l'avons déjà dit, réussi dans ce genre d'entreprise, nous n'avons, pour apprécier le mode d'établissement de la contribution sociale, que des tarifs de sociétés mutuelles.

Les tarifs de la compagnie « l'*Avenir* » prennent pour base de la division en *classes* la division en *sections*. Ainsi, pour l'espèce bovine, la *première classe* comprend les vaches laitières et élèves allant exclusivement au pâturage ; la *deuxième*, les animaux employés aux travaux agricoles ; la *troisième*, ceux qui sont en stabulation.

Chaque classe est subdivisée en deux *sections*, suivant que les animaux sont âgés de 6 mois à 9 ans, et de 9 à 15 ans (1).

La *Garantie fédérale*, société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail et des chevaux, qui a son siège à Paris, a une classification de risques intéressante.

Les risques sont divisés en deux *catégories* : la première comprend les risques situés en France et en Algérie, la deuxième les risques situés à l'étranger (en Suisse).

La première *catégorie* comprend 3 *classes*.

La 1^{re} renferme les espèces chevaline, asine et mulas-

(1) Voir ANNEXE n° I, *Tarifs maximum de l'Avenir*.

sière. Cette classe est elle-même subdivisée en 3 *sections* où les animaux sont rangés suivant leur espèce, leur destination et les lieux où ils séjournent ;

La 2^e, divisée elle-même en 4 sections, est formée par l'espèce bovine ;

La 3^e, par les espèces ovine, caprine et porcine ; cette classe est subdivisée en 3 sections.

Dans chacune des sections des 3 classes de cette première catégorie, la compagnie distingue 3 degrés de risques suivant lesquels elle varie le taux de la prime.

La deuxième catégorie comprend deux classes qui, dans le tableau général, porte les numéros 4 et 5. — La 4^e classe (espèce chevaline, asine et mulassière) est divisée en 5 sections : la 5^e classe (espèce bovine) ne renferme qu'une seule section. Pour ces deux classes de la 2^e catégorie, le degré de risque est unique (1).

Ces exemples suffisent pour montrer le mécanisme de l'établissement des tarifs dans les assurances agricoles, tant à primes fixes que mutuelles. Nous avons à dessein choisi des compagnies qui garantissent les divers risques.

Le décret des 22 janvier-18 février 1868, complément de la loi des 24-29 juillet 1867, régit, dans son titre II, les sociétés d'assurances mutuelles. Il leur impose, dans l'art. 9, 2^e, l'obligation de comprendre dans les projets

(1) Extrait des statuts de la compagnie mutuelle « *La Garantie Fédérale* ». Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger*.

de statuts le tableau de classification des risques, les tarifs applicables à chacun d'eux et de déterminer les formes suivant lesquelles ce tableau et ces tarifs peuvent être modifiés (1). Mais cette obligation n'exclut pas, dans les différentes sociétés mutuelles d'assurances agricoles, une extrême variabilité dans l'établissement des tarifs. Quelquefois, la cotisation est variable (2); ailleurs elle est fixe; ailleurs encore elle est proportionnelle aux pertes à rembourser (3).

Ce n'est pas tout : le principe de la mutualité appliqué à l'assurance des bestiaux, a donné naissance aussi à des associations de prévoyance ou de secours mutuels nombreuses et variées. De là, une cause nouvelle de complexité dans le mode d'établissement des contributions sociales. Les cotises ou consorces des Landes, les mutuelles de la Vendée et de la Sarthe, n'imposent, en général, *aucune cotisation préalable* à leurs membres; les sinistres sont réglés sur estimation, sans aucune tarification fixée d'avance. D'autres sociétés exigent le versement d'une *cotisation préalable*; mais il existe entre elles des différences profondes selon que cette cotisation est fixe par tête (4) ou qu'elle est proportionnelle à la valeur estimative des animaux garantis (5). Quel-

(1) Statuts de la Société d'assurances mutuelles de Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire).

(2) Société de Vitry-le-François (Marne).

(3) Société de Saint-Amant-de-Boixe (Charente).

(4) Caisse de secours mutuels contre la mortalité du bétail à Remiremont.

(5) Sociétés de secours mutuels contre la mortalité du bétail de la Haute-Saône : de Dampierre-sur-Salon (Haute-Saône); de Ratenelle (Saône-et-Loire).

quefois, on pourvoit à la réparation des sinistres par des *collectes* ou *cotisations volontaires* ; il ne saurait alors évidemment être question de tarifs (1). Dans quelques départements, la Meuse et l'Aube par exemple, sont instituées des caisses de prévoyance et de secours alimentées par des *cotisations fixes et préalables* ; nous y retrouvons, pour l'établissement des tarifs, des classifications fondées suivant l'espèce, l'affectation, la valeur, l'âge, etc., des animaux assurés.

Enfin, sur beaucoup de points du territoire, la prévoyance est exercée directement par les *Syndicats agricoles* ; ici encore le mode d'établissement des cotisations varie à l'infini.

Cet aperçu rapide suffit pour montrer combien, en l'état actuel des choses, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de dégager des notions générales en ce qui touche l'établissement des tarifs, des primes et cotisations.

(1) Caisse de secours contre la mortalité du bétail de la Marne ; du canton de Delle (Haut-Rhin).

CHAPITRE V

DE LA NOTION D'INDEMNITÉ.

La notion d'*indemnité* est corrélative à la notion de prime et de cotisation. L'indemnité peut être définie : la somme qui sert à compenser le dommage causé par le sinistre à tel ou tel patrimoine. C'est précisément en vue de constituer cette somme que sont établies les primes et les cotisations, contributions minimales versées par un grand nombre de patrimoines suivant certaines règles, dans des proportions que déterminent la science et l'expérience. Ainsi s'établit, entre les patrimoines, une sorte de communication, grâce à laquelle l'équilibre rompu dans l'un d'eux se rétablit.

L'assurance agricole a toujours pour objet un capital formé et non, comme il se rencontre dans l'assurance-vie, un capital en voie de formation : c'est donc une *assurance de dommages*, non une *assurance de sommes fixes*.

Trois facteurs constituent l'indemnité (1) :

1° La *somme assurée*. On entend par là la *valeur courante* de l'objet assuré et qui est fixée, *au moment de la*

(1) A. Chaufon, *op. cit.*

formation du contrat, soit par la déclaration de l'assuré, soit par l'estimation de l'assureur ;

2° La *valeur courante* de l'objet assuré, *au moment où se produit le sinistre* ;

3° L'*importance du dommage* calculé en retranchant de la somme assurée la valeur de ce qui a pu échapper au sinistre. Si la perte est totale, le dommage est adéquat à la somme assurée.

L'indemnité devrait, en principe, au cas de perte totale, être égale à la somme assurée. Dans la pratique, pour les sociétés mutuelles, il n'en est pas ordinairement ainsi contre la mortalité du bétail. C'est là, pour les compagnies, le moyen de se garantir (1) du risque subjectif ; l'indemnité subit des retenues plus ou moins élevées (2). L'indemnité totale détruirait la moralité du contrat d'assurance ; ce serait un encouragement à la fraude ou tout au moins à la négligence chez l'assuré.

Les trois facteurs qui constituent l'indemnité et qui consistent, en réalité, dans des déterminations de valeurs, sont fixés soit à l'amiable soit par expertise. Il est à remarquer que si, pour déterminer la valeur courante de l'objet assuré, *au moment de la conclusion de l'assurance*, les parties ne tombent pas d'accord, le contrat ne prendra pas naissance. Si le désaccord se produit

(1) Voir ANNEXE n° II, Compagnie à primes fixes l'*Abeille* (contre la grêle), art. 25, *in fine*.

(2) Cf. l'*Avenir*, Société mutuelle contre la mortalité des bestiaux (5 0/0 de retenue). Voir *suprà*, p. 28.

pour évaluer la valeur courante *au moment du sinistre*, c'est-à-dire *l'importance du dommage*, la question sera tranchée par les tribunaux ordinaires.

Dans tous les cas, l'assurance ne pouvant être pour l'assuré une cause d'enrichissement, l'indemnité ne pourra jamais dépasser la *valeur réelle* du dommage éprouvé.

A l'idée d'indemnité se rattache l'idée de *réassurance*.

Il peut arriver que, par suite de sinistres fréquemment répétés dans un délai très rapproché, l'assureur soit contraint de payer un chiffre d'indemnités supérieur aux sommes dont il dispose. Souvent aussi, il pourra se trouver entraîné à prendre à sa charge des risques qui dépasseront les capitaux engagés dans son entreprise. Pour l'un et l'autre cas, il recourra préalablement à la réassurance (1). Il arrivera ainsi à diviser les risques.

Entre le premier assureur et l'assuré l'assurance est *directe* ; elle est *indirecte* entre le premier assureur et les réassureurs. Ceux-ci peuvent être nombreux, car, souvent, les réassureurs se réassurent eux-mêmes. Il est bien entendu que l'assuré demeure complètement étranger à ces opérations : il n'a contracté qu'avec le premier assureur et ne connaît que lui. La réassurance ne produit pas novation (2). C'est le cas d'appliquer la maxime : *res inter alios acta aliis neque nocere neque prodesse potest*.

(1) Art. 342 C.

(2) Ch. Lyon-Caen et L. Renault, *Manuel de Droit commercial*, Paris, 1894.

Les assureurs directs, qui se sont ainsi débarrassés, par la réassurance, de leurs excédents de risques, doivent savoir choisir, avec prudence et sagesse, les assureurs indirects et veiller attentivement à leur solvabilité.

DEUXIÈME PARTIE

MÉCANISME DE L'ASSURANCE AGRICOLE.

APERÇU HISTORIQUE GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE AGRICOLE

Le contrat d'assurance proprement dit, ayant pour objet de compenser par la répartition les effets désastreux du hasard, ne paraît pas avoir été beaucoup pratiqué dans les sociétés antiques.

A en croire cependant M. Wollemborg, le vulgarisateur des Caisses rurales en Italie, il résulterait d'un passage du *Talmud de Babylone* que les anciens Hébreux usaient couramment de cette sorte de contrat et, chose curieuse, il s'agissait chez eux d'assurance agricole mutuelle contre la mortalité du bétail. Les caravanes qui, pour les besoins du commerce, traversaient les vastes plaines de l'Arabie, de la Palestine, de l'Égypte ou de la Mésopotamie, comprenaient, pour le transport des marchandises, de nombreux âniers dont les animaux étaient exposés aux hasards de longs et périlleux voyages. Lorsque l'un d'eux venait à perdre un animal, sans qu'il y eût faute ou négligence de sa part, il lui était

rendu un âne aux frais de la masse commune. Et il est à remarquer que cette réparation devait se faire en nature et non en argent : on jugeait, non sans raison, que l'ânier qui aurait reçu le prix de la bête morte, n'aurait plus eu le même intérêt que par le passé à faire bonne garde. Ainsi, sans avoir sur le contrat d'assurance des notions claires et précises, telles qu'elles résultent des données de la science moderne, les Hébreux en avaient cependant pressenti les caractères essentiels : mise en commun des risques répartis sur la collectivité, garantie contre le risque subjectif et réparation du préjudice éprouvé sans que cette réparation puisse devenir, pour le sinistré, une cause d'enrichissement.

Toutefois, chez les grands peuples commerçants de l'antiquité, Egyptiens, Phéniciens et Carthaginois, dont les caravanes se hasardaient jusqu'aux extrêmes limites de l'Orient, ou dont les vaisseaux sillonnaient les mers, on ne trouve aucune trace du contrat d'assurance soit terrestre, soit maritime (1).

Il semble en avoir été de même chez les Grecs et chez les Romains, ces deux peuples qui ont porté si loin, dans les temps anciens, les limites de la civilisation.

Sans doute, ces derniers, avec leur esprit juridique, avaient une notion très précise du risque que fait courir, au propriétaire d'une chose, la détention de cette chose par un tiers ; mais ils ne semblent pas, pour en assurer

(1) Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger*, Paris.

la garantie, être allés plus loin que la réglementation des obligations à terme, des obligations conditionnelles et du contrat de gage. Bien qu'on ait cru trouver dans Cicéron (1), Tite-Live (2) ou Suétone (3) quelques traces de contrat d'assurance, cette opinion est abandonnée. La stipulation qu'on rencontre au *Digeste* : « Vous me donnerez 100 si tel navire n'arrive pas d'Asie, » ne saurait passer pour un contrat d'assurance : c'est là une sorte de pari ou de jeu, une simple spéculation. Or, il est inadmissible que les jurisconsultes romains, si une pareille convention eût existé chez eux, ne l'eussent pas étudiée avec le soin minutieux qu'ils apportaient à toutes les matières du Droit.

C'est au Moyen-Age seulement, au XIV^e siècle, dans la Coutume d'Amsterdam, qu'apparaît pour la première fois l'idée d'un contrat formel d'assurance et une tentative sérieuse faite pour l'organiser. Mais cette assurance était exclusivement *maritime*. Aussi se développa-t-elle rapidement dans les nations qui se livraient au commerce de mer (4). Ce qui explique ce développement rapide c'est qu'à cette époque, l'Eglise enseignait que le capital argent est de son essence improductif et pros-

(1) Cicéron, *Epistola ad familiares*, II, 17.

(2) Tite-Live, *Histoire*, Liv. XXII, c. 3.

(3) Suétone, *Vie de Claude*, V, 18.

(4) Ordonnance de Barcelone (1435); Statut du Conseil des Cent, de Florence (1522), et Ordonnances de 1523, 1526, 1528; Ordonnances de Gênes, de Naples; Lois de Charles-Quint et de Philippe II sur l'assurance maritime pour la Hollande, l'Espagne et le Portugal, etc.

crivait le prêt à intérêt (1). L'assurance maritime ouvrait à la spéculation une large porte : les nations maritimes, surtout celles où s'était établie la Réforme, s'y lancèrent avec avidité. Le mouvement s'accrut surtout lorsque ces nations, s'affranchissant de la prohibition religieuse de faire valoir les capitaux argent, fondèrent des sociétés par actions (2). — Dans la France catholique, ce mouvement fut plus lent et il faut aller jusqu'à Colbert pour trouver une réglementation de l'assurance maritime. Son ordonnance de 1681 est passée tout entière dans notre Code de commerce.

L'idée d'assurance, une fois appliquée aux *risques de mer*, ne pouvait manquer de l'être aux *risques de terre*. Une Compagnie formée pour assurer les maisons contre l'incendie, la *Friendly Society fire office*, s'établit à Londres en 1684, et nous voyons dans Pothier et Valin que, le 29 mars 1754, avaient été enregistrés au Châtelet les statuts d'une Compagnie existant à Paris et qui assurait, outre les risques maritimes, le risque incendie (3).

Le principe de l'assurance des risques de terre semblait devoir naturellement conduire à la garantie des *risques agricoles* et, cependant, nous ne trouvons en France, sous l'ancienne monarchie, aucun effort dans

(1) M. Beauregard, *à son cours* (Histoire des doctrines économiques). Faculté de Droit (1896-1897).

(2) Le premier type de sociétés de ce genre est la Compagnie hollandaise des Indes-Orientales (1602) ; le deuxième, la Compagnie anglaise des Indes-Orientales (1613).

(3) De Valserres, *op. cit.*

ce sens. La seule tentative de ce genre que nous rencontrons, avant la Révolution, a lieu en Prusse, où Frédéric le Grand, par une ordonnance de 1765, rendit obligatoire, en Silésie, l'assurance contre les pertes causées par la peste bovine. Cet exemple fut suivi, en 1799, dans le Holstein (1).

Ce n'est pas à dire que l'autorité royale soit restée, dans notre pays, indifférente aux souffrances de l'agriculture : ce serait méconnaître la grandeur d'âme et le sens politique d'un Henri IV et d'un Sully, d'un Louis XIV et d'un Colbert. Tous comprenaient que la prospérité de l'Etat était intimement liée à celle de l'agriculture et que c'était un devoir étroit de venir en aide aux cultivateurs après les années calamiteuses qui viennent les frapper périodiquement. Mais on ne songeait pas à les soulager autrement que par des dégrèvements d'impôts et, à plusieurs fois, après des désastres causés, soit par les guerres étrangères, soit par des épizooties ou des inondations, des mesures de ce genre ont été prises sur la proposition de Sully, de Colbert et de Chamillard. Ce n'était là que des palliatifs destinés à pourvoir, d'une façon évidemment insuffisante, à des circonstances exceptionnelles. Sous le règne de Louis XVI, Turgot et Necker usèrent aussi, pour soulager les agriculteurs, des dégrèvements d'impôts. Le premier de ces

(1) Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger*. Cet auteur signale encore, d'après M. Wollemborg, des associations locales qui auraient existé en Islande aux XII^e et XIII^e siècles, sortes d'assurances mutuelles contre la perte des bestiaux.

deux ministres, dont le vaste esprit avait conçu de si importantes réformes, essaya de donner à ces secours un caractère de fixité et de permanence. Les Edits des 18 décembre 1774, 30 janvier et 1^{er} novembre 1775 accordaient des indemnités aux cultivateurs dont les animaux, atteints par une épizootie, auraient été abattus par ordre des autorités locales. Mais Turgot quitta le ministère le 12 mai 1776 et cette sage mesure resta lettre morte.

Pendant la période révolutionnaire, les gouvernements qui se sont succédé ont, à diverses reprises, essayé de venir en aide aux agriculteurs éprouvés par la guerre civile, la guerre étrangère, les épizooties ou l'intempérie des saisons. Par la loi des 20-23 février 1793, la Convention octroyait des secours aux agriculteurs ainsi éprouvés ; mais ces secours n'étaient accordés qu'à ceux dont le revenu était inférieur à 2000 livres et suivant une échelle dégressive. Parmi ceux-ci, 20 catégories étaient établies : la 1^{re}, jusqu'à 100 livres de revenu, donnait droit à une indemnité égale à l'intégralité des pertes subies ; la 2^e de 100 à 200, aux 19/20 et ainsi de suite jusqu'à la 10^e catégorie de 1900 à 2000 livres qui ne recevait que 1/20 (1). L'intention d'allouer des secours était bonne, mais l'insuffisance des ressources du Trésor ne permit pas que la loi pût recevoir son exécution. Le Directoire, par la loi du 19 vendémiaire an IV, or-

(1) Projet de loi Viger, 1894, exposé des motifs.

donna qu'une somme de 15 millions serait prélevée sur les centimes additionnels de la contribution foncière pour être répartie, sous forme de secours, aux citoyens des pays ravagés :

1° Par la grêle, les inondations, les épizooties et les incendies ;

2° Par la guerre étrangère ;

3° Par la guerre civile.

4 millions étaient spécialement affectés à la première catégorie ; ces secours étaient alloués seulement à ceux des intéressés auxquels ne pouvait être reprochée aucune négligence. Le législateur del'an II n'entendait pas garantir le risque subjectif.

Les lois du 11 frimaire an VII, du 21 ventôse an IX, l'arrêté du 9 floréal an IX, les lois des 7 brumaire an X et 15 septembre 1807 sont aussi venues en aide aux sinistrés. A partir de 1819, les allocations de secours à l'agriculture en cas de sinistre ont été régularisées. Chaque année est inscrit, dans la Loi de finances, un crédit, produit d'un centime additionnel au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière. C'est là un fonds commun à tous les départements et destiné à venir en aide aux habitants nécessiteux et *non assurés*, victimes de pertes résultant d'incendies, épizooties, orages, grêle, gelées, accidents divers, inondations, blessures, mort accidentelle.

Rien, dans ces diverses dispositions législatives, ne paraît procéder de l'idée d'assurance agricole. L'Etat ne

fait ici que remplir son devoir d'assistance au malheur.

Pourtant, pendant qu'il continuait ainsi à soulager, dans une faible mesure, les plus misérables des sinistrés, l'idée d'assurance agricole prenait un corps, grâce à l'initiative privée.

Dès le 24 pluviôse an X, une Société d'assurance mutuelle contre la Grêle était fondée, à Toulouse, par M. Barreau sous le nom de « *Société d'assurances réciproques* » (1). Le projet avait été préalablement approuvé par le ministre de l'intérieur, Chaptal (1802). Cette association comprenait les départements de la Haute-Garonne, du Gers, du Tarn, de l'Ariège, du Lot, du Lot-et-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

Aux termes des statuts, la cotisation était calculée à raison de 3 0/0 avec un minimum de 30 francs. « L'assuré fixait lui-même le prix de ses récoltes d'après une estimation déterminée d'avance par l'assemblée générale des membres. Un sinistre survenait-il, deux experts nommés par la commission administrative en déterminaient la consistance ; si la grêle avait détruit moins du dixième de la récolte, il n'était dû aucune indemnité.

« Après le règlement des sinistres, le restant en caisse était distribué entre tous les sociétaires au marc le franc. On rendait intégralement les primes si nul dommage n'était survenu (2). » La situation générale

(1) Georges Hamon, *op. cit.*

(2) De Valserres, *loco citato*. NOTA : l'expression « *primes* » est ici mal à propos employée : il s'agit de « *cotisations* ».

de la Société, au 30 fructidor de l'an XIII, était :

825 associés ;

Récoltes en grains assurées. 2.519.634 fr.

Vins assurés 755.501 »

Total des récoltes assurées. 3.275.135 » (1).

En 1803, la Société de Toulouse joignit aux assurances contre la grêle un système de garantie contre les risques résultant des épizooties.

L'entreprise de M. Barreau ne fut pas heureuse. Après quelques années de prospérité, elle se trouva ruinée par les orages qui, en 1805 et 1806, ravagèrent le Midi. Le montant des cotisations ne suffisant pas à payer les sinistres, la société dut, après 8 ans d'existence, se mettre en liquidation.

Cette liquidation était, du reste, obligatoire. Un avis du Conseil d'Etat du 30 septembre 1809 décidait que toute société d'assurance devait être autorisée par le gouvernement ; or, le Conseil d'Etat refusa cette autorisation à la Société de Toulouse (2), malgré les protestations de M. Barreau, sous prétexte que les statuts étaient incomplets et prêtaient à discussion : par suite d'une erreur matérielle, le Conseil d'Etat n'avait pas vu les véritables statuts de la société ! M. Barreau dut mal-

(1) Extrait du *Rapport* de M. Barreau à l'Assemblée générale des sociétaires le 30 fructidor an XIII.

(2) Dalloz, *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Avis du Conseil d'Etat du 15 octobre 1809, sur la Société de Toulouse. — Cet avis se trouve annexé à l'Ordonnance royale du 14 novembre 1821.

gré tout se résigner et mourut obscurément à Paris (1).

Il faudra attendre plusieurs années avant de retrouver, en France, des Sociétés d'assurances mutuelles agricoles en état de fonctionner normalement. Entre temps, les populations rurales, s'inspirant du principe de la mutualité, s'associaient dans une pensée de protection réciproque. Chacun, suivant ses ressources, prélevait sur le revenu de la ferme, une petite portion représentée par des aliments, des graines ou des semences : c'était là une *sorte de dîme*, un fonds commun pour venir en aide à ceux que le fléau avait atteints.

En 1823, avec la *Cérès*, établie à Paris, réapparaissaient les sociétés d'assurances agricoles organisées (2). Le nombre de ces sociétés s'accroît bientôt ; citons : la société de Toulouse (grêle), 1826, imitée de la société de l'an X de P. B. Barreau et imaginée par les disciples de ce dernier ; la *Société de Seine-et-Marne*, 1828 ; l'*Aisne*, 1831 ; l'*Etoile*, 1834 ; l'*Agricole*, contre la mortalité des bestiaux ; l'*Eclair*, l'*Iris*, l'*Egide*, contre la grêle ; la *Versaillaise*, 1834 ; la *Province*, de Paris ; etc., etc. Plusieurs de ces sociétés, comme la *Société de Toulouse*, fonctionnent encore ; mais il en est un grand nombre qui n'ont eu qu'une courte durée.

Bien que notre travail, dans le cadre que nous nous sommes tracé, n'ait pour objet que l'étude spéciale de

(1) Pierre-Bernard Barreau fait lui-même le récit de ses malheurs dans un ouvrage intitulé : *Manuel des propriétaires de toutes les classes ou traité des fléaux et des cas fortuits*, Paris, 1816.

(2) Ordonnance royale du 29 janvier 1823.

l'Assurance agricole en France, il nous semble intéressant de jeter un regard à l'étranger où, tandis que l'Assurance agricole se développait dans notre pays, un mouvement analogue se dessinait, particulièrement en Allemagne et en Grande-Bretagne.

L'Allemagne peut même être considérée comme le berceau de l'assurance contre la Grêle. C'est en 1797, bien avant la tentative de M. Barreau, en France, que se fondait à *Neubrandenbourg*, dans le Mecklembourg, la première société d'assurance mutuelle contre la grêle. Cette société existe encore. D'autres suivirent. On en voit : en 1823, à *Leipzig* ; en 1826, à *Schwedt* ; en 1833, à *Hanovre*, etc (1). Ce n'est qu'en 1832 qu'apparaît la première société par actions pour assurer le risque grêle : elle a son siège à *Berlin*. Il est à remarquer qu'en Allemagne, comme en France, les sociétés mutuelles ont précédé les sociétés par actions. On n'a d'abord songé qu'à se garantir contre les chances de perte et ce n'est que lorsque le fonctionnement des sociétés mutuelles a montré qu'on pouvait y réaliser des bénéfices que les capitalistes, guidés par l'idée de lucre, se sont engagés dans cette voie.

Une grande quantité de petites associations mutuelles locales s'étaient fondées dans les divers États de la Confédération Germanique pour assurer contre la mortalité du bétail. Quelques sociétés mutuelles plus importantes

(1) A. Ehrenzweig, *Assecuranz Jahrbuch*, Vienne, 1881.

étendent leurs opérations dans plusieurs provinces. Parmi les principales, on peut citer : l'*Etablissement de l'assurance du grand-duché de Hesse*, dont le siège social est à Darmstadt (1846) ; la *Société du Palatinat*, qui a son siège à Spire (1849). Nous ne sachons pas qu'il ait existé, pour ce genre d'assurances, de sérieuses et durables compagnies par actions.

En Grande-Bretagne, il existe encore aujourd'hui trois compagnies d'assurances contre la grêle dont la fondation est antérieure à 1850 : *the Royal Farmer's*, de Londres et *the Général*, de Norwich, qui remontent toutes deux à 1843 ; *the County*, fondée à Hertford, en 1847.

Quoi qu'il en soit, et malgré toutes les tentatives diverses faites, dans la première moitié de ce siècle, il n'apparaît pas que les assurances agricoles aient reçu, dans les divers pays de l'Europe, un grand développement. La cause principale en est due particulièrement, chez nous, à l'insuffisance de la législation.

A l'époque où fut rédigé notre *Code de commerce*, l'attention ne s'était pas encore sérieusement portée sur les assurances terrestres. Aussi, le législateur de 1807, qui a organisé les assurances maritimes, passe-t-il les autres sous silence. Il n'indique même pas si les assurances terrestres sont des actes de commerce (1).

Une première tentative avait été faite pour réglemen-

(1) Ch. Lyon-Caen et L. Renault, *Manuel de droit commercial*, Paris, 1894.

ter les assurances agricoles, en 1809 : le *projet de Code rural*, de 1811, renfermait un chapitre intitulé « *Des assurances agricoles* ». Mais, ni ce projet ni bon nombre d'autres présentés plus tard n'ont abouti (1).

On en est donc réduit encore aujourd'hui, pour régler les rapports qui naissent des contrats d'assurances agricoles, à recourir aux règles générales établies par le Code civil en matière d'*obligations* et de *sociétés*, à leur appliquer, par voie d'analogie, les dispositions édictées par le Code de commerce pour les assurances maritimes. Enfin, au point de vue de la forme, les sociétés d'assurances agricoles sont régies par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 portant règlement d'administration publique.

(1) De Valserres, *op. cit.*

CHAPITRE PREMIER

SOURCES DU DROIT. — LA LOI. — LE CONTRAT. —
DISTINCTION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ET DES SOCIÉTÉS MUTUELLES.

L'assurance, en général, et, en particulier, l'assurance agricole, tient de trop près aux intérêts moraux et économiques de la Société pour que le législateur puisse s'en désintéresser. La *loi* doit donc être, en pareille matière, une première source du droit. La seconde est dans le *contrat*, car il s'agit, en somme, ici de régler par des conventions particulières des intérêts privés.

En France, nous le savons déjà, il n'existe que fort peu de dispositions législatives relativement à l'assurance; il n'en existe pas ayant trait directement à l'assurance agricole.

Ainsi abandonné à lui-même, l'agriculteur a dû chercher les moyens de se garantir contre les risques qui le menacent, et, comme l'assurance ne saurait être efficace que par la réunion d'un grand nombre d'intéressés ou de capitaux considérables, la forme de sociétés d'assurances s'est imposée dès le début. Ces sociétés se sont constituées sous l'empire des lois existantes et, aujourd'hui, elles sont surtout régies par la loi du 24 juillet 1867 et par le décret du 22 janvier 1868.

LES ASSURANCES AGRICOLES revêtent deux modes distincts :

- 1^o Les Sociétés à *primes fixes* ou *par actions* ;
- 2^o Les Sociétés à *cotisations* ou *mutuelles*.

Au fond, la mutualité se rencontre dans toutes les assurances, quelle que soit la forme adoptée. — Dans l'assurance à primes fixes, l'assureur, moyennant une redevance commune, prend le risque à sa charge. La prime est toujours due ; l'indemnité n'est qu'éventuelle. Dans l'assurance mutuelle, un certain nombre de personnes exposées aux mêmes risques s'associent pour se donner une garantie réciproque et jouent ainsi, en même temps, le rôle d'assureur et d'assuré. Dans les deux cas, pour toutes les sociétés fonctionnant régulièrement, — et c'est ainsi que s'applique le principe de mutualité, — c'est toujours l'assuré qui paye les sinistres et la charge des indemnités se trouve répartie entre tous les assurés et supportée par eux.

L'assurance à primes fixes implique, de la part des assureurs associés, une idée de spéculation (sociétés de capitaux) ; l'assurance mutuelle repose exclusivement sur une idée de solidarité (sociétés de personnes). De cette distinction résultent un certain nombre de *différences* dont il importe d'indiquer les principales.

Les bénéfices réalisés ne reçoivent pas, dans l'une et l'autre forme de sociétés, la même destination. Il peut, en effet, arriver que, lorsque la proportionnalité des primes ou des cotisations avec les valeurs assurées et les

risques possibles aura été sagement établie, lorsque, dans une série d'années heureuses, le nombre des sinistres aura été peu considérable, le bilan de la société se solde par un excédent d'actif. Dans les sociétés par actions, ce bénéfice appartiendra aux seuls assureurs qui toucheront un dividende. Dans les mutuelles, où les assurés sont en même temps les assureurs, c'est à eux qu'appartiennent les excédents d'actif. Par contre, s'il y a excédent du passif sur l'actif, la charge retombera sur les actionnaires assureurs dans les sociétés à primes fixes : ils auront alors à examiner la question de savoir s'ils veulent procéder à la liquidation de la société en perte ou en prolonger l'existence pour attendre des jours meilleurs, en s'imposant de nouveaux sacrifices. Dans les sociétés à cotisations, le déficit se répartira entre les mutuellistes au prorata des valeurs assurées. Là aussi se posera la question de savoir si l'association doit se dissoudre ou durer. En somme, dans l'un et l'autre cas, s'applique la règle générale de droit : *ubi emolumentum, ibi et onus esse debet*.

Au point de vue du règlement des indemnités, il existe entre les deux modes de sociétés, une différence profonde. Dans les sociétés à primes, l'intégralité des indemnités stipulées est due par les assureurs, quelle que soit la balance du compte de l'exercice. Les assureurs ont spéculé ; ils répondent à forfait des sinistres éventuels, et c'est justice : ils ont couru une chance de gain illimitée, ils doivent subir les chances de perte. Dans

les mutuelles, chaque associé doit contribuer à couvrir l'ensemble des sinistres par une cotisation proportionnelle aux valeurs par lui assurées ; celle-ci ne peut excéder un maximum fixé par les tarifs de la société. Si ce maximum est insuffisant pour couvrir le montant des sinistres d'un exercice (et il en arrive souvent ainsi dans les assurances contre la grêle), le montant des cotisations est réparti, au marc le franc, entre les sinistrés et chacun d'eux reçoit une part proportionnelle d'indemnité.

On s'est quelquefois refusé à voir dans les petites mutuelles de véritables sociétés sous le prétexte que, ne garantissant pas le paiement intégral des indemnités stipulées, elles ne donnent pas une sécurité absolue. C'est là une erreur. L'assurance a pour objet le partage des risques ; or, dans l'espèce, que l'indemnité payée soit ou non adéquate à l'indemnité promise, les risques n'en sont pas moins proportionnellement répartis.

Signalons une autre différence sur laquelle nous n'avons pas à insister, étant donné son caractère essentiellement juridique (1). Aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1893 qui complète l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867 : « *Quel que soit leur objet*, les sociétés en « commandite ou anonymes qui seront constituées dans « les formes du Code de commerce ou de la présente loi « seront commerciales et soumises aux lois et usages du « commerce. » Il suit de là que la société d'assurance agri-

(1) Nous renvoyons sur ce point au *Manuel de droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault.

cole qui prend l'une de ces formes doit être traitée comme une société de commerce et que les contestations *entre les associés* sont de la compétence des tribunaux de commerce. Mais le caractère commercial n'est pas imprimé aux opérations de la société ; ces opérations restent civiles et les contestations auxquelles elles pourront donner lieu seront de la compétence des tribunaux ordinaires. — Les assurances mutuelles, au contraire, sont des sociétés civiles et les contestations qui peuvent surgir entre les mutuellistes relèvent de la justice civile : l'agriculteur, de par sa profession, n'est pas commerçant.

Les sociétés d'assurances à primes, devant être en état de former immédiatement un fonds de garantie au moment même de la création de l'entreprise et de pourvoir aux frais de premier établissement, ne peuvent être constituées qu'après le versement d'un capital social. L'article 2 du décret du 22 juillet 1868 est formel sur ce point : « La société (anonyme d'assurances à primes), « n'est valablement constituée qu'après le versement « d'un capital de garantie qui ne pourra, en aucun cas, « et alors même que le *capital social* est moindre de « 200.000 francs, être inférieur à 50.000 francs. » — Pour les mutuelles, les adhérents doivent bien verser une somme à valoir sur la contribution dont ils sont passibles, pour le paiement des sinistres qui surviendraient pendant la première année et pour les frais de premier établissement ; mais il n'y a pas de capital social.

De ce principe que, dans les Sociétés à primes, il y a, d'une part, des assureurs associés entre eux et de l'autre, des assurés, tandis que dans les mutuelles, tous les assurés sont également assureurs, résulte, au point de vue de leur administration, une différence. Les premières sont administrées par des mandataires à temps révocables, pris parmi les associés, propriétaires d'actions, c'est-à-dire parmi les assureurs (1). Les secondes sont gérées par un conseil d'administration dont les membres doivent être pris parmi les mutuellistes (2).

Après avoir signalé, d'une manière générale, les traits distinctifs les plus saillants des deux modes d'assurances agricoles : nous pouvons les étudier dans leur fonctionnement particulier (3).

(1) Art. 22 de la loi des 24-29 juillet 1867.

(2) Art. 14 et 15 du décret des 22 janvier-13 février 1868.

(3) Pour ce chapitre, nous avons spécialement consulté : 1° Block, *Dictionnaire d'administration française* ; 2° Lyon-Caen et L. Renault, *Manuel de droit commercial* ; 3° Le Comte de Rocquigny, *L'assurance mutuelle du bétail* (Paris, 1898), (Circulaire n° 19 du Musée social : *Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme*) ; 4° A. Chauffon, *op. cit.* ; 5° Instructions à MM. les agents de la compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre la grêle *l'Abeille* ; 6° Polices de *l'Abeille* et de *l'Avenir* (Voir ANNEXES) ; 7° de Valserres, *op. cit.*

CHAPITRE II

LA LOI.

SECTION I. — Les Sociétés d'assurances agricoles par actions.

Les Sociétés d'assurances agricoles à primes fixes, revêtant la forme de sociétés anonymes, sont régies par les dispositions générales du Code civil « dans les points « qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce » (art. 1873 du Code civil) ; par les lois particulières au commerce et par les conventions des parties (art. 18 du Code de commerce) ; spécialement, par la loi des 24-29 juillet 1867, modifiée par la loi des 30 juillet-1^{er} août 1893 ; et par le décret impérial des 22 janvier-18 février 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des Sociétés d'assurances (titre 1^{er}, art. 1 à 7).

De l'ensemble de ces dispositions il résulte que la société peut être formée sans autorisation du Gouvernement, soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé, fait en double original, quel que soit le nombre des associés. Elles ne peuvent être constituées si le nombre des associés est inférieur à sept et qu'après la sous-

cription de la totalité du capital social et le versement d'un quart, qui ne pourra, même si le capital social est moindre de 200.000 francs, être inférieur à 50.000 francs. Cette souscription et ce versement doivent être constatés par une déclaration reçue par acte notarié auquel sont annexées certaines pièces énumérées dans l'article 24 de la loi de 1867 et destinées à permettre de vérifier la sincérité de cette déclaration.

Trois éléments concourent à l'administration de la société :

1° les *Administrateurs*, pris parmi les associés, nommés à temps, révocables, salariés ou gratuits. Ils peuvent choisir parmi eux un Directeur, ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger. Les premiers administrateurs peuvent être désignés par les statuts, sans que leur nomination soit soumise à l'approbation de l'assemblée générale. Leurs pouvoirs sont déterminés par les statuts ou, à défaut, par les principes généraux du mandat ;

2° les *Commissaires de surveillance*, nommés tous les ans par l'assemblée des actionnaires, et rééligibles, pris ou non parmi les associés et chargés de surveiller la gestion des administrateurs ;

3° les *Assemblées des actionnaires*, qui sont de 3 sortes : — l'assemblée constitutive de la société ; — les assemblées ordinaires ; — les assemblées extraordinaires, ces dernières convoquées lorsqu'il y a lieu de modifier les statuts.

Les sociétés d'assurances agricoles à primes sont soumises, quant à leur dissolution et à leur liquidation, aux règles générales des sociétés commerciales.

Ces notions juridiques, rapidement exposées, nous abordons l'*étude des faits*.

Les sociétés d'assurances agricoles à primes fixes, garantissant le *risque grêle*, bien que peu nombreuses, méritent une attention particulière.

L'*Abeille*, compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre la grêle, a été fondée pour une durée de 50 ans, par M. Maas, à Dijon, le 19 juin 1856 et autorisée par décret impérial du 25 juin de la même année. Elle avait été créée sous la dénomination d'*Abeille Bourguignonne*. Bientôt, cette appellation régionale n'étant plus en rapport avec l'extension de ses opérations, elle fut autorisée par décret du 4 août 1860 à y substituer l'appellation plus générale de l'*Abeille*. Son siège social resta établi à Dijon jusqu'en 1866 : une délibération de l'assemblée générale des actionnaires du 22 octobre de cette année et un décret du 24 avril 1867 le transportèrent à Paris. En même temps le capital social, qui était à l'origine de un million était successivement porté à 3 millions (décret du 28 octobre 1857), puis à 6 millions (décret du 20 octobre 1858) et enfin à 8 millions (décret du 4 août 1860). Ce capital est divisé en 16.000 actions de 500 francs chacune sur lesquelles un cinquième a été versé. Ces actions sont nominatives et aucun actionnaire n'en peut posséder plus de 150. L'assemblée gé-

nérale se compose des actionnaires propriétaires au moins de deux actions ; elle nomme les 12 administrateurs et le directeur. Comme toutes les sociétés anonymes antérieures à la loi des 24-29 juillet 1867, l'*Abeille* a continué à être soumise aux dispositions qui la régissaient dès son origine ; ses statuts n'ont subi aucune transformation (1).

Ceux-ci prescrivent la formation d'un fonds de réserve au moyen de prélèvements opérés sur les bénéfices nets, savoir : — une moitié jusqu'à ce que la réserve ait atteint un million ; — un quart, quand la réserve a dépassé un million. L'excédent seul des bénéfices est réparti, à titre de dividende, entre les actionnaires au prorata de leurs actions.

Ce fonds de réserve est destiné, au cas d'insuffisance de l'actif d'un exercice, au paiement des sinistres ; si le montant des indemnités à payer absorbait le fonds de réserve et entamait le fonds social de plus de $1/20$, un appel de fonds serait fait aux actionnaires pour compléter le cinquième primitivement versé. Les appels de fonds peuvent être renouvelés jusqu'au parfait paiement du capital nominal des actions composant le fonds social (2).

Les débuts de cette société ne furent pas heureux (3). L'année de sa fondation (1856), l'*Abeille Bourguignonne* assurait pour 7.980.565 francs de valeurs et encaissait

(1) Article 46 de la loi des 24-29 juillet 1867.

(2) Statuts de la Société l'*Abeille-Grêle*, articles 41 et 42.

(3) L'*Abeille-Grêle*, monographie. V. l'*Argus*, journal international des assurances, 2 février 1896.

74.231 francs de primes ; elle avait à payer, pour 304 sinistres, 105.169 francs d'indemnités. Dans de pareilles conditions, il ne pouvait être question ni de fonds de réserve, ni de distribution de dividendes. Bien plus, la Société, devenue l'*Abeille-Grêle*, devait, en 1861, faire à ses actionnaires un appel de fonds de 125 francs par action. Elle assurait, à cette date, 81.578.553 francs de valeurs et encaissait 976.027 francs de primes ; par contre, elle avait, pour 6.789 sinistres, à payer 2.669.948 fr. d'indemnités.

Ces débuts pénibles s'expliquaient par le défaut de statistique, le manque de renseignements pour l'établissement des tarifs. Il fallait une longue expérience, une étude minutieuse des risques et des valeurs assurées pour établir sagement dans chaque contrée, le taux de la prime. La Société se trouva amenée à étendre le rayon de son action et à restreindre, même pour chaque commune, le plein de ses opérations.

Malgré un travail acharné et des efforts constants, la situation reste critique jusqu'en 1875. Elle se relève en 1876 : la Société peut rembourser 50 francs par action sur les 125 appelés en 1861. L'année suivante elle rembourse le reliquat, 75 francs par action et met à la réserve une somme de 851.889 francs. En 1878, la situation est franchement prospère : l'*Abeille-Grêle* assure, pour 54.277 contrats, 204.418.689 francs de valeurs et reçoit 3.699.006 francs de primes ; elle règle 6.978 sinistres, pour lesquels elle paye 2.002.102 francs d'indemnités ;

la réserve s'élève à 1.523.489 francs et les heureux actionnaires parviennent enfin, après 22 ans d'attente, à toucher un dividende de 15 francs par action. Depuis, après quelques années de prospérité, la compagnie a dû subir une nouvelle épreuve de 1884 à 1887, épuiser pendant ce laps de temps ses réserves et suspendre le paiement des dividendes. A partir de 1888, les jours sont redevenus meilleurs : la réserve et les dividendes distribués sont importants et variables. La situation particulièrement prospère de la société en 1894 mérite d'être signalée : cette année-là, l'*Abeille-Grêle* assure pour 37.810 contrats, 146.704.009 francs de valeurs ; les primes sont de 2.461.340 francs ; les indemnités n'atteignent que le chiffre de 556.912 francs pour 2.204 sinistres. Les bénéfices nets sont de 1.348.784 francs, commissions et frais généraux déduits (1). Aussi, le chiffre de la réserve augmente sur les années précédentes et la Société distribue à ses actionnaires 35 francs de dividende par action. — Il est intéressant de connaître la dernière statistique parue jusqu'à ce jour et qui a trait à l'année 1897 : 37.117 contrats ; — 150.249.730 francs de valeurs assurées ; — 2.454.336 francs de primes encaissées ; — 2.779.836 francs des sinistres réglés + 632.486 francs pour frais de commissions. En faisant la balance de l'actif et du passif pour 1897, on trouve 702.822 francs de perte (2). Pourtant, malgré cette année

(1) L'*Argus* (n° 793, du 5 mai 1895).

(2) L'*Argus* (n° 943, du 20 mars 1898).

calamiteuse, la situation était encore solide : la réserve était encore de 2.075.950 francs et donnait, à l'*Abeille-Grêle*, une supériorité immense sur tous ses concurrents, puisqu'elle a pu engager la campagne de 1898, dont le résultat ne nous est pas encore connu, avec un actif de dix millions (1).

L'*Abeille-Grêle* présente un autre avantage : le paiement par anticipation des indemnités. D'ordinaire, en matière d'assurances-grêle, les primes, sauf exception, ne se paient pas d'avance ; elles s'acquittent après la récolte, et c'est alors seulement que les indemnités sont payables. De là souvent pour l'agriculteur sinistré une situation pénible, obligé qu'il est d'attendre longtemps le règlement du dommage éprouvé. Par une heureuse innovation l'*Abeille*, qui dispose de ressources importantes, propose à ses assurés de leur verser par anticipation le montant de leur indemnité sous réduction d'un escompte de 40/0 (2).

L'*Abeille-Grêle* rayonne sur la France et l'Algérie. Elle étend ses opérations dans les départements de la région du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Nord, Aisne, etc. ; dans le Midi, où se trouvent des départements, comme le Gers et les Basses-Pyrénées, qui sont particu-

(1) *La Semaine* (n° 1353, du 3 octobre 1897) et l'*Assureur Français* (n° du 25 mars 1898).

(2) Nous devons à l'obligeance de la Direction de la Société l'*Abeille-Grêle* (M. A. Langlois, Directeur ; M. Coquillon, Secrétaire général) la communication de documents importants et de renseignements précieux qui nous ont été d'une grande utilité. Qu'il nous soit permis de lui exprimer ici toute notre reconnaissance.

lièrement ravagés par la grêle ; dans l'Ouest, où le fléau fait moins sentir ses ravages : Loire-Inférieure, Côtes-du-Nord, Orne, Calvados ; dans l'Est et dans le Centre, où des départements, comme le Rhône, sont plus fréquemment exposés aux coups du fléau.

Si l'on considère les comptes de cette importante Société et les indemnités considérables qu'elle alloue parfois à ses assurés, on ne peut douter des services qu'elle rend à l'agriculture : c'est ainsi que certains cultivateurs ont reçu parfois, pour le sinistre grêle, 40, 45, 50, 55 mille francs ; on cite même un propriétaire de la Gironde qui aurait touché plus de 70 mille francs d'indemnité (1).

L'exemple de cette Compagnie montre que les grandes sociétés, opérant sur un vaste rayon, peuvent réussir pour l'assurance-grêle, malgré l'importance des sinistres qu'elles ont à garantir. L'extension de leur sphère d'action leur permet de diviser les risques en les répartissant sur l'ensemble des valeurs assurées (2). Elles ont, sans doute, à se préoccuper de proportionner, aussi exactement que possible, leurs primes à la fréquence habituelle du fléau dans chaque région. Ce travail délicat et complexe, fondé sur des observations anciennes et sans

(1) *L'Avenir économique et financier*, n° 209 du 12 mars 1892, Article : Le Livre d'or des assurances ; *L'Abeille-Grêle*. Cet article contient un intéressant graphique des primes encaissées et des sinistres payés par cette Compagnie.

(2) *Organisation administrative des assurances et du Crédit agricole* : Rapport sur la proposition de loi Calvet par le comte de Rocquigny (12 mai 1896).

cesse répétées, exige, de la part des administrateurs, beaucoup de prudence et de sagesse. Il faut pouvoir établir une appréciation, en quelque sorte, cadastrale des risques qui menacent chaque propriété assurée et, cela, sans multiplier, d'une façon exagérée, les frais d'administration, de manière que les dépenses générales et les indemnités, soient toujours, autant du moins que peuvent l'assurer les prévisions humaines, couvertes et au delà par les recettes. L'esprit de suite et de prévoyance, l'habileté sont indispensables à la Direction et au Conseil d'administration des Compagnies d'assurance-grêle : la prospérité des sociétés en dépend. Or, cette prospérité intéresse également les deux facteurs du contrat d'assurance : l'agriculteur assuré, d'une part, et, d'autre part, l'actionnaire assureur, dont la Direction et le Conseil d'administration ne sont que les mandants. Si la société progresse, l'actionnaire sera satisfait de toucher un dividende sur les bénéfices réalisés ; l'assuré, de son côté, trouvera une société capable de l'indemniser intégralement des dégâts causés par le fléau de la grêle dans ses récoltes : l'entreprise doit offrir des chances de succès aux actionnaires qui y engagent des capitaux et donner aux cultivateurs des garanties solides.

Mais, on ne peut le nier, il se présente dans l'Assurance-Grêle, de grandes difficultés que seuls peuvent amoindrir une prudence calculée, un travail de tous les instants. Pourtant, il reste toujours, dans ces sortes d'assurances, une part d'aléa contre laquelle l'assureur n'est jamais garanti.

Aussi voyons-nous les autres Compagnies moins heureuses que l'*Abeille* et, de toutes les sociétés anonymes créées pour garantir le risque grêle, il n'en subsiste aujourd'hui qu'un très petit nombre.

Le 23 juillet 1879, les actionnaires de la *Patrie*, compagnie d'assurance-grêle, fondée en 1878, au capital de 4 millions, se sont réunis en assemblée générale et, ratifiant une convention intervenue avec la *Confiance-Incendie*, ont décidé que la *Patrie* prendrait le titre de la *Confiance*, Compagnie anonyme à primes fixes contre la grêle et que les actions de 1,000 francs au titre de *Patrie*, seraient divisées en actions de 500 francs chacune au titre *Confiance* (1).

En 1880, la situation de cette société était : capitaux assurés, 57.701.686 ; primes encaissées, 985.643 fr. 98 ; sinistres payés, 1.481.764 fr. 96 (2).

En 1897 : capitaux assurés, 44.646.288 francs ; primes encaissées, 632.406 ; sinistres payés, 763.159, qui, ajoutés à 237.905 de commissions, donnaient une perte de 351.515 francs. Le fonds de réserve qui, en 1894, était de 116.852 francs avait complètement disparu en 1895 et ne réapparaissait pas en 1896 et en 1897 (3). Ces chiffres accusent une situation difficile.

L'*Abeille* et la *Confiance* forment le *Syndicat Grêle*

(1) *L'Avenir économique et financier*, répertoire hebdomadaire des assurances, 12 mars 1892. Article : Le livre d'or des assurances.

(2) Chaufon, *op. cit.*

(3) *L'Argus*, n° 793, du 5 mai 1895 ; n° 238, du 15 mars 1896. Extrait du n° 943, du 20 mars 1898, etc.

et elles ont adhéré à l'*Union syndicale* des Compagnies à primes fixes (1). Par suite d'un accord intervenu entre les deux sociétés, la *Confiance* a adopté les tarifs de l'*Abeille*.

L'*Eternelle*, compagnie anonyme fondée, en 1883, à Paris, au capital de 8 millions, n'est que la transformation de l'ancienne mutuelle. Cette société assure contre la grêle toutes les récoltes, même les tabacs. En 1894, année favorable, il est vrai, pour toutes les sociétés, nous constatons des bénéfices. L'*Eternelle* avait, pour cet exercice: 4.165 assurés pour 10.241.645 fr. de valeurs; 240.667 francs de primes; 94.627 francs pour sinistres, plus 60.000 francs de commissions; l'excédent de recettes s'élevait à 86.040 francs. Mais, en 1897, il n'en est plus ainsi: cette Compagnie n'a, même après 1894, ni fonds de réserve, ni distribution de dividende (2).

Ces dernières années ont vu disparaître plusieurs compagnies à primes fixes d'assurance-grêle dont les

(1) Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance*. « L'*Union syndicale* s'est constituée, le 18 mars 1895, en vertu de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels. Elle réunit quatre branches d'assurances: l'*Incendie*, la *Grêle*, la *Vie* et l'*Accident*. Elle se compose actuellement (1896) de six syndicats ou comités dont plusieurs très anciens se sont régulièrement organisés dans les formes déterminées par la même loi. Ce sont: le *Comité syndical Incendie*, le *Comité Vie*, le *Syndicat général Incendie*, le *Syndicat Vie*, le *Syndicat Grêle* et le *Syndicat Accidents*.

L'*Union syndicale* comprend ainsi quarante-quatre compagnies à primes. Elle représente devant les pouvoirs publics (l'assurance maritime exceptée) ce qu'on appelle, avec raison, le monde assureur ».

(2) L'*Argus*, Statistique 1893 (n° 793, 5 mai 1895); Statistique 1895 (n° 838, du 10 mars 1896 et n° du 7 juin 1896); Statistique 1896 (1897); Statistique 1897 (n° 943, du 20 mars 1898).

liquidations ont été onéreuses pour les actionnaires : en 1872, la *Compagnie d'assurances générales contre la grêle*, autorisée le 25 octobre 1854 et créée au capital de 10 millions, était obligée de liquider ; — le *Soleil*, fondé au capital de 18 millions, le 12 décembre 1879, disparaissait au bout de 6 années d'existence : sa liquidation a eu lieu le 8 décembre 1885 ; — l'*Indemnité*, fondée en 1877, au capital de 500.000 francs porté à 1 million en 1881, pour 8000 actions, a dû faire, en 1884, un appel de fonds à ses actionnaires ; elle est depuis entrée en liquidation ; — le *Midi*, dont la fondation date de 1880, avait un capital social de 4 millions ; il n'a eu qu'une courte durée : en 1882, sa liquidation anticipée était votée par l'assemblée générale et son portefeuille était repris par la *Confiance* (1).

Mais arrêtons là cette liste. Comment s'étonner, après de tels résultats, que les capitaux hésitent à s'engager dans cette voie ?

Remarquons, en terminant sur ce point, que des sociétés à primes fixes, dont le siège est à l'étranger, étendent leurs assurances sur certains départements français. C'est ainsi que les *Provinces réunies*, dont le siège social est à Bruxelles, garantissent le risque grêle dans les départements de la Haute-Garonne et de la Haute-Marne. De même, l'*Economie*, établie à Londres, a des assurés dans ce même département de la Haute-Garonne

(1) *L'Avenir économique et financier*, 12 mars 1892.

et dans ceux de la Loire et du Gers. C'est là un fait assez étrange qui nous a paru mériter d'être signalé.

Quelques tentatives ont été essayées en France par des Compagnies à primes fixes pour assurer contre la mortalité du bétail. On peut citer, entre autres, l'*Union nationale*, fondée à Lille en 1877 qui, ne voulant pas garantir ce seul risque, exploitait en même temps l'assurance contre l'incendie et l'assurance contre les accidents (1). Signalons encore, en 1883, la constitution de la *Conservatrice* qui, après quelques mois d'existence, a cessé son fonctionnement (2).

Ces tentatives n'ont pas abouti. « Les Compagnies à primes fixes, dit M. le comte de Rocquigny, ont complètement échoué devant les difficultés spéciales à cette nature d'assurance : défaut de bonne statistique pour la fixation des tarifs qui doivent suivre les chances de mortalité très variables selon les régions ; difficulté de recruter de bons agents ; aggravation de la mortalité imputable à la fraude ou au manque de soins, insuffisance du contrôle sur les sinistres et leurs causes (3). »

Dans nos recherches, nous n'avons rencontré, en France, aucune compagnie d'assurances agricoles à

(1) Albert Chaufton, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, t. 1^{er}.

(2) Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'Etranger*.

(3) Le comte de Rocquigny, Rapport à la Société des agriculteurs de France : *L'intervention des Syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail*, Paris, 1894.

primes comprenant le risque gelée dans le cadre de ses opérations.

SECTION II. — Les sociétés mutuelles d'assurances agricoles.

Comme les sociétés d'assurances agricoles à *primes* les sociétés d'assurances *mutuelles* agricoles, légalement et régulièrement constituées, sont soumises aux règles générales du droit et régies spécialement par la loi des 24-29 juillet 1867 et par le décret impérial des 22 janvier-18 février 1868 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances.

Ce décret impose aux agriculteurs, qui mettent en commun certains risques et se garantissent mutuellement des dommages causés par un fléau, des formalités minutieuses et compliquées dont l'inobservation peut entraîner des sanctions pénales.

Les Sociétés d'assurances mutuelles ne sont soumises à aucune autorisation préalable (1) ; elles peuvent se former soit par un acte authentique, soit par un acte sous seing privé, fait en double original, quel que soit le nombre des signataires à l'acte (2).

Aux termes de l'article 9 du décret de 1868, les projets de statuts doivent faire connaître tout d'abord l'objet de la société, sa durée, son siège, sa dénomination, la cir-

(1) Loi de 1867, art. 66, al. 2.

(2) Décret de 1868, art. 8.

conscription territoriale de ses opérations. Ils doivent en outre, comprendre un tableau de classification des risques, avec indication des tarifs applicables à chacun d'eux et déterminer suivant quelles formes ce tableau et ces tarifs pourront être modifiés. Ils fixent enfin le nombre des adhérents ainsi que le minimum de valeurs assurées au-dessous desquelles la société ne peut être valablement constituée et la somme à valoir sur la contribution de la première année qui devra être versée avant la constitution de la société.

Ces versements préalables doivent servir aux paiements éventuels des sinistres qui surviendraient dans la première année et, dans tous les cas, aux frais de constitution. Ces frais comprennent, comme du reste pour les sociétés à primes, outre la location des locaux, la confection des imprimés, la publicité, etc., des droits de timbre et d'enregistrement dans le détail desquels nous n'avons pas à entrer, car cette matière d'ordre juridique est en dehors du cadre que nous nous sommes tracé (1).

Pour assurer l'accomplissement de toutes ces formalités, le décret de 1867, article 11, impose aux compagnies l'obligation d'en faire la déclaration devant notaire

(1) Nous trouvons dans la Circulaire n° 19, série B, du Musée social (25 juin 1898), et nous reproduisons à titre d'exemple, l'état des frais de constitution de la mutuelle cantonale de Sennecey-le-Grand :

Acte notarié et publication.	225 fr. »
Enregistrement.	8 » »
Dépôt au greffe.	8 » 20
Total	241 » 20

A cette somme s'ajoute le coût des polices, imprimés divers, qui portent les frais de premier établissement à 350 ou 400 francs.

en y joignant la liste nominative des adhérents avec indication du montant des valeurs assurées par chacun d'eux ; l'expédition ou l'un des doubles de l'acte de société, suivant qu'il est notarié ou sous seing privé ; enfin l'état des versements effectués. Cette déclaration est soumise (art. 12) à la première assemblée générale chargée d'en vérifier la sincérité et de nommer les membres du premier conseil d'administration, ainsi que les premiers commissaires. Le procès-verbal de la séance doit constater l'acceptation de ces administrateurs et de ces commissaires, car la société n'est définitivement constituée qu'à partir de cette acceptation. L'acte notarié, ses annexes et la copie des délibérations de la première assemblée générale doivent être déposés, dans le délai d'un mois, aux greffes de la justice de paix et du tribunal de première instance (art. 38 du décret).

L'administration des sociétés d'assurances mutuelles agricoles est soumise, quant à la nomination et au pouvoir des associés chargés de l'administration, quant aux assemblées et aux différentes formalités prescrites pendant son existence, à peu près aux mêmes règles que les sociétés anonymes.

La constitution d'un fonds de réserve, obligatoire pour les sociétés anonymes (art. 4 du règlement d'administration publique), est facultative pour les sociétés mutuelles (art. 32). Ce fonds de réserve a pour objet de donner à la société les moyens de suppléer à l'insuffisance de sa cotisation annuelle pour le paiement des

sinistres. Le montant en est fixé tous les 5 ans par l'assemblée générale.

Quant au placement de leurs fonds, le règlement de 1868 ne laisse aux sociétés mutuelles, comme aux sociétés à primes, qu'une liberté limitée (1).

De plus, les sociétés d'assurances mutuelles agricoles doivent se conformer aux prescriptions des lois des 5-14 juin 1850 (articles 34, 35, 36 et 37) ; — des 9-14 mai 1860 ; — des 2-14 juillet 1860 (article 18). Elles ont donc à payer l'impôt du timbre des polices qui est de 3 centimes pour 100 francs de capitaux assurés et l'impôt de l'enregistrement qui est proportionnel au montant des primes encaissées.

Le décret de 1868, dans sa section IV, détermine les charges sociales et, section V, les déclaration, estimation et paiement des sinistres. Le règlement de ces derniers a lieu dans les 3 mois qui suivent l'expiration de chaque année. En cas d'insuffisance du fonds de garantie et de la part du fonds de réserve déterminé par les statuts, l'indemnité de chaque ayant-droit est diminuée au centime le franc (art. 37).

Si, après cette rapide analyse des conditions générales auxquelles sont soumises les compagnies d'assurances mutuelles agricoles, nous abordons *l'étude des faits*, nous constatons que cette forme du contrat d'assurances agricoles a pris en France un grand développement

(1) Cf. articles 5 et 33 du décret.

De nombreuses sociétés se sont fondées, appliquant les principes de la mutualité.

Au premier rang, nous pouvons citer « *l'Avenir* », Société d'Assurances Mutuelles à cotisations fixes, fondée à Paris, en 1874, garantissant les risques contre la mortalité du bétail, l'incendie, la grêle et la gelée des récoltes et dont la circonscription peut comprendre toute l'Europe et l'Algérie (article 1^{er} des statuts-police) (1).

Cette société présente sur toutes celles du même genre un avantage considérable. Il est de tradition, dans les sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail, autres que *l'Avenir*, de ne garantir ordinairement que les $\frac{4}{5}$ de la valeur assurée, en laissant l'assuré son propre assureur pour $\frac{1}{5}$. Ces sociétés ne devraient donc percevoir qu'une cotisation proportionnelle à l'étendue de la garantie qu'elles assurent, c'est-à-dire calculée sur les $\frac{4}{5}$, seulement *garantis*, de la valeur *assurée*. Or, il en est tout autrement. Quand il s'agit de la perception de la cotisation, l'assureur la calcule, non pas sur les $\frac{4}{5}$ qu'il garantit, mais aussi sur le cinquième qu'il ne garantit en aucun cas. En termes plus simples, s'il ne garantit que 80 0/0 de la valeur assurée, il perçoit la cotisation sur 100. Un cheval est estimé 1000 francs ; la Société, au moment de cette estimation du risque, ne *garantit* que $\frac{4}{5}$, c'est-à-dire 800 francs, et perçoit cepen-

(1) Voir ANNEXE n° I de cette thèse.

dant une cotisation calculée sur 1000 francs. La Société, au moment de la formation du contrat, ne garantit que 800 francs ; mais le sinistre se produit, l'animal meurt, la société ne paiera que 80 ou 85 0/0 *de cette valeur garantie*, soit, pour l'animal qui a été estimé 1000 francs, une indemnité de 640 à 680 francs.

La Société l'*Avenir*, au contraire, *assure et garantit* la totalité de la valeur des animaux, et, en cas de sinistre, elle paie l'intégralité de leur valeur sous une simple retenue de 5 0/0, destinée à alimenter la réserve de prévoyance. Le sinistre sera donc remboursé à 95 0/0 ; le cheval de 1000 francs sera payé 950 francs.

Cet avantage suffirait à lui seul à expliquer la prospérité croissante de cette Société (1).

Si nous examinons, en effet, l'état de situation comparée, présenté pour la dernière période décennale, nous constatons, qu'en 1888, le nombre des contrats s'élevait à 3414 pour 5.964.977 francs de valeurs assurées. Le chiffre des cotisations avait, cette année-là, atteint la somme de 193.502 fr. 80 et la société avait eu à payer 126.049 francs d'indemnité. En 1895, le chiffre des contrats a presque doublé ; il est de 6.190 pour 10.628.716 fr. de valeurs assurées ; les cotisations encaissées sont de 441.805 fr. 80 et celui des indemnités payées de 312.129 francs. En 1897, enfin, la marche progressive s'est accentuée. La Société est en possession de 7.252

(1) Cf. l'*Argus*, Journal international des assurances, 9 octobre 1898.

contrats et elle assure 13.267.938 francs de valeurs ; ses recettes et cotisations sont de 520.585 fr. 85 et ses dépenses en indemnités de 442.472 francs. Le 31 décembre 1897, la Société avait à la caisse de réserve un fonds de prévoyance de 145.280 fr. 50, et les cotisations à encaisser pendant la durée des contrats en cours s'élevaient à 3 millions de francs. Depuis sa fondation jusqu'à cette même date, la Compagnie avait conclu 18.600 contrats, assuré 37.937.159 francs de valeurs et payé 3.767.898 francs de sinistres. Au 31 décembre 1894, le nombre des contrats était de 14.871, celui des valeurs assurées de 30.521.078 francs et celui des sinistres payés de 2.644.153 francs.

La Société l'*Avenir* rayonne sur la France entière ; les départements dans lesquels elle a, en 1897, payé le plus d'indemnités sont : l'Aisne, le Calvados, la Loire, le Loiret, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise.

On ne peut méconnaître qu'une entreprise, dont la prospérité est aussi croissante, ne rende à l'agriculture de précieux et importants services.

Une autre grande société d'assurances mutuelles mérite aussi d'être signalée. C'est la *Garantie fédérale*, société mutuelle à cotisations fixes, fondée à Paris, en 1865, spécialement et exclusivement pour l'assurance contre la mortalité du bétail et des chevaux. Cette société prend toutes les précautions nécessaires pour se protéger elle-même contre le risque subjectif. C'est ainsi

qu'elle ne garantit pas les sinistres résultant des mauvais traitements, du défaut de soins, de vices rédhibitoires. Et, au cas de maladies épizootiques contagieuses, elle ne garantit pas davantage les risques survenus dans les 50 jours de la date du contrat. Il importe, en effet, de se prémunir contre une fraude qui, sans cette précaution, ne manquerait pas de se produire. Bon nombre de cultivateurs attendraient pour assurer leurs étables que la contagion eût envahi la région qu'ils habitent et que leur bétail fût directement menacé.

D'après la statistique des opérations de l'année 1897, la *Garantie fédérale* comptait, au 31 décembre, 8573 assurés et le chiffre des valeurs garanties s'élevait à 22.632.675 francs ; les recettes atteignaient, frais de gestion déduits, 609.165 francs, et celui des indemnités payées 494.560 francs pour 2.037 sinistres.

Si l'on considère ces chiffres, la *Garantie fédérale*, qui, comme l'*Avenir*, peut étendre ses opérations par toute la France, en Algérie et à l'étranger, semblerait avoir acquis un développement plus considérable. Mais si l'on étudie de plus près les chiffres fournis par la statistique, on constate que la société qui nous occupe ne *garantit* que 80 0/0 des valeurs *assurées*, et le remboursement en espèces aux sinistrés a été, en 1897, pour la race chevaline de 65,56 à 70,40 et pour le bétail de 64,24 à 70 0/0. En outre, malgré la supériorité du nombre des contrats et du chiffre des valeurs assurées, sa réserve n'était que de 126,355 francs, inférieure de

18,925 francs, à celle de l'*Avenir*. La *Garantie fédérale* rend elle aussi de sérieux services à l'agriculture, notamment dans les départements de l'Aisne (principalement dans l'arrondissement de Saint-Quentin), du Calvados, de la Charente-Inférieure, de la Côte d'or, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, de la Marne, du Pas-de-Calais, des Basses-Pyrénées, de Seine-et-Oise, de la Somme, de la Vienne et de la Haute-Vienne.

Il existe, en France, beaucoup d'autres grandes sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité des animaux. A titre d'exemple nous pouvons citer : l'*Étable*, fondée à Paris en 1874, et qui, en 1897, comptait environ 1500 assurés pour près de 2 millions de valeurs ; le *Bétail*, qui remonte à 1872, dont le siège social est également à Paris. En province, nous voyons le *Bon laboureur* de Dreux (1863), qui rayonne sur les départements d'Eure-et-Loir, de l'Eure, de Seine-et-Oise et de l'Orne et qui possède 1700 contrats et 1.750.000 francs de valeurs assurées. Il est à remarquer que cette société *garantit* 100 0/0 des valeurs *assurées*, et que les indemnités sont intégralement payées sous la simple réserve d'une retenue de 5 francs *par sinistré*. La *Société des cultivateurs*, de Coulommiers, une des plus anciennes, a 985 contrats et assure un peu plus de 1 million de valeurs. L'*Union centrale* fondée à Bordeaux, en 1881, compte 1514 contrats et assure pour 1.380.007 de valeurs. Enfin, l'*Association agricole*, qui date de 1888 et dont le siège est à La Rochelle, assure pour 463.159 fr. de valeurs réparties entre 647 contrats.

L'*assurance-grêle* est pratiquée par un assez grand nombre de sociétés mutuelles dont quelques-unes ont un rayonnement étendu. La plus ancienne est la *Cérès*, fondée à Paris en 1823, qui assure contre la grêle toutes récoltes, moins les vignes, les tabacs, les pépinières et les fruits. Elle étend ses opérations sur les départements de l'Aisne, de l'Aube, du Cher, de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, du Loiret, du Loir-et-Cher, de la Marne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Inférieure et de l'Yonne. Le capital assuré, en 1880, était de 21.718.600 francs ; en 1888, de 37.952.400 francs. Depuis 1890, la *Cérès* s'est associée à la *Garantie agricole* qui avait déjà 26 ans d'existence. Cette association a eu pour résultat de diminuer les frais d'administration.

La *Société mutuelle de Toulouse*, à cotisations fixes, presque contemporaine de la *Cérès*, car elle remonte à 1826, s'est établie au lieu même où Pierre-Bernard Barreau avait fait cette première tentative de l'an X dont nous avons donné plus haut l'historique. Pendant longtemps, le développement de cette société rencontra de sérieux obstacles créés par l'administration. M. Gironis du Floquet, directeur de la Société, en a exposé les causes dans le rapport présenté, en 1894, à la réunion des sociétaires.

La première résulte de ce fait que le Conseil d'Etat, sous prétexte que l'égalité devait régner entre tous les associés, exigeait que les cotisations fussent *uniformes*

non proportionnelles aux risques. Appliquer à des risques différents une cotisation uniforme constitue, non pas l'égalité, mais la plus criante des injustices. Il est de pratique courante, en effet, que l'échelle des cotisations en matière de grêle s'élève de 20 centimes à 20 fr., la grêle, nous le savons, causant en certains endroits beaucoup plus de ravages que dans d'autres.

En second lieu, la circulaire du Ministre de l'intérieur, du 25 octobre 1859, en opposant une barrière infranchissable à l'extension de la mutualité, empêchait la *divisibilité des risques*, si nécessaire en matière d'assurances-grêle.

Grâce à des efforts incessants et à une législation plus libérale, la *Société mutuelle de Toulouse* n'a eu, dans les 27 dernières années, qu'une perte globale de 21.562 francs sur plus de douze cents millions de récoltes assurées. Autrement dit, sur ces 27 exercices, elle en a réglé intégralement 24 et, pour les 3 années les plus désastreuses, elle a donné : en 1894, 85 0/0 ; — en 1888, 92 0/0 ; — et, en 1895, année particulièrement éprouvée, 70 0/0. Le chiffre des valeurs assurées, qui, à la fin de 1880, était de 38 millions de francs, s'élève actuellement à 48.654.909 et montre un cercle d'opération s'élargissant sans cesse. Elle rayonne, en effet, sur toute la France, principalement sur les départements suivants : Ain, Aisne, Ariège, Aube, Côte d'Or, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gers, Loiret, Haute-Marne, Nièvre, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Rhône, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme,

Vaucluse. Ses frais généraux sont les moins élevés de toutes les compagnies similaires françaises et ses tarifs sont calculés pour couvrir, aussi exactement que possible, les sinistres survenus. La *Société mutuelle de Toulouse* possédait, en 1896, une réserve de 575.600 francs ; en 1898, cette réserve n'était plus que de 401.271 francs. Mais il ne faudrait pas conclure de là que, dans cet espace de deux ans, la prospérité de la société soit allée déclinant : la réserve d'une société, en effet, augmente ou diminue à chaque exercice suivant l'importance des sinistres réglés.

Une autre mutuelle, garantissant le risque-grêle, qui est actuellement très prospère et qui assure des capitaux aussi considérables que celle de Toulouse, est la *Société d'assurances mutuelles des récoltes de Seine-et-Marne*, fondée à Melun en 1829. Elle rayonne particulièrement sur le département de Seine-et-Marne et sur les départements limitrophes, Oise, Seine-et-Oise, etc., et assurait, en 1897, pour 37.196.613 francs de valeurs, ayant 2.800 contrats. Les récoltes autres que les céréales et les oléagineux sont exclues de ses contrats d'assurance ; cette exclusion comprend, par exemple, les bois, prairies, vignes, jardins potagers, arbres fruitiers. Les frais d'administration sont des plus réduits : ils ne s'élèvent qu'à 0 fr. 85 par 1.000 francs de récoltes assurées. Les cotisations sont de 7 fr. 50 par 1.000 francs de récoltes assurées pour les céréales et de 15 francs pour les oléagineux ; elles peuvent toutefois, si cela est nécessaire,

être portées à 12 fr. 50 et à 25 francs par 1.000 francs. L'assurance indemnise toutes les pertes à partir de $1/20$.

L'*Etoile*, qui existe depuis 1834, a son siège à Paris et a acquis un développement considérable. Le chiffre de la cotisation maximum formant le fonds de garantie est, suivant les classes auxquelles appartiennent les récoltes, de 1 fr. 50, 2 fr. 25 et 3 francs pour 100 francs de valeurs assurées. Il est pourvu aux frais d'administration par une contribution de 0 fr. 30 par 100 francs ; les contributions sont augmentées de $1/10$ pour les assurances de moins de 3 ans. En 1894, sa situation était : nombre de contrats, 6.431 ; — capitaux assurés, 43.882.300 ; — cotisations encaissées, 431.095 ; — indemnités payées, 318.051 ; — excédent de recettes, 121.303 ; — fonds de réserve, 1.138.034. — En 1897, le fonds de réserve est de : 500.142 francs.

Dans les départements de l'Aisne, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, des Ardennes, de la Marne, de l'Aube, fonctionne la *Régionale du Nord*, établie à Laon, et qui assure contre la grêle, toutes les espèces de récoltes cultivées dans le Nord de la France. Cette société, qui garantit pour 13.184.180 francs de valeurs, a, en 1897, un bénéfice de 1.526 francs alors que toutes les autres sociétés, anonymes ou mutuelles, à l'exception de l'*Aisne*, ont, cette année-là, un excédent de pertes.

La *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme*, Société d'assurances mutuelles des récoltes

contre la grêle, qui a son siège à Arras (1), rend aux agriculteurs des départements où elle étend ses opérations de précieux services. Elle fonctionne dans le Pas-de-Calais, le Nord et la Somme ; mais elle peut aussi faire des assurances dans l'Oise, la Seine-Inférieure et l'Aisne ; elle commence à pénétrer dans ces départements et y a quelques adhérents.

Il nous a paru intéressant de nous arrêter quelque peu sur le développement qu'a pris cette Société malgré les sérieuses difficultés contre lesquelles elle a eu à lutter. Ce rapide exposé donnera une idée des obstacles de toutes sortes que rencontrent les Sociétés mutuelles d'assurances agricoles pour arriver à donner des résultats satisfaisants, en même temps que de l'intelligence et de la volonté qu'il faut déployer pour les mener à bonne fin. La Société dont nous nous occupons actuellement a son centre d'action dans une région particulièrement agricole et riche, favorisée par la nature et où le travail de l'homme, aidé de tous les perfectionnements de la science, donne des résultats qu'il importe de protéger. L'extension et la prospérité de la *Ruche* montrent ce qu'il est possible de réaliser au moyen des assurances mutuelles, qui sont pourtant l'objet de la part de certains esprits de critiques sévères mais injustifiées.

La *Ruche* a été fondée en 1867, sous le régime de l'ancienne législation, avec l'autorisation du Chef de l'Etat, pour une durée de 30 années, expirant en 1887.

(1) Nous avons déjà parlé de cette société dans le chapitre : *Aperçu général sur les tarifs agricoles* (Première partie).

Deux délibérations de l'Assemblée générale, l'une de 1881, l'autre de 1890, ont prorogé la durée de la Société pour deux nouvelles périodes de dix ans. Mais les formalités de publicité prescrites par l'article 41 du décret de 1868 furent négligées et cette omission plaça la Direction dans une situation difficile : elle n'osait, en effet, par crainte de se heurter à une demande en nullité de la Société ainsi prorogée, poursuivre le recouvrement des cotisations dues dont le nombre allait grossissant tous les jours.

Le nouveau Directeur nommé le 2 février 1895, M. Crametz, s'efforça, dans la limite du possible, de remédier à cet état de choses. Il se hâta de faire publier les statuts avec leurs modifications. Après avoir usé des moyens de conciliation, il dut appeler en justice nombre de débiteurs récalcitrants afin d'avoir une situation nette sur la validité de la prorogation de la société. Alors se forma un syndicat de résistance qui incita les défenseurs à opposer aux poursuites dirigées contre eux une demande reconventionnelle en nullité de la prorogation de la société pour défaut de société légale. — Un jugement du tribunal de première instance d'Arras, confirmé par arrêt de la Cour de Douai, décida que la Société la *Ruche* avait légalement cessé d'exister depuis 1887 et que les formalités de publicité remplies en 1895, bien que faites conformément à la loi, n'avaient pu régulariser les prorogations de 1881 et de 1890.

L'ancienne société la *Ruche* avait donc terminé son

existence ; mais on doit reconnaître, à son honneur, qu'elle avait été une des rares sociétés d'assurances contre la grêle qui ont toujours payé intégralement leurs sinistres.

M. Crametz, nommé liquidateur de l'ancienne société, fut chargé par un groupe d'agriculteurs de reconstituer la *Ruche*. La liquidation s'effectua dans de bonnes conditions. Les débiteurs tenus, depuis 1887, comme ayant fait partie, sinon d'une société légale, du moins d'une société de fait, durent s'exécuter ; le directeur put ainsi faire face aux charges de l'année 1895 qui fut désastreuse, les indemnités s'élevant à près de 300.000 francs, y compris notamment un important sinistre évalué à 52.191 francs. 110.000 francs environ purent être distribués au prorata aux membres de l'ancienne *Ruche*. Résultat inespéré, étant donné le chiffre peu important des réserves où figuraient surtout, à l'état fictif, les cotisations arriérées dont beaucoup étaient irrécouvrables.

Cependant la *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme* était reconstituée le 11 avril 1896, conformément à la loi des 24-29 juillet 1867 et du décret des 22 janvier-18 février 1868.

Dès la première année, 4740 cultivateurs étaient venus mettre leurs récoltes sous la protection de la nouvelle société. Malgré ce nombre considérable d'adhérents, cette première année 1896 fut extrêmement difficile pour les débuts de la Société reconstituée. 500 sociétaires devaient

être indemnisés dans cet exercice particulièrement désastreux ; la cotisation *entière*, c'est-à-dire la cotisation ordinaire formant le *fonds de prévoyance* augmentée du *fonds de garantie*, fut appelée, et malgré cette cotisation entière (qui est inférieure, quant à son taux, à nombre de primes et cotisations d'autres sociétés), la *Ruche* n'a pu verser que 70 pour 100 sur les sinistres survenus cette première année.

De pareils débuts étaient inquiétants. Mais, dès la seconde année, et avec le fonds de prévoyance seul, la *Ruche* acheva de payer les 30 0/0 formant le solde de 1896, tout en acquittant, bien entendu, les sinistres de cette deuxième année ; et, résultat magnifique, la société pouvait même commencer sa réserve.

La nouvelle *Ruche* a donc, comme son aînée, payé *intégralement* ses sinistres. Il faut espérer que, grâce à son habile direction, elle continuera dans l'avenir. La réserve va, en effet, sans cesse augmentant ; celle-ci atteindra 80,000 francs environ après l'encaissement de la totalité des cotisations de 1898. La *Ruche* pourra, par la suite, étant donnée l'importance de sa réserve, faire face à toutes les éventualités, et même, dans quelque temps, commencer probablement à faire des remises sur les contributions sociales des adhérents.

La *Ruche*, depuis sa réorganisation de 1896, est constituée sur des bases plus solides que la société ancienne : les statuts sont mieux établis, plus clairs et de nature à favoriser le fonctionnement de la société ; des sociétaires

plus ou moins solvables ont été éliminés et le nombre des adhérents, parmi lesquels se trouvent des membres de la *Ruche* ancienne à qui sont venus s'en joindre de nouveaux, va toujours augmentant. Le jugement d'Arras et l'arrêt de Douai ont donc été plutôt favorables, à certains points de vue, pour le développement de la Société.

Voici, du reste, la situation de la *Ruche* pour l'exercice 1898.

Nombre de sociétaires	5.984
Montant de l'estimation des récoltes assurées.	31.840.628 fr.
Réserve après l'encaissement des cotisations et toutes charges payées, environ	80.000 »

Le nombre des adhérents-assurés pourrait être actuellement plus élevé si la Société n'avait refusé d'accepter des assurances dans certains pays ou régions réputés trop mauvais au point de vue des orages. Les cotisations de la *Ruche* sont peu élevées (1); aussi la Société est-elle d'autant plus tenue à une grande prudence. Elle évite de prendre trop de risques dans les mêmes communes, ce qui serait dangereux au cas où un violent orage dévasterait tout un territoire (2). C'est là, pour éviter la concentration des mauvais risques,

(1) Voir le chapitre IV de la première partie : *Aperçu général sur les tarifs agricoles*.

(2) M. A. Crametz, Directeur général de la *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme*, nous a donné tous les renseignements nécessaires

une très sage mesure qui a certainement contribué à la marche progressive de la jeune société.

L'*Aisne*, société mutuelle contre la grêle, fondée à Saint-Quentin en 1831, assurait, en 1894, 5.829.400 francs de valeurs pour 300 contrats environ; les cotisations encaissées s'élevaient à 36.487 francs et les sinistres réglés à 30.679 francs; ce qui laissait un excédent de recettes de 9.766 francs. Le fonds de réserve était de 153.696 francs. — En 1897, les primes encaissées étaient de 39.887 francs et les sinistres réglés seulement de 12.768 francs; l'excédent montait à 25.475 francs, mais le fonds de réserve n'était plus que de 70.451 francs.

La *Beauceronne Vexinoise*, fondée à Dreux en 1849, est devenue, en 1854, la *Dreusienne*; elle a de plus repris les affaires de la *Drouaise* qui datait du 12 septembre 1844 (1). Cette importante Société assure, en 1897, pour 23.298.400 francs de valeurs; il lui reste un fonds de réserve de 13.734 francs, alors qu'en 1894 celui-ci était de 87.343 francs.

La *Ferme*, fondée à Paris, en 1887, a eu un développement rapide: elle assurait, en 1897, après dix ans d'existence, près de 31 millions de valeurs; son fonds de réserve, qui avait atteint, en 1894, 446.633 francs,

pour nous permettre l'étude que nous avons faite sur cette très intéressante société; nous le remercions sincèrement de l'obligeance qu'il a mise à nous aider dans notre travail.

(1) Cette société, dans les statistiques des opérations d'assurances contre la grêle, publiées par le journal *l'Argus*, figure encore sous le nom de *Beauceronne Vexinoise*. Cf. *l'Avenir économique et financier*, n° 209, 12 mars 1892: Le livre d'or des assurances.

était en 1895, de 320.000, en 1896 de 372.000 et en 1897 de 190.000 francs.

Parmi les sociétés qui assurent un chiffre important de valeurs, nous remarquons la *Mutuelle de Seine-et-Oise* (valeurs assurées en 1897, 19.474.855 francs); la *Mutuelle Générale*, de Paris (valeurs assurées en 1897, 19.461.097 francs); la *Grêle*, fondée à Paris, en 1876 (valeurs assurées en 1897, 10.173.988 francs).

Si nous consultons les tableaux de *récapitulation générale*, donnés par le journal l'*Argus*, pour les opérations des dernières années concernant les principales sociétés d'assurances *contre la grêle*, tant par actions que mutuelles, nous trouvons :

En 1894, *bénéfices et excédents* :

Compagnies par actions (bénéfices).	1.525.012
Sociétés mutuelles (excédents)	1.403.901
Total.	2.928.913

En 1897, il y a, au contraire, *pertes et déficits* :

Compagnies par action (pertes).	1.054.337
Sociétés mutuelles (déficits).	568.227
Total.	1.622.564

Les *fonds de réserve* ont aussi considérablement diminué.

Ils sont en 1894 :

Compagnies par actions	2.888.964
Sociétés mutuelles	3.969.581
Total.	6.858.545

En 1897, ils sont :

Compagnies par actions	2.075.950
Sociétés mutuelles	1.418.384
Total	<u>3.494.334 (1).</u>

D'une façon générale, en 1897, le nombre des *agriculteurs assurés* aux principales compagnies est approximativement de :

Compagnies par actions.	54.013
Sociétés mutuelles	61.427
Total.	<u>115.440</u>

Celui des *valeurs assurées* :

Compagnies par actions	208.786.127
Sociétés mutuelles	305.567.293
Total	<u>514.353.420</u>

Il est intéressant de savoir dans quelles proportions les sociétés mutuelles contre la grêle ont pu *régler leurs sinistres*.

Les Compagnies à primes fixes, sociétés de spéculation, doivent, de par leur nature et leurs conventions, payer aux assurés l'intégralité des sinistres ; si une année est mauvaise, on prendra sur les réserves et, les réserves épuisées, on prendra sur le capital social ; si ce dernier lui-même est insuffisant, la compagnie sera forcée de liquider. C'est ce qui explique, comment il existe en

(1) Nous avons pris pour termes de comparaison les années 1894 et 1897 parce qu'elle ont été, la première très favorable, la seconde, désastreuse pour l'assurance-grêle. Il est à remarquer que les chiffres de ce tableau ne sont qu'approximatifs, toutes les sociétés n'y figurant pas.

France, un si petit nombre de compagnies anonymes contre la grêle. Les sociétés mutuelles, au contraire, s'engagent à payer les sinistres, non intégralement, mais proportionnellement aux ressources disponibles dans chaque exercice.

Bon nombre de mutuelles ont bien souvent donné l'intégralité au cas de sinistre grêle.

En 1894, toutes les principales sociétés ont payé 100 0/0 ; — en 1895, l'*Etoile*, la *Mutuelle de Seine-et-Oise*, la *Ferme* ont également donné 100 0/0 sur la totalité des récoltes, ainsi que la *Mutuelle générale*, mais celle-ci pour les vignes seulement ; — en 1896, toutes, sauf la *Mutuelle de Seine-et-Marne*, ont réglé au même taux ; — en 1897, il en est de même pour la *Société de Toulouse*, la *Mutuelle de Seine-et-Marne*, l'*Aisne*, l'*Etoile*, la *Mutuelle de Seine-et-Oise*, la *Garantie agricole*, la *Régionale du Nord* et la *Mutuelle générale*, cette dernière pour les tabacs seulement. N'oublions pas, dans cette nomenclature, la nouvelle Société la *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme* qui paye l'intégralité.

Dans ce chapitre, nous avons étudié la Société l'*Avenir* qui garantit les risques incendie, grêle, gelée, mortalité du bétail. D'autres sociétés mutuelles ne s'occupent que d'un seul des risques, grêle ou mortalité du bétail. Mais il est à remarquer que quelques sociétés sont instituées à la fois pour protéger les cultivateurs contre les désastres causés par la grêle et contre la mortalité

qui décime son bétail. C'est ainsi que la *Mutuelle agricole de l'Ouest*, de Nantes, qui étend le champ de son action dans une vingtaine de départements, assure parallèlement ces deux risques. Ce caractère de dualité dans l'assurance se retrouve encore dans bon nombre d'autres sociétés : la *Protection agricole* de Lyon, par exemple.

L'assurance agricole en Algérie a pris un certain développement. Outre certaines grandes compagnies à primes fixes ou mutuelles de la métropole qui y font des opérations : l'*Abeille*, la *Grêle*, la *Ferme*, etc., il existe à Alger une société mutuelle pour garantir le risque grêle. Cette société, dite l'*Algérie*, a été créée spécialement dans l'intérêt de l'Algérie, de la Tunisie et des pays de protectorat limitrophes. La cotisation annuelle, qui varie suivant les chances de risque, ne peut être inférieure à 0,40 0/0 des valeurs assurées ni supérieure à 10 0/0 de ces valeurs. L'assurance est contractée pour 5 ans au moins ; si elle est d'une durée moindre, le tarif est majoré de 10 0/0 pour les assurances de 1 à 2 ans et de 5 0/0 pour celles de 3 et 4 ans. Il est créé un fonds de réserve ; dans le cas où les cotisations d'une année seraient insuffisantes pour couvrir les indemnités, il serait prélevé sur le fonds de réserve une somme suffisante pour les parfaire. Dans chaque arrondissement, un comité local consultatif, composé de sociétaires, donne son avis sur la fixation des tarifs.

Aucune compagnie ne s'est fondée, en France, pour garantir exclusivement les récoltes contre le risque-gelée.

Mais bon nombre de sociétés mutuelles importantes le comprennent dans leurs statuts-police, parallèlement à d'autres parmi les risques qu'elles garantissent. Nous avons déjà vu qu'il en est ainsi de l'*Avenir*, mais que cette société avait dû abandonner cette assurance.

L'*Association fraternelle*, dont le siège social est à Paris, assure contre la gelée en même temps que contre la grêle, la mortalité des bestiaux et les accidents individuels. La cotisation pour la gelée varie de 2 francs à 50 francs. La *Mutualité générale*, qui figure aux annexes du projet Viger, embrasse dans ses opérations d'assurances les accidents de toute nature, gelée, grêle, vent, mortalité des bestiaux ; elle se montre même d'une audace particulière et ne recule pas devant les garanties contre le chômage, les risques de guerre et d'émeute.

Un grand nombre des sociétés d'assurances mutuelles agricoles qui ont leur siège en France, déclarent dans leurs statuts que la sphère de leur action peut s'étendre à l'étranger. Quelques-unes visent seulement les pays limitrophes de la France, d'autres l'Europe tout entière. En fait, nous en connaissons plusieurs qui opèrent en dehors du territoire français. C'est ainsi que, pour la mortalité du bétail, la *Sécurité de l'Aisne*, société mutuelle à cotisations fixes, établie à Laon, rayonne sur l'Aisne, les départements limitrophes et la Belgique. Pour la grêle, la *Mutuelle générale*, de Paris, a des contrats dans toute la France et dans les provinces Wallonnes de la Belgique; il en est de même de la *Minerve*,

mutuelle à cotisations fixes établie à St-Etienne. Enfin la *Protectrice*, société mutuelle à cotisations fixes dont le siège social est à Paris, étend, elle aussi, le cercle de ses opérations sur la France, les provinces Wallonnes et en outre sur la Suisse.

Si l'on considère que certaines sociétés d'assurances agricoles étrangères font, de leur côté, des opérations en France, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il y a là, comme sur bien d'autres points, une communauté d'intérêts et d'efforts protecteurs, tendant à resserrer les liens de solidarité qui peu à peu unissent plus étroitement les peuples de l'Europe civilisée. Tout ce qui tend à rapprocher les nations, en confondant leurs intérêts, contribue aussi à rendre plus redoutables et sans doute plus difficiles ces guerres funestes qui entassent des ruines incalculables. A ce titre, on ne peut que souhaiter de voir se développer entre les hommes de race différente ces institutions de prévoyance agricole qui sont, elles aussi, un gage de paix et de sécurité dans le travail (1).

(1) La section II, pour ce qui est relatif au fonctionnement des Sociétés mutuelles d'assurances agricoles, nous a demandé un minutieux travail. Pour en réunir les éléments épars, nous avons dû compiler de nombreux documents. S'il nous avait fallu, à chaque date, à chaque chiffre statistique, indiquer la source où nous les avons puisés, nous aurions multiplié, dans de trop fréquentes et par suite confuses répétitions, les notes au bas des pages. Il nous a paru plus simple et plus clair de donner une liste des principaux travaux que nous avons analysés :

Projet de loi sur les Caisses d'assurances mutuelles, présenté par M. Viger, ministre de l'agriculture (24 avril 1894) et son *Annexe* (n° 1) ; *Rapports et Ouvrages* du Comte de Rocquigny ; *Circulaire* n° 19, série B, du Musée social (25 juin 1898) ; Albert Chauton, *Les assurances, leur passé, leur*

L'assurance mutuelle agricole peut prendre plusieurs *formes différentes* :

1^o Assurances mutuelles à *cotisations fixes*. Cette assurance n'a pas de capital à rémunérer et n'engage ses associés qu'au paiement d'une seule cotisation. Par contre, et au cas d'insuffisance du montant des cotisations, le sinistré est exposé à n'être indemnisé que partiellement. Certaines mutuelles à cotisations fixes sont parvenues, grâce à d'importantes réserves et à une sage administration, à régler tous les sinistres.

2^o Assurances mutuelles *proprement dites*. — Ici le chiffre de la cotisation n'est pas fixé d'une manière définitive. Il en résulte que, si, dans les années mauvaises, le chiffre des sinistres, ajouté aux frais d'administration dépasse le montant des cotisations prévues et encaissées, l'insuffisance devra être comblée par des appels de fonds adressés aux adhérents. Les cotisations peuvent

présent et leur avenir (tome premier) ; Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration française* ; Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial* ; A. Thomereau, *La question des assurances agricoles au point de vue de la statistique* ; Alfred Rieu, *Etude sur les assurances agricoles* (Avignon, 1898) ; G. Fasquelle, *L'Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail* (Avranches, 1898) ; Extrait du *Compte-rendu* de l'exercice 1894, de la Société l'*Avenir*, approuvé par l'assemblée du 1^{er} avril 1895 et Extrait du *Compte-rendu* de la même Société, de l'exercice 1897, approuvé par l'Assemblée générale du 1^{er} avril 1898 ; *Journaux d'assurances*, principalement les numéros de l'*Argus* des 5 mai 1895 (n^o 793), 15 mars 1896 (n^o 838) ; Extrait d'un numéro de 1897 ; 20 mars 1898 (n^o 943) ; 9 octobre 1898. L'*Avenir économique et financier*, répertoire hebdomadaire des assurances (n^o 209, 12 mars 1872) ; l'*Assureur français* (25 mars 1898) ; l'*Economiste rural* ; Nom breux *prospectus* sur les assurances contre la grêle (extraits de journaux, etc.) ; Renseignements particuliers sur la *Ruche du Pas-de-Calais*, du Nord et de la Somme (M. Crametz, Directeur général) ; *Polices* de nombreuses sociétés, tant à primes que mutuelles, etc., etc.

se trouver, par ce fait, doublées, triplées, décuplées. En outre, les poursuites à exercer, les procès à soutenir peuvent retarder, pendant longtemps, le règlement des sinistres. Il est des sociétés d'assurances qui ont dû réclamer à leurs adhérents jusqu'à 16 fois et même 26 fois la cotisation prévue ; aussi, par suite de l'insolvabilité des adhérents, certaines de ces sociétés n'ont pu payer que 9 0/0 et même 0 fr. 90 0/0 du montant des sinistres (1). Le seul remède à une pareille situation est la constitution d'importantes réserves quand il est possible de les réaliser (2). Il est bien entendu que si, en dehors de l'établissement d'un fonds de réserve suffisant, le bilan de l'exercice se soldait par un excédent de recettes, cet excédent serait partagé entre tous les adhérents, propriétaires du fonds commun. Mais c'est là un résultat plus théorique que pratique et auquel ne nous a pas habitués l'histoire des sociétés d'assurances mutuelles.

3° Assurances mutuelles *à maximum de cotisation*. Elles diffèrent des assurances mutuelles proprement dites, en ce que le taux de l'engagement consenti par les adhérents est limité comme dans l'assurance à cotisations fixes. Mais elles diffèrent aussi de cette dernière forme d'assurance en ce que la cotisation peut, suivant l'étendue des désastres à réparer, être réclamée deux

(1) Emile Salle, *Rapport sur l'Assurance-grêle*, Société des agriculteurs de France, Paris, 1894.

(2) G. Fasquelle, *L'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail*, Avranches, 1898.

fois, trois fois, etc., jusqu'à un maximum fixé par les statuts et qui ne peut pas être dépassé : les adhérents ne savent au juste, au début d'un exercice, ce qu'ils auront à payer ; mais ils savent dans quelles limites ils seront tenus : le chiffre de leur contribution oscillera entre le taux de la première cotisation et le maximum arrêté par les statuts.

Quelle que soit la forme adoptée par les Sociétés mutuelles, l'assuré doit supporter, outre la cotisation, une somme fixée par les statuts et destinée à fournir aux frais de direction ; il faut y ajouter les frais de police et les déclarations d'assolement. Le montant de ces engagements varie avec les statuts des diverses compagnies.

Il est à remarquer ici que le décret des 22 janvier-18 février 1868 stipule, dans sa section IV, *des charges sociales* :

ART. 29. — « Les tarifs annexés aux statuts fixent
« par degré de risques *le maximum de la contribution*
« *annuelle* dont chaque sociétaire est passible pour le
« paiement des sinistres. Ce maximum constitue le
« *fonds de garantie*. Les statuts peuvent décider que
« chaque sociétaire sera tenu de verser d'*avance* une
« portion de la contribution sociale pour former un *fonds*
« *de prévoyance*. Le montant de ce versement, dont le
« *maximum* est fixé par les statuts, sera déterminé cha-
« que année par l'Assemblée générale. »

ART. 31. — « Les statuts déterminent également le
« *maximum de la contribution annuelle* qui peut être
« exigée de chaque sociétaire pour *frais de gestion* de la
« Société. »

Les termes de ces articles semblent restrictifs. En imposant l'obligation de déterminer, dans les statuts, un *maximum de cotisation annuelle* et un *maximum de contribution aux frais de gestion*, ils paraissent exclure les Sociétés que, dans notre classification, nous avons théoriquement désignées sous le nom de *mutuelles proprement dites*. Là, en effet, il est impossible de prévoir où s'arrêteront les appels successifs de fonds nécessités par la survenance des sinistres, et l'engagement consenti par les adhérents n'a d'autre limite que leur solvabilité.

Quoi qu'il en soit, les dispositions édictées par les lois et décrets qui régissent les Sociétés d'assurances mutuelles agricoles semblent avoir été élaborées en vue des grandes Sociétés, telles que celles que nous venons d'étudier, qui embrassent une région entière, toute la France et même rayonnent à l'étranger. Elles assurent pour des millions de valeurs, peuvent avoir en caisse des réserves considérables et, dès lors, on s'explique à la rigueur qu'elles soient soumises, vis-à-vis du Trésor, à des charges en rapport avec l'importance de leurs opérations, ainsi qu'à des formalités minutieuses qui sont une garantie de leurs engagements envers les assurés : le cercle de leur action est trop étendu pour que tous les adhérents puissent se connaître et pour que la bonne foi de chacun soit pour tous une garantie suffisante.

Mais le type de la Société d'assurances mutuelles, tel que l'a conçu le législateur, ne saurait convenir aux petites mutualités locales fondées, principalement pour

l'assurance contre la mortalité des bestiaux, par des associations agricoles préexistantes ou par des groupes de cultivateurs unis dans un but spécial de prévoyance. Ces petites mutualités, qui ne fonctionnent que dans un champ restreint, dont tous les adhérents se connaissent, et qui vivent surtout de bonne foi, ont besoin de pouvoir se constituer librement, sous des formes plus simples et moins rigides : leur imposer les prescriptions complexes et coûteuses de la loi serait arrêter leur développement (1).

L'examen détaillé de ces formes de mutuelles agricoles trouvera sa place dans la troisième partie de cette thèse, lorsque nous étudierons le développement progressif des mutualités ; l'analyse de leurs statuts montrera que fort peu d'entre elles satisfont à toutes les prescriptions légales.

(1) H. Boiret, *L'Assurance contre la mortalité du bétail* (Annecy, 1898) ; Comte de Rocquigny, *L'Assurance mutuelle du bétail* (Paris, 1898) et *Circulaire* n° 19, *Série B du Musée social* ; G. Fasquelle, *L'Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail* (Avranches, 1898).

CHAPITRE III

LE CONTRAT. — LES POLICES D'ASSURANCES AGRICOLES.

Le contrat intervenu entre l'assureur et l'assuré a son expression écrite dans la *Police d'assurance*.

Généralement, toute police renferme deux parties : l'une *imprimée*, énonçant les conditions générales communes à toutes les polices d'une même compagnie pour le même risque ; l'autre *manuscrite* qui contient les conventions particulières des parties.

L'usage des polices imprimées a donné lieu à des critiques assez vives. L'assuré, disait-on, souscrit aveuglément à une convention très complexe dont il lui est, d'ordinaire, impossible de méditer les clauses et de peser les termes ; de là des obligations contractées sans avoir été réellement consenties. Il peut y avoir là, sans doute, un inconvénient ; mais celui qui contracte ne doit s'engager qu'à bon escient et, s'il est incapable d'apprécier par lui-même les conséquences de son engagement, il peut toujours consulter des gens plus compétents que lui. Du reste, les polices imprimées présentent d'incontestables avantages : « Les assurés ayant tous le même intérêt général, de même que les assureurs ont tous le même intérêt contraire, la police imprimée, fruit lente-

ment mûri de l'expérience publique, est d'ordinaire la meilleure garantie des uns et des autres ; elle devient, pour ainsi dire, l'expression moyenne et ratifiée par l'opinion des intérêts opposés qu'elle veut réunir et qu'elle doit également protéger (1). »

Bien loin de donner naissance aux difficultés qu'on redoute, l'usage des formules imprimées a pour résultat de les prévenir et de les aplanir : l'assureur et l'assuré, qui seraient tentés d'étudier et de discuter longuement chaque clause du contrat, peuvent s'engager avec confiance, garantis qu'ils sont par cette sorte de droit coutumier, de *common law*, fondé par une longue expérience.

L'usage des polices d'assurances imprimées accepté, dès le début, pour les assurances maritimes, est bien plus utile encore dans les assurances terrestres et particulièrement dans les assurances agricoles pour lesquelles il n'existe aucune législation spéciale. Ces formules imprimées constituent, à proprement parler, la seule base juridique sur laquelle on puisse s'appuyer pour interpréter les clauses du contrat.

Les dispositions écrites, qui constituent les conventions particulières, doivent, bien entendu, se combiner toujours avec les clauses imprimées et, en cas d'opposition, l'emporter sur ces dernières. Ce n'est là du reste qu'une application des dispositions générales de

(1) Charles Lemonnier, *Commentaire sur les principales polices d'assurance maritime usitées en France*, 1843.

la loi sur l'interprétation des conventions (1), et c'est dans les dispositions manuscrites qu'il faudra surtout rechercher l'intention des parties.

Comment s'établit une Police ? (2).

La réalisation d'une assurance suppose toujours l'établissement préalable d'une *Proposition* et, d'ordinaire, les sociétés mettent à la disposition de leur clientèle des propositions imprimées que le proposant, c'est-à-dire le futur assuré, doit remplir et dater, autant que possible, de sa propre main. Cette proposition, annexée à l'exemplaire du contrat resté chez l'assureur, fournira, le cas échéant, d'utiles renseignements.

La proposition doit contenir toutes les indications nécessaires à l'établissement de la police, notamment : les nom, qualité, domicile du proposant, la durée du contrat et le mode de paiement de la prime ; en outre, dans l'assurance pour les risques grêle ou gelée, et pour chaque parcelle proposée à l'assurance, elle doit indiquer :

- 1° La commune où elle est située ;
- 2° Le nom ou lieu-dit sous lequel elle est habituellement désignée ;
- 3° La nature de la récolte ;
- 4° La contenance de la parcelle ;
- 5° Le rendement en nature qu'on espère de la récolte ;

(1) *Code civil*, articles 1156 et suivants. L. III ; T. III ; Ch. 3 ; Sect. V.

(2) Pour résoudre cette question, nous avons principalement eu recours aux « *Instructions à MM. les Agents généraux* » de l'*Abeille*, compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre la grêle.

6° Le prix proposé pour l'unité de mesure ou de poids adoptée pour l'évaluation du rendement (1).

Comme il ne s'agit là que d'une simple proposition et non d'une convention régulière, les contenances parcel-laires pourront être exprimées par le proposant, suivant les usages locaux, en mesures, journaux, arpents, hom-mées, etc., et les rendements espérés pourront être éva-lés en setiers, razières, boisseaux, muids, etc. Il est bien entendu que, lorsqu'il s'agira de la rédaction du con-trat, contenances et rendements devront être énoncés en mesures légales.

La proposition n'a d'autre objet que de servir de base au contrat d'assurance, lequel ne sera valable qu'après la signature de la *police* par l'assuré et par l'assureur : la police est donc le contrat définitif qui constitue l'as-surance. Jusqu'à la signature de cette pièce, l'assureur et l'assuré sont toujours libres de se dégager. La police, revêtant d'ordinaire la forme de l'acte sous seing privé, doit, conformément à l'article 1325 du Code civil, être faite « en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct ». Deux originaux suffiraient pour remplir le vœu de la loi ; mais il est dans l'usage de cer-taines Compagnies d'en exiger trois, le troisième étant destiné à rester aux archives de l'agence générale.

(1) Le rendement indiqué devra être exprimé en hectolitres (mesure), s'il s'agit de grains ou de liquides ; en kilogrammes (poids), s'il s'agit de plantes filamenteuses ou fourragères, etc. Dans aucun cas, le rendement espéré ne devra être exprimé en argent (*Proposition d'assurances sur récoltes de « l'Abeille »*. Modèle n° 1, 1897).

L'en-tête des polices contient plusieurs indications : — le nom de la société, sa nature et son objet, son siège et, lorsqu'elle est anonyme à primes fixes, comme l'*Abeille*, l'indication du capital social ; — le nom de l'assuré et son domicile et certaines mentions d'ordre variant suivant les usages de chaque Compagnie (1).

Toute police renferme, à titre de *conditions générales*, une série de dispositions imprimées relatives, notamment, aux bases de l'assurance, à l'établissement du contrat, à ses effets et à sa durée, au règlement des primes ou cotisations, à la détermination et au règlement des sinistres, au paiement de l'indemnité et enfin à l'attribution de juridiction et élection de domicile.

Les *conditions particulières* à chaque assuré manuscrites suivent les conditions générales. A cet effet, les polices sont disposées en tableaux, avec colonnes distinctes.

Pour l'*Abeille-Grêle*, par exemple, on mentionne successivement dans ces colonnes : un numéro d'ordre, la commune où sont situées les récoltes assurées, le lieu-dit, la nature des récoltes, la contenance des parcelles en hectares et ares, le rendement *en nature* espéré pour chaque parcelle, le prix convenu par unité de mesure ou de poids, les sommes assurées, la prime applicable par 100 francs de capital assuré et le montant de la prime. — Il est à noter que la somme assurée sur chaque par-

(1) Pour tous ces détails et pour ceux qui suivront, nous renvoyons à nos ANNEXES n°s 1 et 2 ; *Statuts-Police de l'Avenir* et *Police de l'Abeille*.

celle s'obtient en multipliant chacun des rendements portés dans la colonne à ce destinée par le prix convenu. Lorsqu'il y a dans une même commune plusieurs parcelles d'une même nature de récoltes et dont l'unité de rendement est évaluée au même prix, on additionne les diverses contenances et on procède à une seule multiplication. Soit, par exemple (1), trois parcelles situées dans la même commune et cultivées en blé : la première d'une contenance de 1 hectare 10 ares avec rendement espéré de 20 hectolitres ; — la seconde de 40 ares et 9 hectolitres ; — la troisième de 2 hectares 50 ares avec rendement de 47 hectolitres. On aura un total de 76 hectolitres qui, estimés au prix convenu de 25 francs, donneront : $76 \times 25 = 1.900$ francs de valeurs assurées. La prime applicable par 100 francs de capital étant, d'après les tarifs, de 1 fr. 20, on obtiendra : $\frac{1900 \times 1,20}{100} = 22,80$, montant de la prime annuelle à la charge de l'assuré pour les trois parcelles semées en blé. — Si, comme il arrive dans le centre de la France et dans le Midi où le système du métayage est généralement appliqué, l'assuré n'est propriétaire que d'une partie de la récolte, mention en est faite dans la police, et la Compagnie ne garantit que sa part.

La société mutuelle l'*Avenir* (2) qui assure à la fois contre l'incendie, la grêle, la gelée, la mortalité du bé-

(1) Voir ANNEXE n° II.

(2) Voir ANNEXE n° I.

tail, dispose ses polices de façon à indiquer : le numéro d'ordre ; la nature des objets soumis à l'assurance ; leur valeur ; la classe et la section auxquelles ils appartiennent établies conformément au tarif maximum annexé aux statuts-police ; enfin les cotisations maximum.

Chaque police se termine, après l'énumération des conditions particulières, par la formule de l'*engagement*, la *date*, et la *signature* respective de l'assureur et de l'assuré.

Le contrat d'assurance agricole étant fait généralement pour plusieurs années, les conditions particulières de la police peuvent subir des *modifications* par suite des changements survenus dans les objets assurés.

Ces diverses modifications étant nécessitées en matière d'assurance grêle et d'assurance gelée par les transformations qu'apporte l'assuré dans ses cultures, nous sommes conduit à parler de la déclaration d'assolement et des avenants.

On appelle *Déclaration d'assolement* (1) l'indication que doit fournir chaque année l'assuré des modifications apportées dans ses ensemencements ainsi que les rendements espérés de ses diverses cultures.

La déclaration d'assolement doit être sincère et exacte, faite dans les délais prévus aux conditions générales et dressée sur un imprimé spécial, dans les mêmes

(1) *Instructions à MM. les Agents généraux de la Compagnie « l'Abeille ».*

formes, en autant d'exemplaires que la police et comprendre les mêmes détails.

On appelle *Avenant* l'acte additionnel constatant toute modification apportée à une police ou à une déclaration d'assolement en cours.

On distingue cinq sortes d'avenants :

1° L'*Avenant supplémentaire*, qui a pour objet de réparer l'omission faite, soit dans une police, soit dans une déclaration d'assolement, d'une ou de plusieurs parcelles dont l'assurance était obligatoire, ou de comprendre dans l'assurance des parcelles dont l'assuré n'est devenu propriétaire que postérieurement à la signature de la police ou de la déclaration d'assolement.

2° L'*Avenant d'augmentation*, par lequel l'assuré, après la signature d'une police ou d'une déclaration d'assolement, et tant que ses récoltes n'ont pas été atteintes par le fléau, augmente les rendements qu'il a primitivement assurés. L'espoir d'une riche récolte légitime cette augmentation qui n'a d'effet, bien entendu, que pour l'année courante. — On ne saurait donc confondre l'avenant d'augmentation qui a trait à des récoltes déjà assurées, avec l'avenant supplémentaire qui a pour objet de garantir des récoltes non encore assurées et qui est souscrit pour une durée égale à celle que l'assurance aura encore à courir.

3° L'*Avenant de résiliation*, qui a pour but de faire cesser l'effet du contrat. — La résiliation d'un contrat en cours peut avoir lieu : à l'amiable, lorsque l'assureur et l'as-

suré sont d'accord sur l'opportunité de cette résiliation immédiate ; — de plein droit, lorsque l'on se trouve dans certaines conditions prévues dans la police (1) ; — d'office dans certains cas, spécifiés dans la police, où l'assureur a droit d'opter pour la résiliation immédiate ou lorsque la prime n'a pas été payée à l'échéance (2).

4° L'*Avenant d'ordre*, qui sert à constater certaines situations ne changeant absolument rien aux chiffres de la police. Exemple : lorsque, après le décès de l'assuré, ou la cession du fonds sur lequel sont situées les récoltes garanties, la compagnie opte pour le maintien du contrat au profit des héritiers, de l'acquéreur ou du cessionnaire (3).

5° L'*Avenant de réduction*, qui a pour objet de restreindre, soit la prime ou la cotisation mise à la charge de l'assuré, soit le capital garanti par l'assureur. En règle générale, les Compagnies, l'*Abeille* par exemple, n'usent pas de cette espèce d'avenant : en cas de rectification d'erreurs matérielles, on remplace l'acte du contrat (police ou déclaration d'assolement) en ayant soin d'indiquer le motif de ce remplacement en tête du nouvel acte qui portera la même date et le même numéro que celui qui se trouve par le fait annulé.

A voir le peu d'empressement que montrent les Com-

(1) Cf. articles 10 et 17 de la police de l'*Abeille*. Voir ANNEXE n° II.

(2) Article 8 de la *Police de l'« Abeille »*.

(3) Article 10 de la *Police* précitée.

pagnies à admettre en faveur de l'assuré des restrictions au contrat primitif tandis qu'elles accueillent si volontiers les conventions qui peuvent accroître ces mêmes obligations, on serait tenté de croire qu'elles se sont fait, dans la rédaction des conditions générales imprimées, la part du lion. Il n'en est rien : ces conditions générales étant, comme nous l'avons dit, le fruit d'une longue et consciencieuse expérience, il y a été tenu compte des deux intérêts en présence dans ce contrat synallagmatique qu'est l'assurance. Cela résulte d'un *examen rapide des principales conditions que renferment les polices*.

Nous avons cru utile de donner en Annexes de notre travail deux types de polices d'assurances agricoles et nous avons choisi, parmi les Compagnies anonymes d'assurances à primes fixes, l'*Abeille-Grêle*, dont les conditions générales sont adoptées par la plupart des Sociétés similaires, et, parmi les Sociétés d'assurances mutuelles, l'*Avenir*, qui garantit tous les risques agricoles qui nous préoccupent, sauf l'inondation.

Quelles sont et comment s'expliquent les clauses principales que nous relevons dans les polices de l'*Abeille-Grêle* ?

La police stipule que la Compagnie ne *garantit que le risque grêle* à l'exclusion de toutes autres causes de perte qui accompagnent fréquemment la *chute des grêlons* : inondation, trombes, coups de vent, etc. Le taux de la prime est calculé pour faire face à cette seule cause de

sinistre ; aussi, les agents de la Compagnie doivent-ils spécifier d'une manière formelle qu'elle ne saurait répondre, comme sont tentés souvent de le prétendre les sinistrés, de tous les dégâts occasionnés par l'*orage* et pour éviter contestations et procès ultérieurs (1).

La difficulté de déterminer, au cas de sinistre, la dépréciation d'une récolte, dont la *qualité* dépend et de la nature du sol et du mode de culture, a amené la Compagnie à ne tenir compte que des diminutions de *quantité*. C'est le seul moyen de prévenir les abus.

Pour éviter la concentration des mauvais risques chez le même assuré et pour l'empêcher de ne faire garantir que ceux de ses champs qui sont le plus menacés, l'assurance doit comprendre obligatoirement *toutes les récoltes de même nature* appartenant au même assuré, alors même que ces récoltes dépendraient de plusieurs exploitations et seraient situées sur plusieurs communes limitrophes. Cette disposition impérative a sa sanction dans la perte, pour l'assuré qui y contreviendrait, de tout droit à une indemnité.

Toutes les *parties intégrantes et utiles de la récolte* sont garanties, la paille et la partie fourragère concurremment avec le grain : il n'y a là, en effet, qu'une seule et même récolte. Il est juste que l'assurance porte sur l'ensemble, sur le bon, c'est-à-dire ce qui a le moins à

(1) Jean Perriaud, *Assurance contre la grêle*, Extrait du journal *La Semaine* ; Association philotechnique, Section de l'institut des assurances, 20 et 27 février 1888.

souffrir du sinistre, comme sur le mauvais, c'est-à-dire ce qui est plus gravement atteint et a le plus de valeur. Ainsi, dans les céréales, les oléagineux et les prairies artificielles réservées pour graines, le mauvais c'est le grain qui a le plus à souffrir de la grêle et le bon c'est la paille ou la partie fourragère. A l'inverse, pour les plantes filamenteuses, comme le lin et le chanvre, le mauvais, qui a le plus de valeur, est la tige et le bon est le grain. La Compagnie, dans ses tarifs, tient compte à la fois de la valeur respective de ces divers éléments d'une même récolte et de la différence des dangers auxquels chacun d'eux est exposé. Ainsi, suivant les récoltes énumérées dans la police, le grain figure, dans le calcul du risque total, pour les $\frac{4}{5}$, les $\frac{9}{10}$, ou seulement pour $\frac{1}{4}$.

Il est à noter que, pour la vigne, les *fruits seuls* sont assurés et ce pendant toutes les phases de leur développement, dès que la vigne commence à bourgeonner jusqu'à la complète maturité du raisin.

L'assurance des prairies naturelles ou artificielles présente une particularité. Elles fournissent plusieurs coupes et l'assurance les comprendra toutes pourvu que l'assuré indique la partie du rendement qu'il entend affecter à chacune d'elles, faute de quoi la première coupe seule est assurée. L'ensemble de ces coupes constitue une récolte de même nature sur même assolement.

Si l'assuré perd sa confiance dans la solvabilité d'une société avec laquelle il a *déjà* contracté, il lui sera loisi-

ble *d'assurer à nouveau* les récoltes déjà couvertes par le précédent contrat. Mais une pareille faculté ne doit pas tourner à la spéculation et l'assuré ne pourra jamais recevoir double ou triple indemnité sur un même objet : aussi devra-t-il subroger le second assureur, — la Compagnie l'*Abeille* dans l'espèce, — à tous ses droits contre le premier ; s'engager à faire toutes les diligences nécessaires à la conservation de ces droits et payer, sans compensation aucune, les primes dues à cause des assurances antérieures : le tout à peine de déchéance de tout droit à indemnité.

L'assurance, disons-nous, ne pourra jamais être une cause d'enrichissement pour l'assuré. Si, *après* avoir fait garantir ses risques par la Compagnie l'*Abeille*, l'assuré contracte pour les mêmes risques avec d'autres assureurs, la Compagnie l'*Abeille*, en cas de sinistre, ne payera d'indemnité que dans la proportion qui existe entre le capital garanti par elle et l'ensemble des assurances réalisées. Cette opération, de s'assurer à plusieurs compagnies pour un même risque, s'appelle *coassurance*. Il ne faut pas la confondre avec la réassurance, où un assureur s'assure lui-même à un autre assureur. Ici l'assuré, en cas de sinistre, recevra de chacun de ses assureurs une part proportionnelle d'indemnité, sans qu'il puisse jamais lui revenir au total, une somme supérieure à la valeur réelle de la perte.

Pour aider au développement de l'assurance et la mettre à la portée de tous, la Compagnie reconnaît à toute

personne intéressée à la conservation d'une récolte le droit de la faire assurer, avec l'agrément de la Compagnie : ainsi les enfants d'un cultivateur qui, personnellement, refuse de s'assurer peuvent le faire en son lieu et place ; le bailleur d'un fonds rural auquel la loi donne un privilège sur les récoltes peut les assurer lui-même pour augmenter la sécurité du fermage (1) ; enfin les petits cultivateurs, pour éviter des frais de police, peuvent se réunir et charger l'un d'eux de contracter l'assurance comme leur mandataire. Dans tous ces cas, le contrat ne peut profiter qu'au propriétaire ou à ses ayants droit : c'est à lui que reviendra l'indemnité.

La récolte de chaque terre étant éminemment variable avec la richesse du sol, le degré de fumure, le système d'assolement adopté, toute police doit renfermer la nomenclature de chaque parcelle avec la contenance et le rendement espéré, et ce, pour faciliter l'estimation des dommages.

Les dispositions de la police qui ont trait à la durée de l'assurance, au règlement des primes, aux effets du contrat, aux changements et à la fin de l'assurance, au règlement et au paiement de l'indemnité ne nécessitent aucun commentaire nouveau : les points les plus importants ont déjà été signalés et étudiés. Notons toutefois que l'assurance est contractée pour une durée de cinq années, à moins de convention contraire : c'est là le

(1) Article 2102, § 1 du Code civil (des Privilèges sur les meubles) et loi du 19 février 1889 pour le bailleur d'un fonds rural.

moyen de répartir les risques, c'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, la *déconcentration des risques dans le temps*. Il est à remarquer en outre que, pour éviter toute contestation au cas où un sinistre surviendrait le jour même de la signature de la police, un délai de 24 heures existe entre la date de la signature et l'effet de la police (1).

Il est indispensable de nous arrêter quelques instants sur les dispositions relatives à l'estimation des dommages et à l'expertise.

Dès que survient un sinistre, la Compagnie doit en être avisée le plus promptement possible (2). Le délai est de 5 jours pour les grêles antérieures au 1^{er} juillet et de 3 jours pour celles postérieures à cette date, les récoltes ayant acquis à cette époque un degré de maturité plus avancé et subissant des modifications quotidiennes plus rapides. Le sinistre doit être appréciable et pour cela dépasser les 2/20 du produit assuré.

Quant au règlement du dommage il a lieu, en principe, de gré à gré entre l'assuré et la Compagnie. Si les parties ne s'entendent pas, il est procédé à une expertise conformément aux règles expliquées dans la police.

La mission de l'expert est particulièrement délicate. Il devra connaître très exactement les dispositions de la police et se pénétrer de leur esprit; après avoir vérifié

(1) Cf. Statuts-police de l'*Avenir*; art. 11, où le délai est de 48 heures.

(2) Voir, en ANNEXE n° II, le modèle de Déclaration de sinistre imprimé à la fin de la police de l'*Abeille*.

l'exactitude des déclarations faites par l'assuré, l'expert aura à calculer aussi exactement que possible la contenance de chaque parcelle et le rendement obtenu. Mais il ne doit pas seulement faire œuvre de mathématicien : il doit avoir toutes les connaissances d'un agriculteur expérimenté pour apprécier la nature du sol, le mode de culture, la qualité des récoltes et les maladies dont elles peuvent être atteintes.

Ce commentaire suffit pour comprendre et expliquer les clauses de toutes polices ayant pour objet l'assurance-grêle, qu'elles émanent de compagnies à primes fixes ou de sociétés mutuelles.

Pour l'étude des polices d'assurances contre la *mortalité des bestiaux*, nous serons bref, ces polices offrant entre elles une très grande diversité et leurs dispositions générales s'expliquant facilement à la seule lecture, nous nous bornerons donc à relever dans les statuts-police de l'*Avenir*, que nous avons pris pour base de notre étude, les stipulations les plus intéressantes.

Dans cette matière, où il n'existe, nous le rappelons, que des polices d'assurances mutuelles, les précautions les plus minutieuses sont prises pour garantir les associés entre eux contre le risque subjectif, sur les dangers duquel nous nous sommes déjà longuement expliqué (1). L'agriculteur adhérent à la société doit donner tous les soins nécessaires à la nourriture et à l'entretien du

(1) Voir le Chapitre II (Première partie) : *Assurabilité des risques agricoles*.

bétail, s'abstenir de mauvais traitements, n'employer les animaux assurés qu'aux travaux auxquels ils sont destinés ; il doit veiller à la bonne composition et à la bonne tenue de ses écuries ou de ses étables. La sanction de ces obligations est sévère : la société peut résilier le contrat par simple lettre recommandée, sans qu'il y ait lieu à remboursement d'aucune somme perçue pour cotisations ou frais d'admission (1).

Il est à noter que, étant donnée ici l'importance du risque subjectif, la société l'*Avenir* ne garantit pas les sinistres arrivés avant l'expiration d'un délai de quinze jours pour les accidents et pour les maladies. Ce délai s'applique aux animaux acquis en cours d'assurance, soit en remplacement d'animaux sinistrés vendus ou échangés, soit en augmentation de nombre. Il est bien entendu que dans le cas de changements de cette nature survenus dans le nombre ou la valeur des animaux garantis, une déclaration écrite doit en être faite à la direction par le sociétaire assuré.

L'*Avenir* ne garantit pas contre « les sinistres de mort ou d'abattage ayant pour cause des défauts ou vices rédhibitoires cachés ou apparents quand même ces vices ou défauts seraient survenus pendant le cours de l'assurance » (2).

(1) Art. 28 des Statuts-police de l'*Avenir*. Voir ANNEXE n° I.

(2) Statuts-police de l'*Avenir*, article 9 ; NOTE : — On entend par vices rédhibitoires les maladies ou défauts, limitativement énumérés par la loi, dont l'existence est une cause de nullité.

Il est facile de comprendre que la société l'*Avenir* refuse sa garantie lorsque les défauts ou vices rédhibitoires existent au moment de la réalisation du contrat ; mais il peut paraître excessif qu'elle la refuse aussi dans le cas où ces vices ou défauts seraient survenus pendant le cours de l'assurance. Elle a voulu se mettre en garde contre la possibilité de contestations ou de procès : les symptômes de certaines maladies pouvant rester longtemps cachés, il eût le plus souvent été très difficile de déterminer si la cause initiale du sinistre était antérieure ou postérieure à l'assurance.

Le sociétaire doit assurer tous les animaux de même espèce qui lui appartiennent. L'assurance se fait par tête ou en bloc. En principe, dans la société l'*Avenir*, l'assurance doit être par tête, sauf exception pour la seule espèce bovine (1) : les animaux doivent, dans ce cas, être divisés par groupes de même valeur ou basés sur une destination identique. Le sociétaire peut les échanger, les remplacer, sans être obligé d'en donner avis à la

pour la vente d'un animal domestique (Articles 1641 et s. du Code civil, *De la garantie des défauts de la chose vendue*. — V. Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration française*). Les vices rédhibitoires ont été primitivement énumérés pour le cheval, l'âne ou le mulet, et pour les espèces bovine et ovine, par la loi du 20 mai 1838 ; cette loi a été abrogée et remplacée par la loi du 2 août 1884 sur le Code rural qui fixe les vices rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet et pour les espèces ovine et porcine ; la loi du 31 juillet 1895 a encore apporté, dans son article 2, de nouvelles modifications à la détermination des vices rédhibitoires, dont elle donne l'énumération pour le cheval, l'âne et le mulet et pour l'espèce porcine.

(1) Article 16 des Statuts-police de l'*Avenir*.

société, si le nombre ou la valeur assurée ne dépasse pas les chiffres inscrits sur la police (1).

Qu'arrive-t-il si un accident, une maladie, un sinistre frappe le bétail assuré? — Le sociétaire doit appeler immédiatement un vétérinaire ou, provisoirement et seulement en attendant sa venue, un maréchal expert. Il devra, bien entendu, se conformer aux mesures préventives et hygiéniques imposées par le législateur ou l'administration (2), exécuter les règlements sanitaires, ce, sous peine de déchéance du droit à l'indemnité. La direction devra être immédiatement prévenue si le vétérinaire juge que la maladie doive entraîner mort inévitable. Le sociétaire devra scrupuleusement se conformer aux mesures de sauvetage qui pourraient être indiquées par l'administration de la société (3). Au cas de sinistre sur le bétail, le vétérinaire constatera le fait, il en dira les causes; le signalement des animaux atteints et leur valeur marchande, au début de la maladie ou lors de l'accident, seront donnés. Ces formalités et d'autres plus minutieuses indiquées par la société doivent être accomplies dans les 24 heures; pour toute journée de retard, l'adhérent serait passible d'une retenue de 1/10 sur l'indemnité; après 8 jours il ne lui serait plus rien accordé pour le sinistre. Il est bien entendu que, si le sociétaire assuré peut, soit par la vente

(1) *Instructions à MM. les Agents de la Société l'Avenir.*

(2) Cf. loi 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux; décret 12 avril 1882; décret 12 novembre 1887 (Algérie); loi du 21 juin 1898, etc.

(3) *Instructions à MM. les Agents de la Société l'Avenir.*

ou la dépouille de l'animal, soit grâce à des secours accordés par l'État, les départements et les communes, recevoir quelque somme, le montant de celle-ci serait déduit de la valeur réelle de l'animal. S'il n'en était pas ainsi l'adhérent sinistré pourrait tirer quelque bénéfice de l'assurance, ce qui est contraire, nous le répétons, au principe même du contrat.

En cas d'épizooties ravageant une étable, le propriétaire doit avoir particulièrement grand soin de se conformer aux lois et règlements de police sanitaire et aux *desiderata* des sociétés qui le garantissent; celles-ci ayant, dans ce cas, beaucoup d'indemnités à allouer dans le même rayon, se montrent plus exigeantes. Les Sociétés d'assurances, de leur côté, doivent veiller à ne pas augmenter le nombre de leurs adhérents assurés lorsqu'une épizootie a déjà commencé ses ravages dans une région ou dans des localités voisines du cercle où elles étendent leurs opérations: elles s'exposeraient ainsi à de trop fortes indemnités, préjudiciables aux premiers adhérents; ce serait comme si l'assureur-incendie allait garantir un immeuble lorsque le feu a déjà commencé ses ravages dans une habitation voisine.

Pour le *risque-gelée*; qui n'est garanti que par quelques rares Compagnies concurremment à d'autres risques, il n'est aucune disposition des polices qui soit particulière et qui puisse retenir l'attention. Les Sociétés prennent, à cet égard, les mêmes mesures, déjà longuement analysées, que pour le risque grêle. Du reste, il

est à noter, qu'il n'est admis par l'*Avenir*, aucune assurance contre la gelée, si les récoltes ne sont pas assurées préalablement contre la grêle. En outre, la Société, voulant éviter de garantir des régions trop dangereuses, n'admet pas à l'assurance les risques situés dans les régions ou localités qui ont été gelées pendant trois années consécutives, avec perte dépassant $\frac{1}{5}$ de la récolte.

TROISIÈME PARTIE

DISCUSSION DES PROJETS.

CHAPITRE PREMIER

ÉCONOMIE DES PROJETS ET DES PROPOSITIONS DE LOI.

En matière d'Assurances agricoles, comme dans toutes les branches de la science sociale, on rencontre deux grandes Écoles dont le principe et les conclusions sont diamétralement opposés. L'une, considérant que le progrès des sociétés humaines réside dans le développement de plus en plus complet de l'Individu, tend à restreindre chaque jour davantage le rôle de l'État au profit de la seule initiative privée : c'est l'*École libérale ou individualiste*. L'autre, frappée de l'impuissance de l'individu abandonné à lui-même, veut faire à l'État une place toujours plus grande, lui donner un rôle prépondérant et ne recule pas devant l'idée d'un État-Providence, se substituant partout à l'Individu, pensant et agissant pour lui : c'est l'*École autoritaire ou étatiste*, connue

sous les noms divers de Socialisme d'État, Collectivisme ou Communisme. Entre ces deux doctrines extrêmes, on peut en concevoir une intermédiaire qui, considérant non comme antagonistes mais comme solidaires les deux éléments constitutifs de toute société solide, fait à chacun sa part et donne, dans une juste proportion, l'*Autorité* à l'État, la *Liberté* à l'Individu, assurant ainsi, par leur union sagement comprise, le développement et le progrès harmonique du corps social : c'est l'*École de la liberté et de la solidarité*. Suivant la formule chère aux philosophes, l'État est la *thèse* ; l'Individu, l'*anti-thèse* ; l'union des deux dans la solidarité, la *synthèse*.

Tout ce qui a été fait ou tenté jusqu'ici en matière d'assurances agricoles s'inspire de ces conceptions. Il convient, avant d'aborder la discussion des théories et des doctrines, d'énumérer dans leur ordre chronologique les divers efforts faits en France, depuis cinquante ans, pour arriver à établir une législation spéciale et complète sur les Assurances agricoles.

La question des Assurances agricoles sous la deuxième République. — La Révolution de 1789 avait été accomplie par la Nation contre la Monarchie absolue et les classes privilégiées ; celle de Juillet 1830 fut faite par la bourgeoisie ; celle de Février 1848, essentiellement démocratique, avait été, en partie du moins, l'aboutissement des doctrines socialistes qui, avec les Saint-Simoniens, les Fouriéristes, les Communistes, s'étaient développées sous le règne de Louis-Philippe.

Dans les divers *desiderata*, vœux, propositions et projets formulés à cette époque et concernant les assurances agricoles, nous rencontrons l'essai d'application du socialisme d'État autoritaire.

Dès 1846, les *Conseils généraux* de quelques départements réclamaient des lois réglementant les assurances terrestres et demandaient la prise de possession de toutes les assurances par l'État (1).

Cette idée trouva sa formule dans le *Projet de Louis Blanc*, Secrétaire du Gouvernement provisoire et Président de la Commission du Luxembourg (2). Dans la conception de Louis Blanc, l'État répondait de tous les sinistres ; il assurait contre l'incendie, la grêle, l'épizootie, l'inondation, la gelée, et contre les fléaux de toute espèce, sauf, chose curieuse, les accidents de mer où, pour lui, le risque subjectif tient une place trop prépondérante. Le maintien des tarifs minimum alors en vigueur devait, selon ce législateur, donner à l'État un bénéfice annuel de plus de 100 millions. L'assurance était obligatoire ; les percepteurs traitaient directement avec les contribuables d'après un tarif fixé par la loi et la prime devait être payée en même temps que l'impôt et de la même manière : elle serait ajoutée au principal de la contribution comme les centimes additionnels. Louis Blanc organisait tout un système d'expertise pour

(1) Léon Say, *Dictionnaire des finances*, rubrique : L'assurance par l'État.

(2) *Moniteur universel* du 1^{er} mars 1848, supplément p. 932 et numéros des 27 avril, 2, 3 et 6 mai 1848.

le règlement des sinistres en cas de contestation : un expert était nommé par l'administration et l'autre, chargé de représenter les assurés, par le tribunal civil. Il devait y avoir dans chaque département deux experts spéciaux, véritables fonctionnaires, salariés par l'État : si l'assuré refusait les offres d'indemnité fixées par les experts, la question était tranchée par un jury spécial, analogue au jury d'expropriation. Et l'auteur du projet, s'admirant dans son œuvre, s'écriait : « Voilà la machine montée et prête à fonctionner ! »

Mais ce mécanisme gigantesque n'était qu'une chimère, œuvre de pure imagination : le projet Louis Blanc devait disparaître bientôt de l'ordre du jour.

La notion de l'État-assureur n'en faisait pas moins son chemin. Emile de Girardin (1), l'homme qui se targuait d'avoir « une idée par jour », menait alors une active campagne en faveur de l'impôt unique ou Impôt-Assurance, faisant rentrer dans la conception d'assurance la protection que doit l'État à la vie, à la fortune, à la liberté, à l'honneur même des citoyens : l'impôt est pour lui une prime et l'État réunit entre ses mains le monopole de toutes les assurances : c'est l'idéal de l'étatisme.

Projet de Napoléon III sur l'organisation d'une Caisse générale des assurances agricoles (1857). — L'Assemblée Nationale Constituante et la Législative avaient

(1) Emile de Girardin, *Questions philosophiques, questions de mon temps.*

vu se succéder divers projets tendant à faire entrer dans le domaine de la pratique la doctrine étatiste.

Pour l'incendie, M. Garnier Pagès, Ministre des Finances annonçait, dès le 8 mai 1848, le projet de racheter les assurances pour le compte de l'État et, le 13 juin, M. Duclerc, son successeur au ministère, déposait dans ce sens, un projet de loi qui souleva de telles émotions que le nouveau ministre, M. Goudchaux, se retira (14 juillet 1848). Une proposition, due à l'initiative de M. Huguenin (28 avril 1851), combattue par le rapporteur M. Béchard et par le président Dupin, échoua devant l'Assemblée Législative à une immense majorité (1).

Il semblait, qu'après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, l'idée du socialisme d'Etat devait être abandonnée. Il n'en fut rien et nous la retrouvons formulée dans son expression complète dans un projet émané de l'initiative propre de l'Empereur lui-même : c'est l'intéressant projet de juin 1857.

Avant d'en aborder l'exposé, il convient de jeter un coup d'œil sur la question des assurances telle qu'elle se présentait à cette époque.

Les *assurances agricoles*, en 1857, couvraient trois risques : l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail ; l'on n'avait songé à garantir ni l'inondation, ni la gelée, ni la sécheresse, ni les autres fléaux qui menacent le cultivateur.

(1) *L'assurance contre l'incendie par l'Etat*, Mémoire présenté à la Chambre des députés par le Syndicat général des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'incendie, Paris, mars 1895.

En matière d'assurance contre la mortalité de bétail, le montant des valeurs assurables variait, avec les auteurs, de 2 à 3 milliards (1), et la perte annuelle de 30 à 35 millions. Au dire des statistiques de 1857, il n'existait qu'une dizaine de petites sociétés mutuelles assurant 10 à 12 millions.

Pour la grêle, la valeur assurable était estimée de 5 à 6 milliards sur lesquels 400 millions étaient assurés, moitié par 2 Compagnies à primes fixes, la *Compagnie d'assurances générales* et l'*Abeille*, le reste par des sociétés mutuelles.

Les assurances contre l'incendie, dont nous n'avons pas à nous occuper, avaient atteint un développement plus considérable.

Tel était l'état des choses lorsque l'empereur Napoléon III, qui se souvenait sans doute d'un projet qui lui avait été soumis quelques années auparavant, alors qu'il n'était encore que Président de la République et qui caressait ce rêve de l'Etat-assureur, chargea M. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de décret, élaboré par M. Perron, chef de section au ministère d'Etat, pour l'établissement d'une *Caisse générale des assurances agricoles*. « Le but de l'institution, disait le *Moniteur* (2), est d'indemni-

(1) Michel Chevalier l'estimait à 2 milliards. Voir G. Hamon, *Histoire de l'Assurance en France et à l'Etranger*.

(2) *Moniteur* du 15 juin 1857.

ser les cultivateurs, au moyen d'une cotisation annuelle fixe et *volontaire*, des pertes causées dans leurs récoltes et leurs bestiaux par la *grêle*, la *gelée*, l'*inondation* et la *mortalité*. » La Caisse, fondée par voie administrative et gérée sous le patronage de l'Etat, devait vivre des seules ressources fournies par les cotisations des assurés. L'auteur du projet voulait faire de l'assurance une *attribution de l'Etat* et constituait de plein droit tous les maires agents de la Caisse générale (1).

Comme le fait remarquer M. Thomereau, le projet se présentait dans des conditions de nature à séduire au premier abord et avec des chances sérieuses d'être accepté. « L'assurance n'y était pas proclamée obligatoire, la liberté des citoyens paraissait donc respectée ; on laissait en dehors du projet la branche principale incendie, pour laquelle on reconnaissait expressément que les sociétés existantes avaient déjà fait suffisamment leurs preuves. On ne visait, en dernière analyse que deux branches pour lesquelles l'initiative privée n'avait encore rien tenté (la gelée et l'inondation), et deux autres (la grêle et la mortalité du bétail), pour lesquelles il n'était pas déraisonnable d'admettre son impuissance relative, étant donnés les maigres résultats obtenus (2). » Le *Moniteur* et la presse presque tout entière donnaient à ce projet une bruyante approbation ; l'Empereur disait-

(1) Raymond Duguay, *La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique et pratique*, Paris, 1895.

(2) Alfred Thomereau, *La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique, et pratique*, Paris, 1895.

on, tenait en une estime toute particulière l'auteur du projet et attachait au projet lui-même une importance exceptionnelle ; il avait voulu présider en personne la séance du Conseil d'État où la question devait être discutée (1), et, malgré toute cette réclame et cette mise en scène, le projet fut repoussé après une lutte très vive.

La *Société d'économie politique*, dans sa séance du 5 septembre 1857, protesta énergiquement contre cette combinaison mixte, cette tentative qui, dans la pensée même de l'auteur du projet, devait, par une transition ménagée sous le haut patronage de l'Administration, préparer le public à accepter finalement l'intervention et le monopole de l'État. MM. Gustave de Puynode, Joseph Garnier, Frédéric Passy et A. Courtois, s'y déclarèrent formellement hostiles et seuls M. Jacques de Valserres, collaborateur d'Emile de Girardin, et un ancien préfet, M. Garbé, désigné pour faire partie du Conseil d'administration de l'institution projetée, y furent favorables. Le résultat de cette discussion académique fut une désapprobation catégorique du projet.

De son côté, M. Alfred de Courcy, qui faisait autorité en la matière, publia un mémoire (2), où, par une solide argumentation, il faisait ressortir les vices et les dangers du projet. Cette brochure, distribuée aux membres du Conseil d'État, frappa vivement leur esprit.

M. Léon Cornudet sut mettre en lumière et présenter

(1) Alfred de Courcy, *De l'assurance de l'État*, Paris, 1894.

(2) Alfred de Courcy, *Des assurances agricoles*.

avec force au Conseil d'Etat les objections nombreuses et décisives que soulevait le projet ; il insista sur la nécessité de laisser un libre cours à l'initiative individuelle, de ne pas tout concentrer sous le pouvoir de l'État, de ne pas développer outre mesure le fonctionarisme. L'éminent orateur, à l'appui de sa thèse, opposait à la prospérité de l'Angleterre libérale, la décadence de l'Egypte et de la Turquie autoritaires (1). Malgré la présence de l'Empereur, l'assemblée, dans sa séance du 27 décembre 1857, rejeta le projet à la presque unanimité des voix, reconnaissant qu'un danger immense accompagnerait toute immixtion officielle dans l'industrie des assurances (2). Remarquable exemple d'indépendance donné par une assemblée dont les membres étaient nommés par l'Empereur lui-même !

Napoléon III tenait à son idée : il fit constituer *officieusement* la Caisse d'assurances *officiellement* repoussée par le Conseil d'État.

(1) Voir l'*Assurance contre l'incendie par l'Etat*. Mémoire déjà cité.

Il est regrettable, comme le fait remarquer M. de Courcy (*De l'assurance par l'Etat*) que les règlements du Conseil d'Etat n'aient pas permis de publier le procès-verbal de la séance, ou, qu'au moins le *Moniteur* n'ait pas exposé, avec quelques développements les motifs du vote.

(2) Jean Perriaud : note insérée au journal l'*Assurance moderne*, 30 décembre 1893.

(3) Pour l'examen de la *Caisse générale des assurances agricoles*, nous avons spécialement consulté :

A. Thomereau, *Un premier essai de socialisme d'État sous Napoléon III*.

Jean Perriaud, *Mémoire à MM. les membres de la Chambre des députés sur le Crédit et les Assurances agricoles* (Histoire d'un patronage officiel), Paris 1892.

Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance*, etc.

M. Perron rédigea les statuts de la nouvelle société qui prit le nom de *Caisse générale des assurances agricoles*, société anonyme au capital de un million de francs, (1000 actions de 1000 francs chacune dont 1/4 versé), pour la formation et la gestion d'assurances mutuelles, à cotisations fixes contre la grêle, la gelée, l'inondation, la mortalité du bétail et l'*incendie*. — C'était là, pour une entreprise destinée dans la pensée de ses promoteurs à une si grande extension, un capital absolument insuffisant.

Quoi qu'il en soit, les statuts, datés du 30 décembre 1858, parurent au Bulletin des Lois (1). Le décret d'autorisation fait de la nouvelle société un organisme presque officiel : elle doit tous les ans adresser au ministre, outre l'état de situation habituel, un rapport détaillé sur ses opérations ; le fonds de réserve est déposé à la Caisse des dépôts et consignations et n'en peut être retiré qu'avec autorisation du ministre, après les vérifications opérées par les inspecteurs des finances.

Rien ne fut négligé pour frapper vivement les esprits. L'acte de société avait été reçu par M^e Mocquard, notaire de l'Empereur. Sur la liste des souscripteurs figuraient en tête le prince Joachim Murat, le sénateur Arrighi duc de Padoue, le baron Clary, etc., de la parenté ou de la familiarité de l'Empereur ; l'Empereur lui-même, disait-on, s'inscrivait d'avance en tête de la liste des

(1) *Bulletin des Lois*, n° 549.

assurés contre l'incendie ; une publicité effrénée et très significative annonçait l'avènement d'un régime économique nouveau : « Une institution nationale allait répondre à la nécessité d'une assurance universelle embrassant à la fois toutes les valeurs du pays, et faisant concourir la France entière à assurer la France ! » — Pour répondre à ce magnifique programme, on s'installa somptueusement rue Royale et on créa toute une administration aussi nombreuse et aussi complète que celle d'un ministère.

Mais tout cela n'allait pas sans des frais énormes et, bien qu'on ne s'occupât que des trois branches d'assurances les plus productives, l'incendie, la grêle et la mortalité du bétail, en ajournant sans cesse les assurances gelée et inondation, il devint bientôt évident que le succès était impossible. Le premier conseil d'administration démissionna bientôt à la presque unanimité, et celui qui le remplaça essaya, sans grande confiance, de mettre en marche la Société.

Ce n'est pas à dire que le Gouvernement refusait son appui à l'entreprise. Les circulaires des ministres, bien que proclamant que la nouvelle Société était d'initiative privée, ne cachaient pas qu'elle pouvait compter sur la coopération des fonctionnaires (1), particulièrement des

(1) *Lettre de M. Rouher, Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, du 3 février 1859, aux anciennes compagnies d'assurances contre l'incendie. — Lettre de M. Rouland, Ministre de l'instruction publique, du 8 octobre 1859 au directeur de la Caisse générale des assurances agricoles. — Circulaires de M. Billault, Ministre de l'Intérieur, aux préfets, du 17 décembre 1859 et du 9 février 1860.*

instituteurs et des municipalités. Les notaires eux-mêmes crurent faire preuve de zèle en prêtant leur concours.

Bien que cette concurrence *officiuse* eût inquiété les Compagnies d'assurances fonctionnant en France, la situation de la *Caisse générale* fut loin d'être brillante. — Dès le 26 avril 1860, l'assemblée des actionnaires était obligée, pour éviter le versement d'un second quart du capital social, d'emprunter une somme de 250.000 fr. (1); encore la Société ne s'était-elle guère occupée que de l'incendie seulement. En 1861, la situation est plus critique encore, à tel point que le Gouvernement charge M. Frémy, Gouverneur du Crédit Foncier, de procéder à la vérification des écritures. L'état ainsi dressé accuse un passif de 326.000 francs, auquel il fallut bientôt, à la suite d'un examen plus attentif, ajouter une nouvelle somme de 600.000 francs !

Que faire ? Liquider ? Mais c'était compromettre les hauts personnages qui se trouvaient mêlés à cette affaire et l'Empereur lui-même. Augmenter le capital ? C'était jouer gros jeu. On s'y résigna cependant et on le porta à deux millions. Le 12 juin, on avait imaginé d'associer la *Caisse Générale des assurances agricoles*, à la *Caisse Générale des familles*, compagnie d'assurances sur la vie, qui fonctionnait depuis le 1^{er} octobre 1858 à la satisfaction de tous : le Conseil d'administration de cette

(1) Le décret du 25 juin 1860; portant modification des statuts, autorise cet emprunt.

dernière société devint celui des deux entreprises ainsi solidarisées.

L'association ne fut pas heureuse malgré la protection officielle réitérée (1). On dut réclamer le concours d'un grand établissement de crédit, porter le capital social, cette fois, à 12 millions et demander une avance de 650.000 francs. L'entreprise va à grands pas vers la liquidation. La *Caisse-bétail*, qui avait pourtant acquis un certain développement en 1864, entre en liquidation le 31 décembre 1866 ; la *Caisse-grêle* imite cet exemple un an après ; la *Caisse-incendie*, en 1869. La Société réorganisée prit le nom de *Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie* ; elle était semblable aux compagnies à primes fixes ordinaires, mais ne connut pas la prospérité de beaucoup de celles-ci et, depuis 10 ans, elle a cessé de vivre.

L'essai de socialisme d'État de Napoléon III échoua donc lamentablement. Cet épisode de l'histoire des assurances agricoles méritait d'être étudié : il en ressort un renseignement pratique.

Après cet échec, l'idée de *l'assurance par l'État* parut abandonnée jusqu'en 1879, date à laquelle la proposition Vacher vint rouvrir la série des nombreuses tentatives faites dans ce sens et qui toutes s'inspirèrent, dans une plus ou moins large mesure, des idées de l'Empereur Napoléon III, précurseur de M. de Bismarck en matière de socialisme d'État.

(1) Discours de M. Baroche, Ministre-président du Conseil d'Etat, au Sénat, 20 mars 1862.

Proposition Vacher. — Le 29 juillet 1879, M. Vacher, député, déposait sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi « pour l'établissement d'un service d'assurances immobilières et mobilières sous le contrôle et la surveillance de l'État (1) ». La proposition avait été préparée, ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs, spécialement en vue de l'Agriculture ; il s'appliquait en effet, outre l'*Incendie*, à la *Grêle*, à la *Mortalité du bétail*, à la *Gelée* et aux *Inondations* et reproduisait, dans leurs traits principaux, pour ces quatre derniers risques, les dispositions du projet de décret de 1857.

L'assurance est *facultative* ; les contributions sociales varient pour chaque branche d'assurances, mais, dans chaque branche, elles sont uniformes pour tous les assurés. Les sociétaires qui restent leurs propres assureurs pour partie de la chose assurée obtiennent des réductions et le paiement des contributions n'est exigible qu'après l'enlèvement des récoltes.

Proposition Langlois. — La proposition présentée à la Chambre par M. Langlois, en février 1882, était beaucoup plus radicale. Aux termes de l'article 1^{er} : « Tous les biens meubles et immeubles, exposés à l'un quelconque des cinq risques suivants : *incendie*, *grêle*, *gelée*, *épizootie* et *inondation*, seront, à partir du 1^{er} janvier 1883, *obligatoirement* assurés par une *Mutuelle nationale* dont les directeurs seront nommés dans chaque département

(1) Annales de la Chambre des députés, *Documents parlementaires*. Annexe à la séance du 29 juillet 1879.

par les Conseils généraux et dont le Directeur et contrôleur général sera nommé par l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire par les sénateurs et les députés réunis à cet effet (1). » Le produit de toutes les cotisations sera versé à la Banque de France, au crédit de la Mutuelle nationale ; les percepteurs des contributions directes en font le recouvrement comme en matière d'impôts, par douzièmes et *par avance* ; ces cotisations, identiques pour tous les biens de même valeur, quels que soient les risques courus, sont fixées, pour la première année, à 60 centimes par 1000 francs de la valeur assurée ; elles peuvent être élevées à 70 centimes, si, avant le 1^{er} janvier 1883, il est établi par des documents officiels qu'à l'aide de cette cotisation supplémentaire la Mutuelle nationale pourra indemniser les viticulteurs atteints par le phylloxera (2). L'indemnité est payée immédiatement après le règlement des sinistres. La proposition institue, tant pour l'établissement du tableau des valeurs à assurer que pour toutes les contestations possibles, un mécanisme minutieux dont la complexité en rendait le fonctionnement à peu près inapplicable. Toute la machine gouvernementale était mise en mouvement pour actionner la Mutuelle nationale, jusqu'au Congrès (Chambre des députés et Sénat réunis) qui devait nommer le directeur général comme s'il se fût agi d'élire un Président de la République ou de reviser la Constitution !

(1) Annales de la Chambre des députés, *Documents parlementaires*, 1882.

(2) Cf. Loi du 1^{er} octobre 1878 pour le canton suisse de Neuchâtel.

M. Langlois ne paraissait pas avoir lui-même une bien grande confiance dans le succès de la proposition qu'il avait si soigneusement élaborée. C'était dans son esprit plutôt une invitation faite au législateur d'aborder l'étude rationnelle et pratique du grand problème de l'assurance agricole qu'un projet définitivement arrêté et dont il jugeait possible l'application immédiate (1). Il semble du reste que c'est avec cette restriction que la Chambre prit la proposition en considération.

Un point intéressant, c'est le sort fait par M. Langlois aux Compagnies d'assurances opérant en France. On les expropriait purement et simplement après le paiement d'une « juste » et préalable indemnité en 3 0/0 amortissable. Pour se procurer les ressources nécessaires sans grever les contribuables, le Ministre des Finances était autorisé à convertir la dette publique 5 0/0 en 4 1/2 0/0.

Les propositions de MM. Vacher et Langlois s'étaient bornées à *faire de l'assurance une attribution de l'Etat, tout en garantissant le paiement des sinistres à l'aide de cotisations*. Mais, si, dans la quatrième législature (1885-1889), aucune proposition nouvelle ne se produit, dans la cinquième apparaît un système d'assurances agricoles absolument original et qui consiste à mettre *à la charge du budget* le paiement de tous les sinistres

(1) Discours Langlois ; *Débats parlementaires* ; Chambre des députés, Séance du 30 mars 1882.

qui frappent le cultivateur (1). Les propositions inspirées par cette conception du rôle de l'État sont nombreuses.

Propositions Quintaa. — Dominé par cette idée, souvenir peut-être des doctrines d'Emile de Girardin et de Proudhon, que l'État, vaste compagnie d'assurances, peut fournir mieux que personne à l'agriculture les garanties de stabilité qui lui font défaut, M. Quintaa déposait, le 17 mai 1890, une *première proposition* de loi « tendant à charger l'État de l'assurance des produits du sol contre les sinistres atmosphériques ». Dans la pensée de son auteur, le nouveau système devait permettre à l'État de recouvrer, pendant plusieurs années, des sommes suffisantes pour indemniser l'agriculture des pertes qu'elle subit à des intervalles parfois éloignés. Ce serait le moyen de créer un Trésor de l'agriculture comme on a fondé, dans d'autres pays un Trésor de guerre (2).

La proposition de M. Quintaa, très courte dans son dispositif, portait que l'État assurait à chaque agriculteur *l'intégralité du montant de sa récolte*, au moyen de 20 centimes additionnels au principal des 4 contributions directes, perçus sur toute l'étendue du territoire de la République. L'estimation des indemnités dues au cas de sinistre devait être faite, dans chaque commune, par les agents du fisc assistés du maire et de deux ex-

(1) Exposé des motifs des propositions de loi Philipon, 27 mai et 21 novembre 1893. *Documents parlementaires*.

(2) Exposé des motifs de la proposition de loi Quintaa, du 17 mai 1890. *Documents parlementaires*, Chambre des députés.

perts choisis par le préfet dans le conseil municipal ; au préfet appartenait également le droit de désigner celui des agents du fisc auquel appartiendrait la présidence de la commission d'expertise.

L'auteur de la proposition avait calculé que les 20 centimes additionnels produiraient annuellement une somme d'environ 76 millions. Les sinistres causés à l'agriculture par les gelées, la grêle et les inondations s'élevant en moyenne, d'après lui, à 50 millions environ chaque année, appréciation de beaucoup inférieure à la vérité (1) ; il resterait donc un excédent de 25 millions que M. Quintaa voudrait voir versés dans une caisse spéciale et dont les intérêts alimenteraient le trésor de l'agriculture : ce serait là, ajoute le député des Basses-Pyrénées, une base d'opérations pour le fonctionnement du Crédit agricole (2).

La proposition fut renvoyée à la commission d'initiative qui, dans son rapport sommaire, se prononça contre la prise en considération (3).

Une objection frappa les esprits. M. Quintaa faisait peser sur tous les contribuables, agriculteurs ou non, l'obligation de supporter leur part d'une perte qui n'atteint pas directement la totalité d'entre eux (4). Aussi

(1) Voir *suprà* Chapitre II (Première partie), *De l'assurabilité des risques agricoles*.

(2) Exposé des motifs de la 2^e proposition Quintaa. *Documents parlementaires* (Chambre). Séance 19 novembre 1891.

(3) Rapport sommaire M. Mac-Adaras. *Documents parlementaires* (Chambre des députés) 30 juin 1890.

(4) Jean Perriaud, *Le crédit et les assurances agricoles*, Paris 1893, *Journal l'Assurance moderne* du 25-30 octobre 1891.

M. Quintaa substitua, le 19 novembre 1891, à la première une *deuxième proposition* où figurait la restriction suivante : « sont affranchis de cette contribution (les 20 centimes additionnels) les immeubles qui n'ont pas un caractère rural et les contribuables dont l'industrie est étrangère à l'agriculture ». Le reste de la proposition ne subissait aucune modification.

Proposition Rivet. — Avant que M. Quintaa n'eût présenté sa deuxième proposition, M. Gustave Rivet, député de l'Isère, en avait déposé une autre sur le bureau de la Chambre, le 9 mars 1891.

L'économie de cette proposition consistait dans la fondation d'une *Caisse nationale d'assurances agricoles*, alimentée par le produit de centimes additionnels au principal des 4 contributions dans la *progression* suivante :
Pour les cotes de 1 franc à 50 francs. . . . 1 centime

—	50	»	100	»		2	»
—	100	»	200	»		3	»
—	200	»	300	»		4	»
—	300	»	400	»		5	»
—	400	»	500	»		6	»
—	500	»	600	»		7	»

et ainsi de suite en ajoutant 1 centime par 100 francs ou fraction de 100 francs (1).

Cette proposition fut renvoyée à la 12^e commission d'initiative parlementaire. Le rapporteur, M. Nivert,

(1) Proposition de loi de M. Rivet ayant pour objet la création d'une *Caisse nationale d'assurances agricoles*. *Documents parlementaires* (Chambre), 9 mars 1891.

considérant, entre autres choses, que cette proposition qui ne visait que les risques grêle, gelée et inondation, faisait, comme la première proposition Quintaa, supporter les centimes additionnels par tous les contribuables sans distinction et était loin de réaliser ainsi une application équitable du principe de la solidarité nationale, se prononça contre sa prise en considération (1).

Proposition Chollet. — Le 3 décembre 1891, M. Chollet présentait à la Chambre une proposition de loi « ayant pour objet la création d'une *Caisse générale d'assurances agricoles*, dirigée et administrée par l'État (2) ». L'État devait verser, chaque année, dans cette caisse une somme égale aux secours accordés annuellement par lui à tous les sinistrés.

« Les assurances seront *facultatives* pour les risques contre l'incendie, épizooties, accidents ; *obligatoires* pour les risques contre la grêle, la gelée et les inondations. » Les assurés de la première catégorie ne recevront, au cas de sinistre, que les 4/5 des pertes subies ; ceux de la deuxième catégorie toucheront l'intégralité du montant du dommage.

M. Chollet mettait à la charge de l'ensemble des mutualistes la réparation des pertes éprouvées par quelques-uns ; les cotisations devaient être proportionnelles

(1) Rapport sommaire de M. Nivert, député. *Documents parlementaires* (Chambre), 27 octobre 1891.

(2) Proposition de loi Chollet. *Documents parlementaires* (Chambre), 3 décembre 1891.

à la valeur des objets assurés, fixées par un règlement administratif et recouvrées par les percepteurs, « en même temps que les autres impôts ». Bien que l'auteur soit muet sur ce point, il semble résulter de l'examen de sa proposition qu'il admet la classification des risques (1).

Proposition Daynaud, de Cassagnac, Fauré et Peyrusse. — Toutes les propositions de loi dont nous avons analysé sommairement jusqu'ici les principales dispositions réclamaient des charges nouvelles pour les contribuables. MM. Daynaud, de Cassagnac, Fauré et Peyrusse imaginèrent de pourvoir aux assurances agricoles par l'attribution d'une affectation spéciale au produit d'un impôt déjà existant. (26 janvier 1893).

Ces législateurs proposent d'appliquer dorénavant tout le principal de l'impôt foncier à l'assurance agricole. L'État, objectera-t-on, peut-il abandonner une ressource aussi importante ? Oui, répondent les auteurs de la proposition (2), car nous donnons au Trésor l'équivalent : « dans le délai de quelques mois, disent-ils, le Trésor va pouvoir bénéficier de la conversion du 4 1/2 ; le produit de cette conversion, à quelque chose près, l'indemniserà de la perte subie » ; la conversion sera ainsi plus juste, plus équitable ; elle sera légitime et n'aura plus les caractères d'une spoliation, car la nation entière

(1) Voir l'exposé des motifs de la proposition Philipon. *Documents parlementaires*, 21 novembre 1893 (Chambre).

(2) Exposé des motifs de la proposition de loi Daynaud, de Cassagnac, Fauré et Peyrusse, *Documents parlementaires* (Chambre), 26 janvier 1893.

en bénéficiera et le produit n'en servira pas à augmenter les dépenses publiques ; ce n'est que l'année qui suivra la conversion que la loi proposée sera applicable.

L'État continuerait à percevoir le principal de l'impôt foncier, mais le produit (1) ne ferait plus partie des recettes de l'État et serait versé dans une caisse spéciale, gérée par la Caisse des dépôts et consignations, sous le contrôle de l'État.

M. Daynaud et ses collègues imaginent une double assurance :

1^o Une assurance *obligatoire*. Tous les contribuables de l'impôt foncier devront en payer la taxe comme précédemment ; l'État, de son côté, assure à chaque agriculteur les pertes occasionnées par les *fléaux atmosphériques*, « à concurrence des fonds déposés dans la caisse ». Si, une année, il y a excédent de recettes, cet excédent s'ajoutera aux sommes « ultérieurement encaissées et concourra, avec celles-ci, à désintéresser les sinistrés ». Si la caisse ne peut pourvoir au paiement intégral des pertes constatées et estimées contradictoirement entre la partie intéressée et une commission spéciale, composée du maire, d'un membre du syndicat agricole cantonal ou du chef-lieu d'arrondissement et des contrôleurs des contributions directes, les indemnités seront alors distribuées proportionnellement entre tous les ayants droit.

2^o Une assurance *facultative*. Les agriculteurs pour-

(1) C'est-à-dire une somme de 104 millions environ. Rapport Quintaa, 12 juillet 1893.

ront bénévolement verser dans la caisse 20 centimes additionnels au principal de la contribution foncière non bâtie. En cas d'année calamiteuse qui rendrait le fonds résultant de l'assurance obligatoire insuffisant, le produit des cotisations facultatives sera distribué au prorata entre les assurés bénévoles ; si l'année est favorable et qu'il soit inutile de recourir à ce fonds social, le montant des cotisations facultatives formera une réserve pour parer à l'imprévu des années suivantes. La seconde assurance facultative constituerait une assurance mutuelle et serait, expliquent les auteurs de la proposition, également gérée par la Caisse des dépôts et consignations (1).

Proposition Jonnart. — M. Jonnart, député du Pas-de-Calais, croit trouver la solution du problème si important et si complexe des assurances agricoles dans le système des *Caisses de secours*, fondées à la fin du siècle précédent et au début de ce siècle et qui fonctionnent encore dans quelques départements.

Il convient d'ouvrir ici une *parenthèse sur ces Caisses départementales* et d'en rappeler brièvement les origines.

La première en date est la *Caisse des Ardennes* créée, le 3 décembre 1779, par une lettre pastorale de l'Archevêque de Reims, Mgr de Talleyrand-Périgord. Elle était fondée dans un but principal d'assistance et, incidem-

(1) Sur cette proposition, on peut lire les articles de *l'Assurance moderne* du 16 mai 1893 (défavorable), Jean Perriaud ; et de *l'Autorité* du 22 février 1893 (favorable), Paul de Cassagnac.

ment, d'assurance contre l'incendie. Après de nombreuses vicissitudes, elle a été réorganisée en 1868 et en 1875, sous la forme d'une Société d'assurances : elle garantit également le risque incendie et le risque grêle. La Caisse est alimentée par des cotisations fixes qui servent à payer, au prorata des ressources, des indemnités aux associés sinistrés. Le Conseil d'administration, composé de 6 membres du Conseil général et de 6 membres élus par l'assemblée générale, est présidé par le préfet ; l'Assemblée générale comprend, outre les administrateurs, les maires des 40 communes où la cotisation est la plus élevée.

La *Caisse de la Marne*, instituée à Châlons, le 22 février 1804, sur le modèle de la Caisse des Ardennes, fonctionnant actuellement sous l'empire d'un règlement en date du 28 octobre 1889, est devenue une véritable Caisse d'assurance contre l'incendie et contre la grêle, sans cesser d'être en même temps une institution de bienfaisance. Les ressources se composent du produit des collectes faites annuellement dans tout le département, de subventions et de dons, et des intérêts des fonds qui ont pu être placés (1).

Dans le département de la *Meuse* existe une *Caisse de secours contre la grêle* établie sur le plan de la *Caisse des incendies* de ce même département dont la fondation remonte au 25 brumaire an XIV (16 novembre 1805).

(1) Georges Hamon, *Histoire générale de l'assurance*.

La *Caisse de la Somme* est organisée par les arrêtés des 14 septembre 1819 et 18 décembre 1860. Le premier de ces arrêtés a trait au risque-incendie, le second au risque-grêle (1). Elle est administrée par une commission où siègent le préfet, le procureur général, un membre désigné par le Conseil général, des conseillers d'arrondissement et des maires.

Il existe encore quelques autres Caisses d'assurances agricoles, mais il nous paraît inutile de les mentionner ; ce que nous avons dit nous semble suffisant pour expliquer la genèse de la proposition Jonnart.

Le député du Pas-de-Calais voulait généraliser ces Caisses départementales dans lesquelles l'État ne joue pas directement le rôle d'assureur mais où il intervient pour autoriser quelques-uns de ses agents ou des titulaires de mandats électifs à les administrer et à leur prêter leur concours *sous le contrôle de son représentant direct, le préfet*.

Dans la pensée de M. Jonnart, chaque *Caisse départementale* aurait une personnalité propre et son administration serait *autonome*. Tenant compte des grandes différences qui existent entre les départements au point de vue de la fréquence et de la gravité des sinistres, surtout en ce qui concerne la *gelée* et les *inondations*, que l'auteur de la proposition voulait assurer parallèlement aux risques *grêle* et *épizooties*, toutes les Caisses départ-

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi Jonnart. *Documents parlementaires* (Chambre des députés), 28 mars 1893.

tements devaient être rattachées à une caisse centrale dite *Caisse nationale de secours*.

Cette dernière recevait un centième des recettes perçues par les caisses départementales ; celles-ci, en cas d'insuffisance de leurs propres ressources, pourraient faire appel au fonds de réserve ainsi constitué.

Pour provoquer chez les populations agricoles l'esprit de prévoyance et aider au développement des Caisses départementales, M. Jonnart imaginait d'interdire à l'État de distribuer, après l'organisation de ces Caisses, aucune indemnité aux agriculteurs sinistrés : c'était tout à fait le *compelle intrare* ! Une mise de fonds préalable était indispensable ; l'État devait y pourvoir en versant, pendant les premières années, dans la Caisse nationale, le montant des sommes qu'il consacre annuellement à des distributions de secours. M. Jonnart ne doutait pas que l'État ne parvint, dans la suite, à s'affranchir de toute intervention pécuniaire et même à récupérer ses avances.

Dans le dispositif de sa proposition, M. Jonnart s'occupe tout d'abord de la *Caisse nationale de secours* dont le siège est à Paris. Ses ressources sont constituées par :

1° le versement du 1/20 des recettes réalisées par les Caisses départementales ;

2° l'apport que l'État effectuera, pendant les 10 premières années, sauf prorogation par une loi, du produit de 2 centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle mobilière ;

3° les dons en numéraire qui pourront être faits à l'institution à titre purement généreux ;

4° les intérêts et revenus provenant du placement des fonds sans emploi.

Un fonds de réserve est constitué au moyen « du dixième du produit des versements des Caisses départementales » et des excédents de recettes.

La Caisse nationale est administrée par un directeur *nommé par le ministre de l'agriculture* sur la présentation du conseil d'administration. Ce conseil, *présidé de droit par le ministre*, se compose de 5 sénateurs et de 5 députés élus par leurs collègues, du directeur de l'agriculture au ministère de l'agriculture, du directeur du contrôle des administrations financières de l'inspection générale, du directeur général de la comptabilité publique du ministère des finances, de 3 membres du conseil supérieur de l'agriculture, élus par leurs collègues et du directeur de la Caisse des dépôts et consignations. La comptabilité, tenue par ce dernier, est soumise au contrôle de l'inspection des finances.

En ce qui touche les *Caisses départementales de secours contre les sinistres agricoles*, M. Jonnart en organise une, au chef-lieu de chaque département, sous le patronage du conseil général, des conseils d'arrondissement, des sociétés et des chambres consultatives d'agriculture.

Chacune de ces caisses reçoit le produit des cotisations individuelles recueillies annuellement dans toutes

les communes. C'est là sa principale et ordinaire ressource ; elle y ajoute les dons, subventions diverses et intérêts des capitaux placés. Elle doit se constituer un fonds de réserve, qui lui est propre, en prélevant $1/20$ du produit des souscriptions annuelles, avant la répartition des secours, auquel sont ajoutés les excédents de recettes.

Le directeur de la Caisse départementale est *nommé par le préfet* sur la présentation du conseil d'administration qui se compose lui-même du *préfet, président de droit*, des membres du Conseil général, de 7 notables désignés pour 3 ans *par le préfet* sur une liste double dressée par le Conseil général et rééligibles, et du Trésorier payeur général, qui tient la comptabilité sous le contrôle de l'inspection des Finances.

Après avoir organisé le mode de perception des cotisations individuelles et le règlement des indemnités, où les municipalités ne sont pas étrangères, M. Jonnart prend de nombreuses mesures pour organiser les Caisses départementales dans le fonctionnement desquelles l'administration de l'État joue un rôle prépondérant.

Propositions Emile Rey (Lot) et Lachière. — Le 6 mai 1893, MM. Emile Rey et Lachière, députés du Lot, présentèrent, une première fois, une proposition de loi, ayant pour objet la création d'une *Caisse nationale d'assurances mutuelles entre les communes*, gérée et admi-

nistrée par l'État. Cette *première proposition* (1), renvoyée à la commission du crédit agricole, fit l'objet d'un rapport de M. Quintaa (2), mais elle ne put être discutée et devint caduque.

MM. Emile Rey et Lachièze, auxquels s'étaient adjoints plusieurs de leurs collègues, reprirent leur proposition, le 5 décembre 1893. Cette *deuxième proposition* (3) est, sauf quelques points de détail, semblable à la première.

Après de longues considérations développées dans l'exposé des motifs, les auteurs tirent de leur étude les conclusions suivantes : « Il est nécessaire, disent-ils, d'assurer l'agriculture contre les principaux fléaux dont elle est victime, tels que *la grêle, la gelée, l'inondation, la mortalité du bétail*. Cette assurance doit être organisée et administrée par l'État. Elle doit être subventionnée par lui comme tous les autres grands intérêts généraux. Les cotisations doivent varier suivant la matière assurable et les régions, de manière à ce qu'elles soient, aussi exactement que possible, proportionnées aux risques. L'assurance a lieu entre les communes. Les conseils municipaux décident, à cet effet, quels sont

(1) Proposition de loi Emile Rey et Lachièze, renvoyée à la commission de crédit agricole. *Documents parlementaires* (Chambre), séance du 6 mai 1893, n° 2724, session de 1893, *cinquième* législature.

(2) Rapport sur différentes propositions de loi sur l'assurance agricole par M. Quintaa. *Documents parlementaires*, Annexe de la séance du 12 juillet 1893.

(3) Proposition de loi Emile Rey, Lachièze, Darlan, Guillemet, Aristide Rey, Euzière, etc. *Documents parlementaires* (Chambre), 5 décembre 1893, n° 99, session extraordinaire, *sixième* législature.

les sinistres sur lesquels doit porter l'assurance. *Facultative* entre les communes, l'assurance sera *obligatoire* pour tous les propriétaires de la commune assurée. »

Ces principes expliquent le mécanisme du système d'assurance agricole que MM. Rey et Lachièze voulaient voir adopter. Il est à remarquer que la subvention de l'État doit être de 20 0/0 du montant des cotisations ; celles-ci, recouvrées par les percepteurs, sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations qui fait valoir les ressources de la *Caisse nationale* d'assurances mutuelles agricoles. Chaque risque a sa caisse particulière. Les sinistres doivent être déclarés au maire qui en avise immédiatement le préfet ; les indemnités sont calculées, à la fin de chaque exercice, d'après les fonds disponibles de la caisse ; elles ne peuvent dépasser 75 0/0 de la valeur de l'animal assuré ou des récoltes gelées ou ravagées par l'inondation ; le dommage éprouvé doit être au moins de 1/10 pour donner droit à l'indemnité. Un règlement d'administration publique fixera le montant des cotisations pour chaque commune et pour chaque espèce de sinistre et déterminera les conditions d'application et de fonctionnement de la loi. MM. Rey et Lachièze tiennent compte et du risque topographique et du risque spécifique ; ils admettent la classification des risques.

Proposition Philipon. — MM. Philipon et Pochon déposèrent, le 27 mai 1893, une proposition de loi ayant pour objet la création d'une *Caisse nationale* d'assuran-

ces mutuelles contre les sinistres agricoles (1). La Commission du crédit agricole l'étudia en même temps que les autres propositions de loi concernant l'assurance agricole qu'elle était chargée d'examiner et s'efforça de la concilier avec celles-ci (2). Mais M. Philipon la reprit dans la législature suivante, à la date du 21 novembre 1893, avec le même exposé des motifs et le même dispositif (3).

Cette proposition offre avec celle de M. Jonnart plusieurs points de ressemblance. On retrouve dans les deux une *Caisse nationale* et des *Caisses départementales*. Mais, tandis que, dans la pensée de M. Jonnart, la Caisse nationale est une sorte de réassurance destinée à suppléer, dans une certaine mesure, à l'insuffisance des caisses départementales, qui, elles, ont un organisme complet et sont autonomes, la Caisse nationale, telle que la comprend M. Philipon, est seule le véritable assureur. Elle centralise les cotisations recueillies par les Caisses départementales et en répartit le montant entre les sinistrés au prorata des valeurs assurées par eux. M. Philipon, en outre, n'entend assurer que contre les risques *grêle et gelée*, la mortalité, à son sens, devant faire l'objet d'une loi spéciale et l'inondation ne présentant pas les caractères suffisants d'assurabilité. — Quant

(1) Proposition Philipon et Pochon ; Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mai 1893 (Chambre), session de 1893, n° 2769.

(2) V. rapport Quintaa, *loc. cit.*

(3) Proposition Philipon ; Annexe, séance du 21 novembre 1893 (Chambre), session extraordinaire, n° 6.

à l'administration des Caisses nationales et départementales, elle est, dans la proposition Philipon, plus encore que dans la proposition Jonnart, confiée à de nombreux fonctionnaires de l'État et la place faite à l'élément électif y est des plus restreintes.

Dans la proposition Philipon, chacune des deux branches grêle et gelée a sa caisse particulière. L'assurance est *obligatoire* pour les cultures exposées à l'un ou à l'autre des risques grêle et gelée, mais les intéressés ont la faculté de choisir entre l'assurance par l'État, qui nous occupe, et l'assurance par les sociétés privées. Ceux qui optent pour l'assurance par l'État jouissent de certains privilèges : la franchise postale avec le directeur de la Caisse départementale et l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement. L'État doit verser à titre de subvention définitive (1), à la Caisse nationale, l'équivalent des dégrèvements et des secours qu'il accorde annuellement aux victimes de la grêle et de la gelée (2).

Proposition de la Commission du Crédit agricole. — La Commission du Crédit agricole, présidée par M. Méline, eut à étudier les propositions successivement présentées par MM. Quintaa, Chollet, Daynaud, Jonnart, E. Rey, et Philipon. Elle admit le principe de l'assurance *obligatoire* et trouva prudent de limiter l'*intervention de l'État* aux seuls risques *grêle et gelée*. S'inspirant

(1) Cf. exposé des motifs, et art. 2, § 2 de la proposition Jonnart ; art. 28 de la proposition Philipon.

(2) V. le rapport sommaire, Émile Rey, *Documents parlementaires* (Chambre), 15 décembre 1893.

des diverses propositions que nous avons étudiées et qui avaient été déposées pendant la 5^e législature, la commission chargea son rapporteur, M. Quintaa, de rédiger une *proposition de loi* en tenant compte des décisions qu'elle avait prises au cours de ses délibérations (1).

La Commission propose une *Caisse nationale* d'assurances mutuelles garantissant les récoltes contre la *grêle* jusqu'à concurrence des 18/20 de leur valeur et des 8/20 contre la *gelée*. Cette caisse est gérée et administrée par l'*État*, qui verse « annuellement une subvention équivalente au secours qu'il accorde aux sinistres agricoles ». Les tarifs seront établis par un règlement d'administration publique en tenant compte du risque spécifique et du risque topographique ; les cotisations, qui sont obligatoires, sont recouvrées par les percepteurs. Il est proposé une commission départementale de contrôle et un conseil supérieur central d'administration. Un règlement élaboré en Conseil d'État doit fixer quelques questions de détail sur lesquelles il nous semble inutile d'insister, la proposition n'ayant pas de caractères spéciaux d'originalité et n'étant pas venue en discussion au cours de la législature.

Projet Viger. — Le gouvernement de la République, frappé de l'importance que l'opinion publique attachait à la question des assurances agricoles, crut devoir pren-

(1) Rapport Quintaa, *loco citato*. Il est à remarquer que la 2^e proposition Rey et la 2^e proposition Philipon sont de la 6^e législature et par conséquent postérieures au rapport Quintaa, du 12 juillet 1893.

dre, à son tour, une initiative qui, depuis 1857, n'avait été exercée que par le Parlement.

M. Viger, ministre de l'agriculture, chargea une commission extraparlamentaire (1) de préparer les éléments d'un *Projet de loi* « ayant pour objet de mettre les cultivateurs à l'abri des désastres que leur causent les intempéries et la mortalité du bétail » (2). Pour s'éclairer, le ministre avait fait procéder par la Direction de l'agriculture à une enquête en France et à l'étranger sur l'existence et le fonctionnement des assurances agricoles (3). Le 24 avril 1894, M. Viger présentait à la Chambre un projet de loi, sérieusement étudié, sur la création de *Caisses d'assurances mutuelles*, essayant de concilier l'initiative privée et l'action de l'Etat. Ce projet qu'on pourrait qualifier d'*éclectique*, car on y retrouve bon nombre des idées déjà formulées dans les diverses propositions de loi, repose sur l'organisation :

1° De Caisses départementales de secours contre les sinistres agricoles ;

2° De Caisses communales et cantonales contre la mortalité des animaux de ferme ;

3° D'une Caisse nationale de secours contre les sinistres agricoles.

(1) Voir *arrêté* du 29 octobre 1893 et *Rapport sommaire* Emile Rey, 18 décembre 1893.

(2) Exposé des motifs du *projet de loi* présenté par M. Viger, Ministre de l'Agriculture, le 24 avril 1894. *Documents parlementaires* (Chambre des députés).

(3) Annexes du projet Viger.

Le titre I traite des *Caisses départementales* qui sont « la base même du projet ».

Ces Caisses sont instituées au chef-lieu de chaque département dans le but d'indemniser les victimes des sinistres agricoles causés par les *orages*, la *grêle*, la *mortalité ou les accidents des animaux de ferme*. « Elles sont autorisées en outre, à titre d'expérience, à joindre à leurs opérations les assurances contre la *gelée* de certaines récoltes. » Ces Caisses sont alimentées par : 1° le produit des cotisations individuelles dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration, qui sont recouvrées par les percepteurs et dont le montant est versé dans la Caisse du trésorier-payeur général ; 2° les dons et legs ; 3° les subventions de l'État, du département et des communes ; 4° les intérêts et revenus des fonds sans emploi. Un fonds de réserve est formé à l'aide du prélèvement de $\frac{1}{20}$ du produit des souscriptions et des sommes restant sans emploi après le prélèvement des frais d'administration et la distribution des indemnités aux sinistrés. Remarquons que les Caisses départementales sont autorisées à ajouter aux assurances contre les sinistres agricoles les assurances contre l'incendie des bâtiments ruraux et des récoltes : l'exemple des Caisses départementales qui existent actuellement et qui s'occupent de cette sorte d'assurances a démontré, dit l'exposé des motifs, qu'elles donnent de bons résultats.

L'organisation des *Caisses communales et cantonales* est réglée par le titre II.

Ces Caisses ne s'appliquent qu'aux assurances contre les *accidents et la mortalité du bétail*. Elles sont, quant à leur constitution et à la formation de leur réserve, soumises aux mêmes règles que les Caisses départementales. Dans le but d'encourager le groupement du plus grand nombre possible de Caisses cantonales et communales autour des Caisses départementales, qui sont le pivot même du système, elles sont autorisées à s'affilier à ces dernières afin d'obtenir leur participation aux pertes résultant d'une année calamiteuse à la condition, bien entendu, de contribuer à la constitution de leur fonds de réserve. Cette affiliation leur assurera en outre l'avantage de recevoir leur part dans les secours alloués aux Caisses départementales par la Caisse nationale.

La *Caisse nationale* de secours contre les sinistres agricoles est organisée par le titre III.

Elle est établie à Paris, avec le concours et sous la surveillance de l'État, et a pour but de suppléer, dans la mesure de ses ressources, aux insuffisances qui viendraient à se produire dans les Caisses départementales qui lui sont affiliées. Pour être affiliées à la Caisse nationale, les Caisses départementales devront lui verser 120 du montant de leurs recettes annuelles; ce 1/20, avec les subventions, les dons et legs, les intérêts de capitaux, constitue les ressources de la Caisse nationale. Celle-ci a également son fonds de réserve formé par le prélèvement de 1/10 du produit des versements des

Caisses départementales, des dons et legs faits à titre de dotation et des intérêts des capitaux.

Le titre IV du projet renferme « des *dispositions générales* qui ont pour but de réaliser le maximum d'économie et d'imposer le minimum de cotisations aux assurés ». Les fonctions d'administrateurs dans les différentes Caisses sont absolument gratuites.

Il ressort de l'examen de l'administration de ces caisses que l'élément *fonctionnaire* y domine et y joue, comme dans la plupart des propositions émanant de l'initiative parlementaire, un rôle prépondérant au détriment de l'élément électif.

Ainsi, c'est le *préfet*, représentant du pouvoir exécutif, qui, sur présentation, il est vrai, du Conseil d'administration, nomme les directeurs de la Caisse départementale et des Caisses communales et cantonales ; c'est lui qui préside, de droit, le conseil d'administration de la Caisse départementale, et qui nomme lui-même les notabilités agricoles figurant, avec quelques membres du conseil général, dans ce conseil ; son avis doit être pris au préalable pour toute réunion du conseil. — De même pour la Caisse nationale, c'est le *ministre de l'agriculture* qui nomme le directeur sur la présentation du conseil d'administration. Il préside de droit ce conseil qui, à l'exception de 2 sénateurs et de 2 députés élus par leurs collègues, ne comprend que des fonctionnaires ou des délégués des ministres de l'agriculture et des finances, et ne peut se réunir sans son avis. Enfin,

chaque année, un rapport général est présenté au Président de la République sur le fonctionnement de la Caisse nationale et sur les résultats obtenus.

La présence de l'élément électif, telle que l'exige le principe de la mutualité, ne se rencontre, et encore partiellement, que dans la composition des conseils d'administration des Caisses communales ou cantonales où figurent 3 agriculteurs, élus directement par les cultivateurs assurés.

Quelques dispositions spéciales du projet Viger méritent d'être particulièrement signalées après l'exposé rapide que nous venons de faire de l'économie générale de ce projet.

Le fonds annuel provenant d'un centime additionnel aux contributions foncière, personnelle et mobilière institué par la loi du 19 vendémiaire an IV et inscrit au budget sous le titre de « Secours spéciaux pour pertes matérielles ou événements malheureux (1) », sera désormais affecté à la Caisse nationale de secours à titre de fonds de concours de l'État (2). L'auteur du projet espère, lui aussi, que les cultivateurs, n'ayant plus à compter sur la distribution de ces secours spéciaux, seront amenés à s'assurer aux nouvelles caisses et useront de leur influence pour déterminer les Caisses cantonales ou communales à s'affilier aux Caisses départementales et celles-ci à la Caisse nationale.

(1) Chapitre 41 du budget du Ministère de l'agriculture.

(2) Cf. proposition Jonnart et proposition Philippon.

Dans le même but et pour favoriser ces affiliations, le législateur exempté les caisses ainsi affiliées, des droits de timbre et d'enregistrement pour leurs actes et pour leurs polices d'assurances (1).

Pour le règlement des sinistres, il est institué un bureau local communal (2) chargé de constater les dommages causés par les sinistres. Comme, dans toutes Caisses mutuelles, il n'est pas possible de fixer, immédiatement après le sinistre, l'indemnité à accorder, on distribue aux sinistrés un premier acompte, quitte à parfaire l'indemnité en fin d'exercice suivant les ressources.

Il peut arriver que des *Caisses sociales* d'assurances contre la mortalité du bétail aient été constituées par des groupes de cultivateurs ou par des syndicats agricoles. M. Viger leur permet de se rattacher au système imaginé dans son projet : elles pourront s'affilier aux Caisses départementales, en participant à la formation du fonds de réserve.

De l'économie du projet ainsi que de l'exposé des motifs il résulte que l'assurance agricole, telle que la conçoit M. Viger, est *facultative* et non obligatoire. Le cultivateur sera sollicité par tous les moyens possibles à s'assurer, mais il n'y sera pas contraint.

Proposition de la Commission des Caisses d'assuran-

(1) Il s'agit ici des droits établis par les lois des 4 juin 1850, 24 juillet 1867, 23 juin 1875. Cf. proposition Philipon.

(2) Ce *bureau local* est composé du maire, président, de 3 cultivateurs ou propriétaires résidant dans la commune et choisis par le Conseil municipal et du contrôleur des contributions directes.

ces mutuelles agricoles. — Les propositions de M. Philipon et de M. Rey furent renvoyées, ainsi que le projet de loi de M. Viger, à l'examen de la Commission parlementaire dite « des Caisses d'assurances mutuelles agricoles » et furent l'objet d'un rapport de M. Bertrand, député de la Marne. Ce rapport est suivi d'une nouvelle *proposition de loi* qui exprime l'opinion de la Commission.

« La Commission, dit l'exposé des motifs (1), est d'accord avec M. Viger sur les deux grandes lignes de son projet, savoir : la non-intervention directe de l'État et la faculté et non l'obligation de l'assurance. Elle admet également la création de Caisses départementales, considérant que c'est un pas fait dans le sens de la décentralisation, l'État se bornant, comme l'indique l'exposé des motifs (du projet Viger), à les avoir sous sa surveillance et à leur accorder des allocations dans des conditions déterminées. »

L'esprit de la proposition présentée par le rapporteur est nettement indiqué en ces termes : « Les *modifications* proposées par votre Commission n'altèrent donc pas, d'une façon sensible, l'économie du projet de loi ».

Quelles sont donc les principales de ces modifications ? La majorité de la Commission a supprimé la disposition du projet qui permettait aux Caisses départementales

(1) Rapport fait au nom de la commission des Caisses d'assurances mutuelles agricoles par M. Bertrand. *Documents parlementaires* (Chambre), 16 mai 1895.

d'ajouter aux assurances contre les sinistres agricoles les assurances contre l'incendie des bâtiments ruraux et des récoltes, sous prétexte que ce risque était suffisamment garanti par les Compagnies existantes. En revanche, elle a donné de l'extension au projet, en y introduisant des risques non définis, en autorisant les Caisses à joindre à leurs opérations, outre les dommages causés par les orages et la gelée des récoltes que mentionnaient déjà M. Viger, *tous autres risques agricoles*. Elle a cru devoir spécifier, quant aux sinistres agricoles causés par la mortalité ou les accidents des animaux de ferme, ceux qui résultent de l'abattage d'animaux en exécution de la loi du 21 juillet 1881 (1). Chaque Caisse départementale devra être divisée en autant de Caisses distinctes et ayant leur comptabilité propre qu'il y aura de nature de sinistres assurés. La proposition nouvelle se préoccupe bien moins que le projet Viger de stimuler les cultivateurs à entrer dans la combinaison qu'elle organise. C'est ainsi qu'elle entend respecter absolument et entièrement le fonctionnement des Caisses départementales d'assurances qui existent déjà et notamment dans la Marne, les Ardennes, la Meuse et la Somme ; mais le député de la Marne ne fait aucune mention spéciale en faveur des autres Sociétés d'assurances agricoles. C'est dans le même esprit que la proposition de loi ne reproduit pas la disposition du projet Viger qui af-

(1) Voir art. 6 et seq. de la loi du 21 juillet 1881 sur la Police sanitaire des animaux (maladies contagieuses).

franchissait les Caisses départementales cantonales et communales affiliées à la Caisse nationale des droits de timbre et d'enregistrement.

Signalons, en terminant, que la proposition du 16 mai 1895 fait au fonctionnarisme une part aussi large dans l'administration des Caisses que le projet de loi du 24 avril 1894.

Proposition Gendreau. — Nous abordons maintenant l'examen de propositions dont les auteurs se sont placés exclusivement au point de vue de la connexité qui existe entre le Crédit agricole et l'Assurance agricole (1). « Je considère, avait dit M. Méline, que cette question de l'assurance se relie très étroitement à l'organisation du Crédit... mais il est impossible de traiter toutes ces questions à la fois ; il faut les sérier et adopter une méthode de travail. Notre méthode consiste à monter d'abord le premier échelon du crédit qui est l'organisation des banques inférieures ; le second échelon sera l'organisation de la banque centrale et le troisième l'organisation de l'assurance (2). » Nous n'avons pas à nous occuper du Crédit agricole, mais nous avons cru utile d'indiquer comment se pose la question dans l'esprit de l'un des hommes qui ont le plus d'autorité en pareille matière (3).

(1) Cf. Exposé des motifs de la proposition Quintaa, 19 novembre 1891.

(2) Discours Méline, *Debats parlementaires*, Chambre des députés, Séance du 20 juin 1892.

(3) La première partie de ce programme a été réalisée par la loi du 5 novembre 1894, relative à la création des Sociétés de Crédit agricole (organi-

M. Gendre, député de la Dordogne, partant de cette idée que « la garantie de l'assurance, nécessaire pour la conservation du gage, est la condition première et rigoureuse du crédit », apporte à la Chambre une proposition « d'assurance agricole obligatoire basée sur ce principe : *le crédit agricole réservé et limité aux seuls agriculteurs assurés* » (1). Il propose la création de Caisses d'assurances agricoles émanant de Syndicats agricoles, dans le but de garantir à chaque agriculteur qui aura recours au crédit agricole l'intégralité du montant de sa récolte. Le crédit et l'assurance agricoles sont garantis par un gage spécial avec privilège sur la récolte pour laquelle le crédit aura été utilisé. Des sociétés privées pourront être adjoindes aux sociétés syndicales si cela est jugé utile à l'intérêt et au bon fonctionnement de l'assurance. Des règlements d'administration publique établiront le mode d'organisation des Caisses d'assurance agricole, ainsi que la fixation des cotisations et des tarifs différentiels, en tenant compte du risque topographique et du risque spécifique ; ils établiront aussi la répartition et le taux de la subvention accordée annuellement par l'État et qui sera l'équivalent des dé-

sation du Crédit agricole par les syndicats agricoles, M. Méline). Voir, en outre, le rapport de M. Lourties, au nom de la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet de la loi adopté par la Chambre des députés (31 mars 1898), ayant pour but l'institution des *Caisses régionales de Crédit agricole mutuel* et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux Sociétés et aux banques locales de Crédit agricole mutuel (Sénat, Annexe au procès-verbal de la Séance du 10 janvier 1899).

(1) Exposé des motifs de la proposition Gendre (*Documents parlementaires*, Chambre, Séance du 3 juillet 1894).

grèvements et secours alloués chaque année au cas de sinistres agricoles.

Proposition Calvet. — Comme la proposition Gendre, la proposition déposée au Sénat (1) dans la séance du 12 juillet 1895 par M. Calvet, traite à la fois de l'organisation de l'assurance agricole et du crédit agricole. Elle s'inspire aussi visiblement, du projet de loi Viger, surtout au point de vue de l'établissement et du fonctionnement des Caisses départementales (2).

La proposition de M. Calvet a un double objet :

1° Constituer une *Caisse nationale* d'assurances agricoles par le groupement de *sociétés départementales* solidarisées ;

2° Organiser en faveur *des seuls agriculteurs assurés* un crédit rural effectif, pratique et immédiat à l'aide des bénéfices réalisés par l'assurance (3).

Les risques garantis sont très étendus. Ils sont classés en 3 catégories :

1° Risques périodiques annuels et s'étendant à tout le territoire : incendie, mortalité et accidents du bétail ;

(1) La question des Assurances agricoles avait déjà été portée au Sénat par M. Darbot, incidemment à la discussion du budget, mais elle n'avait pas encore fait, dans la Haute Assemblée, l'objet d'une proposition de loi. M. Darbot, dans un très long discours, proposait l'assurance obligatoire par l'État contre la mortalité du bétail et les risques atmosphériques, avec prime proportionnelle à la superficie exploitée (4 fr. 50 par hectare). Aucune suite ne fut donnée à cette idée après un discours de M. Viger, ministre de l'agriculture. — Discours Darbot, *Sénat*, Séance 24 mars 1893, *Débats parlementaires*.

(2) Comte de Rocquigny, *Organisation administrative des assurances et du crédit agricole* : Rapport sur la proposition Calvet, présenté au VIII^e congrès du crédit populaire et agricole tenu à Caen le 12 mai 1896.

(3) Exposé des motifs de la proposition Calvet, *Documents parlementaires*, Sénat, Séance 12 juillet 1895.

2° Risques périodiques annuels et limités par régions : grêle, gelée ;

3° Risques éventuels : dommages des eaux, cyclones, insectes, cryptogames, etc. (1).

Les risques des deux premières catégories seraient assurés à primes fixes, calculés annuellement selon les dangers de chaque département. Dans la troisième catégorie, où les risques ne sont pas encore susceptibles de calculs précis, les primes seraient provisoirement établies sur la base de la mutualité (2).

Pour le risque incendie, la proposition Calvet va plus loin que le projet Viger. Non seulement elle comprend, comme opération courante, l'assurance contre l'incendie des bâtiments ruraux et des récoltes, que le projet n'admettait qu'à titre facultatif, mais elle autorise, à titre exceptionnel, il est vrai, l'assurance-incendie des risques urbains (3).

M. Calvet propose la création :

1° D'une *Caisse nationale*, instituée à Paris, pour *centraliser* et *solidariser* les opérations faites par les Sociétés à créer dans chaque département. Par le groupement ainsi obtenu des Sociétés départementales, on applique « les deux principes essentiels de l'assu-

(1) Dispositif de la proposition, art. 11 (titre II).

(2) Comte de Rocquigny, *op. cit.* Cf. art. 12, al. 1 et 2, de la proposition.

(3) Cf. art. 13 du projet Viger (24 avril 1894), et art. 27 de la proposition Calvet. Voir la proposition de la Commission de la Chambre des Députés : Rapport Bertrand, 16 mai 1895.

rance : la divisibilité des risques et la solidarité (1) ». La Caisse nationale prévue par le projet Viger a simplement pour objet de *suppléer*, dans la mesure de ses ressources, aux insuffisances qui viendraient à se produire dans les Caisses départementales ;

2° De *Sociétés départementales*, investies « d'une autonomie presque complète », chargées du recouvrement des contributions annuelles recueillies par le bureau communal ou encaissées par le percepteur, sur les divers risques agricoles et de leur centralisation à la Caisse nationale par l'intermédiaire du Trésorier-payeur général et en outre de l'estimation et du paiement des indemnités. Les fonds nécessaires à ces diverses opérations sont mis à sa disposition par voie de mandats du Directeur de la Caisse nationale sur la Caisse des dépôts et consignations ;

3° De *Bureaux communaux*, qui, dans la grande association que conçoit l'auteur de la proposition, doivent « être la cheville ouvrière du groupement des agriculteurs » (2).

Le Bureau communal a pour mission de provoquer les engagements d'assurances, — l'assurance restant *facultative* pour les agriculteurs, — et de contribuer à la perception des contributions annuelles souscrites. Pour remplir le premier de ces *desiderata*, le Bureau visitera

(1) *Rapport sommaire*, sur la proposition Calvet, fait par M. Alfred Poirier, Sénateur de la Marne. *Sénat*, Séance du 23 décembre 1895.

(2) Exposé des motifs de la proposition Calvet.

ou fera visiter par ses délégués tous les habitants de la commune. Les contributions encaissées par lui seront versées à la Caisse du percepteur (1).

La direction et l'administration de la Caisse nationale et des Sociétés départementales sont presque identiques à celles du projet Viger. Il en est de même quant au bureau communal sur bien des points. Comme le fait remarquer M. le Comte de Rocquigny, M. Calvet s'est souvent approprié presque textuellement les dispositions du projet gouvernemental. On remarque dans la proposition Calvet, comme dans le projet Viger, une longue série de *fonctionnaires* et d'agents de l'administration : c'est le triomphe du fonctionnarisme et de la centralisation !

Pour attirer à son système d'assurance, M. Calvet imagine un procédé original : le bas prix des contributions et la perspective du crédit rural à faible intérêt. Suivant lui, il résulte des statistiques officielles que les indemnités de sinistres payés annuellement par les 21 compagnies françaises à primes fixes (incendie) sont de 55 0/0 des primes encaissées et qu'il leur reste 45 0/0 pour commissions, frais divers et bénéfices. Généralisant, il conclut qu'en raison de la gratuité à peu près complète du service financier de la Caisse nationale il sera facile de réduire la prime fixe de 20 0/0 pour chaque sorte d'assurance, sauf pour l'assurance contre la gelée

(1) Le bureau comprend : le juge de paix, le conseiller d'arrondissement, le maire, l'adjoint, les trois premiers conseillers élus, trois notables élus par le conseil municipal ; il a l'instituteur pour secrétaire. Cf. projet Viger.

et contre les autres sinistres éventuels, encore peu étudiée, qui devra être soumise au système de la mutualité à titre transitoire (1).

Proposition Augé. — Le 11 juin 1897, M. Augé et plusieurs de ses collègues déposaient à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet la création d'une Caisse d'assurance agricole obligatoire contre la gelée, la grêle, les inondations, trombes, cyclones et ouragans (2).

M. Augé calcule que la superficie des terres cultivées s'élève en France à 34 millions d'hectares. En imposant à toutes les propriétés une moyenne de 4 francs de prime d'assurance par hectare, on obtiendrait une annuité de 136 millions de francs.

M. Augé part de là pour prédire à la classe des agriculteurs et à l'État lui-même les avantages les plus enviables ; les ouvriers du sol bénéficieraient eux-mêmes de cette innovation. Un prélèvement de 3 0/0 sur chaque annuité de la Caisse des assurances agricoles permettrait de constituer à leur profit une Caisse de secours pour leur venir en aide au cas de chômage à la suite de sinistres. — Les sinistrés seront indemnisés au marc le franc ; pour les années favorables il sera formé, avec l'excédent des cotisations perçues par la Caisse de l'État, un

(1) Rapport A. Poirrier (Marne), *loco citato*, art. 25 du dispositif de la proposition Calvet.

(2) Proposition de loi Augé, Paul Vigné, Salis, J. Bourrat, etc. *Documents parlementaires* (Chambre), 11 juin 1897.

fonds de réserve destiné à couvrir le déficit des années calamiteuses.

Après avoir indiqué les dispositions générales, M. Augé s'occupe du fonctionnement et du règlement des sinistres. Les cotisations sont fixées d'après une division en 3 classes de la propriété foncière et d'après la nature des produits récoltés (1) ; elles varient entre un minimum de 2 francs et un maximum de 8 francs par hectare ! Pour avoir droit à l'indemnité, la perte subie doit être d'au moins 2/20. Nous retrouvons encore l'intervention de nombreux fonctionnaires de l'État, non dans l'administration de la caisse dont M. Augé ne parle pas et où ils se trouveraient sans doute naturellement, mais dans le mécanisme général du système d'assurance obligatoire par l'État imaginé dans la proposition (2).

(1) Voir *Tableau annexe* de la proposition (art. 4 et 6 du dispositif).

(2) Voir articles 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16 du *dispositif* de la proposition Augé. — Cette proposition a été renvoyée à la Commission des assurances mutuelles agricoles de la Chambre des députés.

CHAPITRE II

LES DOCTRINES ET LES THÉORIES.

Ainsi que nous l'avons dit au début de cette troisième partie, deux grandes Écoles se trouvent en présence en matière d'assurances : l'*Ecole autoritaire* ou *étatiste* et l'*Ecole libérale* ou *individualiste*. Il est à remarquer que toutes les tentatives faites jusqu'ici dans le domaine législatif, que nous venons de passer en revue, pour organiser spécialement l'assurance agricole, portent plus ou moins l'empreinte de la doctrine étatiste. Le moment nous semble donc venu d'exposer et d'examiner cette doctrine, de lui opposer la doctrine individualiste et de rechercher ensuite quelles conclusions peuvent se dégager de ce rapprochement.

La *doctrine de l'assurance par l'État* a, nous l'avons déjà vu, de nombreux antécédents en France. Mais la formule la plus complète a été donnée avec un caractère scientifique, jusqu'alors inconnu, par M. Wagner, professeur à l'Université de Berlin (1).

Pour le professeur allemand, la question n'est pas de savoir tout d'abord, si l'assurance doit être *exploitée* par l'État. Ce ne serait là qu'une question de fait et le

(1) Adolph Wagner, *Der Staat und das Versicherungswesen*, Tubingue, 1881.

problème, d'ordre plus élevé, est, avant tout, scientifique. Il s'agit de savoir si l'assurance en général, notamment l'assurance contre la grêle et l'assurance contre la mortalité des bestiaux, ne doit pas être considérée ou traitée comme *service public* : si, en d'autres termes, les assurances qui, jusqu'ici, sont des institutions de droit privé, ne doivent pas devenir une institution de droit public ; il s'agit de dégager le principe sauf à en rechercher plus tard les applications.

La solution ne paraît pas douteuse à M. Wagner. Pour lui, l'assurance est un de ces grands intérêts sociaux à propos desquels il est de principe que l'administration doit intervenir et qui ont donné naissance à des services publics correspondants. Indépendamment des analogies qu'il signale entre les assurances et les autres grands intérêts sociaux auxquels on s'accorde en général à reconnaître le caractère de services publics, M. Wagner considère que l'assurance ne peut être entreprise par l'individu isolé, mais seulement par ces êtres moraux, créations artificielles du droit, qu'on appelle des sociétés. Or, les sociétés qui fonctionnent actuellement, qu'elles soient mutuelles ou de spéculation, et dont le rôle principal est de servir d'intermédiaire entre les assurés, ne sauraient prospérer qu'à la condition d'avoir une forte unité de direction et d'organisation. L'État, capable de produire *un maximum d'effet avec un minimum d'effort*, peut donc évidemment donner le plus de satisfaction à ce point de vue et même peut seul y donner satisfaction.

En ce qui concerne particulièrement les assurances agricoles, M. Wagner reconnaît que, dans l'application, on peut hésiter entre les établissements publics et les sociétés privées. La question ici est particulièrement complexe. Sans doute, ces dernières présentent de réels avantages quant au contrôle des assurés et au règlement des sinistres, mais au point de vue technique, il suffit que les établissements publics soient possibles, et ils le sont, affirme-t-il, pour qu'ils doivent être préférés. Seuls, en effet, ils peuvent réaliser dans le temps et dans l'espace, l'*égalisation* des risques et des dommages, qui est le but final de tout le système (1). M. Wagner repousse, en principe, la classification des risques.

Mais ici se présente une objection. Imposer aux assurés des charges supérieures à leurs risques, obliger celui qui est le moins exposé à payer pour celui qui l'est le plus, c'est du communisme. Cela n'arrête pas le professeur de Berlin.

L'État, dit-il, est un organisme dont les membres sont tous solidaires. Il importe peu que les risques soient inégalement répartis; cette inégalité est un fait purement accidentel : elle résulte des conditions historiques et économiques qui ont fait l'État tel qu'il est. Ce qu'il faut considérer, c'est que tous les membres du corps social, solidairement unis, doivent contribuer, proportionnel-

(1) M. Wagner reconnaît que la réforme générale d'assurance par l'État a moins de chance de réussir en France et en Italie, par exemple, qu'en Allemagne ou dans l'Autriche allemande.

lement à leurs ressources, et non d'après les dangers auxquels leurs biens sont exposés, au maintien et à la conservation de l'État, à la réparation du préjudice que peut subir la collectivité. Rien de plus juste par conséquent que les moins exposés contribuent pour quelque chose à la garantie des plus exposés. C'est l'application même de la solidarité. Or, les sociétés d'assurances, telles qu'elles fonctionnent actuellement, qu'elles soient mutuelles ou à primes fixes, chargent, en général, celui qui a de gros risques et de faibles ressources ; elles vont même parfois jusqu'à l'exclure. Les établissements publics seuls peuvent remédier à ce mal ; il y faut l'action nivelante de la puissance publique.

Ces principes s'appliquent, affirme M. Wagner, en matière d'assurances agricoles contre la grêle et contre la mortalité du bétail. — Pour la grêle, il constate que le risque, d'après les observations météorologiques, diffère suivant les lieux et les années, suivant la saison, l'état de végétation et le genre des cultures. Les compagnies par actions, à rayon étendu, réussissent mieux que les sociétés mutuelles trop localisées ; mais elles se heurtent toujours à cette inévitable difficulté de ne pouvoir alimenter la caisse commune des assurés qu'à l'aide de primes recueillies dans les régions les plus exposées, de n'avoir que de gros risques couverts par de fortes primes. L'assurance par l'État et obligatoire, au moyen de grands établissements publics ayant des succursales jusque dans les bourgs, pourrait seule remédier à cette

situation. Ainsi, les contrées les plus favorisées, au point de vue du risque grêle, en participant à l'assurance générale contre le fléau, viendraient en aide aux contrées les plus exposées. L'État, représentant de la solidarité sociale, dérogerait au principe de la classification des risques par le principe de l'égalisation des risques. — Il en est de même pour l'assurance contre la mortalité du bétail : en Allemagne le grand danger est l'introduction de la peste bovine par la frontière de l'Ouest. Pourquoi, se demande M. Wagner, n'y aurait-il pas égalisation des risques et pourquoi les régions de l'Est ne viendraient-elles pas en aide à celles de l'Ouest ? — En résumé, pour le professeur allemand, l'assurance est un service public qui doit être laissé à l'État. Il en est des assurances agricoles comme des autres.

M. Wagner, ainsi que tous les publicistes qui proposent de charger l'État de centraliser les opérations générales d'assurances, se flatte d'obtenir un double résultat : — 1° substituer à des sociétés privées dont l'existence est précaire, souvent mal gérées, de puissantes organisations capables d'inspirer au public une entière confiance et qui ne chercheront pas à échapper à la responsabilité ; — 2° égaliser les risques au moyen d'une vaste association générale de garantie et procurer ainsi aux assurés le bénéfice de l'uniformité et de la réduction des primes. L'État-assureur réaliserait, disent ces théoriciens, une économie considérable de personnel et de frais ; en outre, il serait intéressé à développer les me-

sures préventives de nature à diminuer les chances de risques (1).

Toutes ces doctrines, de quelque nom plus ou moins spécieux qu'on les décore, ne sont, au fond, que du socialisme pur. C'est l'État substituant son action à l'initiative individuelle et procurant à tous une sécurité absolue : c'est l'un des moyens par lesquels les écoles socialistes espèrent arriver à l'égale répartition des richesses.

M. Chaufton réfute catégoriquement la thèse de M. Wagner. L'assurance pour lui ne présente pas les caractères d'un service public nécessaire, excluant toute initiative individuelle. Les conceptions scientifiques de l'auteur allemand, quelque généreuses qu'elles puissent paraître, ne sont pas susceptibles de réalisation.

Au principe de l'*égalisation* des risques, M. Chaufton oppose le principe de la *classification* des risques, incontestable en matière d'assurances et qui donne à toutes les opérations de cette nature un caractère essentiellement individuel.

Les assurances, et notamment les assurances agricoles sur lesquelles l'auteur n'a pas insisté, se font *intuitu personæ et rei*. Il y a là, en effet, un risque *subjectif* et un risque *objectif* étroitement liés et qu'il faut, dans chaque cas particulier, apprécier et classer. Au moment de la confection du contrat, l'assureur doit se

(1) Cf. Chaufton, *Les assurances, leur passé, leur avenir*. — M. Cauwès, *Cours d'économie politique* (tome III), 4 volumes, Paris, 1893.

renseigner sur la capacité et la moralité de l'agriculteur assuré en même temps que se rendre compte de la nature des valeurs soumises à l'assurance ; cette double appréciation se renouvellera toutes les fois, qu'en cours de contrat, il surviendra des modifications dans le risque ; enfin, lorsqu'en cas de sinistre il s'agira de fixer l'indemnité, qui ne doit jamais être pour l'assuré une source de bénéfice, il y aura lieu de se livrer encore à des appréciations souvent très délicates. Ce sont là des opérations essentiellement *individuelles*.

M. Wagner croit, par son système, trouver un procédé qui contribuera au nivellement des inégalités sociales. Il confond l'*assistance* avec l'*assurance*. Il ne s'agit pas, comme le dit M. Chaufton, de jeter dans les plateaux d'une vaste balance, d'un côté tout le poids des misères humaines, de l'autre une portion des valeurs accumulées par la civilisation suffisante pour rétablir l'équilibre ; il s'agit de placer d'un côté le risque et de l'autre la prime en s'efforçant de les mettre en équilibre.

L'assurance agricole faite par l'État peut revêtir deux formes différentes : 1^o l'assurance peut être *obligatoire* ; 2^o l'assurance peut être *facultative*.

Dans le premier cas, les subventions fournies par l'État aux agriculteurs sinistrés, sous forme de secours (fonds de secours), ou sous forme de dégrèvements (fonds de non-valeurs), seraient insuffisantes pour réparer les sinistres. Il faudrait donc, de toute nécessité, créer un nouvel impôt. — Dans le deuxième cas, l'État verrait,

sans doute, grâce à l'uniformité de la prime, les agriculteurs affluer à la Caisse d'assurance, mais ce serait ceux qui ont de mauvais risques et dont les Compagnies privées n'auraient pas voulu. On voit d'ici quelles charges en résulteraient pour l'État et retomberaient en fin de compte sur les contribuables. — Dans les deux cas, on enlève à l'assurance agricole son caractère moral : on ne tient aucun compte du risque subjectif.

Qu'arriverait-il si, par hypothèse, l'État exerçait l'industrie des assurances agricoles en appliquant, comme le font les Compagnies privées, le principe de la classification et de la sélection des risques ?

Au point de vue technique et moral, cette conception ne soulève aucune objection ; mais au point de vue économique et social, l'État n'a aucune raison, ni aucun droit de s'emparer de l'industrie des assurances. Car, avant d'entreprendre une industrie quelconque, l'État doit se poser une question de principe et une double question de fait : — 1° Les particuliers peuvent-ils en principe exercer cette industrie ? — 2° Peuvent-ils en fait l'exercer ? — 3° Veulent-ils l'entreprendre ? — Or nous avons établi, dans nos études antérieures, que, pour les assurances agricoles, les questions de fait se résolvent affirmativement. Le développement qu'a aujourd'hui l'assurance agricole sur lequel nous insisterons encore, atteste que les particuliers peuvent exercer l'industrie de l'assurance et veulent l'entreprendre. Il en est de même de la question de principe : l'assurance ne rentre

pas dans les droits régaliens de l'Etat; sans doute, si, comme le dit M. Wagner, elle donne satisfaction au besoin de la collectivité tout entière, c'est au même titre seulement que les autres industries privées, boulangeries, boucheries, etc., qui répondent à des besoins encore plus immédiats que l'assurance et cependant le professeur allemand n'en conclut pas qu'elles doivent être exploitées par l'Etat. — Il résulte, par conséquent de cet exposé, la condamnation même de l'assurance par l'État.

Est-ce à dire que l'Etat doive se désintéresser complètement des assurances agricoles ?

Les partisans de l'*Individualisme pur* n'hésitent pas à répondre affirmativement. Pour eux, la doctrine du « *laissez-faire* » implique la liberté absolue des assurances. L'Etat doit se désintéresser absolument de la question et laisser libre jeu à la seule initiative individuelle. Une pareille conception sociale, généralisée, aboutit forcément au *nihilisme* gouvernemental.

L'Etat peut donc intervenir. Mais dans quelles limites cette intervention sera-t-elle possible et efficace ? — Ici une distinction s'impose.

Le contrôle de l'Etat peut s'exercer de deux manières : il peut être *préventif* ou *répressif*. La question qui se pose est celle de l'*autorisation* de l'Etat, lors de la formation des sociétés d'assurances agricoles, et de la *surveillance* pendant le cours de leur fonctionnement.

La nécessité de l'autorisation préalable pour la formation des sociétés d'assurances agricoles n'apparaît pas

tout d'abord dans notre législation et la société mutuelle contre la grêle fondée à Toulouse, en 1802, a pu se constituer avec une approbation bienveillante du ministre de l'intérieur, Chaptal, auquel avaient été soumis les statuts (1).

Le Code de commerce de 1807, édicta l'autorisation obligatoire pour les sociétés anonymes (2). Cette obligation étendue aux tontines par le Conseil d'Etat (3), le fut plus tard aux associations d'assurances mutuelles contre la grêle et les épizooties (4). Mais il resta dans les habitudes administratives de n'accorder l'autorisation qu'à des compagnies partielles et circonscrites. C'était l'application de l'idée émise, en 1809, par le Ministre de l'Intérieur qui craignait « qu'une société d'assurance commune à plusieurs départements, en prenant trop d'étendue, ne dégénérât en une entreprise générale et ne perdît ce caractère de bienfaisance locale qui en fait le mérite particulier » (5). Et cependant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'expérience démontre qu'ainsi réduites les Sociétés d'assurances agricoles contre la grêle, par exemple, ne sauraient prospérer. Une circulaire ministérielle du 25 octobre 1819

(1) Alfred Thomereau, *Quelles sont les limites de l'intervention de l'Etat en matière d'assurance ?* Société d'Economie politique, séance du 4 août 1894.

(2) *Co* : art. 37, abrogé, L. 24 juillet 1867, art. 21-1^o.

(3) *Avis du Conseil d'Etat*, 1^{er} avril 1809.

(4) *Ibid.*, 30 septembre 1809. Voir *suprà*, 2^e partie : *Aperçu historique de l'assurance agricole*.

(5) de Valserres, *Manuel de droit rural*.

rappelle que les sociétés d'assurances mutuelles peuvent exister sans autorisation et les soumet à la surveillance du gouvernement. Ces restrictions retardèrent, pendant un demi-siècle, le développement des assurances et particulièrement des assurances agricoles.

Le législateur de 1867 supprima l'autorisation préalable pour toutes les sociétés d'assurances, tant mutuelles qu'à primes fixes ; il ne fit d'exception que pour les assurances sur la vie (1). Cette mesure libérale était sage : on sortait de l'arbitraire et par suite de l'injustice pour laisser libre essor à l'initiative individuelle, aussi, à partir de ce moment, et surtout dans ces dernières années, les assurances agricoles ont pris un développement considérable.

Quant au contrôle répressif, c'est-à-dire la surveillance exercée par l'État, il doit subsister dans une certaine mesure. Le législateur l'a compris. En effet, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire (2), l'article 23 du décret du 22 janvier 1868, oblige les sociétés d'assurances mutuelles à adresser au ministre « leur inventaire annuel ainsi qu'un compte détaillé des recettes et dépenses de l'année précédente et du montant des sinistres ». Mais, par suite de l'absence de sanction que nous avons déjà signalée, cette prescription est demeurée lettre morte et la surveillance répressive de l'État se trouve

(1) Art. 66, Loi des 24-29 juillet 1867.

(2) Première partie, Chapitre 1^{er} (*Parenthèse sur la statistique*).

par le fait considérablement restreinte (1). Cet état de choses a paru fâcheux à certains esprits et, à plusieurs reprises, des voix se sont élevées à la tribune pour réclamer de la part de l'État un contrôle plus effectif.

On reproche, il est vrai, à la surveillance de l'État, trop minutieusement exercée, de compromettre le gouvernement en engageant sa responsabilité sans aboutir à des résultats appréciables et de devenir facilement tracassière. Mais, comme le but de la surveillance répressive est surtout d'éclairer le public sur le crédit et les garanties que présentent les diverses Compagnies, un autre moyen d'arriver à ce résultat se présente, et celui-là exempt de critique. Il n'y a de surveillance effective que celle qui est exercée par les intéressés et les concurrents. Pour la réaliser, il suffirait d'organiser la publicité des comptes et des inventaires des Sociétés d'assurances agricoles en les livrant à la libre discussion. Ne pourrait-on pas créer un recueil officiel pour la publication des actes et des délibérations de ces Sociétés, comme le conseille M. de Courcy pour les Sociétés d'assurances sur la vie (2) ?

La loi de 1867 impose bien, dans ses articles 55 et suivants, aux Sociétés par actions, des conditions de publicité, mais ces prescriptions ont trait particulièrement au contrôle préventif. Ces Sociétés n'étant plus astreintes,

(1) A. Thomereau, *La question des assurances agricoles au point de vue de la statistique*.

(2) A. de Courcy, *Les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie, autorisation et surveillance*, Paris, 1894.

comme auparavant, à remettre chaque semestre au ministre compétent un état de leur situation, on ne trouve plus trace, pour elles, dans les dispositions législatives, d'un contrôle répressif quelconque. Si elles publient leurs comptes rendus annuels, c'est qu'elles le veulent bien. N'y aurait-il pas un intérêt supérieur à obliger formellement toutes les Compagnies et Sociétés d'assurances à déposer officiellement leurs comptes annuels (1)?

En somme, si nous repoussons toute idée d'autorisation préalable pour les assurances agricoles, nous admettons la surveillance limitée de l'Etat quant à ce qui a trait à la seule publicité. Elle devra s'exercer tant au moment de la formation de la Société que pendant tout le cours de son fonctionnement.

Pour achever de préciser, dans cette étude théorique, le rôle de l'Etat, en matière d'assurances agricoles, une dernière distinction scientifique s'impose.

Dans la lutte contre les fléaux qui menacent la richesse agricole, on peut distinguer trois phases (2) : prévoir les maux éventuels et, dans la mesure du possible, les empêcher de se produire ; arrêter leur développement ; en réparer les effets. En donnant au mot *assurance* le sens le plus étendu, on peut dire que les deux premières phases s'objectivent dans ce que la doctrine

(1) Cf. Thomereau, *op. cit.*, et Chaufon. — Voir le discours de M. Mougeot, Chambre des Députés, séance du 21 février 1898, *Débats parlementaires*.

(2) Cf. Chaufon, *op. cit.*

appelle l'Assurance *préventive*, la dernière dans l'Assurance *réparatrice* (1).

En matière d'Assurance préventive contre la *Grêle* et la *Gelée*, ces fléaux fantasques qui échappent à toute prévoyance et promènent capricieusement leurs ravages, il est de toute évidence que l'Etat, comme l'individu, est absolument impuissant. Pour ce qui est de l'*Inondation* et de la *Mortalité des bestiaux* il en est autrement. L'assurance préventive est ici le domaine propre de l'Etat. Sans doute, la prévoyance individuelle peut réaliser certaines mesures utiles mais dont l'efficacité sera toujours nécessairement fort restreinte : l'Etat seul peut prendre des mesures générales. Tout ce qu'il fera pour prévenir l'apparition des fléaux diminuera d'autant la nécessité d'en réparer les désastres, si bien qu'on peut dire que l'assurance réparatrice sera en raison inverse de l'Assurance préventive. « Faire de l'assurance préventive, c'est faire œuvre de haute prévoyance économique, sociale, administrative. Ainsi entendue, l'idée d'assurance se confond avec l'idée même de civilisation (2).

Le danger des inondations a, maintes fois, et déjà depuis longtemps, attiré la sollicitude du législateur. La construction de digues destinées à contenir les fleuves à débit irrégulier, le curage des cours d'eau, plus récemment le reboisement et le gazonnement des mon-

(1) C'est cette dernière que nous avons spécialement envisagée dans notre définition du contrat d'assurance, V. *suprà*.

(2) Chaufon, *op. cit.*, t. I.

tagnes, la restauration et la conservation des terrains en montagnes, ont été l'objet de lois et de règlements nombreux, dont nous avons déjà indiqué les principaux (1).

Le législateur a également compris qu'il était indispensable de préserver les animaux des atteintes de la contagion. Sans compter que les maladies contagieuses peuvent décimer les étables de l'agriculteur et diminuer ainsi la richesse productive, commerciale et industrielle du pays, elles peuvent aussi se transmettre aux hommes et exercer une influence pernicieuse sur la santé publique (2). L'action préventive de l'État joue un rôle salubre. Par de sages mesures législatives et administratives, les pouvoirs publics ont réglementé la police sanitaire des animaux, indiqué les mesures prophylactiques applicables aux maladies contagieuses ou épizootiques, fixé les règles à suivre quant à l'importation et l'exportation des animaux. La surveillance active des frontières a souvent donné lieu, à la Chambre comme au Sénat, à de sérieuses réclamations d'un haut intérêt économique et social. On s'est plaint, non sans raison, de la précipitation hâtive avec laquelle était faite souvent la visite sanitaire des animaux importés. Nous sommes pour notre part convaincu qu'on ne saurait prendre trop de précautions contre les maladies contagieuses et qu'en

(1) Voir Première partie, *Assurabilité des risques agricoles* (chapitre II).

(2) Voir Tardieu, *Dictionnaire d'hygiène publique et de salubrité*, Paris, 1852 et J. Reynal, *Traité de la police sanitaire des animaux domestiques*, Paris, 1873.

cas de menaces de ce genre l'État, protecteur né de la production nationale, doit résolument fermer la frontière à toute introduction du bétail étranger.

La question préoccupe encore en ce moment le législateur et le monde agricole. La loi du 21 juin 1898 sur le *Code rural* (livre III de la Police rurale, titre 1^{er}, Police administrative) mérite d'être signalée (1). Cette loi, qui s'occupe surtout de l'assurance préventive, n'a pas négligé l'assurance réparatrice en allouant, dans certains cas, des indemnités ; elle renferme à la fois des dispositions de prévoyance et de police. Les pénalités applicables en cas de contravention ne sont pas encore définitivement délimitées ; les pénalités indiquées au titre IV de la loi du 21 juillet 1884 ont depuis longtemps paru excessives aux agriculteurs et on a souvent réclamé l'atténuation de ces mesures répressives (2).

L'application des prescriptions édictées tant par le pouvoir législatif que par le pouvoir exécutif réclame, dans ses détails, beaucoup de soin et beaucoup de vigilance. Pour lutter contre le fléau menaçant, ce n'est pas trop de la sollicitude de l'agriculteur, du savoir et de

(1) *Journal de l'agriculture*, numéro du 2 juillet 1898. — *Bulletin de la Société des agriculteurs de France* (M. Henri Johanet), 1^{er} juillet 1898. Voir spécialement dans le ch. II, titre 1^{er}, de la loi du 21 juin 1898, les sections 2 (police sanitaire des animaux) et 3 (importation et exportation des animaux) et le ch. IV (de la police rurale concernant les récoltes). Cf. loi du 21 juillet 1881.

(2) *Journal de l'agriculture*, numéro du 11 mars 1899. Session de la *Société des agriculteurs de France* (session de 1899, séance du 28 février. Vœu de M. Raseton au sujet des lois des 21 juillet 1881, 31 juillet 1895, 21 juin 1898 et sur la proposition de M. Darbot, au Sénat.

l'activité du vétérinaire, du dévouement éclairé du maire et d'une direction intelligente et impartiale émanée de l'administration supérieure. Les tribunaux, de leur côté, doivent interpréter la loi dans un sens libéral (1). La loi fait appel, dans ces moments de péril, à l'esprit de solidarité et à la bonne foi de tous les intéressés.

(1) Question de M. le comte de Saint-Quentin. *Chambre des Députés*, 2 mars 1899.

CHAPITRE III

EXAMEN CRITIQUE DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI.

De l'exposé rapide que nous avons fait des *projets* de loi dus à l'initiative gouvernementale et des *propositions* émanées de membres du pouvoir législatif, se dégage une idée générale et commune : tous sont l'application plus ou moins complète de la doctrine de l'assurance agricole réparatrice par l'Etat. Nous avons déjà montré quelles graves objections soulevait, dans la théorie, une semblable thèse ; les difficultés, les impossibilités mêmes qu'elle rencontrerait, dans la pratique, ne sont pas moins considérables et décisives.

Un fait nous frappe tout d'abord, c'est le *tolle* général qu'a suscité l'idée de l'Etat-assureur, chez tous les intéressés, non seulement les Compagnies d'assurances agricoles menacées directement dans leur existence, mais aussi tous les agriculteurs de France représentés par les Sociétés et les Syndicats agricoles (1). N'est-il pas surprenant de voir des législateurs, animés cependant des meilleures intentions en faveur des travailleurs de la terre, ne concevoir l'organisation des assurances agricoles qu'en sacrifiant, plus ou moins,

(1) Voir, à la fin du présent chapitre : note 2, p. 235.

l'initiative individuelle à l'omnipotence de l'Etat? Un pareil concert de volontés ne semble-t-il pas comme un souvenir héréditaire du vieil esprit de centralisation qui a si longtemps régné en France en désaccord complet avec les tendances libérales de notre société démocratique issue de la Révolution de 1789.

Sans revenir sur les dangers qu'entraînent à leur suite toutes les tentatives faites pour établir en France le socialisme d'État, les projets et propositions que nous examinons présentent, dans leur application, des inconvénients de plusieurs sortes.

Ceux-là même qui, comme les propositions Jonnart et Calvet, le projet Viger, organisent le mécanisme le plus perfectionné parmi ceux que nous avons vus présentés de l'assurance agricole, ne vont à rien moins qu'à charger l'État, qui a cependant déjà si fort à faire, d'un nouveau service public. « Enlevée à la compétence des assureurs de profession, l'assurance, dit M. le comte de Rocquigny, est constituée en service public et confiée à un personnel de fonctionnaires spéciaux, de mandataires élus et de fonctionnaires empruntés à la politique, aux finances, à l'ordre judiciaire et à l'instruction publique, auxquels l'habileté professionnelle et l'impartialité, si indispensables dans l'appréciation des intérêts privés, feront évidemment défaut (1). »

(1) Le comte de Rocquigny, *Organisation administrative des assurances et du crédit agricoles* (Rapport sur la proposition de loi Calvet présenté au VIII^e congrès du Crédit populaire et agricole tenu à Caen le 12 mai 1896).

Pour justifier cette invasion du fonctionnarisme dans le domaine de l'assurance agricole, on a invoqué des raisons d'économie ! Tous les mandataires élus fourniront un concours gratuit et ceux qui ont déjà un traitement de l'État ne recevront pas, pour leur coopération, un nouveau salaire. Mais on compte sans les frais de bureau, de déplacement, d'encaissement, etc. qui grèveront d'autant le budget de l'État. Et puis, peut-on croire à un concours réellement effectif, zélé et désintéressé de la part d'agents distraits de leurs occupations normales, qui n'apporteront à l'accomplissement de leurs devoirs nouveaux, auxquels ils sont si peu préparés, qu'une ardeur et une attention déjà émoussée ? Quand on voit avec quelle âpreté les agents d'assurances, stimulés par l'espoir de commissions, se mettent en quête de contrats d'assurances, avec quelle ingéniosité ils sollicitent les paysans, on se demande ce qu'on pourra attendre de fonctionnaires animés d'un zèle tout platonique ou peut-être, s'ils sont bien en cour, de l'espoir d'obtenir quelque vague distinction honorifique. Peut-on sérieusement compter sur ces visites que M. Calvet impose au bureau communal, pendant les mois de novembre et de décembre, jusque dans les hameaux les plus reculés (1) ? Cette immixtion des fonctionnaires dans des intérêts purement privés serait, sans aucun profit réel pour l'agriculture, le triomphe de la bureaucratie avec ses len-

(1) Voir l'exposé des motifs et le dispositif de la proposition Calvet, art. 19, 20 et 21.

teurs (1), son esprit tracassier, ce serait, chose plus grave encore, la porte ouverte au favoritisme, un aliment nouveau donné aux haines locales, aux rivalités de clocher. On sait ce qui se passe souvent pour la répartition des subventions allouées par l'Etat.

Sans doute, le système d'une Caisse centrale, de Caisses départementales et de Caisses communales, adopté par MM. Jonnart, Viger et Calvet, forme un organisme complet ingénieusement imaginé. Mais si la charpente de cette construction semble bonne, les matériaux, à notre avis, sont mauvais. Tout ici est aux mains de l'Administration : les agents directeurs ou administrateurs sont nommés, soit par le ministre, soit par le préfet. Nous rencontrons bien incidemment, notamment dans le projet Viger et dans la proposition de la Commission, à propos de la composition du Conseil d'administration des Caisses communales ou cantonales, la présence de quelques agriculteurs élus par les assurés ; mais cette part faite à l'élément électif est bien restreinte. Ce n'est là qu'une exception. Nous ne pouvons considérer en effet comme les représentants directs des assurés les membres du Sénat, de la Chambre, des Conseils généraux et même des Conseils municipaux, élus par l'universalité des citoyens pour un tout autre objet que celui de diriger et de surveiller le fonctionnement de

(1) L'expérience faite en Belgique a déjà confirmé ces craintes. — Voir discours du Baron de Gaiffier d'Hestroy, membre du conseil provincial de Namur (*Syndicat des assureurs agricoles. Exposé critique*).

l'assurance agricole. Or, il est de l'essence même du principe de la mutualité que l'assurance soit gérée par les intéressés eux-mêmes ou par leurs mandataires directs. L'élection doit donc se rencontrer à la base du système ; elle doit se retrouver encore à tous les degrés de la hiérarchie des administrateurs. Le pouvoir d'administrer doit venir d'*en bas* et non d'*en haut*.

Cela n'empêche pourtant pas le rapporteur de la Commission de la Chambre de 1895, M. Bertrand, de considérer le projet Viger comme faisant œuvre de décentralisation.

Nous estimons que c'est là une grave erreur ; c'est confondre *décentralisation* avec *déconcentration* (1).

À l'heure où se pose devant le Parlement (2) la grande question de la décentralisation, il n'est pas sans intérêt de rappeler brièvement les principes qui régissent cette matière.

M. de Tocqueville (3) distingue : — la centralisation *gouvernementale* qui consiste à remettre entre les mêmes mains la réglementation de tous les grands intérêts de l'Etat : défense nationale, relations étrangères, justice, etc. ; — et la centralisation *administrative* qui consiste à

(1) Voir cours de M. Larnaude, Doctorat ; Faculté de droit (1896-1897).

(2) Proposition de loi sur les économies budgétaires à réaliser par la *Décentralisation*, présentée par MM. de Ramel, baron de Mackau, baron Gérard, Plichon, Tailliandier, baron Reille et 24 de leurs collègues : *Documents parlementaires* (Chambre), 9 juillet 1898. — La Chambre a institué et nommé une grande commission de décentralisation d'administration communale et départementale.

(3) Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. 1^{er}, chap. VIII, Paris, 1868.

concentrer entre les mains du pouvoir central la réglementation des intérêts locaux et particuliers aux départements et aux communes. Autant la centralisation gouvernementale est nécessaire à l'unité même et à la vie normale de la société, autant la centralisation administrative est dangereuse : elle tend à affaiblir l'énergie individuelle, à énerver la nation. « Le pouvoir local, disait Benjamin Constant, ne doit jamais entraver l'autorité nationale, mais il ne doit pas en dépendre (1). » Donc, tout ce qui concerne les intérêts généraux de la nation doit appartenir à l'autorité centrale et aux agents qui la représentent sur les divers points du territoire ; tout ce qui concerne les intérêts privés doit être réservé à l'autorité locale et être réglé par elle. Le rôle du pouvoir central consistera ici à veiller à ce que cette action des autorités locales ne se trouve pas en désaccord avec les intérêts généraux et ne tende pas à établir une sorte de fédéralisme où périrait l'unité nationale.

Faire à chacun la part exacte qui lui revient, tel est le problème qui divise les deux écoles de l'*autorité* et de la *liberté*.

Les uns sont partisans d'une centralisation absolue, c'est-à-dire de « la subordination *étroite* des autorités locales à l'autorité centrale, soit *au point de vue de leur nomination*, soit au point de vue de leurs attributions ». Les autres veulent une sage décentralisation, c'est-à-

(1) Voir Exposé des motifs de la proposition de Ramel.

dire « l'indépendance plus ou moins grande des autorités locales à l'égard de l'autorité centrale » (1).

Donner plus d'autorité aux agents du pouvoir central *dans leur circonscription administrative*, c'est faire de la *déconcentration* et non de la *décentralisation*. Augmenter leurs attributions au détriment de l'initiative privée c'est, de quelque nom qu'on veuille l'appeler, faire de la *centralisation*.

Les divers projets ou propositions sur les assurances agricoles, qui donnent au ministre et aux préfets des attributions nouvelles, font tous, non de la *décentralisation*, mais bien de la *centralisation*.

Ces conseils d'administration, dont nous venons de critiquer l'origine, seront-ils au moins compétents pour exercer les fonctions qui leur sont confiées? Il serait téméraire de le prétendre.

Pourront-ils fixer le taux de la cotisation « à raison des risques courus et du capital assuré » (2)? Si l'on considère que les risques diffèrent selon les régions et selon les natures de cultures et que, par suite, on ne saurait imposer au cultivateur des contributions uniformes (3), on se demande sur quelles statistiques exactes, sur quelles données expérimentales s'appuierait un Conseil d'administration pour l'établissement de ces

(1) René Foignet, *Manuel élémentaire de Droit administratif*, Paris, 1893.

(2) Cf. Perron, *Le passé et l'avenir de la Caisse générale des assurances agricoles* (1857), et A. de Courcy, *De l'assurance par l'Etat* (1894).

(3) Art. 4. dispositif du projet Viger.

taxes (1). La fixation de la cotisation serait donc laissée à l'arbitraire ; en outre, l'assuré serait privé de toutes garanties dans le règlement des sinistres. Avec les sociétés d'assurances agricoles, telles qu'elles fonctionnent actuellement, l'évaluation des pertes se fait par une expertise contradictoire ; les intérêts de l'assureur et de l'assuré y sont également représentés et défendus. Avec le projet Viger, les propositions Jonnart et Calvet, c'est le bureau communal qui sera seul chargé de ce règlement. Offre-il, en vérité, des conditions de compétence, de bonne foi et d'impartialité suffisantes ? N'est-il pas à craindre que dans l'influence des divisions locales et des passions politiques, les indemnités ne soient, tantôt évaluées de parti-pris au-dessous du chiffre des pertes subies, tantôt systématiquement exagérées (2) ?

Un reproche à faire à grand nombre de ces projets ou propositions, c'est l'extension excessive qu'ils donnent aux risques dont ils veulent assurer la garantie.

Le risque Incendie se trouve mentionné dans nombre d'entre eux : citons les projets ou propositions Louis

(1) Magnin, Ministre des finances. *Lettre adressée le 24 février 1881 au Président du Sénat*, en réponse à une pétition de cultivateurs de Freneuse (Seine-et-Oise) qui demandaient que l'Etat prît à sa charge les assurances contre l'Incendie, la Grêle et la perte des bestiaux. (Annexe, *De l'assurance par l'Etat*, A. de Courcy).

(2) Comte de Rocquigny, *Rapport au Congrès national des Syndicats agricoles*, tenu à Lyon, du 22 au 24 août 1894, sous la présidence de M. Le Trésor de la Rocque, Président de l'Union des Syndicats des agriculteurs de France.

(3) Sur cette question, il existe une intéressante délibération de la Chambre de Commerce d'Abbeville (17 mai 1895).

Blanc, Vacher, Langlois, Chollet, Viger et Calvet. Ce risque est-il, à vrai dire, du domaine propre de l'assurance agricole ? Le projet Viger, après avoir reconnu dans l'exposé des motifs que l'assurance contre « l'incendie des bâtiments et maisons » ne s'appliquait pas à des risques immédiatement agricoles, autorisait cependant (1) les Caisses départementales « à ajouter aux assurances contre les sinistres agricoles les assurances contre l'incendie des bâtiments ruraux et des récoltes ». Une protestation générale s'éleva et la Commission de la Chambre refusa de laisser des institutions privilégiées et spécialement créées en vue de l'assurance agricole, faire concurrence à l'organisation satisfaisante de l'assurance contre l'incendie ; elle a reconnu que « l'assurance-incendie, sans être générale, était suffisamment organisée par les compagnies existantes (2) ». La question tranchée par la Commission de la Chambre reparut au Sénat à propos de la discussion de la proposition Calvet qui allait bien plus loin que le projet Viger. M. Calvet, considérant, en effet, l'assurance des bâtiments ruraux et des récoltes comme une opération courante d'assurance agricole, autorisait à titre exceptionnel l'assurance contre l'incendie des propriétaires urbains (3). Ne sem-

(1) Dispositif du projet Viger, art. 43.

(2) Rapport Bertrand, annexe au procès-verbal de la séance du 16 mai 1895. — Voir aussi : *L'assurance contre l'incendie par l'Etat*, Mémoire présenté à la Chambre des députés par le Syndicat général des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'incendie, Paris, mars 1895 (arguments contre le projet Viger et la proposition Bourgeois [du Jura].)

(3) Dispositif de la proposition Calvet, art. 27, *Sénat*, 12 juillet 1895.

ble-t-il pas que les auteurs de ces projets ou propositions, comptant médiocrement sur le succès du système qu'ils organisaient, aient voulu en assurer le fonctionnement en escomptant des ressources que pouvaient fournir l'assurance-incendie ?

Nombre de ces auteurs négligent complètement la question si importante de l'assurabilité des risques. Que penser, par exemple, des propositions Quintaa et Gendre qui parlent de garantir à l'agriculteur *l'intégralité du montant des récoltes* sans s'inquiéter du fléau qui peut les détruire ? De celle de MM. Daynaud et de Cassagnac qui aspirent à réparer les pertes causées par *les fléaux atmosphériques* ? L'expression est vague. Bien plus générale encore est la formule de Louis Blanc qui veut que l'État garantisse l'agriculteur *contre les fléaux de toute espèce*. M. Calvet ne nous paraît pas beaucoup plus raisonnable dans sa longue énumération lorsque, dans sa 3^e catégorie qualifiée *risques éventuels*, il énumère les « dommages des eaux, cyclones, insectes, cryptogames, etc. ». Voilà un *et cetera* qui est loin d'être rassurant !

Dans notre exposé théorique, nous avons établi la distinction entre l'assurance par l'État obligatoire et facultative. Certains législateurs préconisent l'assurance agricole obligatoire (Louis Blanc, Langlois, Augé); les autres, l'assurance facultative (Napoléon III, Vacher, Daynaud, Philipon); d'autres enfin parlent à la fois d'assurance obligatoire et d'assurance facultative (Chollet).

Le but avoué ou caché de toutes les combinaisons qui réclament l'assurance agricole facultative est, au fond, de la rendre obligatoire, tant par les avantages qu'elles assurent à ceux qui adopteront leur système que par la suppression qu'elles envisagent facilement de toutes les Sociétés privées d'assurance agricole. L'assurance facultative n'est qu'un « expédient provisoire, un moyen de transition imaginé, d'une part, pour préparer les populations à l'acceptation finale du monopole de l'État, lorsqu'on aura fait succomber les établissements privés d'assurances; d'autre part, pour dispenser l'État d'indemniser les établissements ainsi dépouillés. C'est l'assurance facultative sous la garantie de l'État. On s'aperçoit tout d'abord que deux mots suffisent à la condamnation de ce système : le but est mauvais, le moyen n'est pas loyal » (1). Le but est la transformation des cotisations en un impôt régulier. L'auteur du projet de 1857 ne laisse aucune illusion sur la valeur morale du moyen : « une fois l'impulsion donnée, dit-il, une fois que les masses auront pris l'habitude de s'assurer, rien ne sera plus facile que *d'obliger les récalcitrants* à la prévoyance et de transformer, en *impôt régulier*, la prime payée jusque là librement par chaque assuré » (2). Les Compagnies privées auraient à engager contre la concurrence de l'État une lutte inégale (3). Dans la proposition Philipon, notam-

(1) Alfred de Courcy, *De l'assurance par l'État* (1894).

(2) Perron (auteur du projet de Napoléon III), *Le passé et l'avenir de la Caisse générale des assurances agricoles*.

(3) Lettre d'un Agent d'assurances à un Député (novembre 1897).

ment, les agriculteurs, obligés de s'assurer, pourront s'adresser aux Sociétés privées, mais celles-ci continueront à supporter le poids de tous les frais et impôts qui chargent leurs opérations, pendant que la caisse de l'État ne serait soumise à aucun frais de poste, de timbre et d'enregistrement ; ajoutez l'exemption des patentes, les subventions allouées, le caractère officiel : tout cela donnerait à l'assurance par l'État proposée un véritable privilège, qui se transformerait bientôt en monopole. Pour soutenir leur crédit contre celui de l'État, les Sociétés privées recourraient à tous les moyens possibles et, dans ce conflit d'intérêts, l'honnêteté publique et la dignité de l'État se trouveraient également compromises (1). Tant que l'assurance facultative fonctionnerait, l'État, pour qui l'assurance serait obligatoire, recevrait la charge de tous les mauvais risques, refusés par les Sociétés privées.

L'assurance obligatoire, but poursuivi par les auteurs de projets où l'assurance est facultative et réalisé par les autres, présente pour l'État de très graves dangers. Ces législateurs réclament la suppression immédiate de toutes les Sociétés privées d'assurances agricoles, soit par voie d'expropriation, soit par voie de spoliation.

L'expropriation suppose l'indemnité (2). M. Langlois n'hésitait pas à en poser le principe. L'indemnité devait

(1) A. de Courcy, *op. cit.*

(2) Voir : Proposition Bourgeois (du Jura), 6 juillet 1894, ayant pour but de conférer à l'État le monopole des assurances contre l'incendie.

être calculée sur les bases suivantes: 1^o remboursement du capital versé et non dégagé; 2^o rachat de la clientèle. L'indemnité était payable en 3 0/0 amortissable et, afin que les contribuables n'eussent à supporter de ce chef aucune charge nouvelle, le ministre des finances était autorisé à convertir la dette publique 5 0/0 en 4 1/2 0/0 (1). M. Langlois ne paraît pas s'être douté du chiffre colossal qu'atteindraient ces indemnités. Il faudrait aussi indemniser les agents généraux des Compagnies, « ces ouvriers de l'assurance », qui ont des droits acquis et ne peuvent être révoqués sans motifs (2).

Quant aux projets et propositions qui, proclamant l'assurance agricole par l'État obligatoire, ne parlent nullement d'accorder une indemnité aux Sociétés déjà existantes, nous ne pouvons les admettre. Il y aurait, dans une semblable mesure, une véritable spoliation qui, sans compter qu'elle léserait un grand nombre d'agents en les privant de leurs situations acquises après un labeur assidu de longues années peut-être, serait encore une atteinte directe à la propriété dont le principe est une des bases essentielles de toute société civilisée.

En un mot, que les projets ou propositions que nous avons étudiés, substituent l'assurance par l'État aux Compagnies existantes en indemnisant celles-ci, qu'ils les évincent sans indemnité ou qu'ils les laissent vivre

(1) Articles 9 et 10 de la proposition Langlois.

(2) Voir: *Observations sur les projets de lois de MM. Bourgeois (du Jura) et Viger*, présentées aux Députés, par les Agents généraux d'assurances du Pas-de-Calais; Arras, mars 1895.

en plaçant là côté d'elles la concurrence de l'État, ils ne peuvent être admis : il y aurait, dans tous les cas, que l'un ou l'autre de ces trois systèmes soit employé (1), préjudice causé soit aux particuliers assureurs qui ont acquis des droits, soit à l'État lui-même qui serait obligé de pourvoir à une sérieuse indemnité et serait exposé à des frais qui rompraient l'équilibre du budget. Nos législateurs, en demandant que les contrats, passés conformément au mode d'assurance agricole qu'ils préconisent, soient affranchis du droit de timbre et d'enregistrement et que les assurés jouissent de la franchise postale avec l'assureur, priveraient l'État des ressources que lui procurent les Compagnies déjà existantes. Remarquons encore que l'assurance par l'État enlèverait au Trésor le produit des patentes des Compagnies privées et des agents de celles-ci (2).

La plupart des propositions sur l'assurance agricole par l'État imaginent, à vrai dire, un impôt nouveau, perçu par les agents du fisc, qui serait tout à fait impopulaire. Celle de M. Rivet déplairait plus encore que toutes les autres en frappant l'ensemble des citoyens, agriculteurs ou non, d'un impôt progressif absolument injuste. L'impôt de l'assurance doit être rejeté d'une façon générale. Il « blesserait le citoyen dans sa per-

(1) Thomereau, *Les assurances agricoles*. Etat actuel de la question, mars 1894.

(2) *Notice sur le monopole des assurances par l'État*. — Chambre des assureurs contre l'incendie de l'arrondissement de Lille, octobre 1894.

Il ne s'agit pas ici des Sociétés d'assurances mutuelles. Cf. art. 17. 54. Loi du 15 juillet 1880, sur les patentes.

sonne et dans sa propriété : dans sa personne, en le privant du droit de choisir le mode et le prix de la garantie, et en lui ôtant même la faculté, dont il jouit aujourd'hui, de s'abstenir de l'assurance ; dans sa propriété, en lui imposant une tutelle qui le dépouillerait de la libre disposition de son propre bien. Le principe de cet impôt serait injuste et dangereux. Il pèserait indistinctement sur l'homme soigneux et sur l'homme négligent et coupable. Il ferait subir à l'un et à l'autre la même surveillance, les mêmes mesures de précaution : il enlèverait à l'homme de bonne foi les facilités et les garanties que peuvent lui offrir sa liberté et ses conventions (1). » Ajoutons que, étant donnée l'extrême variabilité des sinistres, l'impôt-assurance ne pourrait être assis d'une manière fixe : il serait, par le fait, arbitraire. Impossible avec lui d'établir solidement le budget annuel.

La proposition très originale de MM. Daynaud et de Cassagnac, qui semble avoir le grand avantage de ne pas faire peser sur l'agriculteur des charges nouvelles, ne peut pas non plus être admise. Ces législateurs se trompent lorsqu'ils pensent que les sinistres agricoles ne s'élèvent qu'à 100 millions. Ce chiffre, nous l'avons montré, est de beaucoup au-dessous de la vérité. La conversion du 4 1/2, dont le produit serait de 100 millions, serait par conséquent insuffisante. En outre, des départements très éprouvés comme le Gers, la Gironde, la

(1) Lettre Magnin, 24 février 1881, *loc. cit.*

Dordogne, le Rhône, les Hautes-Pyrénées, sont moins imposés que des départements peu exposés aux sinistres, le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, le Calvados, l'Orne. Or ce serait précisément ceux-là qui paient moins d'impôt qui bénéficieraient des indemnités (1). Appliquer à l'assurance agricole tout le principal de l'impôt foncier est donc inadmissible, contraire au principe de justice, de la répartition des charges proportionnelle aux risques courus.

Y a-t-il lieu de généraliser par toute la France les Caisses départementales en apportant à leur organisation, comme l'a dit M. Jonnart, *le moins de changements possible*? Sont-elles très prospères (2)? Il est permis d'en douter. Sur 4.509.864 francs de pertes subies, pour le risque grêle, en 1895, par les adhérents des Caisses départementales, celles-ci n'ont remboursé que 117.573 francs. Les sinistrés n'ont reçu, cette même année, que 8 0/0 des dommages éprouvés. En 1897, les Caisses de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meuse, n'ont payé que 84.582 fr. 04 pour un préjudice de 649.534 fr. 40; en moyenne leurs adhérents ont touché 13.02 0/0 de leurs pertes (3).

(1) Jean Perriaud, *Le Crédit et les assurances agricoles*, Paris, 1893, Etude sur la proposition de M. Daynaud, Extrait de l'*Assurance moderne* du 16 mai 1893.

(2) Proposition de loi Jonnart, 28 mars 1893.

(3) *Les Caisses départementales d'assurances contre la grêle en 1897*, Extrait du journal l'*Assurance moderne* du 17 novembre 1898. — Consulter aussi le *Dictionnaire universel de la Bourse, de la Banque et des Assurances*, publié sous la direction de M. J. Bozérian, Sénateur (Etude sur l'assurance par l'État et sur les Caisses départementales, Henry Duhamel).

On pourrait discourir encore longtemps sur la critique des projets et propositions de loi faits sur l'organisation de l'assurance agricole qui tous, plus ou moins, avec des procédés différents, paralysent l'initiative individuelle. Loin de dégrever le cultivateur, ils tendent, d'une manière générale, à lui donner un supplément de charges et à restreindre sa liberté d'action. Le prestige de l'État diminuerait, si on le faisait intervenir dans des expertises coûteuses et dans des discussions irritantes. Au lieu d'ouvrir au Trésor une source de revenus, les changements proposés multiplieraient, sans profit pour personne, le nombre des fonctionnaires publics, accroîtraient les dépenses, occasionneraient des embarras administratifs et financiers et augmenteraient peut-être certains sinistres (1). L'agriculture n'y trouverait ni avantages, ni garanties et y verrait à regret un acheminement vers l'application des doctrines du socialisme d'État (2).

(1) α) Lettre Magnin, *loc. cit.* ; β) Comte de Rocquigny, *Rapport sur l'assurance par l'État ou les Syndicats agricoles* (Congrès national des Syndicats agricoles, tenu à Lyon, 24 août 1894).

(2) Les projets et propositions que nous venons d'étudier et de combattre ont soulevé de nombreuses protestations, tant dans le monde agricole que dans le monde assureur. Nous les avons consultées et nous y avons trouvé des arguments importants contre l'assurance par l'État : les mêmes griefs, dont nous avons donné les principaux dans ce chapitre, sont reproduits dans ces différentes protestations. — Société des Agriculteurs de France (*Rapports* de MM. Cucheval-Clarigny, Emile Salle, le Comte de Rocquigny, etc.) ; — Congrès des Syndicats agricoles, Lyon, août 1894 (*Rapport* de M. le comte de Rocquigny) ; — VII^e Congrès du Crédit populaire et agricole, Bordeaux, 1894 (*Discours* de M. Eugène Rostand, président) ; — Congrès du Crédit populaire et agricole, Caen (10-16 mai 1896) ; — Société des Agriculteurs de la Haute-Vienne (30 mai 1895) ; — Réunion de St-Omer (27 avril 1892) ; —

En Belgique, l'assurance obligatoire par l'Etat a fonctionné ; mais les résultats obtenus, notamment dans la province de Liège, n'ont pas été satisfaisants. En effet,

Société des Agriculteurs de la Côte-d'Or (28 décembre 1895) ; — Union des Syndicats du Sud-Est (Bordeaux, 28 février 1896) ; — Rapport de M. Duport à la *Société des Agriculteurs de France* (Séance du 2 mars 1899).

Délibérations des chambres de commerce du département du Nord contre les projets de loi Bourgeois, du Jura, et Viger, Lille (séance du 22 mars 1895) ; Cambrai ; Douai (Compte-rendu de la séance du 28 mars 1895, précédé d'une *pétition* des agents généraux de ladite ville) ; Dunkerque ; Roubaix ; Tourcoing ; Valenciennes ; — *Délibérations de la chambre de commerce de Paris* (10 juillet 1895). — *Délibérations des chambres de commerce du Pas-de-Calais*, Arras (séance du 9 avril 1895) ; Béthune (22 avril), Boulogne-sur-Mer (2 mars) ; Calais (24 mai) ; St-Omer (13 mai).

NOTA : Au total, sur 117 chambres de commerce qui existent en France, 92 ont protesté contre l'assurance directe ou indirecte par l'Etat, 25 n'ont pas délibéré à ce sujet ; à remarquer l'avis opposé au projet Viger de la *Chambre de commerce de Lyon*, présidée par M. Aynard, député.

Mémoire présenté à la Chambre des députés par le *Syndicat général* des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'Incendie : l'*Assurance contre l'Incendie par l'Etat* (mars 1895), suivi des observations présentées le 14 février 1895, à la Commission parlementaire des assurances agricoles, par MM. Charles Robert, Cloquemin et Langlois ; — *Observations sur les projets de loi Bourgeois et Viger par les agents d'assurances du Pas-de-Calais* (Arras, mars 1895) ; — *Notice sur le monopole des assurances par l'Etat*, par les Agents généraux de Lille (octobre 1894) ; — *Exposé critique par le Syndicat des assurances agricoles* (Amiens, 1895) ; — *Principales objections* en ce qui concerne le risque-grêle (projet Viger), Abbeville, 1895 ; — *Desiderata* formulés par les Agents généraux de la Somme, suivis d'une étude sur l'*Assurance par l'Etat* (extrait du *Dictionnaire universel de la Bourse, de la Banque et des assurances*) ; — *Observations sur le projet de création d'une caisse départementale d'assurances en Côte-d'Or*, 1895 ; — *Pétitions* des Agents généraux de la Somme, etc. ; — Les Assurances agricoles à la *Ligue de la petite propriété* (Cravant, novembre-mars 1897), proposition et rapport de M. Camille Sabatier, ancien député, secrétaire général de la Ligue ; — l'*Assurance base du crédit agricole* (Syndicat des assureurs agricoles, Paris, 1897) ; — *Discours* prononcés à la Chambre des Députés dans les séances des 21 et 24 février 1898 (discussion du chapitre 38 du budget de l'agriculture), MM. Méline, Mougeot, Jaurès, etc.

Documents particuliers : — *Lettres du Syndicat des agents d'assurances de l'arrondissement d'Arras*, présidé par M. Maurice Maure, aux Députés de l'arrondissement d'Arras (novembre 1897) avec *note* sur les derniers résul-

les cultivateurs de la province de Liège ont été obligés d'assurer leurs bestiaux en vertu d'un règlement provincial mis en vigueur le 1^{er} janvier 1891 ; mais, à partir du 1^{er} janvier 1893, le Gouvernement a renoncé à continuer à les assurer par suite de pertes qu'il a éprouvées. La province de Liège avait eu un déficit (1). Les causes de cet échec furent : les abus commis par les fonctionnaires, le défaut de surveillance et de contrôle, le nombre considérable de fausses déclarations faites par les cultivateurs pour payer moins de primes, les difficultés créées par les agents du Gouvernement lors du règlement des sinistres, etc. (2).

Cet exemple, tenté dans un pays voisin du nôtre et qui présente avec la France tant de points de similitude,

tats des Caisses départementales d'assurances contre la grêle ; — *Lettres* d'un agent général d'assurances à un député, à propos des caisses Viger (novembre 1897) ; — Extrait de l'*Economiste rural* du 1^{er}-15 juin 1897, et *étude* de M. Maurice Maure, Président du Syndicat des agents d'assurances de l'arrondissement d'Arras, sur l'*Assurance-Bétail* (réunion de St-Pol, avril 1897) ; — *Lettre* de M. E. de Laage de Meux, Président du Syndicat des agriculteurs du Loiret (juin 1897) à M. le Directeur du journal l'*Economiste rural*, etc., etc.

M. Maurice Maure, Agent général de la Nationale (Cie d'assurances contre l'incendie et sur la vie) à Arras, nous a personnellement procuré de très utiles renseignements qui nous ont été précieux pour notre travail ; nous lui adressons l'expression de nos sincères remerciements.

(1) Ce déficit était en 1893 de 109.530 fr. 13 pour le Budget provincial. L'excédent total des dépenses sur les recettes était de 196.714 fr. 03 ; mais l'État était intervenu et avait pris à sa charge 87.183 fr. 90. — *L'Assurance contre l'Incendie par l'État* (Syndicat général des Compagnies d'assurances), mars 1897.

(2) Lettre de Liège (7 nov. 1894) au *Syndicat général des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'Incendie*. — Voir aussi l'*Exposé critique* du Syndicat des assureurs agricoles (1895).

Note : Il est à signaler que si l'assurance agricole par l'État a complètement échoué en Belgique, les sociétés d'assurances mutuelles, en revanche, y ont pris un développement remarquable.

n'est guère fait pour nous encourager dans la voie de l'Assurance agricole par l'État (1).

(1) En *Russie*, le gouvernement avait proposé l'*Assurance par l'État* des semailles contre la mauvaise récolte. Le ministre de l'Intérieur consulta sur ce point les autorités provinciales : sur 49 provinces, 47 repoussèrent le projet dans des comités spéciaux composés de propriétaires fonciers et de membres de Zemstvo (sorte de Conseils généraux), (Projet Viger, annexe II et G. Hamon, *op. cit.*).

CHAPITRE IV

DES APPLICATIONS INDIVIDUALISTES.

SECTION I. — Les petites mutualités. —

Leur développement progressif.

Parallèlement au courant qui entraîne vers l'État certains législateurs qui ont cherché les moyens de réglementer les Assurances agricoles, un autre courant s'est établi qui attend de l'initiative individuelle la garantie des intérêts de l'agriculture : toutes les tentatives faites dans ce sens reposent sur le principe de la mutualité.

L'étude des grandes sociétés d'assurances mutuelles agricoles, pour la plupart régulièrement constituées, a déjà été faite. Il s'agit maintenant d'examiner ces petites sociétés que l'instinct de la prévoyance et de la solidarité a fait surgir sur des points nombreux du territoire, qui se sont établies et fonctionnent sans trop se préoccuper des lois qui régissent la matière.

Il est à remarquer, tout d'abord, que les petites sociétés dont nous parlons se sont formées exclusivement dans le but de garantir leurs adhérents contre les pertes qui peuvent résulter de la mortalité du bétail. Elles ne sauraient, en effet, envisager le risque-grêle : dans un cadre aussi restreint que celui de la commune ou même du

canton, vouloir faire de l'assurance grêle serait courir à un échec certain : ou bien le fléau s'abattra précisément sur la commune ou le canton, et alors l'agglomération des risques fera tomber fatalement la caisse, ou bien la région sera épargnée, et alors l'assuré paiera inutilement (1).

En dehors des sociétés d'assurances mutuelles régulièrement constituées : mutuelles à cotisations variables dans des limites déterminées, mutuelles à cotisations fixes, et mutuelles à cotisations proportionnelles aux pertes à rembourser, il existe un grand nombre d'*associations de prévoyance ou de secours mutuels* (2) ayant pour objet l'assurance contre la mortalité du bétail.

Ces sociétés dont les formes sont très variées peuvent se ramener à *quatre types principaux* :

1° Sociétés sans cotisations préalables ;

2° Sociétés à cotisation préalables ;

3° Caisses de secours alimentées par des collectes ou cotisations indéterminées ;

4° Caisses départementales de prévoyance et de secours.

(1) L. Riboud, Docteur en droit, Vice-président de l'Union du Sud-Est, *Rapport sur l'assurance-grêle* au Congrès national des Syndicats agricoles, tenu à Orléans sous la présidence de M. le Trésor de la Rocque. *Compte-rendu des séances* (mercredi 5 mai 1897).

(2) Comte de Rocquigny : *Circulaire n° 19 du Musée social*, 25 juin 1898 (*Assurance mutuelle du bétail*) ; α) Mutuelle de *Sennecey-le-Grand* (Saône-et-Loire) régulièrement constituée ; β) Société de prévoyance contre la mortalité du bétail de l'arrondissement de *Vitry-le-François* (Marne), Société de prévoyance contre la mortalité du bétail de *Chavanges* (Aube) ; γ) Société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux de *Saint-Amant-de-Boixe* (Charente).

Au *premier type* appartiennent des sociétés déjà très anciennes fondées sous l'impulsion d'un sentiment religieux de charité et de fraternité chrétienne. Telle est « *l'Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail* », établie à *Préty* (Saône-et-Loire) et dont les origines se trouvent dans les statuts de la confrérie de Saint-Isidore. Le style archaïque de l'avant-propos témoigne de l'origine très reculée de cette patriarcale institution : « Nous, laboureurs-cultivateurs de Préty, voulant imiter l'exemple que nous ont laissé nos devanciers de nous réunir en associations, qui sont appelées *confréries*, pour nous aider tous réciproquement et nous porter secours et protection lorsque les circonstances le demanderont et en même temps pour honorer l'utile et noble profession de nos pères ainsi que le grand Saint-Isidore, notre patron, nous avons résolu d'établir notre institution sur une base durable ; en conséquence, nous avons établi les règles et conditions suivantes. » La confrérie assure tous les animaux servant à la culture ; elle indemnise des $\frac{3}{4}$ du prix d'estimation fixé par une Commission qui procède à cette opération tous les trois mois ; « tout confrère, qui ne sera pas content de l'estimation que la Commission aura faite de ses bestiaux, sera rayé de l'assurance sur le champ ». En cas de sinistre, le compte de chaque confrère est établi au marc le franc et le recouvrement doit être fait dans la huitaine sous peine de radiation. Le risque subjectif est prévu : on n'admet pas, dans la confrérie, un candidat qui est soupçonné de dureté envers le bétail. Enfin, la société ne

poursuit pas seulement un but d'*assurance* mais aussi d'*assistance*. « Si un de nous, disent les statuts, se trouvait des bestiaux malades et que son travail de la culture de la terre en soit arrêté, il pourra aller demander ceux d'un confrère, sans qu'on lui puisse refuser, sauf le cas d'impossibilité. Mais il est expressément défendu à celui qui rend service de ne rien accepter de son confrère, ni argent, ni boire, ni manger. S'il accepte quelque chose, il ne devra plus être regardé comme un service de confrères qui doivent s'aimer, se soutenir et se respecter dans tous les cas où la bienséance et l'amitié doit nous conduire (1). »

On retrouve, dans les Landes, des associations analogues à la confrérie de Préty. On les appelle, suivant les localités, *Cotises* ou *Consortes*. Elles sont très nombreuses (2) et il y en a parfois jusqu'à 3 ou 4 par commune. Elles assurent contre la mortalité ou les accidents des bestiaux tantôt toutes les variétés d'animaux de ferme, tantôt seulement une catégorie. Constituée par acte sous seing privé ou par acte notarié entre gens qui se connaissent tous et s'inspirent une confiance réciproque, elles répartissent la perte d'un animal entre tous les adhérents y compris le perdant et le partage se fait au marc le franc d'après la valeur totale des animaux assurés ou

(1) Riboud, *La prévoyance contre la mortalité du bétail dans l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles*. Deuxième édition, Lyon 1898.

(2) Il y en a, dans le département des Landes, 713. *Rapport* H. Ricard, Député de la Côte-d'Or, sur le Budget général de l'exercice 1899. Ministère de l'agriculture.

plus rarement d'après leur nombre ; aucune retenue n'est opérée sur le prix d'estimation qui est fixé publiquement, chaque trimestre, devant le vétérinaire attitré sous le contrôle de tous : ce prix d'estimation est intégralement payé au sinistré. Pour éviter tout retard dans le règlement des pertes, l'usage s'établit peu à peu, dans certaines cotises ou consorces des Landes, d'exiger d'avance des adhérents le versement de 1 0/0 du capital assuré, à raison de 0, 25 0/0 par trimestre ; cette cotisation anticipée a été élevée dans certaines de ces mutuelles à 1 fr. 50 pour 100 ; de plus, on impose souvent aux adhérents un droit d'entrée de 0, 50 par tête de bétail. Ces versements ont permis de constituer un fonds de réserve modeste, mais suffisant pour faire face aux sinistres sans appels de fonds immédiats et de pourvoir aux frais. Ceux-ci sont réduits à leur plus simple expression : on cite une de ces cotises qui n'a eu à supporter, pendant tout un exercice, qu'une dépense de 1 fr. 20 pour deux litres de vin qui avaient servi à désaltérer le vétérinaire ! Pour arriver au règlement immédiat des indemnités, certaines cotises se sont associées aux caisses rurales qui fonctionnent déjà, en assez grand nombre, dans le département des Landes et auxquelles elles empruntent les avances dont elles ont besoin. Cet utile concours que l'assurance mutuelle du bétail peut trouver dans les institutions de crédit mutuel est un fait à noter.

En Vendée la *Fraternelle*, fondée en 1879, par M. Armand Lansier, juge de paix du canton de La Mothe-

Achard, a servi de type, dans le département à un très grand nombre de sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux. On en compte 73 (1). Les sociétaires ne versent qu'après sinistre ; les pertes subies sont réparties entre tous les adhérents proportionnellement à la valeur de leur étable, valeur qui est fixée par la société elle-même, au début de chaque semestre ; l'indemnité n'est jamais supérieure aux $\frac{4}{5}$ de la perte réelle subie par l'agriculteur. Il est à remarquer que ces sociétés se contentent d'une mutualité limitée ; un maximum de cotisation est fixé. La *Fraternelle*, en 1879, comptait 34 sociétaires et 82.000 francs de capital assuré ; en 1892, 217 sociétaires, 346.570 francs de capital assuré (2) ; en 1897, 263 sociétaires et 348.500 francs de capital assuré : le taux du règlement des sinistres a oscillé entre un minimum de 2 fr. 94 et un maximum de 18, 20 pour 1000 fr. de valeurs assurées, ce qui fait ressortir la cotisation moyenne à 11 fr. 90 pour 1000 francs de valeurs assurées. Afin de se procurer des ressources permettant de régler immédiatement les sinistres, plusieurs de ces sociétés de la Vendée exigent de leurs adhérents le versement d'une cotisation préalable complétée, s'il y a lieu, par des appels de fonds supplémentaires. Certaines mutuelles de la Vendée sont plus importantes que la *Fraternelle* :

(1) Henri Ricard (Côte d'Or), *Rapport sur le Budget de l'agriculture*. Exercice 1899 (Chambre, 15 déc. 1898).

(2) Villault-Duchénois, *brochure citée par le professeur départemental d'agriculture G. Fasquelle, Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail*, Avranches, 1898.

citons la *Solidarité agricole* de Chantonnay, la *Mutualité agricole* de Sainte-Hermine (1).

Pour maintenir les cotisations à un taux modéré et parer au danger d'une épizootie ravageant une contrée, M. le Comte de Rocquigny conseille de « fédérer les petites mutuelles locales en les appelant à alimenter un fonds commun destiné à être réparti entre celles qui auraient subi des pertes extraordinaires. Cette combinaison serait analogue au jeu de la réassurance dans le fonctionnement des sociétés d'assurances régulièrement constituées (2). »

On trouve dans la Sarthe une application de cette idée de réassurance. Dans certaines sociétés locales, la proportion remboursable des pertes, pour l'exercice du 1^{er} novembre 1896 au 31 octobre 1897, n'a pas atteint 1 0/0 de la valeur assurée, c'est-à-dire le montant des cotisations, et ces sociétés ont pu régler les sinistres au prorata de leurs engagements; mais, dans d'autres, la proportion à rembourser sur les pertes a dépassé le montant des cotisations encaissées : elles ont dû recourir à l'Union de réassurance constituée entre les sociétés locales d'assurances mutuelles de la Sarthe. Celle-ci a parfait la différence. « Exemple : pour une de ces sociétés, assurant un capital de 101.390 francs, la perte s'est élevée à 2,260 francs, le dédommagement à solder par la Société était donc de 1.582 francs, mais la quote-part de 1 0/0, à

(1) Villaut-Duchénois, *op. cit.*, et *Annexes* du projet Viger.

(2) Comte de Rocquigny, *loco citato*.

réclamer entre les assurés, ne s'élevant qu'à 1018 fr. 90, la réassurance a fourni la différence, soit 563 fr. 30 » (1).

Les sociétés qui se rattachent au *second type*, c'est-à-dire à cotisations préalables, présentent entre elles de profondes différences. Dans les unes, la cotisation est fixe par tête de bétail quelle qu'en soit la valeur ; dans les autres, elle est proportionnelle à la valeur estimative des animaux garantis ; dans d'autres enfin, la cotisation est de nature mixte, c'est-à-dire que, le bétail étant classé par catégories de valeur différente, tous les animaux compris dans la même catégorie payent une cotisation uniforme établie sur la valeur moyenne.

Au premier de ces trois groupes appartient notamment la *Caisse de secours mutuels contre la mortalité du bétail*, du Syndicat agricole de Remiremont, dont M. Méline est président ; au second le *Syndicat-Bétail* du Loiret ; les nombreuses sociétés communales de la Haute-Saône (2), etc. ; dans le troisième, les institutions de prévoyance du département du Doubs qui ont adopté les statuts de M. René Caron, président du syndicat des agriculteurs de ce département.

La « *Caisse de secours contre la mortalité du bétail* »

(1) Legludic, Sénateur, Discours publié dans le *Journal de l'Agriculture*, numéro du 22 octobre 1898.

(2) M. Allard, professeur départemental d'agriculture, a dressé le tableau des sociétés d'assurances mutuelles de la Haute-Saône. Au 1^{er} juillet 1898, il y avait 38 sociétés au lieu de 20 qui fonctionnaient en 1897 ; le nombre des sociétaires était passé de 984 à 1503 ; le chiffre des valeurs assurées s'est élevé de 1.044.995 à 1.629.545. — *Journal de l'Agriculture*, numéro du 27 août 1898 (Chronique agricole, Henry Sagnier).

du département de la Marne, fondée en 1886 par M. Ponsard, appartient au *troisième type*. Les cultivateurs qui veulent y adhérer s'inscrivent chaque année sur une liste de souscription, divisée en deux catégories distinctes, pour les chevaux, d'une part, et pour le gros bétail, d'autre part. Le chiffre de la cotisation est facultatif, mais ne peut s'abaisser au-dessous du minimum de 1 franc pour chaque catégorie. La répartition des fonds de la Caisse se fait, à la fin de chaque exercice, proportionnellement au montant de la souscription versée par le sociétaire sinistré et au nombre d'animaux qu'il possède dans la commune (1).

Au *quatrième type* appartiennent les *Caisses départementales*, fondées dans quelques départements par l'autorité administrative (Préfet ou Conseil général). Telles sont : celle de la Meuse, créée le 1^{er} octobre 1895 par arrêté préfectoral en exécution d'une décision du Conseil général ; celle de l'Aube, qui fonctionne, depuis 1882, sous le patronage du Conseil général et avec l'intermédiaire de bureaux communaux. Nous avons déjà parlé de ces sortes d'institutions.

Les circulaires ministérielles des 15 avril et 15 juin 1898 invitaient les préfets à stimuler les initiatives individuelles, à les seconder par tous les moyens en leur pouvoir, dans le but de créer de nouvelles sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

(1) Cf. la *Caisse de recours contre la mortalité du bétail*, fondée en 1895 par le Syndicat agricole du canton de Delle (Haut-Rhin).

Les idées de mutualité et de prévoyance font actuellement de grands progrès dans nos campagnes. L'année 1898 a particulièrement été heureuse quant à ses résultats. Si nous consultons le tableau statistique des subventions accordées à toutes les sociétés en voie de formation, conformément à la disposition introduite dans le Budget de 1898, nous trouvons 91 sociétés nouvelles, savoir : 86 contre la mortalité du bétail et 5 contre la grêle, qui ont bénéficié de cette mesure (1). Les départements qui comptent le plus grand nombre de sociétés nouvelles subventionnées sont la Sarthe, la Haute-Saône, les Vosges.

D'une manière générale, d'après le relevé statistique des Sociétés d'assurances mutuelles agricoles existantes, il y a en France :

1° *contre la mortalité du bétail* : — 1.467 sociétés ayant 109.046 membres, assurant pour un capital de 69.840.227 fr. Ces sociétés ont alloué 1.395.361 fr. 85 d'indemnités.

2° *contre la grêle* : — 37 sociétés ; 70.304 membres adhérents ; 185.577.971 francs de capital assuré ; 1.796.580 fr. 10 furent distribués en indemnités (2).

Les départements où les sociétés d'assurances mutuelles sont les plus nombreuses sont : contre la mortalité du bétail : la Charente (37) ; l'Eure-et-Loir (125) ; les

(1) Henri Ricard (Côte-d'Or), *Rapport sur le Budget général de l'exercice 1899. Ministère de l'agriculture*. Chambre des députés. Annexe de la séance du 15 décembre 1898.

(2) Rapport Ricard, *loc. cit.*

Landes (713) ; le Loir-et-Cher (32) ; le Loiret (90) ; les Basses-Pyrénées (49) ; la Haute-Saône et la Sarthe (43) ; enfin la Vendée (73) ; — contre la grêle, le nombre est encore très restreint : le département qui en compte le plus est la Seine-et-Marne (7).

SECTION II. — Les Syndicats agricoles et l'Assurance.

La loi libérale du 21 mars 1884, relative à la création des Syndicats professionnels (1), a fourni l'occasion d'applications nouvelles du principe de l'individualisme en matière d'assurances agricoles et la question s'est posée de savoir quel pouvait être le rôle des Syndicats professionnels agricoles.

La Société des agriculteurs de France s'est préoccupée de leur intervention. En ce qui concerne les assurances contre la grêle (2), elle estime que les Syndicats agricoles, plutôt que de chercher à créer eux-mêmes des Compagnies d'assurances, doivent se tenir au rôle d'intermédiaires et désigner à leurs membres, parmi les Compagnies existantes, celles qui leur paraîtront honorablement dirigées et dont le passé répond de l'avenir (3).

(1) M. Jay, *Cours de législation et d'Économie industrielles* (Faculté de Paris, Doctorat, année 1896-1897). Les syndicats professionnels. — Consulter aussi : *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels du 21 mars 1884*. A. Ledru et P. Worms, Paris, 1885.

(2) Emile Salle, *Rapport sur l'assurance-grêle*, Paris, 1894.

(3) Alfred Rieu, *Étude sur les assurances agricoles* (Syndicat agricole Vauclusien), Avignon, 1898.

Mais, pour l'assurance contre la mortalité des bestiaux, la Société « pense que les Syndicats agricoles peuvent, sans danger, fonder et couvrir de leur patronage des institutions de prévoyance destinées à garantir, au moyen de la mutualité, les pertes résultant de la mortalité des animaux » (1).

On s'accorde à admettre le droit pour les syndicats agricoles d'intervenir, mais une question plus délicate se présente : le syndicat agricole doit-il, pour organiser la prévoyance contre la mortalité du bétail, créer à côté de lui une institution distincte ou peut-il y pourvoir lui-même en ouvrant et administrant un compte spécial de prévoyance au profit de ceux de ses membres qui veulent y participer ?

Les syndicats agricoles peuvent créer des sociétés d'assurances. — En fait, il en est qui organisent eux-mêmes directement un système complet de prévoyance contre la mortalité du bétail.

Un comité de jurisconsultes et d'agronomes fut chargé, en 1896, par le Bureau de l'*Union du Sud-Est des syndicats agricoles*, d'organiser la prévoyance contre la mortalité des bestiaux et d'élaborer un modèle de règlement (2).

(1) Comte de Rocquigny, *Rapport sur l'intervention des syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail*, Paris, 1894.

(2) Léon Riboud, *La prévoyance contre la mortalité du bétail dans l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles. Le règlement et son commentaire*, 2^e éd., Lyon, 1898. — Les conclusions du rapport de M. Riboud furent adoptées à l'Assemblée générale de l'*Union du Sud-Est* (1896), à l'Assemblée générale de l'*Union centrale du syndicat des agriculteurs de France*

Dans l'*Union du Sud-Est*, présidée par M. Emile Dupont et dont le vice-président est M. Riboud, tout syndicat peut organiser lui-même directement, entre ses membres, un service spécial d'assurance du bétail en centralisant à part, dans un compte de prévoyance, les fonds versés, pour ce but déterminé, dans les différents groupes locaux. Il n'y a pas une société distincte du syndicat, une personnalité morale autre que celle du syndicat; le président représente les participants au compte de prévoyance qui est administré par 3 membres désignés par le bureau du syndicat parmi les participants: ils forment la commission de prévoyance; celle-ci fait nommer par les participants 3 commissaires-experts chargés de la visite des étables et de l'estimation des animaux. Moyennant une contribution annuelle de 0,50 0/0 au minimum et de 2 0/0 au maximum de la valeur de son bétail, un cultivateur peut rentrer dans les 4/5 de ses pertes.

L'organisation de cette institution est complétée par un système de réassurance: en cas d'insuffisance des ressources pour faire face aux indemnités, le syndicat peut recourir à la *Coopérative agricole du Sud-Est* dans la caisse de laquelle il verse chaque semestre une partie de la contribution payée par chaque participant; il peut même, si cela est nécessaire, pour faire face aux 4/5 des pertes, demander des avances à cette société. Dans ces

(1897) et au 8^e Congrès des syndicats agricoles, à Orléans (mai 1897). — V. aussi le *Bulletin de la Société des agriculteurs de France*, numéro du 15 janvier 1899.

conditions, le paiement des sinistres est garanti sans que le syndicat soit tenu au delà de ce qu'il a reçu (1).

L'*Union du Sud-Est*, en organisant accessoirement entre ses membres un système de prévoyance contre la mortalité du bétail et en ouvrant, à cet effet, un compte spécial aux participants, a semblé répondre aux vœux de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 : « les Syndicats professionnels, y est-il dit, ont exclusivement pour objet l'*étude* et la *défense* des intérêts économiques, industriels, commerciaux et *agricoles* ». Or, il est évident que, dans la pensée de ses auteurs, les syndicats agricoles doivent travailler à accroître la prospérité de l'agriculture et rendre aux cultivateurs tous les services que comporte le progrès de la solidarité et de la mutualité.

Mais une question plus complexe se pose. — Un syndicat agricole peut-il se créer en vue d'organiser spécialement et uniquement entre ses membres l'assurance contre la mortalité du bétail ? En d'autres termes, ce que l'Union du Sud-Est a fait à titre *accessoire*, un syndicat agricole peut-il le faire à titre *principal* ? — L'affirmative semble bien résulter des termes généraux dans lesquels est conçu l'article 3 de la loi de 1884 et, du reste, cette interprétation tend à se répandre de plus en plus. On considère, non sans raison, la sécurité des possesseurs de bétail comme un intérêt agricole de premier ordre et il ne semble nullement douteux que le

(1) L'exemple donné par l'*Union du Sud-Est* a été suivi. — (Voir notamment *Syndicat des agriculteurs des Basses-Pyrénées*).

syndicat agricole, qui a la mission de l'étudier, n'ait aussi le droit d'en organiser directement la protection. C'est dans cette pensée que des institutions de prévoyance mutuelle contre la mortalité du bétail se sont constituées, notamment dans la Vendée, les Vosges, les Deux-Sèvres, le Loiret, la Meurthe-et-Moselle, etc., sans se couvrir de la fiction de Sociétés de secours mutuels (1), et prenant ouvertement le nom de Syndicats.

M. le comte de Rocquigny, dont les études très approfondies font autorité en cette matière, a cru devoir consulter sur cette question deux jurisconsultes éminents, M. Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, et M. Waldeck-Rousseau, Sénateur, et qui était Ministre de l'intérieur au moment où fut votée la loi de 1884 (2).

M. Lyon-Caen estime que les membres des syndicats agricoles ne peuvent former entre eux une association d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail sans se soumettre au décret du 22 janvier 1868. Ici les travaux préparatoires de la loi de 1884, ni les termes mêmes dans lesquels elle est conçue, ne leur donnent cette faculté. Le législateur, en les autorisant à constituer entre leurs membres, sans autorisation, des caisses spéciales de

(1) Cf. art. 6 de la loi du 26 mars 1884 ; la loi du 15 juillet 1859 complétée par le décret-loi du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} avril 1898 (Sociétés de secours mutuels libres, reconnues et approuvées).

(2) Comte de Rocquigny, *L'assurance mutuelle du bétail* (Circulaire 19, série B du *Musée social*). — V. le journal *La République française* (lundi 22 août 1898), Henry Sagnier.

secours mutuels et de retraites, leur confère, à cet égard, un droit exceptionnel qui, en l'absence de termes précis, ne saurait être étendu. M. Lyon-Caen raisonne suivant l'adage : *qui de altero ait de altero negat*. Du reste, ajoute-t-il, le soin qu'a pris le législateur de réglementer spécialement les associations d'assurances mutuelles montre qu'il a redouté, en cette matière, les dangers d'une liberté excessive. Le syndicat peut donc seulement en rapprochant les syndiqués faciliter la formation entre eux d'une association mutuelle d'assurance contre la mortalité du bétail.

Tout autre est l'opinion de M. Waldeck Rousseau. « Je n'hésite pas à penser, dit-il, que les syndicats agricoles peuvent faire entrer l'assurance mutuelle des bestiaux parmi les objets de leur constitution et que, de même, un syndicat d'agriculteurs peut se former dans le but spécial d'établir entre ses membres ce même mode d'assurance. » M. Waldeck Rousseau pense que ce n'est pas sur l'article 6 § 4 de la loi de 1884 qu'il faut s'appuyer, mais sur l'article 3. C'est dans cet article qu'il faut chercher quels sont, d'une façon générale, les actes permis aux syndicats dont la capacité est déterminée, non par une énumération limitative mais par leur caractère et leur nature. Il est incontestable qu'atténuer les risques de la mortalité du bétail soit un intérêt commun à tous les membres du syndicat et rentre certainement dans l'ordre des faits qui leur sont assignés par la loi. Or, l'article 3 ne parle pas seulement d'*étude*, mais de *défense* des

intérêts agricoles. Quel moyen plus efficace de défense que la constitution de sociétés d'assurance contre la mortalité du bétail ? La loi de 1884, qui s'applique exclusivement aux syndicats *professionnels*, c'est-à-dire aux associations formées entre personnes, exerçant la même profession (1), est une loi spéciale. Elle permet de former, aux conditions qu'elle précise, des associations en vue d'objets déterminés, et l'assurance agricole rentre dans ces objets.

M. Méline, président du Conseil et Ministre de l'agriculture, dans sa *circulaire* aux préfets, en date du 15 avril 1898 (2), admet bien que les syndicats agricoles peuvent organiser l'assurance-bétail entre leurs adhérents en simplifiant quelques formalités du début ; mais il ajoute qu'ils doivent « observer pour le fonctionnement de ces institutions les *dispositions organiques* édictées par le décret du 22 janvier 1868 sur les assurances mutuelles ». Certains syndicats organisés en vue de l'assurance agricole furent immédiatement inquiétés par l'enregistrement qui les somma, sous peine d'amende, de se mettre en règle envers le Trésor. Ils objectèrent

(1) M. Jay, dans son *Cours de Législation et d'économie industrielles* (1896-97) a examiné la question : Les propriétaires agricoles exercent-ils une profession ? Point de difficulté pour le propriétaire qui cultive lui-même ses terres ou qui exploite ses biens par le métayage. Quant à celui qui exploite son bien par le fermage la question est controversée ; mais, à vrai dire, il y a la profession connexe : ce propriétaire est aussi un producteur agricole. La question se résout donc affirmativement, d'autant que la loi de 1884 doit être interprétée dans un sens libéral (Cirulaire Waldeck-Rousseau).

(2) *Journal officiel* du 16 avril 1898.

qu'ils n'avaient rien de commun avec les grandes sociétés d'assurances : pas de capital social, pas de distribution de dividende, pas de fonds à partager en cas de dissolution ; les soumettre aux obligations imposées par le décret de 1868, c'était décréter leur ruine immédiate (1).

Peut-être y a-t-il dans ces plaintes une exagération et une erreur d'interprétation.

Les adhérents peuvent, dans une certaine mesure, réduire les frais de premier établissement ; mais le législateur, de son côté, doit favoriser de tout son pouvoir, en leur évitant des charges fiscales, le développement de ces institutions qui poursuivent, non la réalisation d'un gain, mais un simple but de prévoyance et de solidarité.

La circulaire de M. Méline est conçue dans un esprit libéral. Elle tend évidemment à développer aussi largement que possible l'initiative individuelle ; elle laisse toute liberté d'action aux Sociétés d'assurance mutuelle agricole, qui voudraient se fonder, pour leur organisation (2). « L'administration supérieure ne saurait tracer pour la constitution des Sociétés d'assurances mutuelles un cadre et un programme uniformes qui ne pourrait qu'entraver l'initiative privée, quand il ne lui imprimerait pas une fausse direction. C'est donc à ceux qui, par leur situation et leur compétence, sont le mieux pla-

(1) Cf. H. Boiret, *L'assurance contre la mortalité du bétail*, Annecy, 1898.

(2) Charles Georgeot, *L'assurance mutuelle agricole*, Article paru dans la *Réforme économique* du 22 mai 1898.

cés pour connaître les ressources et les besoins de chaque région à montrer aux agriculteurs la voie dans laquelle ils doivent s'engager pour n'éprouver aucun mécompte » (1). Au premier rang, les *Syndicats agricoles* rendront certainement de grands services pour donner l'impulsion à cette initiative.

M. Méline demande bien aux associations d'assurance agricole d'observer pour leur fonctionnement les dispositions *organiques* édictées par le décret du 22 janvier 1868. Mais le Ministre précise sa pensée et les associations dont il parle sont celles qui, « s'inspirant uniquement des idées de prévoyance et de solidarité, s'interdisent toute pensée de lucre et n'affectent en aucune manière le caractère d'entreprise commerciale ». M. Méline ne semble pas exiger l'exécution stricte de toutes les prescriptions minutieuses imposées aux Sociétés d'assurances mutuelles par le titre II du décret de 1868; il demande seulement que ces sociétés aient un caractère purement mutuel, excluant toute idée de spéculation, d'entreprises commerciales (2).

Le Président du Conseil ne se borne pas à écarter les entraves qui font obstacle à l'initiative individuelle; il va plus loin et lui ménage les *encouragements* de l'État.

Dans ce but, le Gouvernement introduisit au budget de 1898 une disposition permettant d'accorder des *subventions* en vue d'aider au développement des Sociétés

(1) *Circulaire ministérielle* du 15 avril 1898 (*Journal officiel* du 16 avril).

(2) Cf. Charles Georgeot, *loc. cit.*

d'assurances mutuelles agricoles et le Parlement vota, à cet effet, un crédit spécial de 500.000 francs. Le crédit de cette année est le même que celui de l'exercice précédent (1).

Conformément à la circulaire de M. Méline, l'action de l'administration s'exerce en vue de stimuler l'initiative privée et de pousser à la création de Sociétés d'assurances mutuelles. D'après les instructions données, les subventions doivent être allouées comme première mise de fonds à toutes les sociétés mutuelles en voie de formation et des allocations peuvent être également accordées aux sociétés déjà créées, pour lesquelles l'assistance de l'État serait jugée nécessaire. Pour les premières, le chiffre des subventions peut varier, suivant les cas, entre 500 et 1000 francs destinés aux frais de premier établissement : pour les secondes, la subvention doit suppléer, dans une certaine mesure, à l'insuffisance de leurs ressources et leur permettre de relever le taux des indemnités qui, pour beaucoup d'entre elles, est encore très faible. La répartition est faite, non uniformément et mathématiquement, mais suivant les circonstances (2), et il est à souhaiter que la distribution de ces subven-

(1) Henri Ricard (Côte d'Or). *Rapport* déjà cité, ch. 41. — Article 2.

Le chapitre 41 comprend :

Art. 1 : Secours pour calamités agricoles	2.000.000 fr.
Art. 2 : Subvention aux sociétés d'assurances mutuelles, agricoles	500.000 »
Total.	2.500.000 »

(2) *Circulaire ministérielle*, 15 avril 1898.

tions s'opère dans un grand esprit de justice et d'impartialité.

L'État n'en reste pas moins chargé de son devoir général d'*assistance* au malheur. Les deux millions inscrits dans la Loi des finances (1), sous la rubrique de *Secours pour calamités agricoles*, lui fournissent des ressources à cet effet (2).

Ce chiffre est assurément bien minime et ce n'est pas de ce côté que doivent porter les efforts de ceux qui, avec raison, réclament des économies dans les dépenses publiques. En effet, ainsi que l'a démontré M. Le Trésor de la Rocque, Président de l'Union des syndicats des agriculteurs de France, « le cultivateur verse à l'État 31 0/0 de son revenu, tandis que le propriétaire urbain ne verse que 23 1/2 0/0 ; le commerçant et l'industriel 20 0/0 ; le rentier 11 1/2 0/0 » (3). Or, le montant des secours que reçoit l'agriculteur exposé à tant de sinistres, après avoir oscillé entre 2 et 6 0/0 du montant de la perte, a été invariablement fixé, depuis 1880, à 5 0/0 pour les dommages matériels (4). On ne peut se défendre de penser que, pour tant de sacrifices imposés à l'agriculture, pour tant de pertes qui menacent ses espérances et ruinent parfois des familles entières, c'est là une bien faible aumône (5).

1) Ch. 41, art. 1 (Budget de l'agriculture, 1899).

2) *L'Assureur français*, numéro du 25 mars 1898.

(3) Henri Guénin, *Le Crédit agricole par l'assurance*, Paris, 1891.

(4) Rapport H. Ricard.

5) Discours Méline, Chambre des députés. Séance du 25 février 1898, *Débats parlementaires*.

Il convient d'ajouter pourtant que, en dehors du crédit normal du chapitre 41, des crédits *supplémentaires* sont parfois ouverts pour venir en aide aux populations agricoles éprouvées par des sinistres exceptionnels. C'est ainsi que, par la loi du 15 juillet 1897, un crédit de 5 millions a été voté et réparti entre les victimes intéressantes, tant agriculteurs qu'ouvriers agricoles, réduits au chômage par les sinistres (1).

(1) Il est intéressant de lire dans les *Débats parlementaires* les séances de la Chambre des Députés des lundi 21 février et vendredi 25 février 1898, lors de la discussion du Budget de l'agriculture pour l'exercice 1898 (rapporteur M. Henri Lavertujon). Le chapitre 38 (Subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles, etc.) a donné lieu à une longue discussion. Parmi les *discours prononcés*, citons : dans la séance du 21 février, celui de M. Léon Mougeot, et celui de M. Méline, Président du Conseil, Ministre de l'agriculture ; dans la séance du 25, ceux de MM. Méline, Léon Mougeot, Emile Rey, Viger, Charles Dutreix, Jaurès, etc. — Vote d'un chapitre unique (amendement de M. Antoine Perrier) ainsi libellé : « Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux et subventions aux Sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail. » La *circulaire ministérielle* du 15 avril est en quelque sorte le corollaire de cette discussion où M. Méline avait très nettement exposé sa pensée au sujet de la répartition des fonds alloués aux intéressés.

En dehors du crédit normal voté aux agriculteurs sinistrés, de nombreux membres du Parlement réclament souvent des *crédits supplémentaires* à l'occasion de désastres survenus dans les départements qu'ils représentent. Dans la précédente législature, citons les différentes propositions de MM. Euzière, Odilon-Barrot, Doumergue (1894), Victor Leydet, Decker-David, Salis (1895) ; Emile Rey, Milochau ; Gellibert des Seguins, Georges Leygues, de Folleville, Jules Jaluzot, Bovier-Lapierre, Pams, etc. etc. ; et, tout dernièrement encore, les propositions de MM. Pochon (2 février 1899) ; A. Perrier (7 février) ; Christophe (Isère) (9 février 1899), pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations.

Voir la discussion du *Budget de l'agriculture* à la Chambre, Séance du 25 février 1899. — Discussion et adoption du chapitre 41. Discours de M. Antoine Perrier (qui a parfaitement résumé le débat de 1898.) — M. Rey. — Réponses de M. Viger, Ministre de l'agriculture. — *Journal Officiel* du 26 février 1899. — Cf. Rapport de M. Duport à la *Société des agriculteurs de France*. Séance du 2 mars 1899.

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous nous sommes attaché à montrer toute l'importance que présente en France la question des Assurances agricoles et à indiquer l'état dans lequel elle se trouve actuellement. Tout le monde est d'accord à reconnaître qu'il y a là un intérêt de premier ordre. Le bon fonctionnement de l'assurance importe à la prospérité de l'agriculture comme celle-ci importe à son tour à la prospérité de la richesse nationale. Quels que soient les efforts déjà tentés et les résultats obtenus, tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture, partis des principes les plus opposés, qu'ils parlent au nom de l'Autorité ou au nom de la Liberté, se rencontrent sur ce terrain : il reste encore, tant pour le législateur que pour l'initiative individuelle, quelque chose à faire pour activer le développement de cette utile institution.

L'analyse à laquelle nous nous sommes livré des divers projets et propositions de loi présentés au Parlement, et dont aucun n'a abouti, a montré que leurs auteurs envisagent tous, d'une façon plus ou moins directe et plus ou moins immédiate, l'Assurance par l'État. Après les avoir soumis à une critique scientifique et doctrinale, nous avons fait ressortir les dangers que présente une pareille conception.

Des esprits judicieux se sont rencontrés qui, en dehors du Parlement, se sont appliqués à la recherche d'une solution définitive. — C'est ainsi que M. Camille Sabatier, ancien député, a présenté à la *Ligue de la petite propriété* (1) une proposition qui, soumise à une commission spéciale (2), a fait l'objet d'un nouveau dispositif tendant à établir des *Sociétés mutuelles agréées* par décret, ayant pour but l'assurance contre les risques agricoles, recevant de l'État une subvention égale à 15 0/0 des cotisations qu'elles encaisseront, tant que celles-ci ne seront pas inférieures à un minimum fixé, et formant un Syndicat de réassurance géré par l'État. — M. Raymond Duguay imagine de diviser la France en zones agricoles déterminées par le climat, la nature du sol et de ses produits et les modes de culture ; chaque zone comprendrait, pour la grêle, une importante circonscription régionale ; pour les accidents et la mortalité des bestiaux, un groupe de communes et, pour ce dernier risque, la circonscription territoriale serait établie d'après le chiffre des têtes de bétail. On pourrait se borner à fonder, dès le début, 40 *caisses d'assurances mutuelles régionales* qui, au besoin, pourraient se doubler, si on le jugeait utile, à mesure que se développerait l'institution. Ces caisses serviraient de caisses de

(1) *Les assurances agricoles à la Ligue de la petite propriété* (novembre-mars 1897).

(2) Cette commission était composée de MM. Delbet et Emile Rey, députés ; Sabatier, ancien député ; Janin et Peyres, assureurs ; et Tarbourieh, Professeur au Collège libre des sciences sociales.

réassurance contre les épizooties pour les mutuelles de la région. L'auteur de ce système ne reculerait pas devant une division basée sur une reconstitution des anciennes provinces (1). — Pour le bétail en particulier, on a proposé différents systèmes. On a pensé à une organisation locale par les soins des *Syndicats agricoles*, dont l'intervention se substituerait à celle des autorités officielles et on s'est proposé de relier ces caisses à une Caisse nationale conforme à celle projetée par M. Viger. Il y aurait dans cette organisation quelque chose d'analogue à ce qui fonctionne en Bavière, où l'assurance-bétail est faite par des Caisses communales payant la moitié des sinistres, affiliées à une Caisse nationale payant l'autre moitié. La crainte de réserver à l'État le droit plus ou moins étendu d'intervenir dans le fonctionnement de l'assurance a donné naissance à une autre conception qui écarte toute idée d'une Caisse nationale. Dans ce nouveau système, les Caisses communales fondées grâce à l'initiative des Syndicats se relieraient à une Caisse mutuelle centrale qui pourrait être l'œuvre de l'Union des Syndicats ou même résulter d'une entente entre les mutuelles locales. Aucune loi nouvelle ne serait nécessaire (2).

(1) Raymond Duguay, *La question des Assurances agricoles au point de vue économique, technique pratique*, Paris, 1895.

(2) Ce dernier système a été présenté et développé dans une étude très intéressante de M. Maurice Maure, Président du Syndicat des agents d'assurances de l'arrondissement d'Arras, parue dans l'*Economiste rural*, journal des assurances agricoles, 1^{er}-15 juin 1897 (Assurance-bétail. Note pour la Commission des Sociétés d'agriculture d'Arras).

Tout dernièrement encore, dans sa séance du 2 mars 1899, la *Société des agriculteurs de France*, restant fidèle à la ligne de conduite qu'elle a toujours suivie en contribuant à favoriser l'application de la loi de 1884, adoptait, sur la proposition de M. Duport, un vœu tendant à ce que : « nulle entrave ne soit apportée désormais à l'utilisation de la loi de 1884 sur les Syndicats agricoles, notamment pour la création si pratique et si utile de petits comptes de prévoyance mutuelle, destinés à indemniser les cultivateurs de la perte de leurs bestiaux ; que des instructions conformes à la déclaration ministérielle soient adressées d'urgence, dans les départements, aux diverses administrations compétentes » (1).

La déclaration ministérielle dont il s'agit dans ce vœu est celle qui a été faite à la Chambre, le 25 février 1899, par M. Viger, Ministre de l'agriculture, en réponse à M. A. Perrier, député de la Savoie, qui se plaignait de ce qu'une caisse de son département eût été frappée d'une amende de 1300 francs pour ne pas avoir acquitté de droits d'enregistrement. M. Viger affirmait que la Société en question avait eu le tort de se constituer sous l'inspiration de la loi de 1867 et du décret de 1868 sur les Sociétés ; car, si elle avait été établie conformément à la loi du 21 mars 1884, elle n'aurait eu aucun droit à payer (2). Cette importante déclaration traduit l'esprit

(1) Rapport de M. Duport, à la Société des agriculteurs de France, séance du 2 mars 1899.

(2) Discours de MM. A. Perrier et Viger. Chambre. Séance du 25 février 1899. *Journal officiel*, numéro du 26 février 1899.

qui anime actuellement le Gouvernement de la République ; elle montre que, malgré la propagande faite par voie de circulaires aux préfets, d'adresses aux professeurs spéciaux d'agriculture, aux présidents d'associations agricoles, etc., aucune solution n'est encore donnée au problème complexe des assurances agricoles.

Quelle *conclusion définitive* à la question des assurances agricoles convient-il de dégager de cette étude ?

Nous repoussons tout système tendant, par une voie plus ou moins détournée, à l'organisation de l'assurance agricole réparatrice par l'État. « L'État est trop impersonnel pour entreprendre des opérations de cette nature », disait M. Viger lui-même (1). Nous ne voulons ni de l'État-Providence, qui est une des formes et non des moins dangereuses du Socialisme autoritaire, ni de l'État-spéculateur, qui, grâce aux moyens dont il dispose, ferait aux Compagnies privées une concurrence déloyale : dans l'un et l'autre cas, les résultats seraient funeste pour l'agriculture. Si l'on a pu, avec quelque raison, reprocher aux Compagnies privées d'être processives, on pourrait le dire bien plus sûrement encore de l'État : on sait, en effet, avec quelle âpreté le fisc poursuit le recouvrement des impôts qui se trouveraient encore singulièrement augmentés par l'adoption de projets tendant à l'État-assureur. Charger l'État des Assurances agricoles serait, à coup sûr, soit par l'augmen-

(1) *Exposé des motifs*. Projet de loi Viger.

tation du nombre de ses agents, soit par l'extension de certaines attributions de ceux qui existent déjà, accroître le mal du fonctionnarisme dont l'organisation trop ancienne et le développement excessif sont si préjudiciables aux intérêts du Trésor et à la liberté des citoyens.

Ce n'est pas à dire que nous refusions à l'État tout droit d'intervention, comme le veulent les partisans de l'Individualisme absolu. Mais cette intervention, si elle doit, pour être efficace, demeurer active, doit aussi être renfermée dans de justes limites et ne pas empiéter sur le domaine où peut s'exercer utilement l'initiative individuelle. « Si l'action de l'État, dit un socialiste de la chaire, M. Schönberg, peut être insuffisante, il se peut aussi qu'elle soit excessive. Une intervention excessive est peut-être plus nuisible qu'une intervention insuffisante (1). » Nous irions même jusqu'à dire, qu'en matière d'assurance agricole, et dans l'état actuel des choses, l'intervention excessive de l'État serait certainement plus nuisible que son intervention insuffisante. Bon nombre de Sociétés, et spécialement de petites mutuelles, fonctionnent, à l'heure qu'il est, en dehors de toute ingérence directrice de l'État et la main mise par l'État sur les assurances agricoles détruirait ce qui existe et loin d'aider au progrès de l'assurance, paralyserait tous les efforts.

Que l'État intervienne donc, non pour faire fonction-

(1) Schönberg, *Handbüch*, t. I ; — cf. M. Paul Cauwès, Professeur à la Faculté de droit de Paris, *Cours d'Economie politique*, t. 1^{er}, 3^e édition, Paris, 1893.

ner lui-même le mécanisme de l'assurance agricole, mais pour prévenir, dans la mesure du possible, les fléaux qui menacent le cultivateur et pour favoriser l'initiative individuelle ou collective ; son rôle sera encore assez grand. Il peut, dans le domaine de l'assurance préventive, exercer une action bienfaisante et protectrice. Quant à l'assurance réparatrice, qu'il peut restreindre par l'assurance préventive, il serait dangereux pour lui et funeste à la liberté de le voir engager directement dans cette voie : mais, grâce à son autorité, qui s'exerce sur tous les points du territoire, il peut donner partout à l'initiative privée des agriculteurs une énergique et féconde impulsion. Pour nous, aucun progrès ne saurait être sérieux et durable sans la liberté ou contre la liberté. C'est dire que nous sommes, en l'espèce, partisan, dans l'ensemble, du *statu quo*, mais à la condition que les Pouvoirs publics, par des mesures législatives et administratives nouvelles et spéciales, entrent plus franchement dans la voie discrètement ouverte par M. Méline. Que l'État conserve et exerce, dans un esprit libéral, le droit de contrôle qui rentre dans ses attributions générales de police, mais qu'il le réduise au minimum nécessaire pour garantir la publicité efficace des actes, statuts, polices, comptes-rendus, etc., dont la connaissance importe aux intéressés. Qu'il augmente, d'une part, dans une mesure raisonnable, en tenant compte des ressources financières, les subventions aux Sociétés d'assurances mutuelles agricoles et stimule

ainsi l'initiative individuelle. Qu'il étende aussi, d'autre part, le chiffre des secours pour calamités agricoles, alloués tant aux sociétés qu'aux particuliers éprouvés par les sinistres. Dans le premier cas, l'État fait œuvre de *prévention*, dans le second, il remplit un devoir d'*assistance* (1). L'État peut encore exercer une utile influence en diminuant les charges fiscales qui pèsent sur les sociétés privées d'assurances mutuelles agricoles, étrangères à toute idée de spéculation ; l'idéal serait d'arriver à supprimer tout impôt sur la prévoyance (2).

L'avenir, à notre sens, est dans le développement de la Mutualité par l'association libre et nous pensons que le syndicat agricole peut, en matière d'assurance, exercer une action bienfaisante : « Le Syndicat agricole, tel que l'a conçu et tel que le pratique le génie français, constitue la forme la plus complète, la plus scientifique de l'association libre » (3).

Le Syndicat agricole peut agir de diverses manières.

(1) Il y a là un système de *prévention* et en même temps d'*assistance* qu'il faut étendre autant que possible pour que l'on ne recoure pas constamment à l'État en cas de sinistre. — Cf. *Rapport* H. Ricard (Budget de l'agriculture pour l'exercice 1899) et la *discussion* du chapitre 41 à la Chambre des députés, dans la séance du 25 février 1899. MM. Daudé, Antoine Perrier (Savoie) ; Viger, ministre de l'agriculture ; Emile Rey (*Journal officiel* du 26 février 1899).

(2) Alfred Thomereau, *Les assurances agricoles, état actuel de la question* (mars 1894).

(3) Kergall, président du Syndicat économique de France, *Du rôle social des syndicats agricoles*. Rapport présenté au 3^e congrès national des syndicats agricoles. — Voir le *Rapport* de M. de Rocquigny au III^e congrès national des syndicats agricoles de France, tenu à Orléans les 5, 6 et 7 mai 1897. *Le mouvement syndical dans l'agriculture*, Paris, 1897.

Nous ne pensons pas qu'un syndicat agricole doive, avec sagesse et avec une utilité appréciable pour les cultivateurs, faire lui-même et directement l'assurance réparatrice, malgré l'opinion de M. Waldeck-Rousseau qui estime que les Syndicats agricoles peuvent juridiquement faire rentrer l'assurance mutuelle des bestiaux parmi les objets de leur constitution. Ce serait surcharger, par les embarras d'une administration aux détails multiples et complexes, une institution que le législateur a voulu faire simple et d'un fonctionnement facile, une institution dont le rôle principal est d'étudier et de formuler publiquement les *desiderata* de l'agriculture, de défendre ses intérêts, auprès des Pouvoirs publics, plutôt par la force d'un concert de volontés éclairées, tant par le raisonnement que par la pratique, que par l'association des capitaux. A plus forte raison, estimons-nous qu'un Syndicat une fois constitué ne peut pas ajouter l'assurance à ses opérations constitutionnelles. Ce serait contraire à la liberté des conventions : à l'engagement contracté par les syndiqués au moment de leur adhésion à l'association viendrait s'ajouter une obligation qu'ils n'auraient ni prévue ni consentie ; ce serait pour eux l'assurance obligatoire (1). On pourrait remédier à cet inconvénient au moyen de cotisations spéciales et librement consenties.

(1) Discussion du rapport de M. Riboud sur l'*Assurance contre la mortalité du bétail*, au Congrès national des Syndicats agricoles, à Orléans (mercredi 5 mai 1897). Allocution de M. Hubert-Valleroux à propos d'un jugement du tribunal de la Seine (novembre 1896).

Une autre combinaison se présente. Le Syndicat agricole peut former, à côté de lui et en dehors de lui, une association d'assurance mutuelle, particulièrement pour la mortalité du bétail, qu'il couvre de son patronage, mais qui a une administration et une caisse distinctes de celles du syndicat. Il y a lieu d'encourager toutes les tentatives faites dans ce sens et qui peuvent rendre aux cultivateurs de réels services. Mais c'est, selon nous, à une double condition. L'association d'assurance pourra admettre des adhérents pris en dehors des membres du syndicat ; n'y recevoir que les seuls syndiqués serait en quelque sorte le syndicat obligatoire. Les membres des syndicats ne seront pas contraints d'adhérer à l'association d'assurance ; les y astreindre serait l'assurance obligatoire. Or, bien que partisan résolu du développement progressif des Syndicats et en particulier des Syndicats agricoles, tant au point de vue de leur action que de leurs attributions, nous repoussons également l'idée de Syndicat obligatoire et celle d'Assurance obligatoire, contraires toutes les deux au principe de la liberté.

Parfois enfin, les Syndicats agricoles se bornent à servir d'intermédiaires désintéressés entre leurs adhérents et une grande société d'assurance. On en a vu prendre même la représentation de ces sociétés en échange de tarifs de faveur concédés aux syndiqués. Cette combinaison mérite d'être particulièrement signalée et on ne peut qu'y applaudir. C'est surtout en matière d'assurance grêle qu'elle peut donner d'heureux résultats. En dehors des

avantages pécuniaires résultant de l'abaissement des tarifs, elle offre au cultivateur le précieux avantage de le guider dans le choix si délicat d'une société d'assurance : à la tête des Syndicats agricoles se trouvent, le plus souvent, des hommes éclairés, versés dans la connaissance du droit, des affaires et de la pratique agricole, dont les avis et l'influence morale peuvent aider puissamment au développement si nécessaire de l'assurance agricole.

Dans l'état actuel des choses, les Syndicats agricoles peuvent contribuer à étendre le cercle des opérations des nombreuses sociétés d'assurance qui fonctionnent et faire choix entre celles-ci.

Le groupement syndical peut encourager le cultivateur à s'assurer contre la grêle et la mortalité du bétail, ces deux risques dont nous avons solidement établi l'assurabilité. — Pour la grêle, il aura à choisir entre de nombreuses associations dont la sphère d'opérations doit être très étendue et qui, grâce à l'intelligence de leur direction, ont déjà acquis un grand développement et rendent d'utiles services. Ces sociétés seront soit à primes fixes comme l'*Abeille*, soit mutuelles comme la *Ruche du Nord et du Pas-de-Calais*, associations que, dans le cours de ce travail, nous avons particulièrement étudiées et sur le mécanisme desquelles nous nous sommes longuement étendu. — Pour la mortalité du bétail, son utile influence sera encore plus efficace et plus immédiate. Le syndicat pourra d'abord, comme pour l'assurance-grêle,

guider les cultivateurs dans leur choix lorsqu'ils voudront s'assurer à quelqu'une des grandes Sociétés existantes qui, comme l'*Avenir*, ont pris un grand développement ; il sera le défenseur naturel des syndiqués, et au moment de la formation du contrat et lorsqu'il s'agira du règlement des sinistres. Il pourra, en outre, s'il ne fonde pas lui-même de sociétés d'assurances mutuelles, favoriser l'institution de celles qui voudraient s'établir dans sa région, se rendre compte de la valeur morale et intellectuelle de ceux qui les dirigent et contribuer à leur prospérité en leur attirant de nouveaux adhérents.

Le Syndicat agricole pourra jouer aussi un rôle utile dans le domaine de l'assurance préventive. En propageant les règles d'hygiène à faire observer dans les étables, en indiquant les mesures prophylactiques et curatives, en vulgarisant les découvertes de la science qui a réalisé, dans ces derniers temps, de si merveilleux progrès, et en prêchant d'exemple, il diminuera les risques de mortalité et le danger des épizooties.

En somme, nous voulons le développement de l'Assurance agricole, mais son développement par la liberté. Point n'est besoin, dans les conditions actuelles, de détruire ce qui existe et d'échafauder de toutes pièces un système nouveau sur des bases nouvelles : on risquerait d'arriver à un moins bon résultat. Que les grandes sociétés d'assurances, soit à primes fixes, soit mutuelles, deviennent plus nombreuses et plus prospères. Pour les premières, la libre concurrence amènera l'abaissement

progressif des tarifs ; pour les secondes, le nombre toujours croissant de leurs adhérents permettra d'exiger d'eux des cotisations de moins en moins élevées.

L'assurance agricole, nous ne saurions trop le répéter, est importante, l'agriculture étant, grâce à la richesse du sol si sagement exploitée par les travailleurs de la terre, la source initiale, la source la plus féconde et la plus sûre de la puissance nationale. Dans le monde agricole, pour le risque-grêle, il n'est personne, dans les régions où sévit le fléau, qui ne doive, s'il est prudent, songer à s'en garantir en s'adressant à de solides sociétés à primes ou mutuelles ; pour le risque-mortalité du bétail, le grand agriculteur, qui n'a, le plus souvent, dans son exploitation qu'une faible partie de sa fortune, pourra sans doute se faire lui-même son propre assureur ; mais le petit cultivateur, qui a dans son étable le plus clair de son avoir, a un intérêt immédiat à s'assurer et il ne saurait trouver ses garanties que dans le développement des petites sociétés d'assurances mutuelles. C'est sur cet organisme, si intéressant et si utile pour la démocratie rurale, que les pouvoirs publics doivent principalement porter leur attention et leur sollicitude. L'intervention de l'État doit ici, nous le savons, s'exercer avec discernement : sa collaboration respectera l'initiative individuelle. L'État se bornera à l'encourager en lui prêtant assistance, avec la certitude de voir son secours devenir de moins en moins nécessaire à mesure que prospéreront ces institutions ; par dessus tout,

il respectera leur liberté et leur indépendance ; il leur laissera toutes leurs responsabilités, se contentant de prendre, au point de vue de la publicité, les mesures qu'exige l'intérêt général. Ainsi, pourront se développer librement les petites sociétés d'assurances mutuelles qu'il sera prudent de fédérer dans un département ou dans une région, en constituant entre elles un fonds commun qui, au cas de sinistres extraordinaires, servira à la réassurance.

Bien que les Sociétés d'assurances agricoles à primes fixes, dont les services sont incontestables en matière d'assurance-grêle, fassent, elles aussi, dans une certaine mesure, de la mutualité, nos préférences vont, sans hésitation, aux Sociétés mutuelles qui, étrangères à toute pensée de spéculation et de lucre, n'ont en vue que le seul intérêt de leurs membres. Liberté et Solidarité, telles sont, selon nous, les véritables conditions du progrès : la Mutualité est, comme le dit M. Méline, la solution pacifique du problème social.

Vu :

Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

L'assesseur,
GÉRARDIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ANNEXES

ANNEXE I

Nom	L'AVENIR	Répertoire n°	
Prénoms			
Profession de	Société d'Assurances Mutuelles		
à	Constituée conformément au Décret du 22 janvier 1868, suivant actes déposés en l'étude de M ^e MARTIN, notaire à Paris, le 20 mai 1875, ainsi que les Statuts modifiés par les Assemblées générales et spéciales des 16 janvier 1878 et 1 ^{er} avril 1884.	RISQUE	
Commune			
Canton		PROPOSÉ	
Arrond.	<i>Siège social et Administration à Paris</i>	le	18
Dép.	42. — Boulevard du Temple. — 42	ADMIS	
	(Près la Place de la République)		
Bureau de poste		le	18

STATUTS-POLICE

TITRE PREMIER. — Constitution de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Sous le nom *l'Avenir*, une Société civile d'Assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, l'incendie, la grêle et la gelée des récoltes, est formée entre toutes les personnes qui ont adhéré ou qui adhèreront aux présents statuts.

La circonscription de la Société peut comprendre toute l'Europe et l'Algérie.

ART. 2. — Le siège de la Société est fixé à Paris, où chaque sociétaire fait élection de domicile, s'il n'y demeure pas ; et consent toute attribution de juridiction dans les termes de l'article 144 du Code civil et des articles 59 et 69 du Code de procédure civile.

Par exception, pour les sociétaires dont les risques assurés sont hors de la France, l'administration est autorisée à déterminer, suivant les lois de chaque État, le lieu où doit être faite l'élection de domicile.

ART. 3. — La Société a été constituée conformément au décret du 22 janvier 1868, et suivant les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 9, titre 2.

ART. 4. — La Société fondée en 1875 pour une durée de trente années finissant le trente et un décembre mil neuf cent cinq, a été prorogée de trente autres années pour finir le trente et un décembre mil neuf cent trente-cinq par délibération de l'Assemblée générale spécialement convoquée et réunie le 16 janvier 1878, dans les conditions prescrites par l'article 20 du décret du 22 janvier 1868.

TITRE II. — Objet de l'Assurance.

ART. 5. — Le but de la Société est de garantir mutuellement ses membres contre les pertes qu'ils peuvent éprouver sur les risques soumis et admis à l'Assurance.

ART. 6. — Sur police spéciale à la mortalité du bétail, la Société donne garantie contre les pertes résultant de la mort naturelle ou accidentelle, ou l'abatage par accidents ou maladies mortels des animaux des espèces : chevaline, asine, mulassière, bovine. — Cette garantie est soumise aux délais, conditions et exclusions fixés à l'article 9 ci-après.

ART. 7. — Sur police spéciale à l'incendie, la Société donne garantie contre les dommages causés par le feu aux propriétés immobilières et mobilières, aux marchandises, au matériel et outils, aux récoltes en granges ou en meules, et au bétail.

Elle garantit aussi, si cela est stipulé sur la police : contre les risques locatifs définis par les articles 1732 et 1734 du Code civil ; contre le recours des locataires à l'égard des propriétaires, définis par les articles 1386 et 1721 du dit Code ; contre le recours des voisins, définis aux articles 1383 et 1384 du même Code.

Ces garanties sont soumises aux délais, conditions et exclusions fixés à l'article 10 ci-après.

ART. 8. — Sur police spéciale à la grêle à la gelée, la Société donne garantie contre les dommages que la grêle ou la gelée peuvent causer aux récoltes désignées sur la police ; mais seulement tant qu'elles sont pendantes par branches ou racines et jusqu'à leur enlèvement du sol. — Elles sont réputées enlevées lorsque les fruits ont été détachés des arbres, les raisins cueillis, les racines mises en tas, les autres récoltes mises en meules, meulons, moyettes ou dizains.

Il n'est admis aucune assurance contre la gelée, si les risques ne sont pas assurés préalablement contre la grêle.

Cette garantie est soumise aux délais, conditions et exclusions fixés à l'article 11 ci-après.

TITRE III. — Exceptions et Exclusions de l'Assurance.

ART. 9. — Contre la mortalité du bétail, la Société ne doit aucune indemnité pour les sinistres résultant de maladies ou d'accidents antérieurs à l'admission à l'assurance ; ni pour les sinistres arrivés avant

l'expiration d'un *délai de quinze jours* pour les accidents et pour les maladies ; ces délais prennent date de l'effet de la garantie.

Les animaux admis pendant le cours de l'assurance, soit en remplacement de ceux sinistrés, vendus ou échangés, soit en augmentation de nombre, sont soumis aux *mêmes délais*.

La Société admet la garantie, pour les animaux déjà soumis à l'assurance, contre les sinistres provenant de la castration, pendant un délai de soixante jours, à charge par le sociétaire de donner avis à l'avance de l'opération, et de payer le supplément de cotisation prévu aux tarifs.

La Société ne doit aucune indemnité pour les animaux sinistrés avant d'avoir atteint *l'âge* de six mois, ni pour ceux ayant dépassé l'âge de quinze ans pendant le cours de l'assurance ; ceux ayant cet âge au moment du contrat ne peuvent être admis.

La Société ne garantit : ni contre les dépréciations causées par maladies ou accidents ; ni contre les sinistres résultant d'une opération qui n'a pas pour but la conservation de l'animal ; ni contre ceux provenant de manque de soins ou nourriture, ou de mauvais traitements, ou d'excès de travail, ou arrivés pendant l'emploi des animaux à une autre destination que celle indiquée par la police ou par suite de cet emploi, ou survenus pendant un transport en chemin de fer ; ni contre les sinistres de mort ou d'abatage ayant pour cause des défauts *ou vices rédhibitoires* cachés ou apparents, quand même ces vices ou défauts seraient survenus pendant le cours de l'assurance.

La Société ne répond des sinistres causés au bétail par l'incendie ou par le feu du ciel, que s'il est garanti par police spéciale à cette Branche.

ART. 10. — Contre l'incendie, la Société ne garantit que les dommages causés par le feu ; elle ne doit aucune indemnité pour les sinistres arrivés dans les quarante-huit heures de l'effet de la police ; elle ne doit rien pour bris, frais de sauvetage, ni pour aggravations de dommages survenus depuis le sinistre.

La Société n'admet pas à l'assurance les effets de commerce ou billets de banque, les contrats de toute nature, les monnaies ou lingots d'or ou d'argent ou métaux précieux, les diamants, pierres et perles fines, les objets d'art, les tulles, dentelles, cachemires ; ni les usines ou fabriques à risques hasardeux ; ni les immeubles ou risques y tenant.

ART. 11. — Contre la grêle ou la gelée, la Société ne doit aucune indemnité pour les sinistres arrivés dans les *quarante-huit heures* de l'effet de la garantie ; elle ne doit rien pour frais de sauvetage ; elle ne garantit que les dommages *causés par la chute matérielle des grêlons*, ou par l'effet de la gelée sur les bourgeons, fruits, raisins, ou autres récoltes ; elle ne *garantit qu'une récolte par an*, que les dommages aient été causés par la grêle ou par la gelée ; elle ne doit aucune indemnité si les dommages ne dépassent pas le cinquième de la valeur de la récolte.

La Société n'admet pas à l'assurance les risques situés dans les régions ou localités qui ont été grêlées plus de trois fois en dix ans, ou gelées pendant *trois années consécutives*, avec perte dépassant le cinquième de la récolte.

ART. 12. — *Exclusions générales.* Dans aucun cas, la Société ne garantit contre les sinistres provenant de la volonté ou du fait du sociétaire ou des personnes dont il est civilement responsable ; ni contre les dommages résultant de mesures ordonnées par l'autorité ; elle ne répond pas des objets ou animaux perdus, noyés ou volés, ni des sinistres ou dommages provenant de guerre, invasion, émeute, force militaire ou majeure quelconque, explosion de manufacture de poudre, d'artifice, de gaz ou détonation quelconque ; ni des sinistres causés par inondations, ouragans, trombes, météores, tremblements de terre.

TITRE IV. — **Etablissement du Contrat-Police.**

ART. 13. — Toute personne intéressée à se prémunir contre les pertes qui peuvent arriver dans les quatre branches d'assurances, peut être sociétaire.

L'assurance est constatée par un Contrat-Police établi et enregistré aux frais du sociétaire. Il est établi une police spéciale et séparée pour chaque branche de l'assurance.

ART. 14. — La police doit comprendre obligatoirement tous les risques de même nature ou espèce appartenant au sociétaire dans la même commune.

L'Administration a le droit de refuser l'admission de tout risque ou de toute partie de risque qu'elle ne jugerait pas devoir être admis à l'assurance et sans être obligée de motiver son refus.

Les risques, de même nature ou espèce, non compris dans l'assurance, soit par exclusion, soit pour toute autre cause, doivent être inscrits et détaillés sur la police, mais sans indication de valeur.

L'assurance n'est valable et définitive qu'après son acceptation par la Direction.

ART. 15. — La police porte les nom, prénoms, profession, domicile du sociétaire, et la qualité en laquelle il agit.

Elle indique, d'après les déclarations du sociétaire : la désignation exacte et détaillée des risques, leur usage ou leur emploi, la valeur pour laquelle ils sont soumis à l'assurance.

L'Administration peut exiger la mention sur la police de tous les renseignements qu'elle juge nécessaires.

La police est faite en double, et signée par le sociétaire et par le Directeur ; elle doit porter le cachet de la Société.

Si le sociétaire ne sait pas signer, la mention en est inscrite sur la police et certifiée par la signature d'un témoin capable de s'engager et se portant fort pour le sociétaire.

ART. 16. — La police contre la mortalité du bétail doit comprendre tous les animaux de même espèce appartenant au sociétaire, et énoncer, pour chacun d'eux, le signalement, l'emploi, le régime de nourriture et la valeur marchande.

Pour l'espèce bovine seulement, l'assurance peut être faite en bloc, pour une valeur totale ou partielle, déclarée par groupe ou par étable.

ART. 17. — La police contre l'incendie indique le genre de construction et de couverture des bâtiments, leurs contiguités et la valeur déclarée. Pour les marchandises, outils et fourrages, elle énonce la nature, la quantité et la valeur déclarée par article ; elle indique pour les bestiaux : les espèces, le nombre de têtes de chacune d'elles et la valeur déclarée, enfin, pour les meules, elle indique les distances qui les séparent les unes des autres et des bâtiments, et aussi la valeur déclarée par meule.

Pour les risques locatifs, la police porte la valeur déclarée, qui doit être de quinze fois au moins la valeur du loyer. — Si elle est moindre, la perte sera partagée au centime le franc. — Pour le recours des locataires, la valeur garantie est inscrite d'après la déclaration du propriétaire.

Pour les risques de voisinage, la valeur est inscrite également d'après les déclarations du sociétaire. La garantie ne s'étend pas au delà des immeubles contigus à ceux soumis à l'assurance ; mais il peut être spécifié que, sur cette valeur déclarée, telle somme est affectée au risque de tel ou tel voisin.

ART. 18. — La police contre la *grêle* ou celle contre la *gelée* doit comprendre toutes les récoltes de même nature appartenant au sociétaire dans la commune, et elle indique le nombre de pièces de terre, leur situation comme territoire ou lieu dit, leur contenance en mesures légales, l'espèce de récolte, le nombre de pieds d'arbres ou de pieds de tabac et la valeur déclarée pour chaque risque.

Chaque année, le sociétaire doit fournir, avant le 1^{er} mars, un état d'assolement des récoltes.

ART. 19. — Si, pendant le cours de l'assurance, il survient un changement de situation, de destination, de valeur, une aggravation dans les risques assurés, ou s'il y a une augmentation de nombre ou de quantité, remplacement ou échange des risques de même nature, lesquels doivent être soumis de droit à l'assurance, la déclaration doit en être faite par le sociétaire, par lettre recommandée, adressée à la Direction, au siège social à Paris, à peine de déchéance de tout droit à une indemnité en cas de sinistre.

ART. 20. — L'Administration se réserve le droit de faire la vérification des risques soumis à l'assurance, toutes les fois qu'elle le jugera utile, et aussi d'exclure à toute époque les risques qui ne se trouveraient plus dans les conditions statutaires, et sans être tenue, pour cette exclusion, à aucune restitution sur les frais d'admission ou sur les cotisations perçues.

ART. 21. — Les inscriptions faites sur la police sont rédigées d'après les déclarations du sociétaire ; il est responsable de leur exactitude. En conséquence, ni les désignations des risques, ni les valeurs inscrites, ni les cotisations perçues ne peuvent être invoquées par lui comme une reconnaissance ou une preuve de l'existence de ces risques ou de leur valeur au moment d'un sinistre.

ART. 22. — Tout sociétaire qui aura induit la Société en erreur, ou par réticence, ou par fausse déclaration, ou par fausse désignation sur les risques soumis à l'assurance, ou sur leur emploi, ou qui n'a pas déclaré et assuré la totalité des risques de même nature en sa possession, soit au moment de l'établissement de la police, soit pendant son cours, sera déchu de tout droit à une indemnité en cas de sinistre.

ART. 23. — Si les risques soumis à l'assurance sont garantis par une Société ou Compagnie, soit antérieurement à l'établissement du contrat, soit pendant son cours, le sociétaire est tenu de le déclarer, et la men-

tion en est inscrite sur la police, et, en cas de sinistre, la Société n'intervient que dans la proportion assurée par elle.

TITRE V. — **Durée du Contrat.**

ART. 24. — Le contrat prend date du jour de son admission et inscription au Répertoire général de la Société. Cette date est inscrite sur la police ; mais les délais pour l'effet de la garantie ne commencent à courir que dix jours francs après le paiement des frais d'admission, constaté par une quittance signée par le Directeur.

ART. 25. — L'assurance peut être contractée pour la durée de la Société : néanmoins en se prévenant six mois à l'avance, conformément aux prescriptions de l'article 25 du décret du 22 janvier 1868, le sociétaire et la Société peuvent rompre le contrat à la fin de chaque période quinquennale, partant du 1^{er} janvier qui suit la date de l'admission de l'assurance, le laps de temps à parcourir jusqu'à la fin de l'année de la signature du contrat ne comptant pas dans la période. La dénonciation de rupture doit être faite par écrit par le sociétaire au siège social ; il lui en est donné récépissé.

ART. 26. — Le contrat peut être résilié à toute époque par le sociétaire, en payant à la Société à titre d'indemnité de résiliation, une somme égale à une année de cotisations décomptées au maximum du tarif, indépendamment des cotisations de l'année en cours, qui sont toujours intégralement acquises à la Société dans tous les cas de cessation d'assurance.

ART. 27. — L'assurance peut cesser aussi par suite de vente, donation ou partage de la totalité des risques assurés, à la charge par le Sociétaire ou ses représentants d'en faire la déclaration écrite, ou par lettre chargée, au siège social à Paris. En ce cas, il est payé une indemnité de résiliation, comme elle est fixée à l'article 26.

Une vente, perte ou donation partielle, sans remplacement, doit être déclarée de la même manière, et, de plus, dûment justifiée ; elle ne donne lieu qu'à une réduction du capital assuré et des cotisations, et l'indemnité est décomptée seulement sur la valeur des risques déduits de l'assurance.

A défaut de déclaration et paiement de l'indemnité, le contrat continue, et les cotisations sont dues jusqu'à la fin de la période en cours.

Néanmoins, si les nouveaux possesseurs des risques vendus, donnés ou partagés, consentent à prendre à leur nom la suite du contrat et

à l'exécuter, le sociétaire sera dispensé de payer l'indemnité prescrite.

ART. 28. — L'Administration peut aussi, et sans qu'il y ait lieu à remboursement d'aucune somme perçue pour cotisations ou frais d'admission, déclarer au sociétaire, par lettre recommandée, que sa police est résiliée du jour où la notification lui en est faite : 1° après un ou plusieurs sinistres ; 2° pour mauvaise composition ou mauvaise tenue de ses écuries ou étables ; 3° pour toutes causes préjudiciables à la Société telles que mauvais traitements, manque de soins ou nourriture, excès de travail envers des animaux, manque d'entretien des objets assurés manœuvres déloyales, insolvabilité.

ART. 29. — L'année sociale ou exercice annuel commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre.

Pour toutes les opérations de la Société et pour toutes les branches de l'assurance, il n'y a qu'une seule caisse.

ART. 30. — Les tarifs annexés aux présents statuts fixent, par degrés de risques, le maximum de la contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible. Ce maximum constitue le fonds destiné à faire face à toutes les dépenses sociales.

Le Conseil d'Administration peut modifier les tarifs, et les indications des tableaux de classement ne font pas obstacle à ce que l'Administration demeure juge de l'application de la classification à tout risque soumis à l'assurance.

ART. 31. — Tout sociétaire, lors de son entrée dans la Société, doit payer, à titre de prime et frais d'agence, une somme ne dépassant pas une annuité calculée d'après le maximum des tarifs applicables aux risques soumis à l'assurance. Il doit payer, en outre, cinq francs pour coût de police et frais de répertoire.

Cette prime d'admission est indépendante de la contribution pour cotisations ; elle ne se paye qu'une fois ; mais, en cas d'augmentation du nombre ou de la valeur des risques, il est payé un complément calculé de même d'après l'augmentation constatée par une police modificative.

Cette prime est versée au fonds de prévoyance destiné à pourvoir aux dépenses urgentes ou imprévues, sauf remboursement par le fonds de garantie ; elle est entièrement acquise à la Société et ne peut donner lieu à aucun remboursement en cas de diminution du nombre ou de la valeur des risques, ni en cas de résiliation ou cessation de l'assurance pour quelque cause que ce soit.

ART. 32. — La contribution à prélever sur le fonds de garantie, à

titre de cotisations annuelles, est fixée pour chaque année sociale par le Conseil d'Administration d'après un état établi par le Directeur et présentant le relevé des indemnités de sinistres, dépenses et frais généraux à la charge de l'exercice.

Ces cotisations sont décomptées d'après les déclarations inscrites sur la police, et elles sont dues pour l'année entière pour tous les risques soumis à l'assurance au premier janvier de l'année ; en cas de diminution du capital pendant le cours de l'année, quelle qu'en soit la cause, il n'y a lieu à aucune réduction pour cet exercice.

Par exception, pour la première année d'admission dans la Société, les cotisations sont décomptées par douzièmes pour le laps de temps à parcourir du premier jour du mois de la signature du contrat jusqu'au trente et un décembre de l'année.

Il en sera de même pour les cotisations afférentes à tous les risques nouveaux soumis à l'assurance pendant le cours de l'année, spécialement pour le bétail, à tout risque provenant soit d'augmentation, soit d'échange, soit de remplacement des animaux vendus ou sinistrés.

ART. 33. — La portion du fonds de garantie non appelée par la répartition annuelle reste entre les-mains du sociétaire, et elle constitue un fonds de réserve, sur lequel il ne peut être fait de prélèvement qu'en cas d'insuffisance du fonds de garantie de l'exercice. En tous cas, il ne pourra être prélevé, par année, plus de moitié des reliquats des cinq derniers exercices, ceux antérieurs étant acquis au sociétaire.

Si un sociétaire se retire à la fin de la période quinquennale, les cotisations de la dernière année sont décomptées et payées sur le taux du tarif maximum, et, par leur paiement, le sociétaire est libéré de toute répétition sur les reliquats non appelés.

Il en est libéré aussi par le paiement de l'indemnité de résiliation dans le cas où il cesse l'assurance, soit par suite de vente, donation ou partage de la totalité des risques, soit par résiliation volontaire de la police.

ART. 34. — Les cotisations se paient à terme échu ; l'avis de la répartition, indiquant le décompte et le montant de la somme à payer, est adressé à chaque sociétaire dans la dernière quinzaine du mois de décembre.

Le paiement des cotisations annuelles doit être fait au siège social, avant le quinze janvier, soit en espèces, soit en un mandat-poste ou mandat à vue sur Paris, à l'ordre du Directeur. Il en est délivré une quittance à souche signée par le Directeur.

Dans le but de faciliter le recouvrement amiable des cotisations impayées dans le délai fixé, l'Administration pourra faire présenter la quittance au sociétaire en retard ; mais il devra payer en sus des cotisations les frais de retard et de recouvrement.

L'encaissement des cotisations ou primes d'admission opéré par la présentation des quittances ne pourra pas constituer une modification dans le mode de paiement statutaire au siège social.

ART. 35. — En tout cas, si le sociétaire n'a pas payé sa part contributive avant le trente et un janvier, le bénéfice de la garantie est suspendu de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'aucune mise en demeure. Cette suspension de la garantie prend date du jour de l'échéance des cotisations, premier janvier de l'année en cours, et elle ne cesse qu'à l'expiration du dixième jour qui suivra la date de celui où le sociétaire se sera entièrement acquitté en principal et frais. Pendant cette suspension, le sociétaire n'a droit à aucune indemnité en cas de sinistre, et il n'en est pas moins tenu de participer à toutes les charges sociales.

ART. 36. — Les charges de la Société comprennent :

- 1° Les indemnités dues pour les sinistres ;
- 2° Les frais non recouvrés pour actions judiciaires, expertises, encaissement, correspondance, enregistrement, timbre, impôts et toutes les pertes pour sommes impayées ou non-valeurs ;
- 3° Les frais et remises pour agences, courtages ;
- 4° Les jetons de présence, frais d'inspections, traitement et remises pour le Directeur, appointements et gratifications des employés et agents ;
- 5° Les frais d'impression et distribution des comptes rendus, affiches, imprimés divers, polices, achats de registres et tous frais de bureaux ;
- 6° Le loyer des locaux occupés par les bureaux de l'Administration et le logement du Directeur ; les dépenses pour chauffage et éclairage, les frais d'achat et d'entretien du mobilier des bureaux ;
- 7° Enfin, les dépenses de toute nature nécessitées par l'intérêt de la Société ou ordonnées par le Conseil d'Administration ou l'Assemblée générale.

TITRE VII. — Justification et Règlement des Sinistres.

ART. 37. — Si un accident, une maladie, un sinistre arrive dans le bétail, si un incendie survient, si un cas de grêle ou de gelée appréciable frappe les récoltes, le sociétaire doit en adresser l'avis dans les

vingt-quatre heures à l'Administration, au siège social à Paris. Pour chaque jour de retard à envoyer cet avis, le sociétaire subira une retenue de un dixième de l'indemnité qui pourrait lui revenir, et si ce retard dépasse huit jours, le sociétaire sera déchu de tout droit à une indemnité, tout en restant tenu de toutes ses obligations envers la Société.

La constatation du sinistre doit être faite au moyen d'un procès-verbal établi suivant les prescriptions et dans les délais spéciaux à chaque branche d'assurance.

L'Administration peut exiger toutes les pièces justificatives qu'elle juge nécessaires.

Tous les frais et honoraires pour l'établissement et l'envoi des procès-verbaux et pièces à produire sont à la charge du sociétaire.

ART. 38. — Pour le bétail, en cas de maladie ou accident, le sociétaire doit appeler immédiatement un médecin-vétérinaire, ou provisoirement, et seulement en attendant sa venue, un maréchal expert et il est tenu de faire soigner et médicamenter à ses frais les animaux malades ou blessés et de prévenir la Société.

Si le médecin-vétérinaire juge que la maladie ou l'accident doive entraîner mort inévitable, il en dresse un procès-verbal en la forme ci-après indiquée, et le sociétaire transmet immédiatement cette pièce à l'Administration au siège social et par lettre recommandée.

L'Administration se réserve le droit d'apprécier les mesures de sauvetage à prendre.

Lorsque des mesures préventives ou hygiéniques auront été ordonnées par l'Administration ou lorsqu'en raison d'accidents, de maladies contagieuses, l'Administration aura prescrit la vente ou l'abatage d'un ou de plusieurs animaux, le sociétaire devra s'y conformer immédiatement.

Le sociétaire est tenu également d'exécuter les règlements sanitaires.

Toutes les clauses de cet article sont obligatoires à peine de déchéance de tout droit à l'indemnité.

ART. 39. — En cas de sinistre sur le bétail, la constatation doit être faite dans le plus bref délai par un médecin-vétérinaire, au moyen d'un procès-verbal énonçant le sexe, l'âge, le signalement de l'animal, la valeur marchande au moment où s'est produit la maladie ou l'accident ; la date, le lieu, les causes connues ou présumées du sinistre, et donnant tous les renseignements demandés dans le modèle arrêté par l'Administration ; il ne devra y avoir ni rature, ni surcharge.

Ce procès-verbal, signé par le vétérinaire, légalisé par le Maire, doit être transmis par lettre recommandée, et dans les vingt-quatre heures à l'Administration, au siège social, à Paris. — En cas de retard de cet envoi, le sociétaire encourra la réduction ou la déchéance prescrite à l'article 37 ci-avant. — Si le sinistre provient de maladie charbonneuse, il doit être produit, en outre, un certificat de vaccine.

ART. 40. — En cas d'incendie, le sociétaire doit faire la déclaration du sinistre devant le juge de paix de son canton. — Une expédition de cette déclaration est transmise dans le plus bref délai, par lettre recommandée à l'Administration, au siège social, à Paris.

Le Sociétaire est tenu de fournir l'état estimatifs des dommages. Il est tenu de justifier, par tous les documents ou moyens en son pouvoir, l'existence et la valeur des objets au moment de l'incendie, ainsi que la valeur des dommages. — Il n'est dû aucune indemnité pour frais de sauvetage, ni pour aggravation de pertes résultant de manque de soins ou d'entretien des objets sauvés.

Si, dans les huit jours après le sinistre, à moins d'empêchement constaté, le sociétaire n'a pas adressé les deux pièces ci-dessus à l'Administration, il sera déchu de tout droit à une indemnité.

ART. 41. — Tout cas de grêle ou de gelée, ayant occasionné aux récoltes un dommage apparent et appréciable à plus d'un cinquième, doit être déclaré devant le Maire de la commune où se trouve le risque. — Une expédition de cette déclaration est transmise dans le plus bref délai, par lettre recommandée adressée à l'Administration, au siège social, à Paris. — Tout nouveau cas de grêle ou de gelée donne lieu à une nouvelle déclaration.

Si, dans les huit jours après le sinistre, le sociétaire n'a pas envoyé cette déclaration accompagnée d'un état approximatif des dommages dûment certifié, il sera déchu de tout droit à une indemnité.

Les vérifications ou expertises des dommages, causés aux récoltes par la grêle ou la gelée, pourront toujours être ajournées par l'Administration à l'époque où ils peuvent être appréciés avec le plus de certitude.

ART. 42. — L'Assurance ne peut jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré qui ne peut être indemnisé que d'après la perte réelle qu'il a éprouvée. Si la valeur inscrite dans la police est supérieure à la valeur réelle de l'objet sinistré, l'indemnité n'est réglée que sur cette valeur réelle.

ART. 43. — Pour le bétail, l'indemnité est fixée d'après la valeur

marchande au début de la maladie, ou au commencement de l'accident ou du sinistre.

Pour l'incendie, l'indemnité est fixée d'après l'estimation des dommages causés par le feu.

Pour la grêle ou pour la gelée, l'indemnité est fixée d'après l'estimation des dommages causés dans les récoltes seulement, et la Société ne garantissant pas le premier cinquième des valeurs inscrites, il n'est payé que l'excédent de ce cinquième, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de la valeur déclarée.

ART. 44. — Il est toujours déduit de l'indemnité la somme retirée de la vente ou de la dépouille des animaux ou de la valeur des objets ou matériaux sauvés ou avariés. — Le sociétaire ne peut opposer aucun délaissement, ni total ni partiel ; mais la Société se réserve le droit de revendiquer les animaux, objets ou risques pour le montant de leur valeur déclarée ou estimée.

ART. 45. — Lorsqu'il est accordé une indemnité par l'Etat, le département ou la commune, cette somme vient en déduction de celle fixée par le règlement du sinistre ; si la Société a déjà fait l'avance, le sociétaire doit en faire le remboursement.

Si les risques sont garantis par un ou plusieurs assureurs sous quelque dénomination que ce soit, la Société paie seulement sa part d'indemnité au centime le franc de la valeur en garantie.

ART. 46. — Par son contrat-police, le sociétaire subroge la Société dans tous ses droits, recours, actions, contre toutes personnes et contre tous garants responsables du sinistre, à quelque titre que ce soit. Le sociétaire est tenu de remettre à la Direction tous les documents et pièces pouvant mettre la Société en état d'exercer son recours.

ART. 47. — Les sinistres sont réglés de gré à gré, s'il y a accord entre le sociétaire et l'Administration.

S'il n'y a pas entente, il est procédé à une expertise faite par deux experts désignés : l'un par le sociétaire, l'autre par la Société. Chaque partie supporte les frais de son expert.

En cas de dissidence entre les experts, il en est référé à un tiers arbitre désigné par les parties ou, à défaut, par le Président du tribunal, civil de l'arrondissement, et les frais de contre-expertise sont supportés moitié par le sociétaire, moitié par la Société.

ART. 48. — Le paiement des indemnités dues pour sinistre est effectué immédiatement après le recouvrement des cotisations contributives,

et, au plus tard, avant la fin du troisième mois de l'exercice suivant, et conformément aux prescriptions des articles 36 et 37 du décret du 22 janvier 1868, et prélèvement fait d'abord des frais généraux.

Pendant le cours de l'exercice, il peut être accordé des à-comptes, soit en espèces, soit en valeurs au nom de la Société, sauf règlement définitif dans le délai indiqué ci-dessus.

Sur toute indemnité payée pour sinistre, le sociétaire doit verser cinq pour cent au fonds de prévoyance.

TITRE VIII. — Administration de la Société.

ART. 49. — La Société est représentée et administrée par une Assemblée générale, un Conseil d'Administration et un Directeur général (2^e paragraphe de l'article 14 du décret réglementaire du 22 janvier 1868).

Les Administrateurs et le Directeur général ne sont responsables que de l'exécution du mandat qui leur est donné, mais ils ne contractent, en raison de leurs fonctions et gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire des engagements de la Société.

ART. 50. — L'Assemblée générale est composée des quarante sociétaires ayant le plus fort capital soumis à l'assurance ; mais vingt au moins de ces sociétaires sont assurés contre la mortalité du bétail.

La liste des membres de l'Assemblée générale est arrêtée et certifiée par le Conseil d'Administration. — Ils sont avisés des réunions dix jours à l'avance par une lettre signée par le Directeur général, ou par le Président du Conseil d'Administration. Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre local choisi par l'Administration.

Chacun des membres de l'Assemblée peut se faire représenter par un mandataire faisant lui-même partie de l'Assemblée : mais aucun membre ne peut être valablement porteur de plus de deux pouvoirs, en sus du sien.

ART. 51. — Les fonctions de membres des Assemblées générales sont gratuites ; néanmoins, il peut être alloué aux membres présents des jetons de présence dont la valeur aura été fixée par une Assemblée générale antérieure.

ART. 52. — Les réunions et les délibérations des Assemblées générales sont soumises aux prescriptions des articles 17 à 20 du décret réglementaire du 22 janvier 1868.

Les lettres de convocation indiquent les questions qui seront soumi-

ses à l'Assemblée, et qui, seules, pourront être mises en délibération. Cet ordre du jour est déterminé et arrêté par le Conseil d'Administration.

ART. 53. — Les Assemblées générales sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou, à défaut, par un Président élu par les membres de l'Assemblée. Les assesseurs sont les deux sociétaires ayant le plus fort capital assuré, présents et acceptants. Le bureau ainsi constitué désigne son secrétaire.

Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix, et, en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les membres du Bureau certifient par leur signature la liste de présence, ainsi que le procès-verbal de la délibération qui est transcrit sur un registre spécial.

ART. 54. — L'Assemblée générale annuelle se réunit le premier avril de chaque année ; si ce jour est férié, la réunion est remise au trois du même mois. L'Assemblée prend connaissance des comptes, inventaires et bilans arrêtés et présentés par le Conseil d'Administration. Elle entend le rapport du ou des Commissaires sur la gestion de l'Exercice écoulé. — Elle délibère et statue définitivement sur les comptes présentés. Elle décide souverainement sur toutes les propositions relatives aux intérêts de la Société, qui sont inscrites à l'ordre du jour de la séance.

ART. 55. — Le Conseil d'Administration est composé de cinq membres au moins, sept au plus ; ces membres sont nommés par l'Assemblée générale et pris parmi les sociétaires ayant au moins deux mille francs de valeurs soumises à l'assurance. La durée des fonctions est de six années. Si le Directeur général est sociétaire, il est de droit membre du Conseil d'Administration.

En cas de vacance parmi les membres du Conseil d'Administration pendant l'intervalle entre deux Assemblées générales, le Conseil peut pourvoir au remplacement en appelant un sociétaire jusqu'à la prochaine Assemblée qui procède à l'élection définitive.

ART. 56. — Il est alloué aux membres du Conseil des jetons de présence dont la quotité est fixée par l'Assemblée générale. Les frais de transport qui leur incombent pour se rendre aux séances leur sont remboursés.

ART. 57. — Les membres du Conseil choisissent parmi eux un Président, ils se réunissent au siège social, sur la convocation du Président ou du Directeur général, toutes les fois que les intérêts de la Société l'exigent.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Aucun membre ne peut voter par procuration. La présence de trois membres au moins est indispensable pour la validité d'une délibération.

ART. 58. — Le Conseil fixe les indemnités dues pour les sinistres justifiés. Il statue pour les sinistres litigieux ; il détermine sur les propositions du Directeur, les sommes nécessaires pour subvenir au paiement des frais généraux et appointements et gratifications ; il fixe la contribution annuelle qui doit être appelée sur les fonds de garantie. — Il vérifie et arrête les comptes, inventaire et bilan établis par le Directeur pour l'année sociale écoulée, et il les présente à l'Assemblée générale.

Les délibérations du Conseil sont transcrites sur un registre spécial et signées par les membres présents.

ART. 59. — Le Directeur général est nommé par l'Assemblée générale, qui peut également le révoquer, mais seulement à la majorité absolue de vingt et une voix, et après l'avoir entendu.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Directeur général est suppléé par un Administrateur désigné par le Conseil d'Administration. En prévision de cette suppléance, le Conseil peut, sur la présentation du Directeur, désigner d'avance un Directeur adjoint ou un Secrétaire général.

Le Directeur général assiste aux réunions du Conseil ; il a voix délibérative, s'il en est membre ; mais il s'abstient lorsque la délibération a pour objet des comptes ou des faits qui lui sont personnels.

ART. 60. — Le Directeur général reçoit un traitement fixe et annuel payable par fraction mensuelle et dont la quotité est déterminée par l'Assemblée générale. Il lui est alloué, en outre, dix pour cent sur toutes les recettes. Le coût des polices et frais de répertoire lui appartient.

ART. 61. — Le Directeur général est chargé de la gestion de toutes les affaires sociales ; il fait exécuter les décisions des Assemblées générales et du Conseil d'Administration ; il signe tous les actes concernant la Société ; il peut ouvrir tout compte nécessaire aux opérations ; il peut engager, transiger, compromettre, donner tout désistement ou mainlevée ; constituer tout mandataire ou représentant et lui donner procuration pour une action ou pour un temps déterminé.

Toute action judiciaire ou extra-judiciaire, tant en demandant qu'en

défendant, est exercée au nom de la Société par le Directeur général, tant en première instance qu'en appel, devant tous les tribunaux judiciaires ou administratifs.

ART. 62. — Le Directeur général dirige et réglemente tous les services ; il nomme et révoque tous les agents et employés ; il détermine leurs fonctions ; il fixe leur traitement, remises ou gratifications ; il délivre et signe les polices, les quittances, les résiliations, les baux de location, la correspondance. Il établit les règlements des indemnités de sinistres, et les soumet au Conseil d'Administration. Il effectue les recettes et les dépenses et fait tenir tous les registres nécessaires. Il fait établir pour chaque Exercice, les inventaires, états de recettes et dépenses, et bilan, et les présente au Conseil, qui les arrête.

TITRE IX. — Attributions de juridiction, modifications, publications.

ART. 63. — En raison de l'élection de domicile à Paris, faite en l'article deux des présents Statuts, expressément acceptée et consentie, toutes les contestations entre les sociétaires et la Société, soit à raison du contrat ou de son exécution, soit pour le recouvrement des cotisations, primes d'admission, frais d'expertise, ou toute autre somme due à la Société par les sociétaires, seront portées devant les justices de paix de Paris ou déférées aux Tribunaux civils et Cour d'Appel de la Seine, seules juridictions reconnues compétentes d'après le premier contrat.

ART. 64. — Tous les changements ou modifications aux présents statuts devront être délibérés en Assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet et conformément aux prescriptions de l'article 20 du Décret du 22 janvier 1868. Après leur adoption par ladite Assemblée, ils seront obligatoires pour tous les sociétaires.

Tout changement ou modification exigé légalement par les Autorités compétentes, est également obligatoire.

ART. 65. — Les présents Statuts seront déposés et publiés conformément aux prescriptions des articles 38 et 41 du Décret réglementaire du 29 janvier 1868. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur de toute expédition ou extrait.

Numéros d'ordre	NATURE DES OBJETS SOUMIS A L'ASSURANCE	Valeur	Classe	Section	Cotisations maximum

TARIFS MAXIMUM

MORTALITÉ DU BÉTAIL

Maximum de la contribution sociale par chaque cent francs de valeurs assurées

Espèces Chevaline, Asine et Mulassière

- 1^{re} CLASSE
Chevaux et juments employés exclusivement aux travaux agricoles, poulains, poulèches.....
- 2^e CLASSE
Chevaux et juments de particuliers, et chevaux uniques de cultivateurs.....
- 3^e CLASSE
Chevaux et juments employés au service de commerçants et de petits industriels, juments poulinières.....
- 4^e CLASSE
Chevaux et juments employés au service des voitures publiques, au roulage, halage, camionnage, charrois dans les bois ou carrières, gravois et tous services analogues. — Etaçons faisant la monte.

Primes pour la castration.....

Espèce Bovine

- 1^{re} CLASSE
Vaches laitières et élèves allant exclusivement au pâturage.....
- 2^e CLASSE
Taur. aux, bœufs, vaches laitières employés aux travaux agricoles. — Vaches laitières et élèves consommant des trèfles secs.....
- 3^e CLASSE
Animaux de l'espèce bovine en stabulation ou consommant des résidus de fabrique.....

GRÊLE OU GELÉE

Maximum de la contribution sociale par chaque cent francs de valeurs assurées

CLASSIFICATION DES RISQUES

- GRÊLE
- 1^{re} Classe
Cultures fourragères.....
- 2^e Classe
Cultures céréales.....
- 3^e Classe
Cultures légumineuses.....
- 4^e Classe
Cultures oléagineuses.....
- 5^e Classe
Vignes, tabacs, objets div.

GELÉE

- 1^{re} Classe
Cultures fourragères.....
- 2^e Classe
Cultures céréales.....
- 3^e Classe
Cultures légumineuses.....
- 4^e Classe
Cultures oléagineuses.....
- 5^e Classe
Vignes, tabacs, objets div.

Ne sont réputés animaux de culture que ceux employés exclusivement à la boucherie et aux travaux de la ferme. — Les animaux allant au marché ou au Conseil d'Administration sont à la 2^e classe. — Conformément à l'art. 30, le pourcentage des produits est fixé par l'Administration. — La prime de garantie contre la castration est fixée par l'Administration à 100 fr. pour l'âge et l'état de l'animal; elle est de 4 à 10 fr. pour l'âge de l'espèce bovine dépassant le nombre de deux jours toujours classés à la deuxième section, quel que soit leur âge.

1 ^{re} Section	2 ^e Section	3 ^e Section
De six mois à neuf ans	De neuf à quinze ans	Sol grêle 1 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
3 fr. 50	4 fr. 50	Sol grêle 2 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
4 50	5 50	Sol grêle 3 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
5 50	6 50	Sol grêle 4 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
	En réterer à l'Administration.	Sol grêle 5 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 6 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 7 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 8 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 9 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 10 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 11 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 12 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 13 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 14 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 15 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 16 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 17 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 18 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 19 fois avec plus de 20 0/0 de perte.
		Sol grêle 20 fois avec plus de 20 0/0 de perte.

ANNEXE II

Police n°	Autorisation du	Date de la police
AGENCE	L'ABEILLE	EFFET DE LA POLICE
d	Compagnie anonyme d'assurances à primes fixes	Le lendemain, à midi, de la date ci-dessus.
DÉPARTEMENT	CONTRE LA GRÊLE	Renouvellement du n°
d	FONDÉE EN 1856	Remplacement du n°
NOM DE L'ASSURÉ	Établie à PARIS , rue Taibout, 57	Risque commun au n°
	Capital social : Huit Millions de francs	
	DONT UN CINQUIÈME VERSÉ	
Demeure de l'Assuré	POLICE	POLICE DU MÊME ASSURÉ n°

CONDITIONS GÉNÉRALES

Bases de l'Assurance.

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie assure contre le risque de grêle exclusivement.

Elle n'assure pas contre les inondations, trombes, coups de vent et autres causes de perte qui peuvent précéder, accompagner ou suivre la grêle ; elle ne garantit que les dommages causés aux récoltes par l'effet du choc des grêlons.

Elle ne répond, en aucun cas, des dommages causés à la *qualité* des récoltes, et ne tient compte que des diminutions de *quantité*.

ART. 2. — L'assurance d'une nature de récolte entraîne l'obligation de comprendre au contrat la totalité des récoltes de même nature, alors même que ces récoltes dépendraient de plusieurs exploitations et seraient situées sur plusieurs communes limitrophes, et ce, sous peine pour l'assuré de n'avoir droit à aucune indemnité, en cas de sinistre.

ART. 3. — Toutes les parties intégrantes et utiles de la récolte sont comprises dans l'assurance.

Ainsi, dans les valeurs assurées :

Sur les froments, épeautres, seigles, méteils, avoines, orges, maïs, millet, pois, vesces, gesses et coupes de prairies artificielles réservées pour graine, la paille ou la partie fourragère entre pour *un cinquième*.

Sur les sarrasins, betteraves (quelle que puisse être leur destination), les plantes oléagineuses, de toutes sortes, colzas, navettes, cameline, oeillette, moutarde, les fèves et autres légumineuses, non comprises

au paragraphe précédent, la paille ou la partie fourragère entre pour *un dixième*.

Sur le lin et le chanvre, la graine est comprise pour *un quart*.

La valeur des pailles et autres produits accessoires ne peut descendre au-dessous des proportions indiquées ci-dessus ; mais elle peut les surpasser, avec l'assentiment de la Compagnie.

Quant à la vigne, ses fruits seuls sont assurés.

L'assurance des prairies naturelles ou artificielles comprend toutes les coupes de l'année, pourvu que l'assuré indique dans sa police la partie du rendement qu'il entend affecter à chacune d'elles, faute de quoi la première coupe seule est assurée.

ART. 4. — La Compagnie n'accepte l'assurance des récoltes déjà assurées par d'autres compagnies ou sociétés que sous la condition d'être subrogée à tous les droits résultant des assurances antérieures, avec engagement par l'assuré de faire, le cas échéant, toutes les diligences nécessaires à la conservation de ces droits et de payer, sans compensation aucune, les primes dues à cause desdites assurances antérieures ; le tout à peine de déchéance de tout droit à indemnité.

ART. 5. — Si, après avoir fait garantir ses risques par la Compagnie, l'assuré contracte pour les mêmes risques avec d'autres assureurs, la Compagnie, en cas de sinistre, ne pourra jamais être tenue de contribuer à l'indemnité dans une proportion plus forte que celle qui existe entre le capital garanti par elle sur les risques sinistrés et l'ensemble des assurances réalisées sur ces mêmes risques.

Qui peut assurer et à quelle époque.

ART. 6. — Toute personne intéressée à la conservation d'une récolte peut la faire assurer, mais le contrat ne peut profiter qu'à celui qui est indiqué comme bénéficiaire de l'assurance dans la police et qui est en outre propriétaire de la récolte assurée.

Par exception cependant, l'acquéreur ou le cessionnaire d'une récolte assurée, aura droit en cas de sinistre à une indemnité si, conformément à l'article 12 ci-après, la Compagnie a été informée de la vente ou de la cession, si la prime de l'année courante a été intégralement acquittée, et si cet acquéreur ou ce cessionnaire a été agréé par la Compagnie.

ART. 7. — L'assurance peut être faite à toute époque de l'année, à la condition toutefois que la récolte n'ait pas déjà été endommagée par la grêle, et ce à peine de déchéance de tout droit à indemnité.

Durée de l'Assurance.

ART. 8. — L'assurance est contractée pour une durée de *cinq années* à moins de conventions contraires. Par année d'assurance il est spécifié qu'on n'entend pas une période de 365 jours, mais bien la période de garantie commençant comme il est dit à l'article 15 et finissant comme il est dit à l'article 17.

Le taux de la prime fixé par les tarifs pour les assurances de cinq ans, ainsi que les droits de timbre et les frais de répertoire à percevoir, subiront, pour les assurances d'une durée moindre, une augmentation *d'un dixième*.

La Compagnie se réserve expressément, en tout état de cause, la faculté de résilier la police à la fin de chaque année, pour les années restant à courir, à la condition de notifier cette résiliation à l'assuré par lettre recommandée mise à la poste au plus tard le 31 décembre, et adressée au dernier domicile indiqué dans la police ou dans la dernière déclaration d'assolement.

ART. 9. — En cas de décès de l'assuré, les héritiers sont tenus sous peine de n'avoir droit en cas de sinistre à aucune indemnité, de se faire connaître à la Compagnie, par une lettre recommandée adressée au siège social, dans le délai de huit jours, à partir du décès de leur auteur. Lors de cette déclaration, la Compagnie se réserve le droit de résilier la police par lettre recommandée.

ART. 10. — En cas d'aliénation, de cession ou de location du fonds sur lequel sont situées les récoltes garanties par la police, l'assuré est tenu d'imposer aux nouveaux propriétaires ou locataires l'obligation de continuer la police, et de faire donner par ces derniers à la Compagnie, dans la quinzaine de l'aliénation de la cession ou de la location, l'acquiescement écrit à la continuation de l'assurance ; sinon il paiera à la Compagnie la prime de l'exercice en cours, et, en outre, si la police a encore plus d'une année de durée, une indemnité égale à la prime de la dernière année courue. — Lors de la notification de l'acquiescement prescrit par le présent article, la Compagnie se réserve le droit de résilier la police par lettre recommandée.

Formation du Contrat.

ART. 11. — L'assuré est tenu de faire connaître la qualité en laquelle il agit, et la police doit mentionner, d'après sa seule déclaration, *pour chaque parcelle* dont la récolte est assurée :

- 1° La commune où elle est située ;
- 2° Le nom, ou lieu dit, sous lequel elle est connue ;
- 3° L'espèce de la récolte ;
- 4° La contenance en hectares et ares ;
- 5° Le rendement en nature espéré.

La police mentionnera en outre le prix attribué à chaque nature de récoltes par unité de mesures ou de poids. Ce prix, fixé d'accord entre la Compagnie et l'assuré, servira de base à l'établissement du capital assuré et de la prime et au calcul de l'indemnité en cas de sinistre.

Le détail parcellaire est rigoureusement obligatoire ; en cas de sinistre, il n'y aura lieu à aucun règlement *pour toute parcelle* qui n'aura pas été *séparément désignée* à la police.

Règlement des Primes.

ART. 12. — La prime de la première année est payée au choix de l'assuré soit comptant, soit à l'époque qui sera convenue et qui ne pourra dépasser le 30 novembre. Les paiements ont lieu au siège de l'Agence générale contre une quittance détachée d'un registre à souche.

Dans tous les cas, l'assuré et la Compagnie ne sont définitivement liés l'un envers l'autre qu'après que la police a été signée par l'assuré et par l'Agent général.

Les primes de chacune des années suivantes se paient au fur et à mesure des déclarations d'assolement pour les polices dont la prime est au comptant, et à la même époque que la prime de première année pour les autres.

Pour les assurés qui ont payé comptant leur prime de première année et qui ne font pas de déclaration d'assolement les années suivantes, la prime devient exigible au 30 juin.

En cas de faillite ou de déconfiture comme en cas de saisie, de vente ou de cession de ces récoltes, l'assuré est tenu d'avertir la Compagnie dans les trois jours de la déclaration de faillite, de la saisie, de la vente ou de la cession, et le plus promptement possible en cas de déconfiture ; il est de plus déchu du bénéfice du terme pour le paiement de la prime de l'année courante, laquelle devient immédiatement exigible.

Faute de ces déclarations, et tant que le paiement de la prime n'a pas été effectué, l'effet du contrat est suspendu, et l'assuré n'a droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité sans préjudice du droit, pour la Compagnie, de poursuivre le recouvrement de la prime, et sans que les dispositions

du présent article dérogent en rien à ce qui est dit au paragraphe 1^{er} de l'article 6 ci-dessus.

L'acquéreur ou le cessionnaire, pour avoir droit à une indemnité au lieu et place de l'assuré, devra en outre avoir été, au préalable, agréé par la Compagnie.

A défaut de paiement de l'une des primes dans le délai convenu, sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou mise en demeure (*art. 1139 du Code civil*), l'assuré en cas de sinistre, n'a droit à aucune indemnité.

Le recouvrement des primes antérieures que la Compagnie aurait fait opérer au domicile des assurés, soit officiellement, soit par suite d'un usage constant de l'agent, ne peut lui être opposé comme une renonciation aux dispositions précédentes.

L'assuré reste déchu du droit à l'indemnité en cas de sinistre, même pendant les poursuites exercées par la Compagnie pour le recouvrement de la prime échue. Mais l'assuré recouvre ses droits le lendemain, à midi, du jour où le paiement de la prime arriérée et des frais, s'il y a lieu, a été fait à la Compagnie et accepté par elle.

Il est bien entendu que le paiement de la prime échue, effectué pendant ou après le sinistre, ne donne à l'assuré aucun droit à une indemnité.

Lorsque la prime n'a pas été payée à l'échéance, la Compagnie peut à son choix, ou résilier la police par une lettre recommandée, ou la maintenir et en poursuivre l'exécution.

Si la Compagnie opte pour la résiliation, les primes échues lui demeurent acquises.

Le paiement des primes non acquittées à leur échéance se poursuit par les voies de droit, et tous les déboursés, même ceux d'enregistrement de la Police, des déclarations d'asselements et des avenants, s'il y en a, sont à la charge de l'assuré.

ART. 13. — La prime convenue est définitivement acquise à la Compagnie par le fait de la signature du contrat, et l'assuré ne peut, pour aucune cause ni sous aucun prétexte quelconque, en réclamer ni la réduction ni la restitution.

Les frais de timbre *de la Police, des déclarations d'asselements et des Avenants*, les frais de répertoire, ainsi que toutes taxes et impositions qui pourraient être établies à l'occasion de la présente assurance ou du contrat d'assurance contre la grêle, sont à la charge de l'assuré et se paient en même temps que la prime.

ART. 14. — Les héritiers et ayants cause de l'assuré sont tenus solidairement à l'exécution de toutes les clauses de la police, et spécialement au paiement de la prime de l'exercice pendant lequel leur auteur a été, à un moment quelconque, l'assuré réel ou apparent de la Compagnie, et ce, sans préjudice de la déclaration qui leur est imposée par l'article 9 ci-dessus.

Effets du Contrat.

ART. 15. — La première année, quoique le contrat d'assurance soit parfait dès qu'il a été signé par l'assuré et par l'agent général, les récoltes assurées ne sont garanties qu'à partir du lendemain à midi du jour de cette signature.

Pour chacune des années suivantes, la garantie de la Compagnie commencera le 15 avril, à midi, pour toutes les récoltes autres que les vignes ; et le 1^{er} mai à midi pour les vignes. — En conséquence l'assuré n'a (sauf l'exception indiquée au paragraphe ci-après) droit à aucune indemnité pour tout sinistre ayant atteint les récoltes avant les époques ci-dessus fixées.

Toutefois, lorsque la déclaration d'assolement imposée par l'article 16 aura été faite avant les époques ci-dessus fixées, cette déclaration d'assolement aura effet et la garantie de la Compagnie commencera (mais pour l'année où cette déclaration aura été faite seulement) *même avant le 15 avril*, à partir du lendemain à midi du jour où elle aura été signée par les parties. Jamais cette déclaration d'assolement n'aura d'effet rétroactif.

Changement dans l'Assurance.

ART. 16. — Chaque année, après le 1^{er} janvier, l'assuré doit faire une déclaration d'assolement indiquant les modifications apportées dans ses ensemencements, ainsi que les rendements espérés de ses diverses cultures. — Cette déclaration d'assolement devra comprendre obligatoirement, et à peine de déchéance, toutes les natures de récoltes portées sur la police ou les précédentes déclarations d'assolement et qui existaient dans l'année où serait faite la nouvelle déclaration d'assolement. Aucune nouvelle nature de récoltes ne pourra être comprise dans l'assurance sans le consentement exprès de la Compagnie.

Cette déclaration d'assolement sera dressée dans les mêmes formes que la police et comprendra les mêmes détails.

Le prix attribué à l'unité de rendement pour chaque espèce de récolte pourra, en même temps, être modifié d'un commun accord entre la Compagnie et l'assuré.

Pour les vignes, le rendement par parcelle et la somme totale assurée l'année précédente ne pourront être augmentés qu'avec l'assentiment de la Compagnie.

L'assuré devra faire sa déclaration d'assolement au plus tard le 15 mai.

Passé ce délai, *qui est de rigueur*, la prime totale de l'année précédente sera due à la Compagnie pour le recouvrement en être effectué ainsi qu'il est dit à l'article 12, et ce quels que puissent être l'état et la nature des récoltes de l'année, sous le bénéfice expressément réservé des conditions stipulées aux articles 20 (§ 3), 28 et 29 ci-après, et sans que l'assuré puisse, en cas de sinistre, prétendre à indemnité pour des récoltes qui ne seraient pas de même nature que celles garanties par le contrat de l'année précédente.

Cependant il demeurera facultatif à l'assuré qui n'aura pas fait sa déclaration au 15 mai, de la faire jusqu'au 30 juin, mais à la condition, *sine quâ non*, que le chiffre de la prime qui en résultera ne sera pas inférieur à celui de l'année précédente et qu'il ne sera point survenu de sinistre.

Lorsque un ou plusieurs avenants d'augmentation auront été faits soit à la police, soit à la déclaration d'assolement, les effets de ces avenants ne pourront, dans aucun cas, s'étendre au delà de l'année dans laquelle ils auront été souscrits.

Fin de l'Assurance.

ART. 17. — L'assurance expire pour l'assuré qui cesse toute culture en dehors des cas prévus par l'article 10, mais cet assuré est tenu d'en faire la déclaration par écrit et d'en justifier à la Compagnie avant le 15 avril par lettre recommandée adressée à la Direction à Paris, rue Taitbout n° 57. Faute par lui d'avoir fait avant ladite époque, les déclarations et justifications prescrites ci-dessus, il devra, à titre d'indemnité, une somme égale à la prime de l'année précédente.

L'assuré qui change de ferme ou de métairie doit prévenir immédiatement la Compagnie au moyen d'une lettre recommandée. Si la lettre recommandée n'est envoyée que postérieurement au 15 avril, l'assuré

doit à la Compagnie, à titre d'indemnité, une somme égale à la prime de l'année précédente.

La garantie de la Compagnie ne s'étend en aucune façon aux récoltes situées sur la nouvelle exploitation, à moins que l'assuré n'ait, d'accord avec la Compagnie, fait couvrir ces récoltes par Avenant à la Police en cours, ou par Police nouvelle. La garantie de la Compagnie continue au contraire pour les récoltes que l'assuré conserve sur l'ancienne exploitation.

Sauf pour les prairies, l'assurance pendant la même année ne peut couvrir deux récoltes consécutives sur une même parcelle de terre.

La garantie de la Compagnie cesse chaque année, même la première et quelle que soit l'époque à laquelle la police ait pris effet, savoir :

1° Au 15 octobre, à midi, pour toutes les récoltes qui ne seront pas rentrées à cette époque et dont le développement peut se prolonger au delà de ce terme ;

2° Pour les lins et les chanvres, dès que les tiges sont arrachées ;

3° Pour toutes les autres récoltes, *après leur enlèvement*.

Les récoltes mises avant le sinistre en meules, meulons, moyettes, dizeaux ou tas, *sont réputées enlevées*.

Déclarations des Sinistres. — Formes et délais.

ART. 18. — Tout fait de grêle occasionnant à la récolte d'une parcelle assurée un dommage *dépassant les deux vingtièmes* de son produit, sera dénoncé par l'assuré ou en son nom à la direction de la Compagnie, rue Taitbout, n° 57, à Paris.

Si la perte ne s'élève pas *au-dessus de deux vingtièmes*, il n'y a pas lieu à déclaration, sous peine, par l'assuré de payer trente francs à titre d'indemnité, pour les frais que sa déclaration non fondée occasionnerait, dans ce cas, à la Compagnie ou à son expert.

ART. 19. — La déclaration de sinistre doit être faite, à peine de déchéance du droit à l'indemnité, dans les *cinq jours* du sinistre pour les grêles antérieures au 1^{er} juillet, et dans les *trois jours* pour celles postérieures au 1^{er} juillet.

Elle sera adressée à la direction, à Paris, par lettre affranchie et *sans enveloppe* ; le timbre de la poste fixera la date du jour où elle aura été faite.

Toute déclaration faite verbalement ou par écrit à l'agent général ou à un de ses auxiliaires sera réputée nulle et non avenue.

ART. 20. — La déclaration, faite conformément au modèle imprimé à la fin de la présente police, indiquera le nom de l'assuré, le numéro de la Police, l'Agence où elle a été signée, le jour et l'heure du sinistre.

Elle énoncera de plus pour chaque parcelle sinistrée :

1° Le numéro d'ordre sous lequel elle est inscrite dans la Police ou a la déclaration d'assolement.

2° La commune où elle est située ;

3° Le nom, ou lieu dit, sous lequel elle est connue ;

4° L'espèce de la récolte ;

5° La contenance en hectares et ares ;

6° L'évaluation en vingtièmes de la perte présumée.

Si le sinistre est survenu après l'époque fixée pour le commencement de l'assurance des récoltes atteintes, avant ou sans qu'il y ait eu de déclaration d'assolement, la déclaration de sinistre comprendra en outre, sous peine de déchéance, toutes les parcelles non sinistrées, appartenant à l'assuré et portant des récoltes de même espèce que celles qui font l'objet de la déclaration de sinistre.

ART. 21. — Est déchu de tout droit à indemnité l'assuré qui, dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article précédent, n'a pas compris dans sa déclaration de sinistre une ou plusieurs parcelles portant des récoltes de même nature que celles sinistrées.

Est également déchu de tout droit à indemnité l'assuré dont la déclaration est entachée de fraude ; celui qui, contrairement aux dispositions de l'article 2, n'a pas compris dans son assurance toutes les récoltes de même nature ; comme aussi celui qui a rentré ou mis en meules ses récoltes, de manière à rendre l'évaluation des dommages impossibles.

Estimation des dommages. — Expertise.

ART. 22. — La Compagnie se réserve, jusqu'à l'époque de la maturité des récoltes, le droit de fixer le jour de l'estimation des dommages.

Si elle le juge convenable, elle pourra provoquer une expertise provisoire.

ART. 23. — Les dommages sont réglés de gré à gré entre l'assuré et la Compagnie ou évalués, en suite d'expertise contradictoire, par deux experts qui seront choisis, l'un par la Compagnie, l'autre par l'assuré.

Ne pourront être pris pour experts les parents, alliés, employés ou

salariés de l'assuré non plus que les assurés de la Compagnie qui ont été sinistrés dans l'année.

Si les experts ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert qu'ils nomment eux-mêmes, sauf le droit de chacune des parties d'exiger qu'il soit pris hors du canton où réside l'assuré. Les trois experts, dans ce cas, opèrent en commun et à la majorité des voix.

Sur le refus d'une des parties de nommer son expert, ou faute par les experts de s'entendre sur le choix du troisième expert, il est désigné sur simple requête, par le président du tribunal civil de l'arrondissement où est situé le siège de l'agence.

ART. 24. — Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires, ainsi que du serment.

Ils sont autorisés à s'entourer de tous titres et renseignements nécessaires et même à faire une enquête s'il en est besoin.

L'assuré est tenu de fournir, tant aux experts qu'aux délégués de la Compagnie, tous les documents qu'il peut posséder sur ces diverses cultures, de représenter sa police, et, au besoin, des extraits de la matrice cadastrale.

Faute par l'assuré d'avoir indiqué dans sa déclaration de sinistre le nom de chaque parcelle et sa contenance en hectares et ares, ces renseignements seront complétés d'office, à ses frais, par les experts.

ART. 25. — Les experts, après avoir pris tous les renseignements et vérifié tous les documents préalables nécessaires, déterminent l'étendue de la parcelle grêlée.

Ils *estiment* ensuite :

1^o Quel aurait été, en quantité, le rendement du principal produit de la récolte sur la parcelle sinistrée, si elle était arrivée à maturité sans être grêlée ;

2^o Quelle est en vingtièmes, et séparément pour chacun des produits compris dans l'assurance, la perte *réelle* occasionnée par la grêle.

Ils pourront, au besoin, procéder par fractions de vingtième.

L'assurance ne devant jamais être une cause de bénéfice, les experts dans leurs évaluations ne doivent jamais perdre de vue ce principe du droit commun, et tiennent compte en conséquence de tous les sauvetages et compensations qui viennent atténuer la perte apparente.

Ces sauvetages et compensations, qui comprennent notamment tous les frais faits pour la rentrée des récoltes, que l'assuré n'a plus à faire en cas de perte totale, ne peuvent être évalués à moins de *trois vingtièmes*.

mes si bien que l'indemnité à payer par la Compagnie ne peut dépasser *dix-sept vingtièmes*.

ART. 26. — Si la pièce de terre atteinte est d'une grande étendue, les experts pourront, sur la demande de l'une des parties, la diviser et procéder séparément à l'expertise de chacune des fractions de parcelle ainsi obtenues.

ART. 27. — Les frais d'expertise sont répartis de la manière suivante :

L'assuré paie seul les droits et frais de timbre de la déclaration de sinistre, des actes de nomination d'experts et des procès-verbaux d'expertise ou des actes contenant règlement amiable.

La Compagnie et l'assuré paient chacun leur expert, sauf ce qui est stipulé à l'article 18, pour le cas où l'assuré ferait indûment la déclaration d'un sinistre n'atteignant pas plus des deux vingtièmes de la récolte.

Les droits de timbre des procès-verbaux de désaccord ou des actes contenant nomination de tiers-expert, les frais faits pour arriver à la tierce expertise, ainsi que les frais et honoraires du tiers-expert, sont par moitié à la charge des deux parties, sauf les droits d'enregistrement de la police, des déclarations d'assolement, des avenants et des pièces d'expertise qui sont en entier à la charge de l'assuré.

Si, par le refus de l'une des parties de concourir à l'expertise, il y a nécessité de s'adresser au président du tribunal civil, soit par simple requête, soit par voie de référé, les frais en seront à la charge de la partie récalcitrante.

Règlement de l'Indemnité. — Franchise.

ART. 28. — Le rendement *réel* constaté par les experts ou à l'amiable, combiné avec le prix de l'unité de rendement, détermine la valeur de la parcelle sinistrée.

Cette valeur se répartit entre les différents produits suivant les proportions établies par l'article 3, et sert de base à la fixation de l'indemnité due sur chacun d'eux.

Cependant si le rendement *réel* résultant des constatations est supérieur sur une parcelle sinistrée à celui porté au contrat, l'assuré sera considéré comme étant son propre assureur pour la différence, et l'indemnité sera réglée d'après ce dernier rendement.

Si une récolte a été assurée dans plusieurs intérêts différents, l'indemnité sera réglée au prorata de l'intérêt de chaque assuré, sans que la Compagnie puisse être tenue de payer, pour chaque parcelle sinistrée, une indemnité supérieure à celle résultant du rendement réel constaté.

ART. 29. — Pour le règlement des sinistres survenus avant ou sans qu'il y ait eu de déclaration d'assolement, il est convenu que le rendement assuré l'année précédente, sur une espèce de récolte, sera réparti entre toutes les parcelles de même nature, sinistrées ou non, au prorata de leurs contenances, *sans report ni compensation de l'une à l'autre*.

Cependant, si cette répartition donnait un rendement moyen à l'hectare, supérieur à celui résultant de l'assurance de l'année précédente, c'est ce dernier rendement qui servirait de base, et sous réserve de l'application de l'article 28, s'il y a lieu. Le prix attribué à l'unité de poids ou de mesure pour l'assurance de l'année précédente sera appliqué.

Par exception, en ce qui concerne les vignes sinistrées, avant ou sans déclaration d'assolement, l'indemnité sera réglée d'après le rendement assuré l'année précédente pour chacune des parcelles sinistrées et sans qu'il puisse être fait aucune répartition ni aucune compensation d'une parcelle à une autre. En conséquence, pour toute parcelle portée avec un rendement nul l'année précédente, il n'y aura lieu à aucune indemnité. Il en sera de même pour toute parcelle non indiquée, sans préjudice des pénalités édictées à l'article 2.

ART. 30. — De convention expresse, il ne sera dû aucune indemnité sur tout produit d'une parcelle (ou fraction de parcelle obtenue comme il est dit à l'article 26 ci-dessus), dont la perte n'excédera pas *deux vingtièmes*, et l'évaluation des dommages se fera sans qu'on puisse opérer aucune compensation d'une parcelle (ou d'une fraction de parcelle) à une autre. — Lorsque la perte éprouvée par ce produit dépassera *deux vingtièmes*, l'indemnité qui résultera de l'expertise faite en conformité des articles 1^{er}, 25, 28 et 29 de la Police, sera payée intégralement.

Paiement de l'Indemnité.

ART. 31. — L'indemnité à la charge de la Compagnie est payée, au choix de l'assuré, soit au domicile de l'Agent général, soit au siège de la Compagnie, à Paris, dans les délais suivants, savoir :

Pour les assurés qui ont payé comptant leur prime, aussitôt après le règlement de l'indemnité ;

Pour ceux qui ont pris terme, dans les vingt jours de l'échéance de la prime ;

Enfin, pour ceux qui n'auront pas fait leur déclaration d'assolement en temps utile, également dans les vingt jours de l'échéance de la prime.

Lorsqu'un assuré, dont l'indemnité ne sera payable qu'à terme, demandera à être payé par anticipation, et que la Compagnie y consentira (ce à quoi elle ne sera jamais tenue), la Compagnie percevra un escompte dont le taux sera fixé, chaque année, par son Conseil d'administration.

La preuve testimoniale n'étant pas admise pour le paiement de toute somme excédant 150 francs, les assurés qui ne pourront ou ne sauront signer seront tenus de fournir, à leurs frais, une quittance par devant notaire, lorsque l'indemnité excédera cette somme.

Dispositions générales.

ART. 32. — L'assuré est tenu, après la grêle et jusqu'à l'expertise, de donner aux récoltes sinistrées les soins habituels de culture, et de veiller, en bon père de famille, à leur conservation.

ART. 33. — Tout nouveau fait de grêle donne lieu à une nouvelle déclaration et à une expertise.

Dans le cas où il surviendrait un nouveau sinistre, après un premier règlement, les nouveaux experts seront libres d'annuler la première expertise et d'opérer à nouveau sur l'ensemble des dommages, ou bien de maintenir les premières constatations et de ne déterminer que le dommage supplémentaire.

Dans ce dernier cas, l'indemnité nouvelle ne portera que sur le rendement restant après les sinistres antérieurs.

Les experts pourront toujours, s'il y a lieu, reviser le rendement réel constaté précédemment.

ART. 34. — Dans le cas où la récolte d'une parcelle éprouverait plusieurs sinistres pendant la même année, l'assuré sera indemnisé intégralement de la perte causée par les divers sinistres sur un produit quelconque de cette parcelle, pourvu que cette perte dépasse deux vingtièmes.

ART. 36. — Toute action en paiement des dommages est prescrite par trois mois à compter du jour de l'échéance de l'indemnité de sinistre ou des dernières poursuites. En conséquence, la Compagnie, ce délai expiré,

ne peut être tenue à aucune indemnité soit vis-à-vis de l'assuré, soit vis-à-vis de tous opposants ou cessionnaires.

Attribution de juridiction

ART. 37. — Toutes contestations entre la Compagnie et l'assuré, à raison de la présente Police, seront déferées à la juridiction civile.

En vue de ces contestations, l'assuré fait élection de domicile, dans les termes de l'article 111 du Code civil, au lieu du siège de l'Agence générale où la Police a été souscrite. C'est notamment devant le juge de cette agence que se poursuit le paiement des primes non acquittées à leur échéance.

Prix de la Police : 2 fr.

La Compagnie assure contre la Grêle aux conditions générales qui précèdent, et à celles particulières ci-après, à M

profession de (1) _____, demeurant à _____, commune de _____,
canton de _____, arrondissement de _____, département de _____,
agissant en qualité de (2) _____.

les récoltes désignées ci-contre et situées dans la commune de
canton de , département de .

(1) Dire s'il est propriétaire du sol, fermier, métayer, colon, etc.

(2) Dire si c'est comme propriétaire des récoltes assurées, mandataire du propriétaire, créancier gagiste, régisseur, etc.

N ^o d'ordre.	COMMUNE où les récoltes sont situées.	LIEU DIT	NATURE des récoltes	CONTENANCE.		RENTEMENT en nature espéré de la parcelle assurée.	PRIX convenu par unité de mesure	SOMMES assurées.	PRIME applicable par 100 fr. de capital assuré.	MONTANT de la prime.
				hect.	ares.					
1	2	3	4	5	6	7		9	10	11
1	Rostelles	Chemin creux	Blé	1	40	20 hect.			fr. c.	fr. c.
2	»	Au Buisson	»	»	40	9 »				
3	»	Le Tertre	»	2	50	47 »				
						76	25	4.900	1 20	22 80
Droits de timbre et frais de répartition à 0,04 c. par 1.000 fr. de capitaux assurés										
TOTAUX.										

NOTA. — Dans la colonne 2, indiquer en regard de chacune des parcelles, la commune où elle est située.

L'assurance est faite pour _____ années.
L'assuré prend l'engagement de payer (1) _____
générale de _____, la somme de (2)
détaillés ci-dessus pour un capital assuré de _____
Les Conditions imprimées et manuscrites de la présente Police sont ainsi convenues et arrêtées pour être exécutées
de bonne foi.
Fait triple à _____, le _____ mil huit cent quatre-vingt _____ mot rayé nul

L'assuré, _____
POUR LA COMPAGNIE :
L'agent général fondé de pouvoirs,
(1) Si la prime est payée comptant, on ajoutera en toutes lettres le mot *comptant*. S'il y a terme convenu, indiquer la date choisie.
(2) Indiquer la somme en toutes lettres.

AGENCE
DE LANGRES

Police n° 2650

Sinistre du 15 juin 1891
à 6 heures du soir

DÉCLARATION DE SINISTRE

De M. PARIEL Jacques,
Demeurant à *Lessart*,
Commune de *Culmont*,
Bureau de poste de *Chalindrey*,
Canton de *Langres*,
Département de la *Haute-Marne*.

INDEMNITÉ PAYABLE
le 31 octobre

Police passée
A LANGRES
le 30 avril 1890

ET DÉCLARATION D'ASSOLEMENT
du 10 mai 1891

Toute parcelle sinistrée doit être portée séparément dans la déclaration de sinistre, faite de quoi elle ne sera pas expertisée (art. 20 de la Police).

Numéro d'ordre de la parcelle assurée.	COMMUNES et lieux dits.	NATURE des récoltes.	ÉTENDUE de la partie grêlée.		ÉVALUATION par l'assuré de la perte présumée.	RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES :		Ces colonnes seront remplies à la Cie.	
			hect.	ares.		Quel est le degré d'avancement de la végétation ?	A quelle époque la récolte doit-elle être faite ?	RENDEMENT assuré pour la parcelle grêlée.	PRIX convenu par unité. 10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	11
1	<i>Culmont</i> .	Blé . . .	1	30	3	Commence à épier.	Fin juillet.		
6	Les Poiriers . .	Avoine . .	1	80	6	En herbe.	15 août.		
7	Grand-Champ . .	Colza . .	»	60	40	Touche à sa maturité.	24 juin.		
12	<i>Chalindrey</i> . Sous-la-Côte . .	Seigle . .	»	80	5	En épis,	15 juillet.		

NOTA. — La déclaration de sinistre doit être adressée à la Direction de la Compagnie, rue Tailbout, n° 56, à Paris, par lettre affranchie et sans enveloppe; le timbre de la poste fixera la date du jour où elle aura été faite.

ANNEXE III

Tarif de la Cie anonyme d'assurances à primes fixes
" L'ABEILLE " contre la Grêle.

L'ABEILLE

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES A PRIMES FIXES

Contre la Grêle

Etablie à Paris, rue Taitbout, 57

CAPITAL SOCIAL : **Huit millions**, dont un tiers versé.

TARIF DE 1899

DÉPARTEMENT

M

d

Agent général

AGENCE DE

Ce tarif se décompose en 5 classes qui comprennent :

La 1^{re}, les blés, millet, maïs, sorgho ; — La garance ; — Les feuilles de mûriers ; — Les prairies naturelles, sainfoins, trèfles et luzernes *non destinés pour graine* ; — Les pommes de terre ; les betteraves *cultivées pour fourrage* ; — Les couvertures de bâtiments.

La 2^e, les seigles, épeautres, méteils, avoines, orges, riz ; — Les hivernaches *cultivés exclusivement pour fourrage*.

La 3^e, les sarrasins ; — Les colza, navette, œillette, cameline, moutarde ; — Les lin, chanvre ; — Les fèves, lentilles, pois, haricots, vesces, gesses, hivernaches et autres plantes légumineuses. *Lorsqu'elles sont cultivées pour graine* ; — Les vitres et cloches.

La 4^e, les vignes ; — Les houblons ; — Les chardons, safran.

La 5^e, les tabacs.

L'assurance est contractée pour une durée de *cinq années*, à moins de conventions contraires (Art. 8 de la police).

Pour l'assurance des risques de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes, le taux de la prime fixé par les tarifs pour des polices de cinq ans, ainsi que les droits de timbre et les frais de répertoire à percevoir, subiront, pour des contrats d'une durée moindre une augmentation *d'un dixième*. (Art. 8 de la police).

Les polices sur tabacs (risque de 5^e classe) ne seront faites que pour *un an* et le taux de sa prime ne subira pas l'augmentation d'un dixième.

La prime du colza et de la navette sera diminuée d'un quart toutes les fois qu'il sera stipulé dans la police que l'assurance cessera dès que les plantes seront détachées du sol.

Lorsque les pailles des céréales seront exclues de l'assurance, la prime applicable au grain sera augmentée de 20 0/0 ou autrement dit d'un cinquième.

Les betteraves à graine et les betteraves destinées à la fabrication du sucre, ainsi que tous les risques non désignés ci-dessus, ne pourront être admis à l'assurance que sur autorisation spéciale de la Compagnie.

[illegible]

PRIX MAXIMUM

qui ne pourra être dépassé en 1899 pour l'assurance des Récoltes désignées ci-après

Blé froment : 28 francs par hectol., dont :	22 fr. 40	pour le grain.
	5 » 60	pour la paille.
Méteil : 22 fr. 50.	18 » »	pour le grain.
	4 » 50	pour la paille.
Seigle, Epeautre : 17 fr. 50	14 » »	pour le grain.
	3 » 50	pour la paille.
Maïs : 15 fr.	12 » »	pour le grain.
	3 » »	pour la paille.
Orge : 17 fr. 50	14 » »	pour le grain.
	3 » 50	pour la paille.
Avoine : 15 fr.	12 » »	pour le grain.
	3 » »	pour la paille.
Sarrasin : 15 fr	13 » 50	pour le grain.
	1 » 50	pour la paille.
Colza : 25 fr	22 » 50	pour le grain.
	2 » »	pour la paille.
Lin. Chanvre 25 fr. les 100 kilog. de tiges,		
dont	6 » 25	pour le grain.
	18 » 75	pour la filane.
Hivernaches (ou mélange de vesces, gesses		
ou pois et de seigle, avoine ou orge.)		
Cultivées pour graine : 20 fr. par hect. dont	16 » »	pour le grain.
	4 » »	pour la paille.
Cultivées pour fourrage exclusivement :		
8 fr. 50 les 100 kilog. ou quintal métrique.		
Houblon : 100 fr. les 100 kilogr. ou quintal métrique.		
Vin : 100 fr. l'hectolitre.		
Tabac (<i>Consulter la direction</i>).		

Les prix des produits non désignés au présent Tableau devront être établis par instruction spéciale de la Compagnie.

(1) En aucun cas le prix maximum fixé pour le grain ne peut être dépassé. Le prix indiqué pour la paille peut, au contraire, être augmenté avec l'assentiment de la Compagnie, mais dans tous les cas, le prix de l'ensemble, qui s'obtient en ajoutant le prix du *grain* à celui de la *paille*, devra seul figurer au contrat. Pour le lin et le chanvre, le prix maximum pour la filasse et le grain ne pourra être dépassé.

BIBLIOGRAPHIE

1^o Ouvrages généraux.

- Lemonnier (Charles).** — Commentaire sur les principales polices d'assurance maritime usitées en France, 1843.
- De Valserres (Jacques).** — *Manuel de droit rural et d'économie agricole*, 1846.
- Du Boucheron.** — Statistique comparée au point de vue des assurances par l'Etat, 1857.
- Lehir.** — De l'assurance par l'Etat, fondation de caisses d'assurances mutuelles contre la grêle, 1857.
- Batie.** — Précis du cours de droit public et administratif, 1864.
- De Tocqueville (Alexis).** — De la démocratie en Amérique, 1868.
- Block (Maurice).** — Traité théorique et pratique de statistique, 1878.
- Say (Léon).** — Dictionnaire des finances.
- Block (Maurice).** — Dictionnaire de l'administration française, 1881-1885.
- Chaufton (Albert).** — *Les assurances, leur passé, leur présent et leur avenir*, 2 volumes, 1884-1886.
- Ledru (A.) et Worms (P.).** — Commentaire sur les syndicats professionnels du 21 mars 1884. 1885.
- Hauriou (Maurice).** — Précis de droit administratif, 2 volumes, 1887.
- Bozérian.** — Dictionnaire universel de la Bourse, de la Banque et des Assurances.
- Foignet (René).** — Manuel élémentaire de droit administratif, 1893.
- Cauwès (M.).** — *Cours d'économie politique*, 4 volumes, 1893.
- Tisserand.** — Rapport sur l'enseignement agricole, 1^{er} janvier 1894.
- Lyon-Caen (Ch.) et Renault (L.).** — Manuel de droit commercial, 1894.

Jay, Cauwès, Beauregard, Larnaud. — *Cours de la Faculté de droit de Paris*, 1896-1897 (doctorat).

Hamon (Georges). — *Histoire générale des assurances en France et à l'étranger*, 1897.

2° Ouvrages spéciaux.

Perron. — *Le passé et l'avenir de la Caisse générale des Assurances agricoles*, 1857.

De Courcy (Alfred). — *Des assurances agricoles, mémoire au Conseil d'Etat*, 1857.

— *Rapport au Conseil d'Etat*, 1857.

Rouher. — *Lettre aux Compagnies d'assurances contre l'incendie*, 3 février 1859.

Rouland. — *Lettre au Directeur de la Caisse générale des assurances agricoles*, 8 octobre 1859.

Billault. — *Circulaires aux préfets*, 17 décembre 1859 et 9 février 1860.

Magne. — *Mémoire présenté à la Société nationale d'agriculture de France*, 1873.

Magnin. — *Lettre au Président du Sénat*, 21 février 1881.

Perriaud (Jean). — *L'assurance contre la grêle*, 1888.

Guénin (Henri). — *Le crédit par l'assurance*, 1891.

Perriaud (Jean). — 1° *Mémoire à MM. les députés sur le crédit et les assurances agricoles*, 1892.

— 2° *Le crédit et les assurances agricoles*, 1893.

Thomereau (Alfred). — 1° *La question des assurances agricoles au point de vue de la statistique*, 1894.

— 2° *Les assurances agricoles ; état actuel de la question*, 1894.

— 3° *Un premier essai de socialisme d'État sous Napoléon III : la Caisse générale des assurances agricoles*, 1894.

— 4° *Quelles sont les limites de l'intervention de l'État en matière d'assurances ?* 1894.

De Courcy (Alfred). — *De l'assurance par l'État*.

— *Les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie : autorisation et surveillance*, 1894.

Cucheval-Clarigny. — *Examen des projets de loi sur les assurances agricoles. Rapport à la Société des agriculteurs de France*, 1894.

- Salle (Emile).** — *L'assurance-grêle*. Rapport à la Société des agriculteurs de France, 1894.
- Rocquigny (comte de).** — 1° *Intervention des syndicats agricoles dans l'assurance contre la mortalité du bétail*. Rapport à la Société des agriculteurs de France, 1894.
- 2° *L'assurance par l'État ou les syndicats agricoles*. Rapport au Congrès de Lyon, août 1894.
- Rostand (Eugène).** — Discours au Congrès de Bordeaux, 1894.
- Duguay (Raymond).** — *La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique, pratique*, 1895.
- Syndicat des assureurs agricoles. Exposé critique*, 1895.
- L'assurance contre l'incendie.* — Mémoire du syndicat général des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'incendie, mars 1895.
- Rocquigny (comte de).** — 1° *L'organisation administrative des assurances et du crédit agricole*. — Rapport sur la proposition de loi Calvet (8^e Congrès du crédit populaire et agricole, tenu à Caen, le 12 mai 1896).
- 2° *Le mouvement syndical dans l'agriculture*.
- *Les syndicats agricoles et leurs unions*, rapport au Congrès d'Orléans, 1897.
- Riboud (Léon).** — *L'assurance-grêle*, Congrès d'Orléans, 1897.
- Congrès national des syndicats agricoles*, tenu à Orléans, mai 1897, *Compte rendu des séances*.
- Sabatier (Camille).** — *Proposition sur les assurances agricoles (Ligne de la petite propriété)*, 1897.
- Riboud (Léon).** — *La prévoyance contre la mortalité du bétail dans l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles. Le règlement et son commentaire*, 1898.
- Guénot.** — Des funestes effets du déboisement dans les Pyrénées. 1898.
- De Chambreland.** — Mémoire à l'Académie des sciences, mars 1898.
- Fléchet (Edmond).** — La statistique agricole décennale de 1892, mars-avril 1898.
- Rieu (Alfred).** — *Etude sur les assurances agricoles*, 1898.
- Fasquelle (G.).** — *L'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail*, 1898.

Boiret (H.). — *L'assurance contre la mortalité du bétail*, 1898.

Rocquigny (comte de). — *L'assurance mutuelle du bétail*, 1898 (Circulaire n° 19 du Musée social, 25 juin 1898 ; *Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme*).

Perriaud (Jean). — Aux agriculteurs à propos de l'assurance agricole (1898-1899).

Duport. — *Rapport à la Société des agriculteurs de France*, Séance du 2 mars 1899.

3° Documents parlementaires.

Discours *Baroche*, ministre-président du Conseil d'État. — Sénat, 20 mai 1862.

Proposition *Vacher*. — Chambre des députés, séance du 29 juillet 1879.

Proposition *Langlois*. — Chambre, février 1882.

Discours *Langlois*. — Chambre, 30 mai 1882.

1^{re} proposition *Quintaa*. — Chambre, 17 mai 1890.

Rapport sommaire *Mac-Adaras*. — 30 juin 1890.

Proposition *Rivet*. — 9 mars 1891.

Rapport sommaire *Nivert*. — 27 octobre 1891.

2^e proposition *Quintaa*. — 19 novembre 1891.

Proposition *Chollet*. — 3 décembre 1891.

Discours *Méline*. — Chambre des députés, 20 juin 1892.

Projet de loi *Develle*, ministre de l'agriculture, sur la création d'une société de crédit agricole et populaire, 1892.

Proposition *Daynaud, de Cassagnac*, etc. — Chambre, 26 janvier 1893.

Discours *Darbot et Viger*. — Sénat, 24 mars 1893.

Proposition *Jonart*. — Chambre des députés, 28 mars 1893.

1^{re} proposition *Emile Rey et Lachèze*, 6 mai 1893.

1^{re} proposition *Philipon et Pochon*, 27 mai 1893.

Rapport *Quintaa*, 12 juillet 1893.

2^e proposition *Philipon*, 21 novembre 1893.

2^e proposition *Emile Rey, Lachèze, Darlan*, etc., 5 décembre 1893.

Rapport sommaire *Emile Rey*, 15 décembre 1893.

Projet de loi *Viger*, 24 avril 1894.

Proposition *Gendre*, 3 juillet 1894.

Rapport BERTRAND. — Chambre, 16 mai 1895.

Proposition CALVET. — Sénat, 12 juillet 1895.

Séance de la *Chambre des députés* du 3 décembre 1895.

Rapport sommaire *Alfred Poirrier*. — Sénat, 23 décembre 1895.

Proposition *Augé*. — Chambre, 11 juin 1897.

Séance de la *Chambre des députés* du 21 février 1898 : Discours *Mougeot* et *Méline*, président du Conseil, Ministre de l'Agriculture.

Séance de la *Chambre* du 25 février 1898. — Discours de MM. *Méline*, *Léon Mougeot*, *Emile Rey*, *Viger*, *Charles Dutreix*, *Jaurès*, etc.

Proposition de *Ramel*, etc. — Chambre, 9 juillet 1898.

Rapport HENRI RICARD sur le Budget général de l'Exercice 1899. — Ministère de l'Agriculture, 15 décembre 1898.

Rapport *Lourties*. — Sénat, 10 janvier 1899.

Séance de la *Chambre des députés* du 25 février 1899. — Discours de MM. *Antoine Perrier* ; *E. Rey* ; *Viger*, ministre de l'Agriculture.

4° Divers.

Notice sur le monopole des assurances par l'Etat. — Lille, 1894.

Instructions à MM. les Agents de la Compagnie l'« Abeille ».

Délibérations des Chambres de Commerce et de Sociétés d'Agriculture contre les projets de loi *Bourgeois* et *Viger*. — Chambres de Commerce du département du Nord, — de Paris ; — Observations de nombreuses sociétés et de syndicats agricoles, etc., 1895.

Délibérations des Chambres de Commerce du Pas-de-Calais contre le projet *Bourgeois* sur les assurances et contre les projets de création de Caisses départementales d'assurances, 1895.

Principales objections soulevées par le projet *Viger* en ce qui concerne le risque de grêle. — Abbeville, mars 1895.

Lettres d'un agent d'assurances à un député.

Observations sur les projets de loi de MM. Bourgeois et Viger concernant les assurances, présentées par les Agents généraux d'assurances du Pas-de-Calais, mars 1895.

Pétitions de syndicats d'agents généraux contre le projet *Viger* et la proposition *Bourgeois* (du Jura).

Principales objections soulevées par le projet de loi présenté à la Chambre des députés par la Commission des Caisses d'assurances mutuelles agricoles, mars 1896.

Lettres et renseignements communiqués par M. Maurice Maure, Président du Syndicat des agents d'assurances de l'arrondissement d'Arras (1898-1899).

Lettre de M. Ad. Stalberger, Directeur général de l'*Avenir* et renseignements sur cette Société.

Lettres de M. Crametz, Directeur de la *Ruche du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme* et renseignements sur cette Société.

Renseignements donnés par la Direction de la Compagnie l'*Abeille*.

Statuts-police, comptes-rendus de nombreuses Sociétés.

Comptes-rendus de délibérations de Sociétés d'agriculture, de Syndicats agricoles.

Journaux et publications diverses : Moniteur des assurances ; l'*Avenir* économique et financier ; l'*Economiste rural* ; l'*Argus* ; la *Semaine* ; l'*Assureur Français* ; l'*Assurance moderne*.

Le journal de l'Agriculture ; — Bulletin de la Société des Agriculteurs de France ; — la Réforme économique ; — la Démocratie rurale ; — Bulletin du Crédit populaire, etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ASSURANCE AGRICOLE.	11
--	----

CHAPITRE I ^{er} . — Idée de l'assurance agricole. — Parenthèse sur la statistique	11
— II. — Assurabilité des risques agricoles. — Distinction du risque subjectif et du risque objectif.	19
SECTION I. — <i>La mortalité du bétail.</i>	23
— II. — <i>La grêle.</i>	31
— III. — <i>La gelée.</i>	34
— IV. — <i>Les inondations.</i>	40
— III. — Equivalence des primes et des cotisations	46
— IV. — Aperçu général sur les tarifs agricoles	51
— V. — De la notion d'indemnité	65

DEUXIÈME PARTIE

MÉCANISME DE L'ASSURANCE AGRICOLE.	69
---	----

Aperçu historique général de l'assurance agricole	69
---	----

CHAPITRE I ^{er} . — Sources du droit : la loi, le contrat. — Distinction des sociétés par actions et des sociétés mutuelles.	82
— II. — La loi.	88

SECTION I. — <i>Les sociétés d'assurances agricoles</i>	
<i>par actions</i>	88
— II. — <i>Les sociétés mutuelles d'assurances agricoles</i>	101
CHAPITRE III. — Le contrat : les polices d'assurances agricoles	131

TROISIÈME PARTIE

DISCUSSION DES PROJETS	153
CHAPITRE I ^{er} . — Economie des projets et des propositions de loi	153
— II. — Les doctrines et les théories	202
— III. — Examen critique des projets et propositions de loi	219
— IV. — Des applications individualistes	239
SECTION I. — <i>Les petites mutualités. — Leur développement progressif</i>	239
— II. — <i>Les syndicats agricoles et l'assurance</i>	249
CONCLUSION.	261

ANNEXES

<i>Annexe I.</i> — Statuts-police de « l'Avenir »	277
<i>Annexe II.</i> — Police de « l'Abeille-Grêle »	296
<i>Annexe III.</i> — Tarif de 1899 de « l'Abeille »	312
BIBLIOGRAPHIE	315

Imp. J. Thevenot. Saint-Dizier (Hte-Marne)
